

امكان من العمل

Temps libre : alerte à Pompéi

Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15188 - 7 F

SAMEDI 27 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Retours d'Intifada

CERTAINS jours, les images venues du Proche-Orient semblent surgies d'un vieux film qu'on aurait retrouvé. Les scènes d'émeutes qui ont, une nouvelle fois, secoué Gaza, jeudi 25 novembre, chassent peu à peu le souvenir des spectacles d'ellégresse qui avaient salué la signature de l'accord du 13 septembre sur l'autonomie. Depuis cette cérémonie historique, vingt-six Palestiniens et douze Israéliens sont morts lors d'attentats ou d'affrontements dans les territoires occupés.

Ces flambées de violence ne doivent pas surprendre. Au Proche-Orient, comme ailleurs, la paix ne se décrète pas. Elle s'apprend lentement à force de courage et de volonté. La haine et la colère y seront d'autant plus longues à s'éteindre que, des deux côtés, les adversaires du dénouement politique en cours sont résolus à souffler sur les braises de ce brasier mal éteint. Ils tentent d'exploiter les impatiences et les inquiétudes des deux peuples en quête de réconciliation.

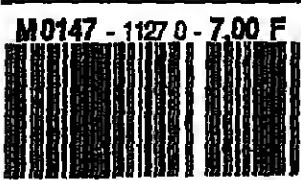
En Cisjordanie et surtout à Gaza - leur bastion - la capacité de nuisance des groupes islamistes reste grande. Les mouvements intégristes, qui font leur lit des frustrations d'une population misérable, auront beau jeu de dénoncer la « trahison » de l'OLP aussi longtemps que les dividendes de la paix ne seront pas palpables.

Le réveil sporadique de l'intifada va d'ailleurs de pair avec un déclin sensible de l'influence de la centrale palestinienne dans les territoires, dont témoigne, entre autres indices, le revers qu'elle vient de subir lors des élections à l'université de Bir Zeit. Côté israélien, les plus extrémistes des colons, redits à tout pouvoir palestinien et anxieux de leur sort, sont tentés par la désobéissance civile.

POUR les négociateurs israéliens et palestiniens, le temps presse. Selon le scénario auquel ils sont censés obéir, il leur reste moins de trois semaines pour « boucler » les trois dossiers, tenant à la « sécurité », qui font encore obstacle à la mise en œuvre de l'accord : le calendrier de la libération des quelque 11 000 détenus palestiniens, le contrôle des points de passage frontaliers, et - tout d'abord - les limites de la zone de Jéricho qui bénéficiera de l'autonomie. En revanche, les modalités du transfert de l'autorité civile devraient être plus faciles à élaborer.

L'échéance du 13 décembre sera-t-elle respectée ? « Ce n'est pas une date sacrée », observait jeudi, Itzhak Rabin. Le premier ministre israélien préfère, à juste titre, bousculer un peu le calendrier plutôt que conclure, en toute hâte, un accord mal ficelé qui ne réaliserait pas à l'épreuve du terrain. MM. Arafat et Rabin devront peut-être se rencontrer à nouveau prochainement pour forcer le cours de la négociation. Le paix vaut bien quelques rendez-vous au plus haut niveau.

Lire page 3



Avec la prochaine mise sur le marché de l'UAP

Le gouvernement accélère les privatisations

Avant même la fin de la première vague de privatisations (BNP, Rhône-Poulenc, Banque Hervet et Elf-Aquitaine), le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, a annoncé le suivant, vendredi 26 novembre, avec la prochaine mise sur le marché de l'Union des assurances de Paris (UAP). Fort du succès de la cession de Rhône-Poulenc, qui compte désormais 2,9 millions d'actionnaires individuels, le gouvernement accélère son pro-

gramme. Les 40 milliards de francs de recettes attendues dans le budget 1993 ont été dépassés. L'Etat, en cédant le Crédit local de France, la Banque nationale de Paris et Rhône-Poulenc, a collecté 43 milliards de francs en sept mois qui s'ajoutent aux 110 milliards de l'emprunt Balladur. Les deux prochaines opérations (Elf-Aquitaine et l'UAP), début 1994, devraient rapporter plus de 70 milliards de francs.

Divine surprise

Il n'aura même pas fallu attendre un mois après la nomination de Jacques Friedmann à la tête de l'UAP (Union des assurances de Paris) pour qu'Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, porté par les succès indéniables des privatisations de la BNP et de Rhône-Poulenc, annonce dans la foulée celle du premier assureur français. La cession de l'UAP n'est pas à proprement parler une surprise. Son annonce avant la fin de l'année 1993 en est une.

Elle se veut le reflet de l'accélération des privatisations et de la divine surprise du retour en masse des petits actionnaires - que l'on croyait perdus à tout jamais après la fin brutale des années « golden boys », de l'argent facile et de la Bourse casino. Mais le peuple des épargnants, oublié des « trente glorieuses » et miraculé des années 80, est resté fidèle à Edmond Balladur.

Il a permis au premier ministre, avec les 110 milliards de francs récoltés en juillet par l'emprunt qui porte son nom, les 2,8 millions d'actionnaires, en octobre, de la BNP et les 2,9 millions, en novembre, de Rhône-Poulenc de remporter ses succès les plus évidents en matière économique. Insulté par le krach d'octobre 1987, qui avait mis définitivement fin à la première vague de privatisations, du caractère changeant des marchés, le premier ministre a décidé de pousser encore les feux. Le programme de privatisation - qui se voulait à l'origine avant tout prudent - prend de l'ampleur.

Il pourrait permettre au gouvernement de dégager des ressources bien supérieures aux 55 milliards de francs inscrits dans le projet de budget pour 1994. A elles seules, les privatisations annoncées d'Elf-Aquitaine et de l'UAP représentent entre 70 et 80 milliards de

recettes pour l'Etat. Des recettes d'autant plus certaines que l'emprunt Balladur, conçu à l'origine pour servir de relais aux privatisations, ne joue plus ce rôle. Compte tenu de ses avantages, notamment fiscaux, il est conservé précieusement par les épargnants et finalement très peu converti en actions de groupes privés.

Le gouvernement veut clairement profiter d'un contexte particulièrement favorable. Les marchés d'actions bénéficient un peu partout dans le monde de l'absence d'alternative de placement. Les taux à court et long terme baissent ou sont appelés à baisser, l'immobilier est encore bien mélo, il ne reste que les actions... et les privatisations pour réaliser rapidement des plus-values appréciables. Les acheteurs d'actions BNP et Rhône-Poulenc ont été d'ailleurs particulièrement gâtés avec chaque fois, au lendemain des offres publiques, des gains instantanés supérieurs à 15 %. La politique des « petits prix », en vogue dans les grandes surfaces, semble avoir fait des émules du côté de la commission de privatisation.

Pour ne pas casser cette belle mécanique, l'UAP présente de nombreux atouts et pourrait même passer devant Elf-Aquitaine. A commencer par un poids inférieur. La vente par l'Etat de sa participation de 53 % dans l'UAP représenterait entre 25 et 30 milliards de francs et celle d'Elf-Aquitaine entre 45 et 50 milliards.

ÉRIC LESER

Lire la suite page 22

Dans l'attente d'une éventuelle extradition

Jacques Médecin a été arrêté en Uruguay

L'ancien maire de Nice, Jacques Médecin, qui a choisi l'exil en Uruguay depuis septembre 1990 à la suite de plusieurs procédures administratives et judiciaires, a été arrêté, jeudi 25 novembre, à Punta-del-Este et placé en détention à Maldonado. Le juge Homero Decoste devait l'informer, vendredi 26 novembre, des charges retenues dans le mandat d'arrêt international lancé par le parquet de Nice et transmis par Interpol aux autorités de Montevideo. M. Médecin pourrait rester en détention en attendant que les autorités uruguayennes se prononcent, en l'absence de convention d'extradition.



Lire page 28

La mue de l'Opéra de Paris

Jacques Taubon, ministre de la culture, a annoncé, jeudi 25 novembre, une série de réformes radicales concernant l'Opéra de Paris. Chargé de mettre dès maintenant d'ordre et déjà, en chantier la programmation des prochaines saisons, Hugues Gall, actuellement directeur de l'Opéra de Genève, sera à partir d'août 1995 seul maître à bord à la fois de Bastille et de Garnier, regroupés sous la dénomination d'Opéra national de Paris (ONP). Le lyrique reviendra en partie à Garnier, et la danse pourra trouver sa place à Bastille. Devenant de places à prix moyens (200 F et 250 F) seront proposées, et davantage de spectacles présentés en matinée et durant les week-ends. Au total, 365 représentations par an sont prévues.

Lire page 18

La démesure d'Anthony Burgess

L'écrivain britannique est mort jeudi 25 novembre à Londres des suites d'un cancer, à l'âge de soixante-seize ans

Travailler le matin à un roman, l'après-midi à un scénario, le soir à une symphonie ? « Cela m'arrive », répondait Anthony Burgess, écrivain prolifique et prolifère, qui a traversé les siècles, les sociétés et les genres littéraires, et qui fit preuve à la fois d'une créativité et d'un mimétisme éblouissants. Il écrivait des centaines d'articles, des lettres aux journaux, des études sur le roman, des livres de critique et, parmi une quinzaine de biographies, une vie amoureuse de Shakespeare ; pourtant, il publia des romans en plus grand nombre encore - dont éiaq en une seule année, après qu'on lui eut annoncé qu'il allait mourir d'un cancer. On ne compte pas moins d'une cinquantaine d'ouvrages en tout.

Il avait tout lu, dans tous les domaines, parlé sept langues, dont le russe et le malais, dessinait à merveille ; il fut caricaturiste et se spécialisa en linguistique avant de se consacrer à l'écriture. Grand amateur de musique - il jouait de

l'orgue, du piano et de la harpe - il fut aussi compositeur, signa trois symphonies, mit en musique l'Olympe de Joyce. Devant une telle démesure, une telle prolifération, devant des dons si étonnants et si divers, la critique s'est interrogée à bon droit. Qui était donc Burgess ? Un utilisateur rusé de la culture, un imitateur des plus grands écrivains, qui simulait avec talent l'art de Sterne, de Joyce et de Nabokov, ou un créateur dont il fallait reconnaître, malgré ses modèles évidents, l'originalité, voire le génie ? Le simulacre était-il chez lui un moyen ou une fin, ou les deux à la fois ?

Bref, on se demandait ce qui l'emportait en lui de la tentation de créer ou de celle de parodier ; on l'accusa de s'essayer à tous les genres, voyant là le signe d'un esprit superficiel ; d'évidence, il travaillait trop vite ; tant de facilité était suspecte. Citant Joyce une nouvelle fois - « Ne faites pas trop de plans à l'avance. Les bonnes

choses viennent en travaillant » -, Burgess racontait comment il se mettait au travail sans attendre « l'inspiration », écrivait du matin jusqu'au soir, douze heures par jour et sept jours par semaine, et revenait sur chaque paragraphe, sur chaque phrase, au moins une vingtaine de fois.

En Angleterre, où sa prodigieuse vitalité était mal reçue, il se sentait incompris, exilé. Il est vrai qu'il était un Anglais d'une espèce un peu particulière, un Anglais du Nord - il était né à Manchester le 25 février 1917 - pour moitié Irlandais, catholique de surcroît. Jusqu'en 1929, aucun catholique n'avait le droit d'aller à l'université ; ses parents furent donc, suivant ses propres termes, des « amuseurs », des gens du spectacle, pas même des artistes.

CHRISTINE JORDIS

Lire la suite page 21

Une montre peut se passer d'aiguilles. La preuve par Chaumet.

A L'ÉTRANGER : Belgique, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 36 ATS ; Espagne, 48 Ptas ; Canada, 2,25 F CAN ; Argentine, 6 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Écosse, 180 PTA ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 5 fl. ; Portugal, 200 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

ARMÉNIENS

Cela s'appelle un génocide

Nous avons été consternés de découvrir, au milieu de l'entretien érudit et pertinent sur le fondamentalisme islamique que Bernard Lewis a accordé au Monde du 16 novembre, des jugements d'une teneur bien différente au sujet du génocide arménien de 1915.

Qualifier ces massacres de génocide, c'est-à-dire de politique délibérée de destruction d'une population, c'est, dit-il, la « version arménienne de l'histoire ».

Bernard Lewis ne peut ignorer que, dès le 24 mai 1915, les gouvernements alliés, russe mais aussi français et britannique, ont fait savoir publiquement à la Sublime Porte qu'ils tiendraient pour personnellement responsables tous les membres du gouvernement ottoman et leurs agents impliqués dans ce « crime de lèse-humanité ». Que les diplomates allemands et autrichiens, alliés de la Turquie et présents sur les lieux, ainsi que les diplomates américains neutres, ont envoyé des dizaines de télégrammes dénonçant la « campagne d'extermination » menée par le gouvernement jeune-turc pour « liquider définitivement » la question arménienne, en se servant, déjà, de la guerre comme prétexte. Ceux-là mêmes qui ne veulent tenir compte que des documents turcs ne peuvent passer sous silence le procès mené en 1919 par le gouvernement libéral de Constantinople, qui a établi les responsabilités des ministres, du parti au pouvoir et des bandes d'assassins qu'ils avaient spécialement recrutés dans les prisons.

L'historien ne peut récuser les témoignages convergents des survivants, à qui on ne saurait dénier le droit de dire leur souffrance. Les preuves abondent aussi bien du massacre sur place d'une partie de la population que des multiples formes de tueries qui ont accompagné la déportation des autres. Les victimes ont été livrées à toutes les morts, sauf celle, que cite Bernard Lewis, par le froid puisque la déportation eut lieu à la saison chaude.

Loin d'être limitée géographiquement, l'éradication de la présence arménienne s'est étendue à l'ouest jusqu'à Bursa, au sud jusqu'à Alep, à 800 kilomètres du front russe. Elle a été conduite par un gouvernement contre une partie de ses sujets, un groupe défini religieusement et ethniquement, et détruit comme tel. Ces actes caractérisent un génocide. Et c'est précisément parce qu'il est dangereux d'abuser du terme qu'il est important de reconnaître le génocide quand il ne fait pas de doute. C'est d'ailleurs l'entreprise de destruction des Arméniens de l'Empire ottoman qui a servi de référence aux juristes des années 30 alarmés par la montée du nazisme, comme le Polonais Lemkin, pour fixer le concept de génocide. Toute tentative de comparaison entre cette extermination planifiée et la guerre civile libanaise, où tout Etat avait disparu, est dénuée de fondement.

Nier les faits, effacer le crime, c'est à quoi s'emploient les gouvernements turcs depuis Mustafa Kemal. Qu'un savant de l'autorité de Bernard Lewis accrédite cette thèse officielle, qui réitère elle-même le mensonge des criminels d'hier, rien ne le justifie. Autant il est légitime de soutenir la laïcité contre l'intégrisme, autant il importe de ne pas dissimuler des responsabilités connues de tous. Le souhait de Bernard Lewis de voir le Turc faire bientôt partie de l'Europe ne saurait en aucun cas justifier la trahison de la vérité et l'offense aux victimes. Au contraire.

LES SIGNATAIRES : Bat Ye'Or, Esther Ben-Bassa, Frank Chalk, Gérard Chaliand, André Chouraqui, Aneld Donabedian, Jacques Elul, Jean-Claude Favez, Jean-Pierre Faye, Alain Finkelkraut, Elisabeth de Fontenay, Joseph Goy, Michel Kaplan, André Kaspi, Claude Lefort, David Littman, Jean-Pierre Mahé, Michel Maréchal, Richard Marienstras, Albert Memmi, Juliette Minces, Claire Mouradian, Claude Mutafian, Georges Nataf, Anahid Terminassian, Yves Ternon, Paul Thibaud, Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Tous les autres accidents

La myopie de l'opinion publique et médiatique est affligeante : elle ne voit les morts quotidiens de la route que lorsqu'ils ont la bonne idée de mourir au même endroit.

Quinze morts et cinquante blessés à Mirambeau, c'est une catastrophe. Les dispersés de la veille, ceux de demain, les quinze autres du 10 novembre, n'ont aucune importance, ou n'en paraissent pas, sinon sous la forme de statistiques annuelles.

Ce n'est pas sur les accidents spectaculaires qu'il faut réunir une commission, mais sur les millions de gestes quotidiens qui sont autant d'accidents potentiels. On les connaît, la commission est inutile ; seule l'omniprésence d'une police spécialisée circulant, visible et banalisée, peut dissuader les 42 % qui conduisent en permanence au-dessus des vitesses autorisées.

Il est urgent de basculer l'équilibre qui fait que le véhicule qui stationne et gêne est CENT FOIS plus sanctionné que le véhicule qui circule et tue.

JACQUES COSTAGUOLA
Versailles

FEMMES

Ni minoritaires ni inférieures

Je sors de mes gonds à la lecture de l'article d'Étienne Vennart dans le Monde du 18 novembre. Cet article, portant sur la non-représentation des femmes au Parlement, part d'un bon sentiment, mais contient des erreurs et des propositions inacceptables.

Sur la Déclaration universelle des droits de l'homme :

— La terme « homme » est ici compris en tant que race. La déclaration ne parle pas d'homme par opposition à femme, mais d'homme par opposition à chien, chat, canard... Les droits de l'homme comprennent donc les femmes.

— Remplacer l'expression « droits de l'homme » par les termes « droits humains » n'aurait ni sens, ni utilité : car l'homme et l'humain ont la même racine latine (Homo, -inis : primate caractérisé par la station verticale...).

Sur une loi pour une parité hommes-femmes dans les assemblées :

— Cette méthode, bien qu'Étienne Vennart s'en défende, est une mesure d'instauration de quotas. Que penseront 250 hommes face à 250 femmes présentes par la grâce d'un quota et de la loi d'un vote ? Seront-elles reconnues pour leurs compétences (dont je ne doute pas) ? Sûrement pas. Cela ne réussira qu'à faire naître une sorte d'exclusion des femmes et un mépris de leurs capacités.

— Les femmes ne sont pas une minorité opprimée. Il ne faut pas se comporter avec elles comme

on l'a fait avec les étudiants noirs américains pour améliorer leur entrée à l'université. Là encore, ce comportement part d'un très bon sentiment mais a eu des effets pervers dramatiques.

Bien entendu, quelque chose doit être fait pour que les femmes prennent plus de poids dans la vie politique, mais surtout pas sous une forme légale. Deux niveaux d'actions doivent être pris en compte : un changement dans l'éducation (là, les choses sont en très bonne voie) ; et un développement des crèches (et autres systèmes de garde) ; Ce processus, en apparence plus simple, est bien moins avancé que le précédent.

Arrêtons de nous considérer comme une minorité inférieure pour laquelle il faudrait des lois spéciales, un ministère spécial, une journée spéciale...

ALICE CENET
Paris

BOSNIE

France, terre d'asile ?

Répondant à l'appel de l'association Équilibre, le 8 novembre 1992, nous avons recueilli Dragana Péric, sa fille Sanjica neuf ans, paralysée des deux jambes, ses fils Toni et Dragan. Nous espérons alors les dragner un peu

à l'abri du drame bosniaque. Mais la guerre continuait, et le 26 décembre près de Travnik leur maison fut incendiée. Le 30 décembre, à l'issue d'une fuite hasardeuse mais heureuse, nous recevions le mari de Dragana, le fils aîné et sa jeune compagne enceinte de six mois. Dès lors, une chaîne d'entraide et d'amitié a permis de les loger à Ganges, de les nourrir, de les vêtir, de les soigner, en un mot de les accueillir correctement. Désespérés par les violences interethniques qui dévastaient leur pays, fuyant de leur commission de la France, où ils père a travaillé de nombreuses années, de 1973 à 1988, où la famille a séjourné à deux reprises, Dragana naissant même à Arles, ils décident de demander l'asile politique début février.

Le 22 mars, grande joie pour tous : Dona vient au monde à la clinique de Ganges. Les deux garçons sont bien accueillis au collège, où ils donnent pleine satisfaction. Puis vint juillet, où l'OFFRA les convoque à Paris, ils sont écoutés avec attention. Sont-ils entendus ? La réponse vient en septembre : c'est « non », leur cas n'est pas « prévu par l'article A1 de la convention de Genève ».

Pourtant, la famille Péric est bosniaque-croate de confession catholique, originaire de la région de Travnik, à feu et à sang depuis avril, où le conflit armé entre HVO croate et forces musulmanes gouvernementales ne cesse de

UN LIVRE

MALAISE DANS LA PROCRÉATION de Marie-Magdeleine Chatelet Albin Michel, 186 p., 39 F.

En principe, tout est devenu très simple dans le domaine de la procréation. Pour ne pas avoir d'enfant, il suffit d'adopter une méthode contraceptive. Pour interrompre une grossesse, il est permis de recourir à l'avortement légal. Et pour échapper à la stérilité, il est toujours possible de réclamer une insémination artificielle ou une fécondation in vitro.

Tout s'est compliqué, en réalité, comme l'explique de manière éloquentes Marie-Magdeleine Chatelet, psychanalyste, qui se fonde sur son expérience clinique en milieu hospitalier. La procréation a changé de nature : c'était un acte déterminé par le désir sexuel ; c'est devenu un acte volontaire, dont la responsabilité incombe essentiellement à la femme. Et, parallèlement, la procréation s'est médicalisée, bien que n'étant pas une maladie.

La psychanalyste a entendu trop de femmes au cours de ses consultations en hôpital pour prendre au mot leur « Je

L'enfant désiré

veux » ou « Je ne veux pas » faire un enfant. Entre la volonté déclarée et le désir que cette volonté recèle, il y a des liens subtils — et parfois un abîme.

La contraception, par exemple, n'est pas toujours aussi évidente qu'elle y paraît. Dans bien des cas, c'est « une sorte de stérilisation temporaire » permettant d'éviter de savoir ce que l'on veut exactement.

Aucune grossesse n'est un hasard, explique Marie-Magdeleine Chatelet : l'enfant survient souvent à point nommé, au plus mauvais moment. On dirait même que certaines grossesses sont faites pour être supprimées. Les raisons invoquées alors pour demander une IVG sont parfaitement ambiguës. Il s'agit de discours fabriqués, rationalisant la décision d'avorter. Mais, de plus en plus, lorsque l'on consulte, ce n'est ni pour la contraception ni pour l'avortement, mais à propos d'infécondité. Marie-Magdeleine Chatelet y voit une hantise, un véritable symptôme. Et on entre là dans la partie la plus troublante de son analyse.

Toute demande inexistante d'enfant, affirme-t-elle, est abordée aujourd'hui de manière médicale. Des jeunes femmes

TRAIT LIBRE



contraire à l'exode, à l'errance, des dizaines de milliers de civils. Plus encore, le plan Owen-Stollenberg, basé sur le projet de partition ethnique, inclut leur région dans la zone musulmane, faisant d'eux d'ores et déjà de quasi-apatrides. Ils placent leur confiance dans la commission des recours. Si la réponse est encore non, ils devront vivre la précarité anxiogène de l'autorisation provisoire de séjour de six mois et la crainte d'une expulsion la paix revenue.

Le 10 novembre 1992, à propos de l'accueil à Lyon des réfugiés de Bosnie, le Monde titrait : « Dragana le cœur au chaud ». C'est de Dragana Péric qu'il s'agissait.

B. BORY
M. VAN LOYEN
Monoblet (Gard)

SANS-ABRI

La propriété et la vie

Une fois de plus la nouvelle de la mort de plusieurs sans-abri, au début d'un hiver rigoureux, nous entraîne un cri de pitié, mais pas de pitié. Je suis frappé de voir qu'on répond à l'urgence de la situation par des palliatifs, comme l'ouverture d'une station de métro désaffectée, le nuit, pour quelques jours, ou par des projets à trop long terme, comme la construction en masse de logements sociaux. Tout cela est dérisoire. Personne, même pas l'abbé Pierre, qui incarne à lui seul tout ce qu'il nous reste de conscience solidaire, n'ose proposer la seule solution qui serait à la mesure de la circonstance : la réquisition des milliers de logements vides, et d'abord ceux que leurs propriétaires, les plus souvent de riches sociétés multinationales, ont construits en trop grand nombre pour en faire des bureaux, et qu'ils préfèrent laisser inoccupés plutôt que de les louer à bas prix.

Cela condamne une civilisation. Ne sommes-nous pas maudits, nous chez qui la propriété est un droit plus sacré que la vie ? Et combien faudrait-il encore de révolutions ou de résurrections pour que cela change ?

ROBERT BRÉCHON
Le Pecq (Yvelines)

INFORMATIQUE

Et si l'EDF parlait français ?

Consommateur dit « meneusillé » (c'est-à-dire payant sa consommation de gaz et d'électricité prévisible en dièdres par prélèvement automatique), j'ai débouché le champagne en recevant le 20 octobre ma facture récapitulative annuelle : l'EDF-GDF m'annonçait un trop-perçu de 2.844,68 F, suite à un « incident » (l'homme qui devait être versé sur mon compte bancaire « dans les meilleurs délais »).

Quelle ne fut pas ma surprise quand, dans l'attente de ce remboursement, je m'aperçus que l'EDF-GDF avait prélevé le 2 novembre sur mon compte bancaire un onzième dixième (703 F) et en apprenant par téléphone (sur ma demande car personne n'avait pensé que cela

pourrait m'intéresser) qu'un solda de 1457,88 F serait encore prélevé en décembre ce qui réduirait le remboursement effectif à 684,20 F.

D'accord, c'est misux que rien... Et mon interlocuteur téléphonique, très patient je le reconnais, de m'expliquer qu'un programme informatique ne s'interrompait pas au doigt et à l'œil, et qu'il lui fallait aller jusqu'au bout de son erreur avant de la corriger ; ainsi l'EDF-GDF me prélevait d'une main ce qu'elle savait que je ne lui devais pas tout en me le remboursant de l'autre. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué.

D'accord, tout le monde, même l'EDF-GDF, a le droit de se tromper et le miracle informatique a ses limites. Mais ce qui est inadmissible c'est que nos administrations ne connaissent plus qu'un langage chiffré — voir les pages inintelligibles des comptes de l'EDF-GDF — alors qu'il suffirait de quelques lignes explicites écrites en bon français (sujet, verbe, compléments) pour informer l'usager.

MAURICE DELARUE
Paris

FOULARD ISLAMIQUE

La moitié de l'humanité

Dans cette « seconde affaire du voile », je suis frappée — étonnée comme dans la première — par quelques années — par le façon unilatérale qu'ont le monde politique et les médias de poser le problème. Pas un seul instant n'est prononcé le mot « femme ». Il s'agit exclusivement d'une affaire « religieuse » qui se résume dans des conceptions plus ou moins libérales de la laïcité. Selon M. Chénier, les élèves voilées imposent « l'expression outrancière de leur différence, l'expression visible de leur engagement radical ». Je suis désolée mais ce qu'elles imposent avant tout — ou plutôt ce que leurs parents imposent en utilisant des adolescentes — c'est l'expression d'une conception de la femme, « être inférieur, objet assuet qui doit se cacher pour ne pas induire les hommes en tentation ».

Quant au chef d'établissement qui — suivant en cela une coutume bien établie — compense le port du voile avec celui de la pitié, je pense qu'il se trompe : signe certes « d'engagement » et de « différence », le kipe n'est pas un symbole de marquage d'une catégorie d'êtres humains comme inférieure. Les parents des porteurs de kipe — de croix — ne leur interdisent pas, que je sache, de pratiquer la gymnastique ou les sciences naturelles comme « immorales » et nuisibles à de faibles cerveaux. Et je souhaite que ces enseignants qui luttent à juste titre contre le racisme n'oublient pas de dire à leurs élèves que l'infériorisation de la moitié de l'humanité est un racisme.

HÉLÈNE DELORGE
Paris

UNIVERSITÉS

Priorité aux actionnaires

Si l'on bien compris les données du problème de l'enseignement supérieur, un complément de crédits de 2 à 4 milliards de francs aurait permis de poursuivre la dynamique engagée en faveur des universités et d'éviter les incompréhensions et les manifestations qui en ont résulté. Le ministre dit qu'il a été à la limite du possible dans l'environnement actuel.

Je pense qu'en limitant les caducés consentis aux acquéreurs de titres, hier, de la BNP, aujourd'hui de Rhône-Poulenc, la somme nécessaire aurait pu facilement être dégagée ; une marge plus stricte accordée aux actionnaires, dont les visées spéculatives ne peuvent être occultées, n'aurait pas, à mon avis, démenti leur attrait pour ces titres. Par ailleurs, le gouvernement aurait donné la preuve de la priorité qu'il dit afficher en faveur de l'enseignement supérieur.

L'avenir des jeunes à travers les moyens mis à la disposition des universités aurait dû prendre le pas sur un nouveau geste en faveur du capital. Un choix de société, en quelque sorte.

AUGUSTE CLÉMENT
Le Puy-en-Velay (Haute-Loire)

PROCHE-ORIENT

Après la mort du chef des commandos du mouvement Hamas

Flambée de violence dans la bande de Gaza

La mort d'Imad Akhel, chef de commandos du mouvement intégriste Hamas, a déclenché, jeudi 25 novembre à Gaza, une flambée de violence sans précédent depuis l'accord entre l'OLP et Israël. Plus de trente Palestiniens ont été blessés par les tirs des soldats israéliens et un Saoudien, d'origine palestinienne, a été tué.

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Feu de paille ou résurrection de l'intifada ? Ouvertement posée, depuis plusieurs jours, par les médias d'Israël et aussi dans les territoires occupés, la question hante plus que jamais les esprits depuis la flambée de violence qui a embrasé les principales localités du territoire de Gaza pendant presque toute la journée de jeudi 25 novembre. La mort d'Imad

Akhel, chef des commandos armés du Hamas, tué la veille par une unité spéciale de l'armée israélienne, risque de coûter cher aux défenseurs du processus de paix engagé par Israël et l'OLP.

Grèves, manifestations, jets de pierres, insultes, tirs : le scénario est connu et il est toujours le même. Le deuil de trois jours décrété par le mouvement de la résistance islamique Hamas, dont se réclament les commandos Ezzedine El Qassam, est totalement observé dans tout le territoire de Gaza (huit cent mille habitants). A Bethléem, Hébron et Ramallah, en Cisjordanie, il y a eu des heurts avec l'armée et beaucoup de commerçants avaient également tiré leur rideau de fer, sans qu'on sache très bien si c'était par prudence ou en signe de deuil. Une chose est sûre, certaines cellules du Fatah de Yasser Arafat, signataire des

accords de paix avec Israël et rival déclaré du Hamas qui, lui, s'y oppose, ont demandé à leurs sympathisants de respecter le deuil des intégristes et de suivre une grève commerciale.

A Gaza, et notamment dans le camp de réfugiés de Jabalya (soixante mille personnes), d'où était originaire Imad Akhel, la colère a paru plus violente qu'ailleurs. Après les funérailles symboliques de leur « martyr », célébrées, dès le matin, par plus de cinq mille barbus, plusieurs centaines de jeunes se sont répandus dans les rues, brûlant des pneus, élevant des barricades et cherchant le contact avec les soldats israéliens. Comme aux jours les plus sanglants de l'intifada, ces derniers, toujours dépourvus du matériel anti-émeute traditionnel (matraque et bouclier), ont répondu aux pierres par des grenades lacrymogènes et aussi par des tirs à balles réelles. Résultat : aucun blessé dans la troupe, trente-cinq chez les Palestiniens, dont deux sont dans un état grave et un troisième mourant. Grièvement blessé à la tête par les tirs dirigés contre la voiture dans laquelle il se trouvait, Ahmed Abdallah Ahmed, un Palestinien porteur d'un passeport saoudien, venu à Gaza pour visiter ses proches, a succombé vendredi à ses blessures.

Grâce à des images filmées par un cameraman palestinien du réseau WTN, tous les télespectateurs israéliens ont pu voir jeudi soir qu'un autre Palestinien, Alaa El Némr, âgé de vingt-cinq ans, n'avait rien fait qui puisse expliquer la balle qui lui a frappé dans la tête un soldat posté à 20 mètres. Mal abrité derrière un angle de rue, El Némr, avec cinq ou six camarades, brûlait des insultes aux soldats. Pas d'arme, même pas une fronde, pas de jet de pierre. Un coup de feu a pourtant claqué et un homme s'est écroulé. Une



enquête militaire sera ouverte, certainement.

Une autre serait peut-être nécessaire pour éclaircir les conditions exactes dans lesquelles Imad Akhel, le jeune chef des commandos Ezzedine Al Qassam pour le nord de Gaza, a été tué mercredi. Car contrairement à la première version fournie par des sources militaires (le Monde du 26 novembre), ce ne sont pas des gardes-frontières en uniforme qui l'ont tué, par hasard, dans un barrage. Ce sont trois commandos des « unités spéciales », déguisés en Arabes, qui pistaient l'activiste le plus recherché des territoires. Responsable, selon l'armée, de la mort de onze soldats israéliens - et non plus trois, - et de

celle d'un colon juif et de quatre « collaborateurs » palestiniens - « palmarès » assez rare, même parmi les plus durs activistes palestiniens -, Imad Akhel est mort au combat, après un échange nourri de coups de feu avec ses poursuivants.

Considéré comme un héros de légende dans la jeunesse palestinienne, l'otéressé avait accepté tout récemment de rencontrer un journaliste de l'agence Reuters. Rasté de près et ne portant même pas la moustache affectée par tant de jeunes Arabes, l'homme le plus recherché par les services israéliens avait raconté comment il avait plusieurs fois échappé aux poursuites en se déguisant en colon juif, kippa

sur la tête et fusil d'assaut en bandoulière. Et puis, il avait demandé à son interlocuteur : « Dites-moi, que peut faire Rabin contre un jeune homme qui a décidé de mourir ? »

Cette question laisse planer la menace d'attentats-suicides contre des objectifs israéliens. Quatre tentatives sérieuses ont eu lieu ce dernier mois, et toutes se sont traduites par la mort de « kamikazes » sans faire de dégâts importants chez l'ennemi. « Notre vengeance sera terrible », a promis le « commandement militaire » d'Ezzedine Al Qassam dans un tract distribué jeudi à Gaza. « Imad Akhel nous a appris que tuer des soldats est un culte qui nous rapproche de Dieu, poursuivent les auteurs du tract. Nous n'oublierons pas ses paroles. » Prenant la menace au sérieux, le général Ehoud Barak, chef de l'état-major de l'armée, a invité tous ses hommes à redoubler de vigilance. L'état d'alerte a été décrété dans les rangs de la troupe, à Gaza, vendredi.

L'hypothèse retenue par l'armée est que, pour démontrer que la mort de leur chef n'a pas affecté leur capacité de frappe, les commandos du Hamas ne devraient pas tarder à faire parler la poudre. Itzhak Rabin lui-même l'a dit jeudi soir : « S'il est vrai que la mort d'Akhel porte un coup très dur au Hamas, je ne pense pas que cela détruise sa capacité militaire. » Fortes, selon les Israéliens, d'une vingtaine de combattants bien entraînés pour la seule Cisjordanie, et de quinze ou vingt hommes pour Gaza (vingt-huit selon des sources israéliennes), ces unités intégristes sont à l'origine de la mort de la plupart des douze Israéliens tués dans les territoires occupés depuis l'accord du 13 septembre.

PATRICE CLAUDE

Lire également la chronique de Daniel Schneidermann, page 27.

ÉGYPTE

Le premier ministre a échappé à un attentat revendiqué par le Jihad

LE CAIRE

de notre correspondant

Le premier ministre égyptien, Atef Sedki, a échappé, jeudi 25 novembre, à un attentat à la bombe dans la banlieue résidentielle d'Héliopolis, au nord-est du Caire. M. Sedki et ses gardes du corps sont sortis indemnes de l'explosion, qui a fait un mort et une vingtaine de blessés, pour la plupart des écoliers. L'attentat a été revendiqué par une organisation extrémiste musulmane, El-Djihad (le combat saint).

L'explosion s'est produite au début d'après-midi, au moment où le cortège du premier ministre se trouvait à quelques centaines de mètres de la résidence de ce dernier. Les deux véhicules des gardes du corps ont été légèrement endommagés, mais la Mercedes blindée du premier ministre n'a pas été touchée par la bombe, composée, selon les experts, de plusieurs kilos d'explosifs et de bouts de métal. Huit véhicules ont pris feu et les vitres des immeubles, dans un rayon d'une cinquantaine de mètres, ont volé en éclats. L'engin étant placé dans une voiture garée à proximité d'une école de filles, ce dernier a été tué et une vingtaine d'autres élèves, leurs parents ou des passants ont été blessés. La panique qui s'est emparée des collégiennes a fait augmenter le nombre des blessés. Deux personnes, qui avaient sauté le mur de l'école pour y pénétrer, ont été arrêtées par la police. La voiture piégée, sans plaque minéralogique, était en stationnement depuis quatre jours et l'explosion aurait été déclenchée par un système de minuterie ou par télécommande.

L'attentat a été revendiqué par l'organisation extrémiste musulmane El Djihad qui, en octobre 1981, avait assassiné le président Sadate puis tué une centaine de policiers dans la ville d'Assiout en Haute-Egypte. Le communiqué, qui porte le numéro 8 pour l'année 1993, indique que l'attentat vise à venger les « frères » exécutés (18 extrémistes pendus) et ceux condamnés par les tribunaux militaires (38 condamnations à mort). El Djihad s'engage à poursuivre sa lutte contre le régime « jusqu'à la libération de l'Egypte de l'occupation américaine-juive » et appelle les citoyens à se tenir à l'écart des lieux « où se déroule le djihad contre le régime », ainsi que les lieux fréquentés par les hauts responsables du pays.

L'organisation El Djihad, qui semblait affaiblie à la fin des années 80 à la suite de l'arrestation ou de la mort de la plupart de ses chefs, a intensifié ses opérations terroristes après que le cheikh Omar Abderrahmane - considéré comme le guide spirituel de la mouvance

Islamiste égyptienne - eut été impliqué dans l'attentat contre le World Trade Center à New-York en février dernier. Dans les milieux des services de sécurité égyptiens, on indique que les nouveaux chefs de l'organisation sont pour la plupart des volontaires, partis se battre contre les Soviétiques en Afghanistan et réfugiés aujourd'hui au Pakistan, en Iran, au Soudan et même aux Etats-Unis, en Allemagne et en Suisse. La police a arrêté fin 1992 et début 1993 plus de deux cents membres de l'organisation extrémiste Talaat el Fatah (les pionniers, de la Conquête), présente comme la résurgence du Jihad. Au cours du plus grand procès d'extrémistes musulmans depuis l'assassinat du président Sadate, neuf intégristes ont été condamnés à mort en septembre et octobre par les tribunaux militaires et plus d'une centaine à des peines de prison.

« Pas de répit dans la lutte contre le terrorisme »

Dans une déclaration faite une heure après l'attentat, M. Sedki a affirmé que le gouvernement « intensifiera sa lutte sans répit contre le terrorisme ». Le président Hosni Moubarak avait déjà pris un engagement du même genre à l'occasion du début de son troisième mandat, en octobre dernier.

Vendredi, tous les journaux égyptiens ont condamné l'attentat, à l'exception du bihebdomadaire islamiste El Cheab, qui s'est borné à rapporter les faits qualifiés de « grave agression de la violence au Caire », sans autre commentaire. En revanche, le journal de l'opposition libérale, El Wafd, s'en est violemment pris aux extrémistes musulmans, soulignant que « l'attentat visait bien davantage la sécurité et la stabilité de tous les Egyptiens que la personne du premier ministre ». Ce sentiment est largement partagé par l'opinion publique, hantée par le psychoséisme de l'attentat et dont la vie quotidienne devient de plus en plus difficile, à cause du chômage et de la chute des revenus due à la crise du tourisme.

L'attentat de jeudi est le onzième du genre au Caire depuis le mois de février. Au total ce sont 27 personnes qui ont été tuées, dont 4 étrangers, et une centaine qui ont été blessées. C'est par ailleurs le second attentat à la bombe contre un membre du gouvernement. Le 18 août, le ministre de l'Intérieur, le général Hassan El Aïfi, avait été blessé dans une explosion similaire. Le 20 avril, le ministre de l'Information, Safwat El Chéni, avait été blessé à la main à la suite d'un attentat à l'arme automatique.

ALEXANDRE BUCCIANTI

AFRIQUE

Vacance du pouvoir en Côte-d'Ivoire

Bien que l'état de santé du président soit un sujet tabou, la succession de Félix Houphouët-Boigny fait l'objet de spéculations et suscite l'inquiétude

YAMOUSSOUKRO

de notre envoyé spécial

Les grandes avenues rectilignes de la capitale politique de la Côte-d'Ivoire sont quasiment désertes. Autour de la basilique Notre-Dame-de-la-Paix, l'œuvre grandiose du président, des bulldozers préparent le terrain pour le futur hôpital de cette dernière grande « cathédrale » du vingtième siècle. Non loin de là, sur les rives du lac où somment les crocodiles sacrés, se dresse la résidence de marbre du chef de l'Etat.

Depuis une semaine, Félix Houphouët-Boigny, après six mois de traitement à l'étranger, est de retour parmi les siens, dans son village natal (le Monde daté 21-22 novembre). Le palais présidentiel est interdit à tous les visiteurs. Seuls les fidèles sont admis à pénétrer dans le « Saint des Saints », la chambre du président : ses médecins, bien entendu, son épouse, Thérèse, sa sœur aînée, « mamie » Faïta, son aide de camp, le colonel Touré, son dévoué chargé de mission, Abdoulaye Diallo, et son majordome, Loua.

L'état de santé du président est un sujet tabou. Dans la tradition baoulé, l'homme du chef de l'Etat, on ne parle pas de la maladie du chef, et encore moins de sa mort. C'est un blasphème ! Rares sont ceux qui dérogent à cette règle. « Félix Houphouët-Boigny est toujours allié. Il ouvre les yeux et prononce quelques mots », se contentent de déclarer un dignitaire du parti au pouvoir.

A proximité du palais présidentiel, dans une modeste villa, le président de l'Assemblée nationale, Henri Koko Bédié - le dauphin constitutionnel - reçoit les barons du régime qui défient l'incontournable chef de file de l'opposition, Laurent Gbagbo,

secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), a également fait le voyage de Yamoussoukro, lundi, et s'est entretenu avec M. Konan Bédié.

C'est là, à l'abri des regards indiscrets, loin des filles mineures abidjanaises, que se prépare l'« après Houphouët-Boigny », dans une atmosphère qui rappelle étrangement celle des cours royales de l'Afrique traditionnelle. La classe politique ivoirienne, toutes tendances confondues, n'en finit pas d'épiloguer sur le processus constitutionnel de succession.

Civisme ethnique et religieux

Au terme de l'article 11 de la Constitution, c'est le président de l'Assemblée nationale qui assure les fonctions de président de la République en cas de vacance du pouvoir, jusqu'à l'expiration du mandat en cours (le Monde du 21 octobre). « Tout ce qui est en dehors de la Constitution équivaut à un coup d'Etat civil ou militaire », affirme un proche du dauphin constitutionnel, répliquant ainsi aux multiples critiques qui fusent de tous bords. « Bédié représente la légalité républicaine », ajoute-t-il. Un argument balayé d'un revers de main par un farouche opposant au président de l'Assemblée nationale, qui parle de « coup d'Etat ethnique ». M. Konan Bédié est baoulé, comme le président.

La virulente polémique, sur fond de clivage ethnique et religieux, entre les partisans du président de l'Assemblée nationale et ceux du premier ministre, Alassane Ouattara, s'est traduite cette semaine par une lettre ouverte de sept députés du Parti démocratique de la Côte-d'Ivoire (PDCI, au

pouvoir) dénonçant « le coup d'Etat constitutionnel d'Alassane Ouattara ». C'est le communiqué du conseil des ministres du 17 novembre qui a provoqué la colère de ce groupe de députés : il mentionnait que le premier ministre assurait « la suppléance du président de la République ». Les auteurs de cette lettre rappellent dans les colonnes du Réveil, un hebdomadaire qui s'affiche résolument « houphouëtiste », qu'« une constitution ne s'interprète pas, elle s'applique ». Citant une petite phrase du président, ils invitent les Ivoiriens « à dormir les yeux ouverts, comme le crocodile ».

A ces querelles de personnes au sein du parti au pouvoir s'ajoute un débat particulièrement vif sur le rôle de la Cour suprême, privée de son président depuis que ce dernier, ébloué par une affaire de chèques sans provision, a démissionné. Cette institution est chargée par la Constitution de constater la vacance du pouvoir. Dans ce contexte d'incertitude, les plus pessimistes redoutent une intrusion de l'armée ivoirienne - discrète depuis l'indépendance du pays - sur le devant de la scène.

Un « trio de choc »

L'éditorialiste de l'hebdomadaire indépendant Notre temps craint que « cet imbroglio politico-constitutionnel fasse le lit d'un pouvoir militaire ». Son confrère du Réveil, brandit même la menace d'une guerre civile : « Prenons garde à ne pas transformer ce beau pays en un second Libéria ! » Les plus optimistes caressent, eux, l'hypothèse d'un « trio de choc » à la tête de la Côte-d'Ivoire, composé de M. Bédié à la présidence, M. Ouattara au

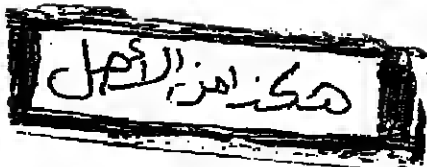
poste de premier ministre et M. Gbagbo sur un fauteuil de ministre d'Etat.

Sans eo arriver là, le principe d'une participation de l'opposition à un gouvernement de transition ou de large union, dirigé ou non par l'actuel premier ministre, semble faire son chemin. Six partis de l'opposition, à l'exception notable du principal, le Front populaire ivoirien (FPI), estiment que « depuis cinq mois, la société ivoirienne connaît une situation de blocage, tant au niveau politique qu'institutionnel, qu'économique et social ». Ces six partis réclament donc « la formation d'un gouvernement de transition dans le cadre d'une concertation nationale ».

Quant à Laurent Gbagbo, qui fait figure d'arbitre de cette épreuve de force entre les prétendants au pouvoir - et qui est à ce titre très courtisé -, il devrait faire connaître la position de son parti, le FPI, samedi, à l'issue d'une convention nationale extraordinaire. « Pour éviter que le chaos s'installe après le départ de M. Houphouët-Boigny, il nous faut réfléchir... Le FPI ne veut rien entreprendre dans la précipitation », affirmait mercredi l'éditorialiste de La Voie, le quotidien du parti d'opposition.

JEAN-KARIM FALL

TCHAD : décès d'un ancien premier ministre. - Joseph Yodoyman, premier ministre du Tchad de mai 1992 à avril 1993, est décédé, lundi 22 novembre, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à l'âge de 43 ans. Malade depuis plusieurs mois, il avait été transporté d'urgence à Paris, trois jours plus tôt. Né en 1950 à Garoua (Nord-Cameroun), il était diplômé de l'Institut international d'administration publique de Paris. - (AFP.)



AFRIQUE

ANGOLA

Un mouroir à Luanda

LUANDA

de l'envoyé spécial de l'AFP

Dans le plus grand hôpital de la capitale angolaise, on soigne sans médicaments, on opère sans anesthésie, on meurt, sans statistiques. Derrière ses murs rose bonbon, repeints à l'occasion de la visite du pape il y a dix-huit mois, l'hôpital Josina Manoel est un véritable concentré de la tragédie humaine de l'Angola, où fait rage ce que certains estiment être actuellement le conflit le plus meurtrier de la planète.

Outre les malades de la capitale, c'est là que convergent les blessés graves qui ont eu le chance d'être évacués de leurs provinces, échappés ainsi à une mort certaine. Plusieurs centaines de blessés venant de Kuito, une des villes martyres où 30 000 personnes ont trouvé le mort depuis janvier, sont attendus dans les jours qui viennent. Ils se retrouveront par terre, dans les couloirs, dans la cour, dans les recoins sordides de ce bâtiment vétuste.

Le directeur de l'hôpital, Pero Saldanha Megalhes, essaie bravement de faire face à cette merée ininterrompue

de misère humaine. Mais il évoque son découragement : « Nous manquons de tout, de médicaments, de nourriture, de matelas, de draps, de pansements ; nous n'avons pas reçu de pain depuis des mois et il n'y a pas un verre, pas une cuillère, pas une assiette. » Avec une capacité de 800 lits, l'hôpital abrite plus de 2 000 patients. Si les rues de Luanda sont encombrées de voitures, l'hôpital ne dispose même pas d'une ambulance.

Couché à même le sol, sur une méchante couverture souillée, Marcos Foxi, trente-sept ans, se plaint de ne rien avoir mangé depuis 24 heures. Blessé aux jambes, à Melange par les soldats de l'UNITA, cet instituteur partage depuis deux semaines une salle sans fenêtre avec une vingtaine d'autres hommes, couverts de mouches, au milieu de pansements ensanglantés, dans une odeur nauséabonde.

Depuis la reprise des hostilités entre les forces gouvernementales et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angole (UNITA), il y a eu un en plus d'Angolais ont trouvé le mort que durant les seize années de guerre civile qui ont suivi l'indépendance.

MARIE SANZ

NIGÉRIA

Le général Abacha a formé un gouvernement avec des personnalités des partis dissous

Le nouveau chef de l'Etat nigérian, le général Sani Abacha, a réuni des partisans de Moshood Abiola et divers représentants des forces sociales en sein du Conseil ministériel fédéral, nommé jeudi 25 novembre, qui sera chargé d'administrer le pays sous l'autorité du Conseil provisoire de gouvernement, instance suprême du pouvoir (le Monde du 25 novembre).

Des membres éminents des deux principaux partis dissous, d'anciens gouverneurs militaires ou civils, et des ministres de l'ancienne et de la nouvelle génération font partie de ce gouvernement de trente-deux membres. Les nominations les plus remarquables sont celles de sympathisants, voire de formes partisans, de Moshood Abiola, vainqueur présumé du scrutin présidentiel annulé en juin : le docteur Iyorchia Ayu, ancien président du Sénat, Alhaji Abubakar Rimi, ancien gouverneur civil de Kano (1979-1983), Alhaji Lateef Jakande, ancien gouverneur civil de l'Etat de Lagos (1979-1983), le professeur Jerry Gana, ministre de l'Agriculture dans le gouvernement intérimaire dis-

sous, Ebenezer Babatope, ancien sénateur connu pour son opposition au régime militaire, et M. Mobolaji Osomo, ancien administrateur dans l'Etat d'Ondo.

S'adressant à la presse mercredi, peu après avoir prêté serment en tant que ministre des Affaires étrangères, Baba Kingibe, ancien colistier de M. Abiola, a affirmé qu'il s'en tenait toujours au verdict du 12 juin et qu'il avait reçu des assurances du chef de l'Etat et de ses collègues concernant leur « engagement » à reprendre le processus démocratique « le plus vite possible ».

Des affrontements sanglants entre étudiants, qui ont fait deux morts et une cinquantaine de blessés mardi à Ibadan, dans le sud-ouest de la fédération, illustrent cependant le désarroi d'une partie de la jeunesse, qui a vu son espoir d'un retour à la démocratie anéanti en l'espace de quelques jours. Les heurts ont éclaté lorsque des étudiants ont voulu obliger leurs collègues polytechniques à se joindre à une manifestation contre le régime militaire. (AFP)

BURUNDI

Les funérailles du président assassiné sont ajournées

Prévues pour le 29 novembre, les funérailles du président Melchior Ndadaye, assassiné lors de la tentative de putsch du 21 octobre, ont été reportées au 6 décembre, en raison notamment de l'insécurité persistant dans le pays.

Plusieurs personnes ont été tuées par balles dans la nuit du mercredi 24 au jeudi 25 novembre, dans la banlieue de la capitale, a-t-on précisé de source gouvernementale. Et provoque, le gouverneur de Kirundo a été tué mercredi. Selon un délégué du Programme alimentaire mondial (PAM) qui vient de silloner le pays, des meurtres sont encore perpétrés et de plus en plus de personnes déplacées arrivent dans des camps à la recherche de sécurité et de nourriture.

A Genève, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué, jeudi, que plus de cent Burundais meurent chaque jour dans les camps où ils se sont réfugiés, au Rwanda, en Tanzanie et au Zaïre, en raison des effets combinés des épidémies et de la malnutrition. (AFP)

ALGÉRIE : états généraux des « patriotes républicains ». - Un peu plus de deux mille personnes - quelque cinq mille étaient attendues - ont participé, jeudi 25 novembre, à Alger, aux « Etats généraux des patriotes républicains », organisés à l'initiative du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), présidé par M. Saïd Sadi. Revendiquant la filiation de son mouvement avec « le FLN originel » et fustigeant « ceux qui en ont confisqué le sigle », M. Sadi, a appelé à « réhabiliter » un « islam civil, fraternel et rassembleur » et à le protéger « des perversions qui le menacent ». Il s'est déclaré opposé à toute discussion entre le pouvoir et les islamistes. (Corresp.)

MOZAMBIQUE : des émeutes ont fait au moins un mort à Maputo. - Selon des sources hospitalières, une personne a été tuée et 53 blessées au cours d'émeutes qui ont éclaté, mercredi 24 novembre à Maputo, après le doublement du prix des taxis collectifs. D'autres sources font état de deux morts dans l'une des banlieues où la police est intervenue contre la foule en colère, qui avait incendié des véhicules, pillé des magasins et dressé des barricades. D'autre part, deux « casques bleus » italiens ont été tués, jeudi, au Mozambique, dans un accident d'hélicoptère, a-t-on appris à Rome. (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

PÉROU

Les attentats du Sentier lumineux se poursuivent malgré le retournement spectaculaire de son chef

LIMA

de notre correspondant

Abimael Guzman, alias « le président Gonzalo », qui se présentait comme le « phare de la révolution mondiale », écrit beaucoup ces temps-ci. Il a adressé une série de lettres au président Fujimori, du pétoisier dans lequel il purge une peine de prison à vie. Arrêté le 12 septembre 1992, l'impitoyable ennemi de Pol-Pot donne l'impression d'avoir capitulé. Il sollicite du chef de l'Etat un « accord de paix ». C'est un curieux retournement de situation pour le responsable de la mort de vingt-trois mille Péruviens, ex treize ans de lutte armée. « Plus de trente-cinq mille », se vante le Parti communiste du Pérou-Sentier lumineux (PCP-SL) qui avait programmé « un fleuve de sang ».

La première lettre de Guzman s'est lue par le chef de l'Etat, le 1^{er} octobre, devant l'Assemblée générale des Nations unies. La deuxième missive, diffusée quinze jours plus tard à Lima, fait un panégyrique de la politique antiterroriste et de la politique économique ultralibérale du régime. La troisième n'a pas été rendue publique : M. Fujimori exigeait de Guzman un message de reddition adressé à ses troupes, message qu'il n'a pu obtenir.

La diffusion de ces lettres a eu lieu au moment où la campagne électorale pour le référendum

constitutionnel battait son plein. Le gouvernement a utilisé le slogan : « Si vous êtes contre le terrorisme, dites oui ». Volontairement ou non, Guzman, exhibé comme un trophée, est devenu le plus zélé des militants, faisant de la propagande pour le « oui ». Depuis le référendum, il a disparu de la scène, après l'avoir accaparé pendant un mois et demi.

Une conversion contestée

Qu'a-t-il obtenu en échange de sa reddition ? Tout d'abord un espace politique. Après son exhibition devant la presse l'année dernière, enfermé dans une cage et affublé d'un ridicule pyjama de bagnard, l'ex-ennemi numéro un s'est apparu cette fois aux côtés de sa compagne, Elena Iraguirre, la « camarade Myriam », arborant un impeccable uniforme vert olive. De « délinquant terroriste », il se convertissait ainsi en chef guérillero. Pour la seconde lettre, le couple était même endimanché, elle en directrice d'école très collet monté, lui, en professeur d'université. Pour l'occasion, le président Fujimori qui, en juillet dernier, avait déclaré qu'il n'hésiterait pas à exécuter Guzman s'il se trouvait en face de lui et armé d'un coutelet, a accédé à la pétition signée « Président Gonzalo ». D'où une reconnaissance tacite de Guzman comme interlocuteur. Le prési-

dent Fujimori e même, pour l'anniversaire de « Myriam », envoyé au couple un gâteau, un cadeau d'artisanat, et autorisé une rencontre intime.

On spéculait beaucoup au Pérou sur le repentir subtil d'Abimael Guzman. N'a-t-il pas pu résister à l'isolement total, à l'absence de lecture, de musique, de conversations, d'alcool et de cigarettes ? Le lavage de cerveau exécuté par l'ex-capitaine Vladimiro Montesinos, éminence grise du service de renseignements et principal conseiller du chef de l'Etat, a-t-il été tellement efficace que, au moins d'un an, il soit arrivé à « domestiquer » l'ennemi numéro un du pays ?

Les informations colportées par les milieux officiels ne sont pas toujours convaincantes : en un an, six cents « délinquants terroristes » auraient été tués, près d'un millier se seraient repentis et deux mille auraient été arrêtés. Si de source officielle, ils n'étaient pas plus de deux mille en 1992, le compte n'est pas bon. « Ou bien les sentinelles étaient beaucoup plus nombreuses, ou le nombre d'innocents emprisonnés est très important », affirme Carlos Tepia, un sociologue expert en sentérisme.

Beaucoup contestent l'authenticité des lettres d'Abimael Guzman. C'est l'opinion entre autres que la pétition soit signée « Président Gonzalo ». D'où une reconnaissance tacite de Guzman comme interlocuteur. Le prési-

dent Fujimori e même, pour l'anniversaire de « Myriam », envoyé au couple un gâteau, un cadeau d'artisanat, et autorisé une rencontre intime.

Dans la capitale comme en province, les attaques du Sentier lumineux ont toujours lieu, à un rythme moins soutenu toutefois. Selon l'institution de défense des droits de l'homme, Perupaz, il y a eu en moyenne neuf assassinats par jour l'an passé contre cinq attentats en septembre 1992 contre quatre-vingt-douze en 1993. Néanmoins, des attentats d'envergure utilisant des voitures piégées se poursuivent, visant par exemple l'ambassade des Etats-Unis, le ministère des Affaires étrangères ou des hôtels cinq étoiles, tandis qu'on trouve toujours lieu des dynamitages de pylônes de câbles à haute tension.

Ces actes peuvent être interprétés comme le signe de la perte d'autorité de Guzman sur les chefs qui l'ont remplacé après son arrestation. M. Fujimori a certainement gagné plusieurs points dans sa lutte contre le Sentier lumineux, mais de là à déclarer que ce dernier sera éliminé avant 1995, il y a un pas. La coordination des récents attentats démontre en tout cas que le Sentier a su se doter d'un nouveau comité central en décembre dernier.

NICOLE BONNET

L'asphyxie d'un hôpital de Rio

Les détournements de fonds au Brésil portent-ils aussi atteinte au système de soins ?

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Joel Sepiaza est chirurgien. Il est l'un des chefs de service de l'hôpital de La Posse, situé dans la banlieue nord de Rio-de-Janeiro, à une cinquantaine de kilomètres du centre-ville. En ce bagatelle jour de semaine, il est arrivé, comme à son habitude, vers 9 heures du matin. « J'ai ouvert l'air conditionné, vérifié le fonctionnement de mes appareils, et j'ai lu les journaux... Depuis un an, je ne fais plus que du gardiennage. » Son confrère Oswaldo Normandinho Filho a eu une journée plus agitée : « J'ai accueilli trois personnes en consultation et j'ai passé la moitié de la matinée à arpenter l'hôpital pour trouver une aiguille qui me permette de faire une ponction bégine ».

Curieux emploi du temps pour des médecins d'un hôpital d'une capacité de quatre cents lits, doté d'un équipement moderne. L'établissement a été inauguré il y a tout juste dix ans, il est le seul de cette taille dans la Baixada Fluminense, immense bidonville de la banlieue de Rio. « La raison de ce chaos est simple, explique le directeur, Thaïes Cardoso de Mallos, l'argent qui doit servir à faire fonctionner l'hôpital n'arrive pas jusqu'à nous. » Marco Aurélio, le secrétaire à la santé de

Nova Iguaçu, entité administrative dont dépend l'établissement, est encore plus explicite : « Ce qui se passe dans cet hôpital est un exemple concret des effets de la corruption, éponge chaque jour la commission d'enquête parlementaire récemment formée sur le sujet ».

Cette commission examine le cas d'une trentaine de parlementaires accusés de détournement de fonds équivalant à des millions de dollars. Pendant ce temps, des subventions allouées pour la construction d'hôpitaux s'écoulaient dans des poches de terrain vagues et l'hôpital de la Posse se meurt. « En raison du manque de ressources financières, nous avons d'abord débranché l'appareil produisant l'air conditionné, puis le réseau d'oxygène et ensuite les stocks réfrigérés », raconte le directeur.

Vois de lits

Au mois de septembre 1992, le conseil médical d'éthique a recommandé la fermeture de l'établissement devant les risques que représentaient la poursuite de nos activités dans ces conditions. Les quelque quatre cents médecins attachés à l'hôpital, payés

directement par le ministère fédéral de la santé, ne viennent plus que pour signer leur feuille de présence ou, au mieux, pour faire du gardiennage. Les différents services ont été fermés les uns après les autres. Les appareils du service de soins intensifs sont recouverts de bâches, tout comme les couveuses de la pédiatrie.

Les salles de soins sont malgré tout surveillées pour éviter des pillages qui restent fréquents. « Il nous arrive même de voir disparaître des biberons ou des lits », dit un médecin. Car, de nuit, l'hôpital désert est une cible tentante, simplement placée sous la vigilance de quelques gardes.

Il ne subsiste aujourd'hui qu'une simple consultation de jour. « Dans ce cas, le médecin n'a besoin que d'un stylo et d'un carnet d'ordonnances », précise Thaïes Cardoso de Mallos. « Notre service de radiographie est lui-même paralysé, dit Fernando Revorato. Il ne nous reste en tout et pour tout que deux cents pellicules petit format, qui ne conviennent que pour des enfants. Jusqu'à la semaine dernière, nous avions encore quelques pellicules pouvant servir à des adultes petits et minces, mais c'est fini ».

Que font les milliers de patients qui se présentent auparavant chaque jour à La Posse ? « Beaucoup d'entre eux vont au cimetière », assure, amer, le directeur. Selon lui, le taux de mortalité de la région a augmenté dans des proportions considérables.

Un petit espoir

Plusieurs ministres de la santé ont annoncé le versement rapide de crédits pour la réouverture de La Posse. « Ce n'est, jusqu'à la fin octobre, que des mots, dit le directeur. Aujourd'hui, nous avons un petit espoir après la signature d'une convention avec l'Etat fédéral pour un montant de 1 million de dollars. Mais, comme toujours, cet argent promis ne sera - éventuellement - versé qu'en plusieurs fois et sur une période de cinq mois. » Car l'inflation, qui est avec la corruption l'autre plaie du Brésil, ronge, en rythme de 35 % par mois, les crédits fédéraux. Sans ajustement, cette subvention n'équivaudra, au bout du compte, qu'en quart de son montant initial : « Juste de quoi nous permettre de maintenir en l'état ce qui n'est plus qu'un hôpital fantôme », commente Thaïes Cardoso.

DENIS HAUTIN-GIRAULT

FRANCIS SAINT-LAZARE
15, pl. du Havre
43 87 34 64
01 43 87 34 64

**GRANDS
OU
FORTS
Rafal**

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

**PEINTRES FRANÇAIS
SOLIDAIRES DU
PEUPLE KURDE**

**Exposition-Vente
au profit des enfants
kurdes irakiens
victimes de la guerre**

les 26, 27 et 28 novembre 1993
au Musée de l'Art
18, rue de Paradis, 75010 Paris
Tél. : 42 46 43 44

qui continue d'exposer aussi
jusqu'au 3 décembre 1993
LES PEINTRES DE L'ANAL
Mémoire du Kurdistan

هكزامن الدول

INTERNATIONAL

ASIE

La lente renaissance de l'Etat afghan

Le pays recommence à exister autour du président Rabbani, du général Massoud et d'une coalition hostile aux islamistes du Hezb

KABOUL

de notre envoyé spécial

Quelque chose qui ressemble à l'amorce d'un nouvel Etat afghan recommence à exister. Cette nouveauté est incarnée de façon un peu plus assurée désormais par le président Rabbani, que l'on peut rencontrer en son palais de Kaboul (le Monde du 12 novembre) ou, souvent, voir à la télévision. Il est aussi présent en effigie dans les édifices publics de la moitié nord de Kaboul, dans le bureau de «Femir» d'Hérat, Ismail Khan, ou sur la porte d'arrivée de l'aéroport de Mazar, fief du chef des milices ouzbèkes du nord, le général Dostom, et même au tunnel du Salang, tenu par les troupes du général Momen, officier de l'ancien régime communiste, aujourd'hui homme de liaison entre le nord et le pouvoir de Kaboul.

Nul optimisme excessif n'est permis, mais une ambiance nouvelle permet de tempérer l'impression qui prévalait au premier semestre de 1993 : celle d'un pays qui n'était plus qu'une manière de parler, on agglomérait de pouvoirs disparates se tenant plus ensemble que parce que les Etats voisins étaient encore plus effrayés par l'idée de toucher à l'Afghanistan que désireux d'en croquer leur part.

Les éléments nouveaux sont la relative sécurité qui règne depuis quelques mois dans la partie nord de la capitale, où vit désormais la majorité des Kabouli, et l'assurance donnée au «centre» par les plus importants chefs de guerre afghans qu'ils se réfèrent à lui. C'est le cas, il nous l'a confirmé, d'Ismail Khan, à Hérat, dont la zone d'influence couvre une demi-douzaine de provinces (notamment Badghis, au nord; Farah, Nimroz, et Helmand, au sud, et, de façon moins assurée, Ghor, à l'est). C'est aussi le cas, depuis le printemps, du général Dostom, dont la main s'étend sur les provinces de Farah, Jowzjan (son fief), Saripul, Balkh, Samangan, et Baghlan (voies au sud, le chef ismailien Sayed Jaffar Khan).

La cour du pouvoir présidentiel est aujourd'hui constituée par les terres tenues par Ahmed Shah Massoud, ancien ministre de la défense redevenu, nous dit-il, «simple citoyen», et qui est, en fait, le commandant de cet autre Tadjik qui est le chef de son parti (le Jamiat), M. Rabbani. Il s'agit d'une zone assez continue, qui va des trois hautes collines séparant le sud du nord de Kaboul, jusqu'au Badakhistan, en passant par la rive plate de la Shamali, au nord de la capitale, une partie de la province de Parwan, le Kapisa, et le Takhar, fief personnel du général Massoud.

Eoore faut-il voir que des poches ennemies, du Hezb pour l'essentiel, tronent ce territoire, y compris dans la Shamali; que maints commandants «jamiat» n'obéissent pas le doigt sur la couture du travail aux ordres de Massoud, notamment lorsqu'il s'agit d'aller faire le coup de feu au Tadjikistan; enfin, le banditisme et des exactions diverses restent pratiqués ici et là, au long des routes notamment.

Le centre du pays (Bamyan, Ghor, Oruzgan et des parties d'autres provinces) est le fief du Wahdat, l'alliance des Hazaras chiites. Bien peu est connu sur cette région, si isolée que l'ONU et les organisations non gouvernementales (ONG) la touchent à peine, et où les conditions de vie (alimentation, santé) sont réputées les plus difficiles du pays. A Kaboul, leur autre fief, les chiites se sont durement heurtés, à partir de décembre dernier, aux troupes du général Massoud, avec qui ils avaient vécu en bonne intelligence après la victoire des islamistes en avril 1992.

Ce n'était pas là une histoire nouvelle : Kaboul a toujours méprisé les chiites et les a tenus à l'écart, et ce jusqu'à l'arrivée de l'ex-président communiste Najibullah. Cette fois, ils réclament au moins 25 % de tous les postes publics - et ce alors que leur chef, Abdul Ali Mazari, reconnaît devant nous, dans son QG du sud de Kaboul, que «nul



n'a de statistiques fiables sur la population du pays» (1). Une telle exigence est apparue si exorbitante à Massoud qu'elle a justifié une violente rupture. Il existe, pourtant, à présent, des indices d'une relative amélioration des relations.

La «ceinture pachtoune»

La vraie préoccupation du pouvoir «présidentiel», en ce moment, c'est la «ceinture pachtoune» qui s'étend au sud-est du pays, de Kandahar jusqu'au nord de Jalalabad. Là, le pouvoir est arrosé de trois tribus organisées d'ancienne date en trois confédérations rivales. Les Pachtoune ont hésité, ces dix-huit derniers mois, entre deux attitudes : le repli boudeur («en s'isolant et l'on écoute pousser ses os en attendant que le pouvoir tadjik s'effondre», selon le mot d'un observateur étranger repris d'un proverbe afghan) ou le combat contre les «jamiat» de M. Rabbani.

Cette dernière attitude est celle de Gulbuddin Hekmatyar, rencontré en son fief de Charasyab, à 25 kilomètres au sud de Kaboul, en sa double qualité de chef des intégristes et, depuis cinq mois, de premier ministre théorique d'un gouvernement associant en principe tous les partis. L'abstention avait longtemps été l'attitude la plus répandue, officiellement présentée comme de «neutralité» entre les deux factions (Hezb et Jamiat) qui se battent pour la maîtrise de Kaboul.

Aujourd'hui impressionnés, sans doute, par les succès militaires et politiques, remportés ces derniers mois par le très méthodique Ahmed Shah Massoud, les Pachtoune semblent reconnaître l'émergence d'un nouveau pouvoir qui n'est plus le leur, mais qui est disposé à leur faire une place honorable. L'éventuelle désignation, en remplacement de M. Hekmatyar, de M. Gailani (leader d'un parti pachtoune modéré, auto-royaliste) comme premier ministre est évoquée par maints Afghans, à commencer, devant nous, par M. Massoud. Un tel développement pourrait symboliser ce nouveau cours des choses.

Car les derniers mois n'ont pas été favorables au leader du Hezb. Apparemment en manque de fonds désormais (2), M. Hekmatyar n'a pas pu empêcher la «neutralisation» (en général, moyennant finances) de nombre de ses commandants par M. Massoud au nord de la capitale (provinces de Kaboul, Parwan et Kapisa) ainsi qu'au nord de la province du Laghman, vieux fief hezbij. Le chef hezbij, par ailleurs, a notoirement échoué à élargir ses soutiens dans le Wardak et le Logar, au sud-ouest de Kaboul - pourtant son champ naturel d'expansion. Le Paktya, le Paktika et Ghazni ont quant à eux accepté, peut-être sans aucun enthousiasme, l'attraction de Kaboul. Et, pis que tout, une chaîne

d'événements commencés le 7 septembre par l'assassinat du «vice-gouverneur» de Jalalabad, Shomali Khan, semble avoir conduit, au terme d'affrontements incertains qui ont fait plus de 200 morts en octobre dans la vallée de la Kaboul, à la mise à l'écart de M. Hekmatyar dans une ville, Jalalabad, où il était à tout le moins considéré comme ami. Cette situation, si elle devait se confirmer, serait grave pour M. Hekmatyar, le seul des grands leaders afghans à ne pas être basé aujourd'hui dans une capitale régionale - à moins que l'on ne tienne pour telle Sarobi, ville stratégique située sur la route du Pakistan à 65 kilomètres à l'est de Kaboul. En revanche, le chef du Hezb s'est battu avec énergie, depuis le 2 novembre, autour de la localité de Tagab, à 65 kilomètres au nord-est de Kaboul.

Kaboul rêve de «Paprès-Hekmatyar»

Déjà, dans la capitale, certains, avec trop d'optimisme peut-être, se prennent à rêver à un «après Hekmatyar». D'avis concordants, la prochaine cible du «pouvoir Jamiat» pourrait alors être le général Dostom, invité à se soumettre ou alors à devoir répondre militairement de ses actes. Il est en effet comme pris en tenaille entre deux grands «seigneurs», Ismail Khan à l'ouest, et Ahmed Shah Massoud à l'est. Déjà cet été, «sa» province de Farah, tenue par un de ses lieutenants, Rasul Palahwan, a fait l'objet d'attaques en provenance du Badghis. Le fer de lance de cette offensive est un commandant de vingt-cinq ans, Sarwari Afghan, fidèle de Massoud, à la tête d'une troupe d'Ouzbèkes naguère déplaçés manu militari par Rasul

pays, Kaboul tente de réviser les fils d'un «pouvoir afghan». Le «centre» a quelques aînés, dont le plus évident est le contrôle de la monnaie : l'afghani, ce nerf de la guerre, est toujours imprimé à Moscou, sous la supervision de Kaboul, au grand dam de M. Hekmatyar qui dénonce là une collusion. Des avions apportent à intervalles réguliers des conteneurs de billets dans la capitale.

«Aidez-nous à renaître»

Les ministres, eux, s'efforcent, pour quelques-uns au moins, de travailler «pour le bien de l'Etat plutôt que pour celui de leur parti», selon le mot du responsable des affaires étrangères. Blazer bleu et pantalon gris, discrète barbe grise, l'anglais parfait de qui a travaillé dix-sept ans à la Banque mondiale, à Washington, avant de revenir s'immerger aux côtés des moudjahidins, M. Arsalà est l'image même de la dévotion au pays. «Mon point de vue, c'est l'intérêt de l'Afghanistan, et il n'y en a qu'un seul, nous dit-il dans son beau bureau d'un ministère à la façade de marbre blanc égratignée par les bombardements de janvier. L'intérêt de ce pays, poursuit-il, c'est sa cohésion retrouvée, son unité nationale et son intégrité territoriale maintenues.»

«Le monde, ajoute M. Arsalà, doit se convaincre qu'il ne peut y avoir qu'une seule diplomatie afghane, et non autant de diplomates que de centres de pouvoir semi-autonomes dans le pays. Car l'intérêt de l'Afghanistan c'est aussi celui de ses voisins et la fièvre, celle de la communauté internationale : un pays instable ne peut qu'être source de pro-

blèmes pour tous. C'est pourquoi nous répétons à tous nos interlocuteurs : aidez-nous à renaître sans attendre qu'une hypothétique sécurité s'installe partout, car il n'y aura pas de sécurité sans redémarrage économique. Si la plupart, ici, ont gardé le fusil, c'est qu'ils n'ont pas d'autre moyen de survie.»

Telle est bien, à présent, l'attitude des responsables de Kaboul, à commencer par le président Rabbani. Ne laissez pas, par inertie, l'Afghanistan se transformer en une nouvelle «forteresse des Hashishins», d'où un autre «terrible vieux de la montagne» dirigerait les troupes du fanatisme religieux et de la culture du pavot réunies, disent-ils en substance.

M. Arsalà, lui, ne se reconnaît pour ennemi ni les Etats-Unis, «qui ont soutenu la Jihad», ni même la Russie - à la condition précise-t-il, que cette ex-République soviétique «n'oublie pas les obligations nées d'un passé douloureux» (autrefois dit : qu'elle participe à la reconstruction du pays) et qu'elle «s'éloigne de toute politique pouvant nous rappeler l'édit passé» (c'est-à-dire de toute tection impérialiste envers l'Afghanistan ou l'Asie centrale ex-soviétique).

Et, bien entendu, conclut M. Arsalà, «nous attendons beaucoup de la France, cette amie de longue date». Un chargé d'affaires vient au demeurant d'être nommé par Paris, dont l'ambassade avait été fermée lors des combats de l'été 1992.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Les «afghandologues» estiment, avant la guerre, la population chiite à 15 % du total du pays.
(2) L'élection de M. Bhutto au Pakistan n'est pas non plus une bonne nouvelle pour M. Hekmatyar, qui a toujours été le favori des islamistes et des militaires du pays vaincu.

DU 20 AU 28 NOVEMBRE.

Roche-Bobois se plie en 8! Pendant 8 jours, venez vous offrir tout ce qui vous fait rêver chez Roche-Bobois. Salons cuir ou tissu, meubles par éléments, tables repas, tables basses, chaises, lampes, tapis... Collections Les Contemporains ou Les Provinciales : tout est à prix «8 jours».

Du 20 au 28 novembre, les 8 jours exceptionnels sont aussi exceptionnels par leur choix que par leur prix. Ne les manquez pas chez Roche-Bobois.



Paris 12, 10 à 18 h, rue de Lyon, 43 44 45 46 (Roches de la Joie).
Paris 3, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 42 43 44 45 (Roches de la Joie).
Paris 7, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 45 46 47 48.
Paris 17, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 49 50 51 52.
Paris 18, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 53 54 55 56.
Paris 19, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 57 58 59 60.
Paris 20, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 61 62 63 64.
Paris 21, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 65 66 67 68.
Paris 22, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 69 70 71 72.
Paris 23, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 73 74 75 76.
Paris 24, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 77 78 79 80.
Paris 25, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 81 82 83 84.
Paris 26, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 85 86 87 88.
Paris 27, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 89 90 91 92.
Paris 28, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 93 94 95 96.
Paris 29, 10 à 18 h, rue de la Chapelle, 97 98 99 100.

DAKAR 2370 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.

On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et arriver en 4 x 4, pirogue ou taxi brousse dans un bungalow de rêve, vous coûtera à peine plus cher que votre boxer-short en léopard.*

* Le Sénégal avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 4 620 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 160 AGENCES EN FRANCE
TAPPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 68 58

REPÈRES

GUINÉE

L'élection présidentielle reportée de deux semaines

Prévu pour le 5 décembre, le scrutin présidentiel a été reporté au 19 décembre, « par souci d'organiser dans la transparence la première élection multipartite en Guinée », a annoncé la présidence de la République, jeudi 25 novembre, dans un communiqué. Le report est motivé par « le retard enregistré dans l'implantation des bureaux de vote, l'impression des bulletins et la saisie des données informatiques pour l'établissement des cartes électorales ».

Le général Lansana Conté, candidat à sa propre succession, avait affirmé, le 4 novembre, que le scrutin, déjà différé en 1992, aurait lieu à la date prévue. Les six candidats de l'opposition en réclamaient alors le report en dénonçant « le retard et les fraudes dans la confection des cartes électorales et des bulletins de vote ». — (AFP.)

KAZAKHSTAN

Violente critique du président Nazarbaïev contre Moscou

Le président du Kazakhstan, Nursoultan Nazarbaïev, réputé pro-russe, s'est insurgé, mercredi 24 novembre, contre les propos du ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, qui avait affirmé que la Russie défendrait ses ressortissants vivant hors du territoire national (le Monde daté 21-22 novembre). Estimant que M. Kozirev avait tenu des propos à caractère électorale avant les législatives du 12 décembre, le président kazakh a toutefois ajouté que lorsque « quelqu'un parle de protection des Russes non pas en Russie mais au Kazakhstan, cela me rappelle Hitler qui a commencé la guerre en voulant protéger les Allemands des Sudètes ». — (Reuters.)

RUSSIE

Incertitudes sur l'adoption du projet de Constitution

Le président de la commission électorale centrale, Nikolai Ryabov, a déclaré, jeudi 25 novembre, « douter que le projet de Constitution soit adopté » lors du référendum prévu pour le 12 décembre, qualifiant d'« insuffisantes » les préparatifs pour cette consultation dont, selon M. Ryabov, « pratiquement personne » ne se préoccupe. Ce référendum est préparé essentiellement par le Kremlin et prévoit d'accorder d'importantes pouvoirs présidentiels.

Si la Constitution n'était pas approuvée par référendum, la Russie serait plongée dans une nouvelle « crise politique profonde », et il est presque certain qu'elle deviendrait une « dictature du président », averti pour sa part, mercredi, le vice-premier ministre, Alexandre Chokhine.

Par ailleurs, le président Boris Eltsine a averti les candidats aux élections qu'ils perdraient le droit de s'exprimer à la télévision s'ils continuaient de la critiquer. « On leur accorde un temps d'antenne pour exposer leur programme, pas pour salir la Constitution et le président », a souligné M. Eltsine. — (AFP, Reuters.)

Rapprise du procès des putschistes d'août 1991. — Neuf des douze hauts responsables accusés d'avoir dirigé le coup d'Etat manqué en URSS en août 1991 ont plaidé non coupables devant la Cour suprême de Russie, jeudi 25 novembre, lors de la reprise de leur procès, commencé en avril et suspendu à plusieurs reprises. Trois accusés n'étaient pas présents au procès et devront être jugés séparément en raison de problèmes de santé. Deux autres inculpés, dont l'ancien président du Soviet suprême, Anatoli Loukianov, sont actuellement candidats aux élections législatives du 12 décembre. — (AFP.)

EUROPE

GÉORGIE

Le Parlement s'oppose au président Chevardnadze

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La série noire continue pour Eduard Chevardnadze. Après avoir perdu la guerre en Abkhazie et avoir été obligé de faire appel aux troupes russes pour venir à bout des partisans de l'ancien président Zviad Gamsakhouria, le chef de l'Etat géorgien doit maintenant faire face à une fronde du Parlement de Tbilissi. Une majorité de députés, qui ont pourtant pratiquement tous été élus sur la liste de l'ancien ministre antérieur des affaires étrangères, ont ainsi refusé, jeudi 25 novembre, de suspendre leurs activités pour une nouvelle période de deux mois, comme le leur demandait le chef de l'Etat. Ils ont toutefois accepté de prolonger l'état d'urgence pendant seize jours. Le 20 septembre dernier, le Parlement, qui avait voté la proclamation de l'état d'urgence, avait accepté de se mettre en vacances pour trois mois.

En fait, les députés veulent pouvoir discuter de la décision prise, fin octobre, par Eduard Chevardnadze, sans avoir même consulté le Parlement, de faire entrer la Géorgie dans la CEI et de signer des accords de défense avec la Russie. De nombreux députés ont manifesté leur opposition à cette mesure.

Pour tenter de dénouer la crise, le président géorgien, qui a décidé de créer son propre parti politique, a proposé la tenue d'élections législatives « après le 20 janvier 1994 », date à laquelle expire l'état d'urgence. « La première étape de l'état d'urgence est maintenant terminée, la Géorgie occidentale est nettoyée des partisans des séparatistes », a-t-il affirmé.

BULGARIE : accord de l'ONU pour des transports de transit à travers la Serbie et la Monténégro. — La Bulgarie peut effectuer des transports de transit à travers le territoire de la Serbie et du Monténégro à la suite d'une autorisation spéciale du Comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU, a annoncé, jeudi 25 novembre, le vice-ministre bulgare des affaires étrangères, Todor Tchourov. Le premier ministre s'est félicité de cette « nouvelle réouverture » qui fait partie des demandes adressées par Sofia à l'ONU pour compenser le coût du respect de l'embargo contre la Yougoslavie, qui prive la Bulgarie de ses principales routes d'accès vers les marchés occidentaux (le

sans de l'ancien président et des mercenaires du Caucase du Nord et d'Abkhazie qui le soutenaient », a déclaré M. Chevardnadze avant de demander aux députés de lui donner deux mois de plus pour mener à bien « la deuxième étape, à savoir la lutte contre la corruption et la mafia ». Des incidents ont marqué cette séance de la Chambre. Un député, Louisa Chakiaevili, ayant accusé M. Chevardnadze d'avoir « conduit le pays à la dictature », le chef de l'Etat s'est alors levé, affirmant qu'il n'entendait pas « supporter ces injures ».

J.-A. F.

Vingt Grecs et un Arménien assassinés en Abkhazie. — Vingt Pontiques, Grecs originaires du pourtour de la mer Noire, et un Arménien ont été récemment assassinés en Abkhazie, selon des informations parvenues jeudi 25 novembre à Salonique. Seize d'entre eux, dont une fillette de quatre ans, ont été assassinés et brûlés le 4 novembre dans leurs maisons par des mercenaires armés soutenant les indépendantistes abkhazes. — (AFP.)

EN BREF

BIEMANIE : l'ONU fait état de violations des droits de l'homme. — Un rapporteur de la commission de l'ONU sur les droits de l'homme a été autorisé par Rangoun à séjourner en Birmanie du 9 au 16 novembre. Dans une déclaration faite le mercredi 24, Yoo Yokata fait état de « graves violations » des droits de l'homme dans ce pays. Il y a aussi relevé de « nombreuses restrictions aux libertés fondamentales ». — (AFP.)

MALAYSIE : un code pénal islamique adopté dans un des Etats. — L'assemblée de l'Etat fédéré du Kelantan, dans le nord-est de la Malaisie, a adopté jeudi 25 novembre une loi prévoyant l'application de châtiments islamiques : lapidation de l'homme et de la femme adultères, flagellation des buveurs d'alcool et amputation de la main du voleur. Ce

Les conflits dans l'ex-Yougoslavie

Avertissement du médiateur européen aux belligérants

Le médiateur européen dans le conflit yougoslave, David Owen, a menacé, jeudi 25 novembre, les Serbes et les Croates de nouvelles sanctions et les musulmans d'un retrait des « casques bleus » s'ils continuaient à entraver le processus de paix en Bosnie-Herzégovine. « Si les Serbes ou Croates de Bosnie refusent un compromis, l'Union européenne devra renforcer les sanctions existantes ou plaider pour de nouvelles sanctions. Si les musulmans de Bosnie refusent le compromis, je pense que nos gouvernements commenceront à relâcher leur engagement et remettront en question le maintien sur le terrain de troupes de l'ONU », a déclaré Lord Owen dans un discours prononcé à Londres.

Tout en soulignant l'importance du maintien des convois humanitaires « pour sauver des milliers de vies et voir si un règlement peut être obtenu », Lord Owen a noté que l'aide humanitaire permettait aussi de nourrir les armées des trois belligérants et que l'embargo sur les armes était transgressé par tous. Il a estimé que le gouvernement de Sarajevo était maintenant « sûr d'avoir assez d'armes pour se battre durant tout l'hiver et même pour pouvoir lancer une offensive

de printemps en 1994 ». Cet avertissement intervient avant une nouvelle tentative de relance du processus de paix, à laquelle les ministres des affaires étrangères des Douze participeront lundi à Genève avec les responsables politiques et militaires des belligérants ainsi qu'avec les représentants des Etats-Unis et de la Russie.

Sur le terrain, 1 115 civils devaient être évacués de Sarajevo vendredi, a annoncé un officiel bosnien, précisant que 36 % environ d'entre eux étaient des musulmans, 34,5 % des Serbes et 24,3 % des Croates. Il s'agit de femmes, d'enfants, de personnes âgées, de blessés et de malades.

Par ailleurs, trois chauffeurs de l'ONU ont été enlevés et étaient toujours détenus jeudi soir par les forces loyalistes à Fikret Abdic, chef musulman de la région de Bihać (nord-ouest de la Bosnie) qui s'est proclamée autonome vis-à-vis de Sarajevo, a annoncé un porte-parole de la FOR-PRONU (force de protection de l'ONU). M. Abdic a également interdit le passage de tout convoi d'aide humanitaire dans la région de Bihać pendant dix jours, a ajouté le porte-parole. — (AFP.)

Le texte pénal a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée, où les intégristes détiennent les deux-tiers des sièges. Selon des juristes, pourtant, la loi ne pourra être appliquée que si elle reçoit l'aval du Parlement fédéral. — (AFP.)

INDE : un important chef séparatiste tué par la police. — La police du Pendjab a tué jeudi 25 novembre le leader d'un groupe séparatiste sikh, portant un nouveau coup au mouvement pour la création d'un Khalistan indépendant, le « maître » de vitesse, Satoam Singh Chingpa, chef de la Bhindranwale Tiger Force, a été tué lors d'un accrochage près d'Amritsar. Il était l'ultime dirigeant sikh opérant dans l'Uttar-Pradesh, au pied de l'Himalaya, a assuré le chef de la police, M. Gill. Le militant, dont la tête était mise à prix pour 500 000 F, était accusé de dizaines d'assassinats. — (AFP.)

MALAYSIE : un code pénal islamique adopté dans un des Etats. — L'assemblée de l'Etat fédéré du Kelantan, dans le nord-est de la Malaisie, a adopté jeudi 25 novembre une loi prévoyant l'application de châtiments islamiques : lapidation de l'homme et de la femme adultères, flagellation des buveurs d'alcool et amputation de la main du voleur. Ce

Le Monde de l'éducation

PALMARÈS 1993
DES CLASSES PRÉPAS COMMERCIALES :

Les résultats aux concours de trente-deux écoles de commerce : les cinq « grandes », le concours ECRICOME, les ESC de province.

A lire absolument avant de choisir une prépa

FORMER LES MANAGERS
DE LA CRISE

Les grandes écoles de gestion ont connu ces dernières années un développement et un succès considérables.

Avec la concurrence des universités et la crise économique, elles sont amenées à réfléchir sur l'orientation qu'elles donnent aux études, à l'image des business schools américaines aujourd'hui sévèrement critiquées, ainsi que sur leur mode de fonctionnement. Dix spécialistes — chefs d'entreprises, directeurs d'écoles, professeurs — s'expriment.

Un débat à découvrir dans « le Monde de l'éducation »

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1993. EN VENTE PARTOUT

Le Monde
IMMOBILIERappartements
ventes

12^e arr^t
104 AV. DAUMESNIL
47 M² 695 000 F

bon imm. et off. Dugommier,
2 pds 9^e arr^t, cuis., baign.,
salleb. dimanche 14 h à 17 h

16^e arr^t
PRIX INTÉRESSANT
VUE SUR SEINE

imposible, Meuse Radio, bon imm.
et off. 7^e arr^t, 122 m², 1^{er},
1 ét., 100 F

93
Seine-Saint-Denis

Urgent, vende
Maison de 150 m²,
15 m de large de l'Est,
salle base 22, 55 m²,
cuis. équipée,
cave et sous-sol,
1^{er} étage avec escaliers,
pour 100 000 F,
proch. lycée, école, gare,
proch. commerces et gare
Paris. Tél. : 44-69-50-94
14^e arr^t 44-69-50-94
Dim. après 18 h : 64-72-09-32

appartements
achats

Racheter 2 à 4 F. PARIS
Prévoir 100 F. de frais
PAIE COMPTANT
Cher, mais
48-75-05-43, 14 h à 17 h

locations
non meublées
demandées

Paris

Collaborateur Le Monde
cherche, pour sa fille,
dernière année de médecine,
STUDIO
(14^e, 15^e ou Versailles).
Tél. : 34-89-51-03.

bureaux

Locations

VOTRE BIEN SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50

boxes - parking

Cette, journal ch. à louer à partir de
1^{er} janv. 94, parking ou box dans
Paris. Tél. : 44-69-50-94
M. Gallet 14^e arr^t,
Tél. : 42-61-05-94, 14^e arr^t.

L'AGENDA

Artisans

Tous travaux peinture et déco-
ration Travail de qualité.
Devis gratuits et rapides. Prix
très bas. S.M.A.S.B.
23, av. de la Dhuy,
92340 MONTFERMEIL
Tél. : 43-55-10-20
Fax : 43-55-96-08

Offres
de particuliers

A vendre scooter Peugeot SV 125 cm³,
etc. 91, vert, 10 200 km, pare-bris,
bancs confort, etc. etc., etc. etc.,
12 000 F à débiter. 43-36-11-48

Vacances,

tourisme

SKI DE FOND

HAUT JURA, 3 h PARIS TOV
Yves et Liliane vous accueillent dans
une maison ferme 1700 m² superbe-
ment restaurée et ch. Aubertin che-
minée et confortables. Cuisine, etc.
moderne base produisant maison, pain
maison etc. etc. etc. etc. etc. etc.
etc. etc. etc. etc. etc. etc. etc. etc.
Tél. : 42-61-05-94, 14^e arr^t.

Bijoux

GILLET bijoux anciens
achat-vente
18, rue d'Anjou, Paris 4^e.
Tél. : 43-54-00-83

ASSOCIATIONS

Livres

MOBILISATION CONTRE
LE CHOMAGE

Sortir de la crise est possible en per-
sant la politique et l'économie na-
tionale ; reconnaître par un type révo-
lutionnaire de crise d'insécurité

L'ÉCONOMIE
« SOCIALE »
POUR VAINCRE
LE CHOMAGE

282 pages 80 F (deux à 15 F aux
associations des chômeurs).
Lecture gratuite possible car
chèque non déduit pendant
1 mois et renvoyé au ouvrage
non consacré.
Bibliothèque Club-Forum,
10 m² : 100 F
Envoi sans frais à
Société Club-Forum
Nbre réponses n° 147 276
Paris Cedex 03

هكذا من الظلم

INTERNATIONAL

EUROPE

Bonn interdit le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)

Le ministre allemand de l'intérieur, Manfred Kanther, a annoncé, vendredi 26 novembre, qu'il avait interdit le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène en Turquie une guérilla sanglante, et ses organisations parallèles.

«L'extrémisme des étrangers doit être combattu avec détermination», a déclaré M. Kanther dans un communiqué. L'Allemagne ne peut pas servir de théâtre de guerre aux terroristes étrangers», a-t-il ajouté.

Cette mesure d'interdiction touche le PKK et trente-cinq organisations qui en sont proches. Des perquisitions ont été ordonnées dans les appartements, magasins et associations liés au PKK en Allemagne, ainsi que la saisie du courrier et des comptes bancaires de ces organisations.

Les séparatistes du PKK, implantés dans la communauté kurde turque de plusieurs pays européens, sont particulièrement actifs en Allemagne, où ils trouvent notamment une partie

importante de leur financement. Une série d'attentats contre des intérêts turcs avaient fait un mort et dix-huit blessés en Allemagne début novembre et le gouvernement allemand - qui avait dans le passé critiqué les violations des droits de l'homme des forces de sécurité dans le cadre des opérations menées dans l'Est et le Sud-Est anatoliens, à majorité kurde - avait, depuis, indiqué qu'il étudiait une interdiction du PKK.

Une victoire pour les autorités turques

La décision du gouvernement de Bonn constitue une importante victoire pour les autorités turques. Tout en se déclarant satisfait des mesures récentes prises en France comme en Allemagne contre les séparatistes kurdes, le gouvernement d'Ankara avait souligné mercredi que les pays européens devaient déclarer «illégal» le PKK.

DIPLOMATIE

Avant le sommet de l'Alliance atlantique en janvier

Les services de renseignements russes critiquent les projets de l'OTAN

Le chef des services de renseignements russes, Evgueni Primakov, qui, selon les *Izvestia*, exprime le point de vue des militaires, a vivement critiqué, jeudi 25 novembre, les projets de l'OTAN, notamment celui du «partenariat» avec les pays de l'Est que les Américains veulent faire approuver par le prochain sommet de l'Alliance atlantique, les 10 et 11 janvier à Bruxelles.

M. Eltsine et Kozyrev avaient déjà mis en garde les Occidentaux, en septembre, contre un élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale. Ils ont approuvé en revanche l'idée d'un «partenariat» (M. Eltsine l'avait qualifiée de «formidable»), c'est-à-dire d'une coopération militaire proposée par l'OTAN aux pays de l'Est, sans que l'Alliance fournisse de garantie de sécurité à ces pays ni n'envisage de les intégrer.

M. Primakov a affirmé jeudi, lors d'une conférence de presse, que l'OTAN allait se prononcer en faveur du principe de son élargissement lors du sommet de janvier. «Un tel élargissement amènerait la plus importante alliance militaire du monde, avec son énorme potentiel offensif, aux frontières de la Russie», ce qui encouragerait les courants anti-occidentaux dans ces pays, a-t-il dit. «Si tel était le cas,

nous serions contraints pour notre part à une révision fondamentale de tous nos concepts de défense, à un redéploiement de nos forces et à un changement de nos plans opérationnels», a-t-il encore ajouté.

Les ministres français, allemand et polonais des affaires étrangères ont publié le 12 novembre, à l'issue de leur rencontre à Varsovie, un communiqué dans lequel ils demandaient à l'OTAN de dévier, lors de son sommet de janvier, «un signal indiquant qu'elle accepte le principe de l'élargissement». C'est à ce type de formulation, qui en l'occurrence réitérait surtout le point de vue polonais, que semble réagir M. Primakov.

Allant plus loin, le chef des services de renseignements russes, a aussi critiqué l'idée de «partenariat», dès lors qu'elle ne s'accompagne pas d'une révision de la doctrine de l'OTAN. Il s'est inquiété de la persistance d'une «pensée en termes de blocs» au sein du commandement militaire de l'Alliance et a regretté que cette dernière ne s'adapte pas plus rapidement à la situation de l'après-guerre froide en développant «ses fonctions politiques». Un rapport des services de renseignements sur ces questions a été remis au président Eltsine.

L'Europe vue d'Athènes

Le ministre grec aux affaires européennes, Théodoros Pangalos, dont le pays doit assumer à partir du 1^{er} janvier la présidence tournante de l'Union européenne, a été livré jeudi 25 novembre à une violente diatribe contre l'Allemagne qu'il a décrite comme «un géant doté d'une force brutale et d'une caravelle d'enfant».

M. Pangalos était censé exposer la politique européenne de son gouvernement. Dénonçant un «renouveau du rêve panglossien», il s'en est pris à la «tentation allemande d'influencer la politique européenne»: «Cela est inadmissible et nous ne l'accepterons jamais», a-t-il lancé, en ajoutant que «certaines évolutions» en Allemagne «rappellent énormément la période de l'entre-deux-guerres».

Quant à la Turquie, elle «traîne ses bottes ensanglantées sur les tapis européens», a-t-il dit. M. Pangalos, «l'Europe se ridiculise» dans ses rapports avec Ankara. Le ministre grec a regretté d'avoir été

«obligé de s'asseoir» à la même table que Helmut Kohl, le chef de la diplomatie turque, lors d'une récente réunion européenne à Luxembourg. Réclamant l'adhésion de Chypre à l'Union européenne, il a déclaré que, sur cette question, la Grèce «ne fermerait pas les yeux et parlerait haut et fort».

A propos de la crise yougoslave, M. Pangalos a estimé que l'Europe avait au tort de reconnaître la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Selon lui, il faut assurer l'acheminement de l'aide humanitaire «afin qu'on ne puisse pas se servir des populations otages pour exercer un chantage sur les opinions publiques». «Les Serbes et les Croates doivent aussi donner quelque chose, et j'ai le sentiment que les Serbes sont prêts à le faire», a dit M. Pangalos, estimant qu'alors «les Musulmans devront accepter le plan de paix Owen-Stoltenberg», et qu'en cas de refus de leur part «il faudra changer le sens des pressions». - (AFP.)

ALLEMAGNE

Le chancelier Kohl va examiner avec la CSU et le SPD le choix d'un nouveau candidat à la présidence

Après le retrait de Steffen Heitmann, le candidat de la CDU et de la CSU pour la présidence de la République fédérale allemande (le Monde du 26 novembre), le chancelier Helmut Kohl va inviter les partis de la majorité et le SPD à examiner ensemble la préparation de cette échéance.

BONN

de notre envoyé spécial
«C'est une débâcle politique pour Helmut Kohl et les Unions chrétiennes (CDU-CSU). Le chancelier essuie là le revers politique le plus sévère depuis son arrivée au pouvoir.» Les sociaux-démocrates, par la voix de leur trésorier, Günter Verheugen, ont immédiatement exploité la décision, jeudi 25 novembre, de Steffen Heitmann, le ministre de la Justice de Saxe, de se retirer de la course à la présidence de la République fédérale, pour tirer à boulets rouges sur le gouvernement. M. Heitmann était en effet le «poulain» d'Helmut Kohl, qui avait encore dénoncé publiquement, mercredi au Bundestag, les campagnes de

diffamation, les «attaques personnelles» dont le candidat avait été victime ces dernières semaines.

Le chancelier avait réclamé des excuses au président du SPD, Rudolf Scharping, qui avait traité récemment M. Heitmann d'homme «intellectuellement modeste» et «politiquement lésivé». Ces excuses, il ne les a pas obtenues, M. Scharping n'ayant pas voulu se rétracter, mais c'était sans doute de la part de M. Kohl un «ultime» geste en faveur du ministre saxon. Car ce dernier avait déjà fait son choix, la veille au soir, et il en avait informé le chancelier par téléphone.

Steffen Heitmann avait été vivement critiqué pour ses propos très personnels sur les étrangers, le carriérisme féminin et le passé nazi de son pays. Il faisait de plus en plus l'unité contre lui et jamais une campagne présidentielle en Allemagne n'avait pris de telles formes. Dans sa lettre de renonciation, le ministre saxon, membre de la CDU depuis deux ans, estime notamment que tous les autres candidats, officiels ou pas, à la succession de Richard von Weizsäcker, devraient suivre son exemple. Ce

retour à la case départ permettrait aux différents partis politiques de s'entendre sur un candidat issu, comme lui, de l'ancienne RDA. Le temps ne presse pas: l'élection aura lieu le 23 mai 1994.

Selon M. Heitmann, l'homme le mieux placé serait Richard Schröder, un théologien de l'Est, membre du Parti social-démocrate. Cette proposition était sans doute une façon d'embrasser la direction du SPD, qui avait déjà en effet «son» candidat en la personne de Johannes Rau, le ministre-président de Rhénanie du nord-Westphalie. Mais la manœuvre a rapidement échoué: M. Schröder a déclaré qu'il ne se présenterait pas contre son ami.

Réparer les dégâts

Les sociaux-démocrates considèrent qu'ils ont donc le meilleur candidat pour le poste (essentiellement honorifique) de président de la République fédérale; un homme, Johannes Rau, autour duquel le consensus nécessaire pourrait se dessiner. Mais les autres formations politiques ne sont pas, pour le moment en tout cas, du même

avis. Les chrétiens-démocrates (CDU) et les chrétiens-sociaux de Bavière (CSU) s'apprêteraient à lancer le nom de Roman Herzog, l'actuel président du tribunal constitutionnel, dont on parle avec de plus en plus d'insistance depuis quelques semaines. Mais l'intéressé dit ne pas avoir été encore officiellement pressenti et veut «d'abord en parler avec son épouse». Quant aux libéraux du FDP, alliés des Unions chrétiennes au sein de la coalition gouvernementale, ils maintiennent la candidature d'Helmut Kohl.

Même si la plupart des Allemands estiment que M. Heitmann a bien fait de se retirer, il s'agit maintenant pour le parti d'Helmut Kohl, à moins d'un an des élections législatives fédérales, de réparer les dégâts causés par cette affaire. Wolfgang Schauble, président du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag, admettait que ce jeudi n'avait pas été une «journée facile» et que le chancelier se proposait d'inviter prochainement les partis de la majorité et le SPD pour examiner ensemble l'échéance présidentielle.

ALAIN DEBOVE

Romainville, une ville qui s'engage dans la lutte contre le SIDA. C'est la première fois qu'une commune organise, pendant 8 mois, une campagne d'information et de prévention en y associant directement ses habitants. La lutte contre le SIDA passe aussi par des campagnes de sensibilisation et de prévention au niveau local....

Pour tous contacts 49 15 56 72



VILLE DE ROMAINVILLE

CAMPAGNE DE PRÉVENTION DES MALADIES SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES ET DU SIDA

Un entretien avec le président du SPD allemand

« Nous sommes fermement décidés à revenir au gouvernement »

Rudolf Scharping a repris en main le plus vieux parti social-démocrate européen. Avec l'intention de ne pas laisser passer l'occasion, en 1994, de revenir à un pouvoir dont il est éloigné depuis onze ans

« A la veille de cette élection décisive en Allemagne, quels sont les points forts du programme du Parti social-démocrate ?

— Nous plaçons au centre de la campagne électorale les questions de la situation économique, sociale et culturelle de l'Allemagne. Nous nous trouvons dans un pays qui doit encore dans tous ces domaines faire son unité réelle, n'existe encore un fossé profond entre l'Est et l'Ouest. La social-démocratie s'attachera à expliquer que tous les défis de l'heure, le chômage, la nouvelle croissance économique, la justice sociale, la paix et le développement ont une dimension internationale. Cela implique l'existence d'une Communauté européenne forte et une bonne et cordiale relation franco-allemande, et au-delà de l'Europe des institutions internationales fonctionnant bien.

— Le récent congrès du SPD à Wiesbaden a été, dans cette optique, un bon congrès pour vous...

— Pour la première fois depuis de longues années le SPD est apparu uni, il a formulé des réponses sur les questions essentielles de la politique allemande et européenne qui rencontrent, les sondages le montrent, un écho grandissant dans la population. En tout cas, après onze ans d'opposition, la social-démocratie est fermement décidée à revenir au gouvernement.

— Il est exclu que le SPD puisse obtenir à lui seul la majorité absolue. Quelles alliances envisagez-vous ?

— Je me poserais des questions à ce sujet au plus tôt au soir des élections au Bundestag. Pas avant.

Jusqu'à là le SPD va consacrer son énergie à faire en sorte d'être aussi fort que possible. Je le répète : la question essentielle, en Allemagne comme en France, est celle d'un développement économique qui produise un nombre beaucoup trop grand de sans-emploi.

« Les coûts salariaux, pas les salaires... »

— Le SPD a-t-il une recette miracle contre le chômage ?

— Aucun parti, aucun Etat n'a de remède miracle. On doit, comme dans un système d'entreprise, considérer tous les éléments et toutes les possibilités. Il y a d'abord l'idée d'une nouvelle croissance économique, supportable pour l'environnement. Nous devons, en Europe, discuter ensemble des technologies liées à l'écologie, du traitement de l'information, des biotechnologies, d'un réseau de transport européen, de l'espace, etc. Ce sont des questions où l'Europe peut donner une nouvelle impulsion, dans un contexte de concurrence avec d'autres parties du monde.

— Ensuite, il faut une organisation plus intelligente, une répartition plus juste du travail. Dans le domaine de la production industrielle, l'économie est de plus en plus fondée sur les investissements en capital, sur l'innovation technologique. L'important, pour l'entreprise, c'est de savoir combien de temps elle peut faire fonctionner ses machines, la question de savoir combien de temps travaille l'homme qui conduit ou répare cette machine est secondaire. Je plaide pour allonger le temps de travail des machines et pour réduire celui des hommes dans la production industrielle. Cela ne

sera pas possible avec une composition salariale intégrale, mais la diminution du temps de travail est indispensable.

— Dans tous les secteurs d'activité ?

— Non, il y a des secteurs où cela ne sera pas possible, soit que les gens n'en veulent pas, ou parce que dans certains domaines on manque de gens qualifiés, dans la recherche, dans les nouvelles technologies...

— Et dans l'administration ?

— Je ne vois pas d'espace pour une diminution du temps de travail dans l'administration. Mais je le répète : celui qui aujourd'hui, en Allemagne ou ailleurs, veut augmenter le temps de travail contribue à l'augmentation du chômage.

— On parle beaucoup en France de la semaine de trente-deux heures. Qu'en pensez-vous ?

— C'est une saine tradition de laisser aux partenaires sociaux le soin de discuter de ces questions dans le détail car les situations varient en fonction des branches. Mais d'une manière générale je suis favorable à une réduction du temps de travail dans la production industrielle. Nous avons à ce sujet des discussions intensives avec les socialistes français.

— Le gouvernement d'Helmut Kohl estime, lui, que les emplois en Allemagne sont menacés par les salaires trop élevés et une durée du travail trop courte...

— Ce ne sont pas les salaires qui sont trop élevés, mais les coûts salariaux. Une étude de l'institut Mac Kinsey, qui ne passe pas précisément pour une officine social-démocrate, démontre que la productivité dans de nombreux pays industrialisés dépend plus de l'orga-

nisation du travail, de la formation, etc., que des salaires. Si nous procédons en Allemagne à une réduction des salaires à grande échelle, nous risquons de mettre à mal l'économie. La vraie question est celle de la réduction des coûts salariaux, et du financement de la protection sociale, qui ne doit pas être seulement prélevée sur les salaires.

L'attitude de l'Allemagne depuis l'unification orbe quelques problèmes chez ses part-



naires européens, notamment celle de la Bundesbank en matière de taux d'intérêt...

— Je partage les critiques formulées à l'égard de la politique financière allemande, qui a conduit à des déficits trop élevés et à un accroissement trop fort de l'endettement public, qui a conduit à des taux d'intérêt élevés et à la mise en cause du système monétaire européen. Si nous voulons atteindre les buts fixés par Maastricht, il faut que les pays de l'Union euro-

péenne harmonisent leurs politiques budgétaires, pour parvenir à la monnaie unique.

« J'hésite à parler d'un rôle de l'Allemagne »

— Le processus de Maastricht est-il trop lent ou trop rapide à votre goût ?

— D'abord je pense que le traité est bon dans l'ensemble, même si l'on peut porter quelques critiques de détail. L'Europe ne doit cependant pas se limiter à un espace d'échanges de marchandises. Dans ce contexte, je pense que les critères de Maastricht sont justes sur le plan économique mais que personne aujourd'hui ne peut dire dans quel délai ils vont être remplis.

— Quelle est votre conception du rôle de l'Allemagne sur la scène mondiale ?

— J'hésite beaucoup à parler d'un « rôle » allemand dans la politique internationale. Je trouve toujours qu'il est plus sage, compte tenu du poids politique et économique de notre pays placé au cœur de l'Europe, de situer les choses dans un contexte européen, d'Union européenne. Sinon, on risque très vite de retomber de nouveau dans un raisonnement de politique d'Etat national. Et ça ne tient pas, à mon avis. Le patriotisme existe, mais les Allemands doivent le regarder avec prudence, prudence à l'égard de leurs voisins et de leur propre passé. Et ces voisins peuvent également aider l'Allemagne en n'attendant pas d'elle un rôle particulier mais, en tant que partenaires politiques sages et conscients de l'histoire, l'aider, à l'avenir, à intégrer le poids de l'Allemagne d'aujourd'hui dans la communauté et pour le progrès de la construction européenne.

— Bien sûr, revient, de temps en temps, la question du siège permanent de l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU. Je suis content de savoir que certains Etats ne se contentent pas d'en discuter mais posent aussi la question de savoir comment nous pouvons organiser cela avec l'Europe, ensemble. Mais, si cela se fait — la création de ce siège n'étant pas un point politique central —, cela doit être vu dans un contexte européen.

— Beaucoup ont le sentiment que l'Allemagne veut jouer un rôle international sans en tirer et en supporter les vraies conséquences ? Exemples : les actions de l'ONU dans la guerre

du Golfe ou les hésitations avant d'entreprendre quelque chose dans le cadre de la communauté internationale.

— Je peux vous expliquer la position de la social-démocratie allemande : en situation de gouvernement, le SPD soutiendra et participera aux actions de l'ONU. Mais en ce qui concerne la Somalie (où l'Allemagne est présente, NDLR), il s'agit d'une action essentiellement humanitaire qui manque de perspective de solution politique à long terme. Et pour ce qui est de l'ex-Yougoslavie, Sarajevo est un exemple déjà devenu un symbole accablant des erreurs de la politique étrangère de l'Europe. La ligne de l'Allemagne n'a pas été un modèle en la matière. Je l'ai dit — mais elle ne fait qu'illustrer le manque de politique européenne. Elle a montré qu'une politique allemande dans un contexte européen est bien meilleure qu'une politique isolée.

« C'était une nuit magnifique »

— L'Allemagne fait peur à certains, et pas seulement en raison du poids économique de votre pays. Comment combattez la xénophobie et les mouvements racistes, dont les Turcs sont les principales victimes actuellement ? Et que pensez-vous du débat sur la nationalité, à savoir la discussion sur le droit du sang — comme en Allemagne — et le droit du sol ?

— Comme dans d'autres pays d'Europe, je pense que la nationalité devrait être déterminée par l'endroit où l'on est né. Nous devons faire en sorte que les droits de l'homme soient respectés, mener une politique indépendante de l'origine des citoyens et du temps qu'ils ont vécu en Allemagne. Il faut combattre la xénophobie dans ses racines économiques sociales et culturelles. C'est un problème qui est commun à l'Europe entière. Les Italiens du Sud ne sont pas particulièrement aimés, j'ai ce sentiment. Comme en France, ceux qui viennent d'Algérie ou du Maroc. Et en Espagne il y a aussi des problèmes.

— Après l'unification, vous n'avez pas eu que des mots gentils pour le chancelier Kohl et sa politique dans les nouveaux Länder de l'est de l'Allemagne.

— Nous avons condamné le nationalisme et le radicalisme de droite. Mais, le 9 novembre 1989, lorsque le mur est tombé, les gens sont montés sur le mur, sur la porte de Brandebourg. Ils étaient heureux, ils ont chanté l'hymne national, c'était une nuit magnifique. C'était tout simplement extraordinaire, ils ont chanté toute la nuit. Il y avait ce jour-là un grand espoir, un formidable espoir dans l'avenir. Nos amis européens et les

Américains ont été aussi surpris de la rapidité avec laquelle l'unité s'est faite. Et c'est au crédit aussi du gouvernement fédéral et du chancelier de l'avoir fait. Sans le moindre doute.

— Mais cela, bien sûr, a posé des problèmes, et le grand espoir s'est transformé en grandes déceptions. Des déceptions qui ont débouché sur des anxiétés. A la différence d'autres nations, les Allemands, lorsque des problèmes surgissent, ont peut-être toujours tendance à se concentrer sur les difficultés. Moi, je vois plutôt dans ces problèmes une chance, un défi. Mais, même quatre ans après l'unification, n'oublions pas ce qu'est l'Allemagne.

— Il y a des régions particulièrement riches : Hambourg, Munich, Stuttgart, Francfort, que l'on peut comparer, en Europe, à Milan ou à Londres. Mais il y a aussi des régions particulièrement pauvres, économiquement, qui sont au niveau du Portugal, par exemple, et cela correspond chez nous à une tension, qui est également culturelle. Elle réclame des dirigeants politiques une responsabilité particulièrement grande. Il faut éviter que ces tensions prennent des formes explosives. L'un des thèmes centraux de la politique du gouvernement fédéral doit être de faire en sorte que ces tensions ne s'accroissent pas mais qu'il y ait un engagement large pour l'avenir et un mouvement général pour gommer ces déceptions.

— Quelle politique faut-il mener alors pour redresser l'ex-Allemagne de l'est ?

— Nous avons déjà mentionné une nouvelle croissance pour l'Europe, la lutte contre le chômage, une juste répartition du travail : nous devons parler des investissements créateurs d'emplois : ces questions présentent une signification particulière pour les cinq nouveaux Länder de l'Allemagne. Il faut donner, d'une façon générale, un nouvel élan à l'Allemagne orientale.

— Vous approuvez les plans de déménagement à Berlin du gouvernement et du Parlement fédéraux ?

— Je suis d'avis que cela peut se faire progressivement, avec l'installation du gouvernement, du Parlement et de quelques institutions. Progressivement : cela dépendra de nos moyens financiers. Mais je pense que les Allemands et les Français devraient peut-être se demander aussi, ensemble, si nous ne devrions pas construire entre Berlin et Paris, comme entre Stuttgart et Paris, ou entre Francfort et Paris, un train à grande vitesse.

Propos recueillis par ALAIN DEBOVE et LUC ROSENZWEIG

des Rolling Stones
mixés par Bob Ludwig
dans le Livret
et Keith Richards
responsable
cette et Vinyl

The best of the
Jungs

Start Me Up - Brown Sugar
It's Only Rock'n'Roll - Miss You - Hot Stuff - Emotion
Tumbling Dice - Fool To Cry
Beast of Burden - Waiting
Bitch - Undercover

Europe2

L'homme de la reconquête

Il aura quarante-six ans en décembre et il est le premier dirigeant du SPD allemand né après la guerre. Eu président du Parti social-démocrate en juin, après la démission de Björn Engholm, Rudolf Scharping s'est employé lors du récent congrès de Wiesbaden à ressouder une formation divisée, tant en politique étrangère (la participation de soldats de la Bundeswehr aux opérations de maintien de la paix de l'ONU) qu'en politique intérieure et sociale.

La seule façon, à ses yeux, de battre le chancelier Kohl aux élections fédérales d'octobre 1994 et de revenir au pouvoir, après onze années passées dans l'opposition est de mettre une sourdine à ces dissensions internes. Sur ce point, les observateurs s'accordent à dire que M. Scharping a réussi. Il n'y a pas eu à Wiesbaden trop de voix dissidentes et, dans les sondages, les sociaux-démocrates devancent légèrement les chrétiens sociaux (CDU-CSU). Il est clair également que le SPD profite du mécontentement social qui se développe en Allemagne dans le

siège de la récession économique.

Né en 1947, Rudolf Scharping est membre du Parti social-démocrate depuis 1968. Après des études de sciences politiques, il entre, neuf ans plus tard, au Parlement de Mayence avant de devenir en 1991 le ministre-président du Land de Rhénanie-Palatinat. C'est un homme pragmatique qui sait que, pour gagner des élections et pour gouverner, le SPD ne peut continuer à regarder du côté des Verts-Bündnis 90 mais doit aussi tenter de séduire un électeur centriste avec un programme crédible.

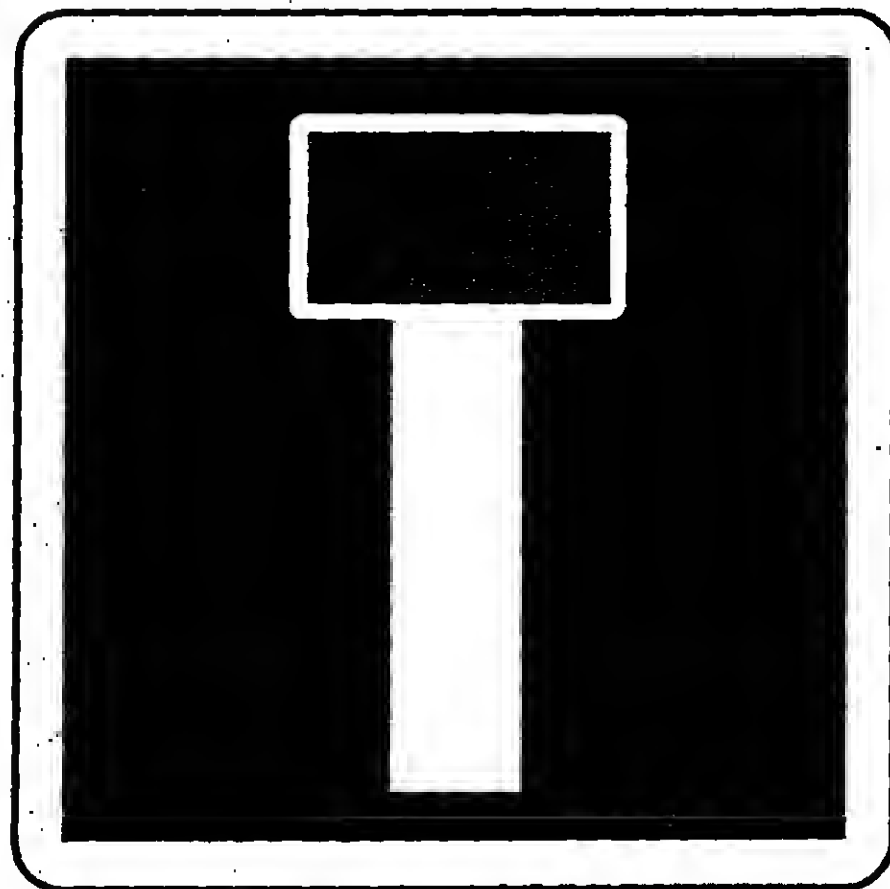
Lors de sa visite de deux jours à Paris du 28 au 30 novembre, Rudolf Scharping, qui a épousé la fille d'un vigneron, — on connaît l'importance des vignobles en Rhénanie-Palatinat — rencontrera son homologue français, Michel Rocard, qui a assisté au congrès de Wiesbaden. Il aura également des entretiens avec François Mitterrand, Edouard Balladur, Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et Gérard Longuet.

A. D.

هكزامن الأهل

(Publicité)

• Le Monde • Samedi 27 novembre 1993 9



BASSE DES TAUX, NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES.

**SI VOUS NE FAITES RIEN AVANT LE 31 DÉCEMBRE,
VOS PLACEMENTS RISQUENT
DE SE RETROUVER DANS UNE IMPASSE.**



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Guider l'évolution de l'Est vers la démocratie

C'est la vocation que revendique pour lui-même le Conseil de l'Europe. Mais la concurrence d'autres institutions est sévère, et les divergences internes compliquent la tâche

QUELLE est la place du Conseil de l'Europe parmi les diverses institutions qui, depuis l'établissement du bloc de l'Est, prétendent contribuer à la «réorganisation» du continent? Il y a un peu plus d'un mois, cette organisation qui veille au respect des droits de l'homme et de la démocratie, a tenu à Vienne sa première réunion au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. «Il s'est agi d'un événement historique», dit un haut fonctionnaire européen. «Le Conseil de l'Europe en est sorti revitalisé», estime de son côté un diplomate en poste à Strasbourg. Ce premier sommet a mis du baume au cœur des responsables de l'institution. Mais en même temps ils ont conscience qu'il faut en assurer le suivi et franchir des obstacles que certains jugent «perilleux».

Les ministères des affaires étrangères des trente-deux Etats membres se sont réunis le 4 novembre. «Pour toutes les pistes ouvertes à Vienne, nous avons obtenu carte blanche», affirme-t-on au Palais de l'Europe. Il n'empêche qu'au-delà des difficultés questions de fond à résoudre, notamment celles des minorités et de l'adhésion de la

Russie, l'organisation doit encore arrêter une stratégie bien précise pour s'imposer face à la concurrence de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et de l'Union européenne (UE).

A Vienne, François Mitterrand disait que «la CSCE, c'est tout le monde et personne», en ajoutant : «Qui n'a jamais vu sa sécurité protégée par elle?» Au Conseil de l'Europe, on se réjouit de cette appréciation assassine en enfonçant le clou de surcroît : «La CSCE a son avenir derrière elle». Pourtant, les autorités de Strasbourg s'en tiennent officiellement à un discours consensuel soulignant la nécessité de la coopération avec l'institution qui regroupe les pays européens et ceux d'Amérique du Nord. L'«occidentalisme» tient à la longue tradition du Conseil de l'Europe de ne jamais faire de vagues et, surtout en ce moment, à l'attitude de Catherine Lalumière, secrétaire général, qui sollicite le renouvellement de son mandat de cinq ans avec l'appui du gouvernement d'Edouard Balladur.

Il est encore moins question de se poser en rival de l'Union européenne. Là encore, il s'agit surtout

de «développer des actions en commun, particulièrement pour les pays d'Europe centrale et orientale». Or les Douze vont prochainement proposer à ces pays une «conférence sur la stabilité» dont l'idée avait été lancée il y a quelques mois par M. Balladur. Le Conseil de l'Europe est resté à l'écart de cette initiative. Il n'a, de ce point de vue, pas saisi la perche que lui avait tendue à Vienne M. Mitterrand en lui conseillant de s'imposer comme le véritable interlocuteur des nouvelles Républiques de l'Est, ce qui concerne du moins la stabilité démocratique.

«Une culture d'avance»

Le budget de l'Union européenne étant cinq cents fois plus élevé que celui du Conseil de l'Europe, la Commission de Bruxelles constitue une formidable machine. Ce n'est sans doute pas pour rien, d'autre part, que l'adhésion communautaire prévoie une adhésion collective des Douze à l'institution de Strasbourg. Plusieurs diplomates d'Etats membres déclarent d'ores et déjà que leur capitale y est formellement opposée. «Il est exclu d'installer, au sein des Trente-deux,

un bloc qui ferait la loi», considèrent-ils. Au Palais de l'Europe, on laisse entendre unanimement — y compris M^{me} Lalumière qui sort de sa réserve habituelle — qu'on ne laissera pas la Commission manœuvrer.

Pour le reste, tout le monde se montre plutôt optimiste quant à la capacité du Conseil de l'Europe de guider les jeunes Républiques de l'Europe du Centre et de l'Est vers la stabilité grâce au respect des valeurs démocratiques. Certes, il est nécessaire d'engager une réforme institutionnelle (comme par exemple étendre les prises de décision à la majorité qualifiée) pour ne pas devenir, à l'instar de la CSCE, une «institution molle», mais Bruxelles ne s'inscrirait pas de véritable crainte.

«Nous sommes la seule organisation susceptible d'accueillir les Etats qui n'ont pas vocation à adhérer à l'Union européenne et de les faire dialoguer avec le reste du Vieux Continent», estiment les responsables de Strasbourg. Ils ajoutent : «Nous avons une culture d'avance sur la Commission en matière de droits de l'homme et de minorités».

Cette belle universalité est tout de même mise à mal lorsqu'il est ques-

tion de la candidature russe. Pour les diplomates des «grands pays» (Allemagne, Royaume-Uni, France), l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe, et avec elle celles de l'Ukraine et de la Biélorussie, sont inévitables pour autant que «les principes fondamentaux des droits de l'homme seront respectés». «L'élargissement du Conseil de l'Europe offre l'avantage, estimant-ils, d'établir les limites de l'Europe géographique et politique».

La candidature russe

A l'intérieur du Palais de l'Europe, d'autres points de vue s'expriment cependant. Certains vont même jusqu'à dire qu'ils sont opposés, à ce stade, à l'adhésion de Moscou. Selon eux, les élections législatives du 12 décembre prochain ne seront pas une garantie suffisante contre une «dérive autoritaire» du régime de Boris Eltsine. Et de regretter que le sommet de Vienne ait trop «personnalisé» son soutien au président russe.

Cette opposition correspond en partie aussi à l'attitude des récents pays adhérents, ceux qui, il n'y a pas si longtemps, étaient encore

sous l'emprise de l'ex-Union soviétique, qui commencent à «s'affranchir» des Etats occidentaux et qui sont réticents à se retrouver avec le «grand frère russe» dans la même enceinte. Il faut y voir une des raisons de la prudence, sur le sujet, de M^{me} Lalumière, qui compte largement sur les représentants des nouvelles Républiques à l'Assemblée parlementaire pour assurer sa réélection en mai 1994. De leur côté, les Douze apportent un soutien sans faille au président russe.

Non seulement le Conseil de l'Europe se montre globalement plus circonspect à l'égard de la Russie, mais il se hâte lentement sur un autre dossier capital pour lui : celui de la défense des minorités. De sérieuses divergences existent en effet entre les pays membres, notamment face aux exigences que formulent l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie. Le Conseil s'est prévu de présenter son projet sur ce thème qu'à la fin de l'année prochaine. D'ici là, l'Union européenne n'aura-t-elle pas en le temps de brûler les étapes?

MARCEL SCOTTO

«Le Messie» roumain ne vendait que des illusions

Pour avoir promis des gains mirobolants, Ion Stoica est devenu «le Messie» de millions de Roumains qui lui ont confié leurs économies. Aujourd'hui, ils déchantent. Récit d'une illusion collective

BUCAREST

de notre correspondant

Celui, la capitale de la Transylvanie, vit depuis des mois au rythme de Caritas, une société exploitant le vieux principe de la chaîne, grossièrement déguisé en organisme mutual d'entraide et de bienfaisance. Mais le vent tourne. Hier, le quotidien de la ville, le *Messenger de Transylvanie*, était le nom des gagnants sur des dizaines de pages. Aujourd'hui, les joueurs sont de plus en plus nombreux à se demander s'ils reverront les économies qu'ils ont déposées au comité de Caritas avec la promesse de voir la valeur de leur dépôt multipliée par huit au bout de cent jours.

Après une période de forte expansion, la pyramide est sur le point de s'écrouler, dix-huit mois

après sa création. Mais le phénomène Caritas aura atteint des proportions phénoménales. Entre deux et quatre millions de Roumains, sur une population totale de vingt-trois millions d'habitants, ont mordu à l'hameçon jeté par Ion Stoica, le créateur de Caritas. Le principe est pourtant connu et il ne peut pas durer à l'infini. Les gains sont en effet garantis par les nouveaux dépôts, jusqu'au moment où le nombre de joueurs n'augmente plus assez vite. Malgré cela, et grâce à cette recette éculée, M. Stoica serait parvenu à attirer dans les filets de Caritas l'équivalent, en leia, de plusieurs centaines de millions de dollars. «Le dixième de la masse monétaire roumaine en circulation» affirment certains.

Contrairement à d'autres pyramides reposant sur des systèmes complexes, M. Stoica, ancien

comptable, ne s'est pas embarrassé d'artifices financiers pour attirer les déposants. «Les intérêts de 800 % sont les résultats d'une formule magique», se contente-t-il d'affirmer depuis des mois. La presse a eu beau dénoncer depuis le début cette «escroquerie», la tentation était trop forte. Des gens ont tout vendu pour jouer à Caritas et beaucoup d'autres ont d'ailleurs gagné plus d'argent qu'ils ne l'auraient jamais fait pendant dix années de travail.

Lassitude et résignation

«Il faut bien comprendre que le pays est resté coupé du monde pendant des décennies», explique le sociologue Adriaan Teodorescu. «L'exemple des chaînes qui rappellent régulièrement à l'ouest, mais dont tout le monde sait qu'elles finissent toujours par mourir, n'avait donc pas franchi les frontières de la Roumanie», dit-il pour expliquer l'incroyable engouement de ses concitoyens. Le manque d'informations n'est sans doute pas la seule raison.

L'économie roumaine n'entretenant encore qu'un lointain cousinage avec l'économie de marché et l'actuelle transition rime souvent avec anarchie. Les perspectives d'un enrichissement facile et immédiat n'avaient donc rien d'inconcevable. «Cela constituait même une aubaine dans un pays où l'inflation atteint près de 300 % par an et l'amine l'épargne», affirme Cezar Botel, un des dirigeants de la Banque nationale.

Aujourd'hui pourtant, l'achimie

de M. Stoica devient de plus en plus fumeuse. Alors que des dizaines de milliers de personnes se pressaient cet été encore devant le Palais des sports de Cluj, le siège de Caritas, ils ne sont plus aujourd'hui que quelques dizaines. Et l'arrivée subite de la neige, en bloquant les chemins de fer et les routes d'accès, n'arrange pas les affaires de celui qui se faisait appeler «le Messie». De leur côté, les autorités de Bucarest prennent leurs distances après avoir entretenu un silence suspect pendant de longs mois.

Le président Ion Iliescu a récemment estimé que «Caritas devrait être interdite». Même le très conservateur maire de Cluj, George Funar, semble maintenant convaincu que «le système est dans l'impasse». Cela ressemble à l'hallali, M. Funar n'ayant pas ménagé ses efforts pour favoriser le développement de cette aventure qui a transformé sa cité en «ville de millionnaires». En échange de ce soutien, Caritas a d'ailleurs reversé des sommes importantes aux bonnes œuvres de la ville, alimentant ainsi les soupçons de collusion entre «le Messie» et M. Funar, leader du parti ultranationaliste (FUNK), qui se présente volontiers comme «le défenseur de la Grande Roumanie contre le péril hongrois».

Cerné, M. Stoica continue cependant d'affirmer que «le pouvoir a peur de Caritas car, s'il arrivait le circuit tout le monde se retournerait contre lui». A toutes fins utiles, des rumeurs circulent aussi sur l'existence d'une encombrante liste de quelque deux cent soixante par-

lementaires qui, eux aussi, auraient tenté leur chance à Caritas. Enfin, pour ce qui ressemble à un ultime coup de poker, Ion Stoica est allé chercher de l'aide chez les mineurs de la vallée du Jiu, en ouvrant une antenne de sa société dans leur fief de Petrosani.

«Nous raserons la ville de Cluj»

Plusieurs hypothèses existent sur la mort de la chaîne. Il y a le scénario catastrophique : une suspension brutale du système qui provoquerait des débordements de colère, notamment de la part des mineurs dont les descentes violentes sur Bucarest, en 1990 et 1991, sont encore dans toutes les mémoires. «Nous raserons la ville de Cluj si nous ne récupérons pas nos gains», ont-ils d'ailleurs lancé à plusieurs reprises. Dans un récent rapport, le service roumain d'information (SRI, ex-Securitate) estimait que «l'interruption brutale du circuit serait de nature à provoquer un profond mécontentement de la population qui pourrait dégénérer en mouvement de protestation sociale».

Autre possibilité : la reconversion de Caritas. «Ion Stoica réduit discrètement l'idée de transformer sa société en banque populaire», confirmait ainsi le SRI. D'après ce schéma, les gagnants se

verraient attribuer un certain nombre d'actions compensant, en partie, la valeur des gains non versés. On dit que Ion Stoica a étudié le cas d'une chaîne qui aurait duré plusieurs années en Allemagne au lendemain de la seconde guerre mondiale. Mais sans doute a-t-il aussi entendu parler de l'escroquerie, plus récente, des banques serbes qui promettaient, jusqu'à leur effondrement, des taux d'intérêt de 15 % par mois pour des dépôts en devises.

Mais la fin la plus probable emprunte une voie intermédiaire. Depuis quelque temps déjà, les délais de remboursement ont été progressivement allongés et les gagnants ne sont plus autorisés à retirer qu'une partie des sommes qui leur sont dues, le versement du solde étant reporté aux calendes grecques. La résignation et la lassitude des épargnants floués l'emportent sans doute sur la colère. Cette mort lente arrangerait beaucoup de monde, en premier lieu un certain nombre d'hommes politiques, coupables pour certains de compromission, et pour la majorité, d'avoir gardé trop longtemps le silence.

CHRISTOPHE CHATELOT

“GRAND JURY” RTL-Le Monde

CHARLES MILLON

PRÉSIDENT DU GROUPE UDF
A L'ASSEMBLÉE NATIONALEANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLEAVEC
GILLES PARIS (LE MONDE)
ET
RICHARD ARZT (RTL)18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

DIFFUSION A 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaur, président directeur de la publication
Bruno Freppel, directeur de la rédaction
Jacques Gué, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombari, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferracci,

Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet,

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauvillier (1944-1968), Jacques Favret (1968-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : 40-55-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 VRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

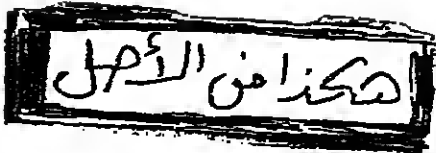
LA SOCIÉTÉ Russe

Dans ce dossier, le point complet sur la situation politique : les élections législatives du 12 décembre et le référendum sur le projet de Constitution. Également dans ce numéro : la vie sociale et économique de la Russie. Un dossier essentiel pour comprendre la Russie d'aujourd'hui.

L'ACTION HUMANITAIRE

Hier, une assistance négociée mais respectée car discrète. Aujourd'hui une aide hypermédicalisée qui devient le centre de nouveaux enjeux. Dans le dernier du numéro de Dossiers et Documents, les articles essentiels pour comprendre les évolutions nécessaires de l'action humanitaire.

Numéro de décembre 1993



(Publicité)

• La Monde • Samedi 27 novembre 1993 11

DÈS AUJOURD'HUI, LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE VOUS OUVRE DE NOUVELLES VOIES POUR OPTIMISER VOS PLACEMENTS.

DIVERSIFICATION DÉFISCALISÉE

Quantor
Top Pierre
Top Croissance
Garanti

Quantor
Sogenfrance
S.G. France
Opportunités

Aujourd'hui, vous ne pouvez plus placer votre argent comme hier. Baisse des taux, nouvelles dispositions fiscales... Aujourd'hui avec vos placements, c'est un peu comme si vous arriviez à un carrefour à partir duquel toutes les directions auraient été modifiées, toutes les routes changées. Une situation d'autant plus délicate qu'il vous faut agir avant le 31 décembre 93, si vous voulez éviter l'impasse pour vos placements et saisir les meilleures opportunités.

Pour vous aider à prendre les bonnes directions, la Société Générale vous propose dès maintenant une nouvelle stratégie de placement: la **Diversification Défiscalisée**.

Diversifier vos placements. Hier encore, tout était simple. L'ensemble de vos objectifs d'épargne (sécurité, rentabilité, liquidité et fiscalité avantageuse) pouvait être satisfait avec les SICAV monétaires. Aujourd'hui, tout change. Avec la baisse des taux et le nivellement de la fiscalité, il n'y a plus de produit miracle. Il faut donc diversifier. La Société Générale est là pour vous aider à trouver la combinaison de placements complémentaires qui correspond le mieux à vos attentes.

Défiscaliser en même temps. La performance de vos placements dépend également de leur fiscalité. Exonérations, abattements, déductions, réductions d'impôt, la Société Générale est encore là pour vous guider vers les meilleures opportunités.

Votre stratégie de Diversification Défiscalisée. Vous l'avez compris, il y a de multiples façons d'envisager la Diversification Défiscalisée. Et puis il y a la vôtre, celle que vous composerez avec un conseiller Société Générale. Voici déjà quelques-unes des orientations que nous vous conseillons.

Vous voulez garder de l'argent disponible. On pourrait comparer les voies de placements vous per-

mettant de garder de l'argent disponible à des voies limitées en hauteur. Il vous faut ainsi répartir votre épargne sur différentes formules.

Le CODEVI est une solution pour placer jusqu'à 20 000 F avec une rémunération nette d'impôt.

Les SICAV monétaires de capitalisation peuvent toujours être choisies, même si leur rendement tend à diminuer. Toutefois, pour éviter la taxation sur les plus-values lorsque vous aurez besoin de liquidités, il vous faudra veiller à l'abaissement des seuils de cessions*: 166 000 F pour 93, 100 000 F pour 94, 50 000 F pour 95.

Les comptes à terme, dont l'échéance peut être fixée en fonction de vos besoins, pourraient bénéficier de nouveaux avantages fiscaux.

Vous pouvez placer votre argent à plus long terme. Incitations fiscales intéressantes, belles opportunités... le moyen terme, et encore plus le long terme, sont aujourd'hui "les itinéraires recommandés" pour aller tout droit vers de bonnes perspectives de performance.

Le PEA Société Générale: de multiples voies pour profiter des opportunités de la Bourse. Dividendes, avoirs fiscaux récupérés et plus-values réalisées, sont totalement exonérés d'impôt. De plus, vous profi-

tez d'une incitation fiscale particulière jusqu'au 31 décembre 1993 pour transférer, en franchise d'impôt sur les plus-values, vos SICAV monétaires de capitalisation (avec demande de report d'imposition). Ces transferts ne seront pas pris en compte pour le calcul des seuils d'imposition des plus-values*. Ainsi, détenir un PEA Société Générale est une très bonne façon de faire le plein d'avantages.

Comment composer votre PEA? Pour aller vers la performance en toute sécurité, il y a tout d'abord notre nouveau fonds garanti: **Quantor Evolution**. Rémunération: 50% de la hausse du CAC 40 à l'échéance ou un minimum garanti de + 4% l'an capitalisés si cela vous est plus favorable. Avec toujours un capital initial - hors frais - garanti. Nous vous proposons ensuite un grand choix de SICAV et de FCP éligibles: **Intersélection France, Sogenfrance, Sogenfrance Tempo, SG France Opportunités**... Les excellentes performances de nos FCP nous ont valu en 1993 la Corbeille Mieux Vivre de la meilleure gestion de FCP. Vous pouvez aussi alimenter votre PEA directement en actions de sociétés privatisées: le programme de privatisations ne fait que commencer!

L'Assurance-Vie Société Générale: une voie royale de défiscalisation, la diversification en plus. L'Assurance-Vie vous offre des avantages fiscaux importants: exonération d'impôt sur les intérêts et les plus-values au terme de la période de placement, possibilités de réduction d'impôt sur vos versements annuels et de transmission d'un capital en exonération totale des droits de succession.

La Société Générale et sa filiale d'Assurance-Vie, Sogécap, vous proposent en cette fin d'année trois nouvelles options de diversification: **Top Pierre**, investi en immeubles d'habitation, pour profiter de l'évolution attendue du marché immobilier; notre nouveau **Quantor Assurance-Vie**, pour tirer profit, en toute sécurité, du potentiel de hausse du marché des actions françaises; **Top Croissance Garanti** pour bénéficier des opportunités de développement du marché obligataire et d'un taux garanti.

D'autres voies possibles de Diversification Défiscalisée. Ces quelques exemples illustrent la façon dont nous pouvons vous aider à réorienter vos placements. Nous vous invitons à venir découvrir au plus vite nos autres solutions, des plus classiques comme le PEL, aux plus originales comme nos SICAV et FCP spécialisés à diversification sectorielle et/ou géographique.

Plus que jamais, dans ce contexte économique et financier qui ne cesse de bouger, "le monde appartient à ceux qui agissent tôt".

Alors à la Société Générale nous sommes prêts. Prêts dès maintenant à prendre les devants avec vous, pour construire la Diversification Défiscalisée qui ira dans la direction de vos projets.

*Loi de Finances Rectificative pour 1993 et Projet de Loi de Finances pour 1994.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Le Parlement achève le vote de la première partie du programme gouvernemental

L'Assemblée nationale réintroduit une restriction au droit d'asile dans la loi sur l'immigration

■ **IMMIGRATION.** Les députés ont adopté, dans la nuit du jeudi 25 au vendredi 26 novembre, la nouvelle loi sur l'immigration qui réintroduit la restriction au droit d'asile dans la loi sur l'immigration. La réforme constitutionnelle votée le 19 novembre par le Congrès a permis au ministre de l'Intérieur de faire adopter par l'Assemblée nationale un amendement rendant impossible la saisine de l'OFPPA par un étranger dont la demande d'asile est du ressort d'un autre Etat, en vertu des accords de Schengen.

■ **BUDGET.** Les sénateurs ont adopté, vendredi 26 novembre, à l'aube, la première partie de la loi de finances pour 1994, celle consacrée aux recettes. Le gouvernement ayant réussi à calmer une partie de la grogne des représentants de collectivités locales, et accorder des aides à plusieurs professions, comme les agriculteurs, il va disposer maintenant du cadre financier de son action.

L'affaire aura été rodomontée. Cinq jours, il aura fallu à peine cinq jours pour que la révision constitutionnelle du 19 novembre trouve sa traduction législative. Sous réserve d'une approbation du Sénat, qui ne devrait pas faire défaut à Charles Pasqua, la limitation du droit d'asile va faire sa réapparition dans la loi par la grâce d'un amendement gouvernemental introduit, dans la nuit de jeudi à vendredi, à l'Assemblée nationale, dans la nouvelle mouture du projet sur la maîtrise de l'immigration.

Ce texte avait déjà été adopté par le Sénat, sans aucune modification le 12 octobre. Mais il ne comportait pas, alors, de référence au droit d'asile puisque la réforme de la Constitution n'était pas encore intervenue. Il se contentait de réviser les dispositions censurées, le 13 août, par le Conseil constitutionnel, en matière de mariage de « complaisance », de reconnaissance à la frontière, et de rétention judiciaire et administrative (lire encadré).

Face à un scénario législatif et constitutionnel qui consacrerait

la victoire totale des thèses de M. Pasqua, l'opposition a bien tenté d'opposer une ultime résistance, mais le cœur n'y était plus. Seul Remy Auchède (PC, Pas-de-Calais), Julien Dray (PS, Essonne) et Georges Sarre (app. PS, Paris) étaient présents en séance. Le député communiste a réitéré que ce projet n'était aux yeux du PC qu'un « texte d'exclusion préparant le terrain du racisme », tandis que M. Sarre a jugé que l'on ne débattait nullement de « politique de l'immigration » mais de « police de l'immigration ».

M. Pasqua : rendez-vous dans un an

« Votre discours et vos propositions », a enchaîné M. Dray, « visent moins à répondre aux imperfections du système existant qu'à entretenir un climat d'hostilité au sein d'une opinion publique inquiète, dans un but politique : apparaître comme l'homme providentiel. Mais ce qui est grave, c'est que l'ensemble de votre dispositif place tout étranger, quel que soit son statut, en position de coupable présumé. » Le

ministre de l'Intérieur a répondu à ses détracteurs qu'ils menaient un « combat d'arrière-garde », et il a presque regretté l'époque où les socialistes exerçaient les responsabilités gouvernementales. « L'opposition actuelle », a-t-il lancé, « quand elle était au pouvoir, savait faire preuve de réalisme, mais en six mois elle n'a pas gardé la moindre once de culture de gouvernement. »

Du côté de la majorité, la satisfaction était bico s'il en était. M. Pasqua a exprimé son « inquiétude » quant à l'efficacité de la lutte contre les mariages dits de complaisance et si Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne) s'est fait l'écho de l'actualité d'« élections de ses électeurs pour qui les choses ne vont pas assez vite ». Le gilet ne devrait plus tenir au vu de l'accélération du calendrier législatif. Quant aux résultats, M. Pasqua a donné « rendez-vous » à chaque dans « un an ». Il ne doute pas un seul instant qu'il fera « mieux » que les socialistes.

FREDERIC BOBIN

Le Sénat adopte les recettes du budget de l'Etat

Il a fallu beaucoup de patience et d'assiduité aux sénateurs pour aborder enfin, après une journée entière de débats, en pleine nuit du jeudi 25 au vendredi 26 novembre, les quatre articles sur les finances locales qui avaient suscité leurs protestations face à l'effort financier que demandait l'Etat à celles-ci, et qui alimentaient leurs tractations avec le gouvernement depuis plusieurs semaines. Entre-temps, les sénateurs avaient eu le loisir de s'égayer entre les lobbies d'horticulteurs ou de pêcheurs en eau douce, et de s'interroger sur la nécessité de voter une contribution de solidarité pour les exploitants agricoles aux champs de maïs ravagés par les sangliers qui y trouvaient refuge.

C'est dans une confusion assez générale que furent adoptés, aux premières heures du jour, les articles concernés, objet d'un kyrielles d'amendements. Retirés par des sénateurs de la majorité, ils étaient parfois repris par ceux de l'opposition. Il ne fut pas jusqu'au ministre du budget, Nicolas Sarkozy, qui, soucieux de tenir ses engagements vis-à-vis de Jean-Paul Delevoye (RPR, Pas-de-Calais), président de l'Association des maires de France, absent de l'hémicycle, n'eut à cœur de reprendre un de ses amendements, en faveur des villes nouvelles. Au risque de faire perdre quatre et cinq heures du matin, des dispositions dont personne n'avait estimé l'impact.

Paul Girod (RDE, Aisne), vice-président de la commission des finances, a donc pu facilement dénouer, lors de l'examen de l'article sur la taxe professionnelle — au titre de laquelle l'Etat a prévu 2,6 milliards de francs de prélèvement sur les collectivités locales — l'aspect politiquement bien aventureux de cette affaire, beaucoup plus compliquée qu'on ne le pensait, voire « un peu bécote » et à répéter, comme il l'avait déjà fait, mercredi soir en réunion de commission, qu'il se refusait à « voter la tête dans le sac, sans simulation ».

Les sénateurs finirent pourtant par adopter la partie du budget consacrée aux recettes à sept heures et dix minutes du matin, avant de se voir demander par le ministre du budget, pour l'après-midi, une seconde délibération sur des articles comportant des amendements adoptés contre l'avis du gouvernement. Celle-ci pourra entraîner une modification de l'article général d'équilibre du budget qui se solde donc provisoirement par un déficit de 302,4 milliards de francs, contre 301,114 milliards à l'issue de son examen par les députés et 299,727 milliards dans le texte initial du gouvernement.

Cette aggravation du déficit est due principalement à des dépenses supplémentaires (plusieurs sont la conséquence de la rencontre, le 15 novembre, entre les dirigeants agricoles et M. Balladur, au cours de laquelle un soutien supplémentaire de 1,5 milliard de francs avait été annoncé) ou à la suppression de recettes résultant des amendements.

ments approuvés par les sénateurs, que le ministre du budget a déjà partiellement compensés par de nouvelles ressources comme la majoration des dividendes perçus par l'Etat dans certaines entreprises publiques pour près de 1 milliard de francs.

Les principaux amendements acceptés par le gouvernement

Les principales modifications adoptées par les sénateurs, et acceptées par M. Sarkozy, sont les suivantes :

- l'application dès le 1^{er} janvier 1994 de la TVA sur les pêcheurs en eau douce décidée par les députés pour le 1^{er} janvier 1995 ;
- l'application aux hôtels de catégorie 4 étoiles d'un taux réduit de TVA (5,5 %) dont ils étaient les seuls à ne pas bénéficier au sein de l'hôtellerie française ;
- l'extension du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties aux jeunes agriculteurs qui s'installent à compter de 1994 et qui ne bénéficient que de seuls prêts à moyen terme spéciaux ;
- le relèvement des taux du remboursement forfaitaire sur certains produits agricoles, pour tenir compte de la baisse des prix liée à la réforme de la politique agricole commune ;
- la réduction durable des charges pesant sur les exploitants agricoles, comme l'exonération des taxes sur les contrats d'assurance ;
- le relèvement de 115 000 à 150 000 francs du plafond des revenus sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles ;
- l'extension à l'ensemble des associations culturelles d'Alsace et de Moselle de l'exonération de taxe foncière sur les édifices religieux applicables dans les autres départements français ;
- le report au 1^{er} septembre 1994 (au lieu du 1^{er} janvier) de l'assujettissement de la Poste à la taxe sur les salaires, soit un manque à gagner de 1,15 milliard de francs pour l'Etat ;
- le relèvement de 2 centimes du tarif de la redevance sur la consommation d'eau dès 1993 pour abonder le Fonds national pour le développement des collectivités d'eau dans les communes rurales ;
- l'instauration, à compter du 1^{er} janvier 1994, d'un prélèvement uniforme de 2,3 % sur l'ensemble des enjeux de la Française des Jeux, qui, avec le prélèvement PMU et la taxe sur les débits de boisson, portera les recettes du Fonds national pour le développement du sport à 850 millions de francs en 1994 ;
- le relèvement substantiel des recettes du Fonds forestier national par la hausse de la taxe forestière due par certains secteurs de l'industrie de transformation du bois, par l'affectation de la taxe sur les défrichements actuellement perçue par le budget général, par la prise en charge par l'Etat des frais de personnel et l'augmentation des crédits d'intervention au titre du ministère de l'Agriculture ;
- la maintien de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales prévue dans le budget 1994 mais sa révision pour 1995 au l'indexant, non seulement sur la hausse des prix, mais aussi sur une fraction de la croissance du PIB ;
- le rétablissement de l'indexation de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs ;
- le report au 1^{er} janvier 1997 de l'entrée en vigueur de la diminution de la compensation versée par l'Etat aux collectivités locales au titre de la TVA ;
- la limitation à 1994 du prélèvement de 2,6 milliards de francs (le Monde du 26 novembre) effectué par l'Etat sur les collectivités locales et l'engagement de fournir avant le 2 avril 1994 au Parlement un rapport dressant le bilan de ce dispositif et présentant les possibilités de réforme de la dotation de compensation de la taxe professionnelle.

CLAIRE BLANDIN

En désaccord avec les sénateurs

Les députés rééquilibrent en faveur du chef de l'Etat la réforme du Conseil supérieur de la magistrature

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 24 novembre, en première lecture, les deux projets de lois organiques relatives au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et au statut de la magistrature. Les groupes RPR, UDF et PS ont voté pour ; les communistes n'ont pas pris part au vote. Revenant sur un amendement du Sénat, les députés ont rétabli les prérogatives du président de la République dans la désignation du secrétaire administratif du CSM.

L'Assemblée nationale et le Sénat rapprochent leurs points de vue sur les deux projets de loi organique issus de la révision constitutionnelle de juillet, mais la navette devra continuer, car l'accord n'est pas encore total. La dernière pierre d'acabement d'importance concerne le mode de désignation du secrétaire administratif du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Dans le texte initial de Pierre Méhaignerie, cette personnalité, considérée comme la cheville ouvrière de l'institution, était nommée par le président de la République. Devant l'émotion des syndicats de magistrats et considérant que cette disposition avait été trop manifestement inspirée par l'Elysée, le Sénat avait pris le parti de « diluer » quelque peu les prérogatives du chef de l'Etat en la matière : l'amendement adopté au palais du Luxembourg le 5 octobre dernier prévoyait que le secrétaire administratif serait « choisi » par le président de la République « sur une liste de trois noms » proposée par le CSM (le Monde du 7 octobre).

Cette solution n'a pas convenu aux députés. Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois, et André Fanton (RPR),

son rapporteur, ont fait adopter sans difficultés par leurs collègues un amendement revenant au texte initial du gouvernement. D'une manière générale, les députés ont relativisé l'importance de ce secrétaire administratif face à un Conseil dont les membres magistrats, au nombre de six, seront élus, désormais, par leurs pairs, au scrutin uninominal, et disposeront donc d'une nouvelle légitimité.

Sur le second projet de loi organique, relatif au statut de la magistrature, le désaccord entre députés et sénateurs a porté sur les conditions de sortie de l'Ecole nationale de la magistrature. Alors que le texte gouvernemental indiquait que « le jury procède au classement des auditeurs de justice qu'il juge aptes (...) à exercer les fonctions judiciaires », le Sénat avait réécrit l'article en précisant que le jury « assortit » la déclaration d'aptitude « d'une recommandation sur les fonctions que cet auditeur de justice lui paraît le mieux à même d'exercer lors de sa nomination à son premier poste ». Les sénateurs pensaient, notamment, à de jeunes diplômés extrêmement sensibles ou outrancièrement médiatisés. « Risque de discrimination », a protesté M. Fanton, qui a fait adopter par l'Assemblée un amendement co-signé avec Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne), ancien juge d'instruction, supprimant la « recommandation » sénatoriale.

Sur tous ces points, M. Méhaignerie a eu à se plaindre de la réécriture des textes opérée par les députés, même s'il peut regretter de ne pas avoir été suivi sur la composition du CSM, puisque l'Assemblée, comme le Sénat, a tenu à assurer une meilleure représentation des magistrats « de base ».

F. B.

Un ancien député RPR condamné pour abus de blanc-seing

Henri Beaujean, député RPR de la Guadeloupe de 1986 à 1988, ancien maire du Moule de 1977 à 1988, a été condamné, mercredi 24 novembre, par le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre, à six mois de prison avec sursis, 50 000 francs d'amende et cinq ans d'interdiction de ses droits civiques, pour abus de blanc-seing.

Prétextant le recensement des demandes d'indemnisation après le passage du cyclone Hugo en 1989, M. Beaujean et un ancien employé

municipal avaient obtenu, en 1990, que plusieurs dizaines d'habitants de la commune du Moule opposent leur signature sur des documents qu'ils leur présentaient. Ces blancs-seings avaient ensuite pris la forme d'une plainte, qui n'avait pas été signée par MM. Beaujean et Bapaume, accusant de détournement de fonds le nouveau maire du Moule, Gabrièle Louis-Carabin, ancien premier adjoint de M. Beaujean.

Les nouvelles mesures

Le nouveau texte de M. Pasqua adopté par les députés, vendredi 26 novembre, réécrit les cinq dispositions censurées, le 13 août, par le Conseil constitutionnel.

■ **Le droit d'asile.** — Le texte initial de M. Pasqua rendait impossible la saisine de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) par un demandeur d'asile non admis sur la territoire au motif que son cas relevait de la compétence d'un autre Etat au vu des accords de Schengen. Le Conseil constitutionnel avait censuré cette discrimination en posant que la saisine de l'OFPRA était un droit garanti par le préambule de la Constitution pour ceux qui sont poursuivis en raison de leur action en faveur des libertés. L'amendement de M. Pasqua, adopté par les députés, rétablit la disposition initiale du texte.

■ **Les mariages mixtes.** — Le maire a la faculté (et non plus l'obligation, comme dans le projet censuré par le Conseil constitutionnel) de saisir le procureur de la République lorsqu'il est invité à célébrer un mariage qui lui semble « susceptible d'être annulé » pour « vice de consentement » au sens de l'article 146 du code civil. Le procureur peut alors surseoir pendant un mois (au lieu de trois mois) à la célébration du mariage. Les couples qui se voient opposer une telle décision de sursis peuvent faire appel.

■ **La rétention administrative.** — Le Conseil constitutionnel avait estimé attentatoire à la liberté individuelle la prolongation de sept à dix jours de la durée de placement en rétention administrative des étrangers faisant l'objet de mesures d'éloignement. Le Conseil avait toutefois prévu deux exceptions : l'urgence absolue et la menace d'une particulière gravité pour l'ordre public. Le nouveau texte de M. Pasqua reprend mot pour mot ces deux typas de situation. Il y ajoute, toutefois, le cas, non envisagé par le Conseil constitutionnel, où le délai supplémentaire de trois jours est « de nature à permettre l'obtention » des documents de voyage que « l'étranger n'avait initialement pas présentés ».

■ **La rétention judiciaire.** — Lorsque l'étranger est déclaré coupable du délit de non-présentation de ses documents de voyage, il peut être placé en rétention administrative pendant une durée maximale de trois mois afin de l'inciter à communiquer les renseignements nécessaires à l'exécution d'une mesure d'éloignement. Tenant compte des objections du Conseil constitutionnel, le nouveau texte de M. Pasqua assortit cette rétention des garanties qui sont celles d'un placement en détention provisoire. Il précise que les mineurs de moins de seize ans ne peuvent être placés en rétention.

■ **La reconduite à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

approuva l'adhésion du Portugal et de l'Espagne. — L'Assemblée nationale a adopté, lundi 22 novembre, deux projets de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen. Les députés ont adopté, aussi, deux projets de lois visant à autoriser la ratification par la France des accords instaurant l'Espace économique européen (EEE) et à préciser les modalités de mise en œuvre de ces accords. Lors de l'examen de ces votes, les groupes RPR et UDF ont voté pour, le PC a voté contre, tandis que le PS n'a pas pris part au vote.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

■ **La reconnaissance à la frontière.** — Le Conseil constitutionnel avait annulé la disposition du projet initial qui assujettissait toute mesure de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire français pour une durée d'un an. Dans le nouveau texte, l'interdiction du territoire sera facultative (et non plus automatique) et d'une « durée maximale » d'un an.

BALAD AIR

MARTINIQUE

4590

حکومتی

POLITIQUE

Les gaullistes et l'Europe

M. Balladur : « Le pari du général de Gaulle et de Georges Pompidou est en passe d'être gagné »

L'Association Georges-Pompidou, qui préside Pierre Messmer, a organisé, jeudi 25 novembre, à quelques mois du vingtième anniversaire de la disparition de l'ancien chef de l'Etat, le 2 avril 1974, un colloque sur un thème qui pouvait être d'actualité : « Georges Pompidou et l'Europe ». Mais, à l'exception notable d'Edouard Balladur, qui a traité largement le sujet et l'a situé dans la filiation des chefs d'Etat gaullistes, les autres orateurs ont surtout évoqué l'élargissement du Marché commun à la Grande-Bretagne, en 1972.

Edouard Balladur, collaborateur de Georges Pompidou à l'hôtel Matignon, puis à l'Elysée, dont il fut le secrétaire général à la fin du « quinquennat » du successeur du général de Gaulle, est particulièrement bien placé pour affirmer que « Georges Pompidou a été le continuateur de l'œuvre du général de Gaulle » dans le domaine européen, bien que l'Europe ait été alors fort différente de celle d'aujourd'hui. Cependant, pour souligner la prémonition de l'ancien président, l'actuel premier ministre a affirmé :

« Les idées avancées, les thèmes abordés et même les mots utilisés par Georges Pompidou pourraient se retrouver dans la bouche d'un responsable politique d'aujourd'hui : approfondissement, élargissement, identité européenne, Union économique et monétaire, Union européenne. »

M. Balladur a rappelé, ainsi, les déclarations de Georges Pompidou, dont quelques-unes étaient toutes contraires aux idées du général de Gaulle, qui demandait intransigemment sur l'indépendance nationale et refusait toute intégration. Les termes utilisés par Georges Pompidou, et que cite Edouard Balladur, ne sont-ils pas d'ailleurs utilisés par l'actuel premier ministre ? Car les mêmes questions se posent aujourd'hui, qu'a énumérées Edouard Balladur : « Quelles parts respectives l'agriculture et l'industrie doivent-elles jouer dans la Communauté ? Peut-on faire fonctionner un Marché commun dans un contexte de changes flottants ? Comment élargir la Communauté sans la dissoudre ? Quel rôle doit-elle jouer sur la scène internationale ? »

L'hôte actuel de Matignon a indiqué que la pensée de Georges Pompidou était faite de trois éléments : « La construction de l'Europe est nécessaire à la croissance française ; l'Europe doit affirmer son identité ; celle-ci ne se construit pas

contre les nations ou contre les Etats, car cette construction est synonyme d'ouverture des frontières, de politique agricole et de stabilité monétaire. » « Le pari du général de Gaulle et de Georges Pompidou est aujourd'hui en passe d'être gagné », a-t-il conclu.

M. Balladur s'est donc situé lui-même dans la filiation des deux premiers présidents de la V^e République pour décrire sa propre politique européenne. Il a procédé également à l'exégèse des formules d'« identité » et d'« union » européennes lancées par Georges Pompidou, pour affirmer qu'elles ont constitué pas une arme agressive à l'encontre des Etats-Unis, mais un facteur de stabilité mondiale. Il a ajouté, faisant référence à la situation présente et s'adressant aux partenaires de la Communauté, mais également aux Américains, qu'il serait vain et dangereux de parler sur la démission de la Communauté, car l'unité de l'Europe est nécessaire à la sécurité du continent et à la prospérité du monde. Pour conclure, le premier ministre a souligné aussi la vanité des débats sur la supranationalité et le fédéralisme, car « la France a besoin de l'Europe et l'Europe ne peut se construire contre les Etats ».

ANDRÉ PASSERON

Un constat convergent des instituts de sondages

La popularité relative du premier ministre

Huit mois après sa nomination à Matignon, Edouard Balladur dispose toujours auprès de l'opinion publique d'une excellente image. Les baromètres des principaux instituts de sondages montrent que la confiance dans le gouvernement et la dégradation persistante de la situation de l'emploi n'ont pas eu d'effets notables sur la popularité du premier ministre.

Il n'en va pas de même de l'élection du gouvernement prise dans son ensemble. Si l'on se réfère au baromètre de BVA, 61 % des personnes interrogées se déclarent mécontentes de la façon dont la France est gouvernée, au lieu de 53 % en mai. La SOFRES note pour sa part qu'une écrasante majorité (88 %) juge le gouvernement inefficace dans la lutte contre le chômage. A titre de comparaison, en mai, ils étaient 68 % à juger le gouvernement inefficace sur ce dossier. « Dans un premier temps, Edouard Balladur a protégé son gouvernement avec sa cote de popularité », note Pierre Glacott, de BVA. A présent, il ne protège plus que lui-même.

Les résultats sont cependant probants puisque le premier ministre, avec 60 % d'opinions favorables selon la SOFRES, reste nettement au-dessus de la barre des 50 %, ce qui lui per-

met en outre de triompher dans tous les pronostics présidentiels. La comparaison de ses résultats avec ceux obtenus par Jacques Chirac lors de la première cohabitation est à l'avantage de M. Balladur et confirme l'impression très favorable dont bénéficie le premier ministre. Toutefois, compte tenu de l'ampleur de la victoire de la droite en mars 1993 et de l'affaiblissement du président de la République, cette comparaison n'est sans doute pas la plus pertinente car l'effet d'alternance est plus fort en 1993 qu'en 1986.

La comparaison avec les résultats recueillis à pareille époque par Pierre Mauroy, en 1981, comme par Michel Rocard, en 1988, s'impose davantage. Ils permettent de relativiser l'exploit « balladurien » puisqu'en novembre 1981 le SOFRES enregistrait un score de 63 % pour M. Mauroy et qu'en novembre 1988 M. Rocard culminait avec 68 %, soit 6 points de plus que l'actuel premier ministre, même si les autres instituts enregistraient alors des résultats nettement moins favorables (48 % pour M. Rocard au lieu de 56 % aujourd'hui pour M. Balladur selon BVA, 41 % au lieu de 55 % selon l'IFOP). La phylonomie de la cote de M. Balladur n'est pas sans rappeler d'ailleurs celle de

M. Rocard, nettement plus étale que celle de M. Mauroy.

La lecture de la composition du « capital image » de M. Balladur permet également de relativiser sa performance. L'analyse sociologique est sans surprise puisque le premier ministre obtient ses meilleurs résultats auprès des professions libérales, des chefs d'entreprise, des commerçants et artisans et des retraités, alors qu'il est moins populaire chez les ouvriers.

En matière de proximité partisane, en revanche, le premier ministre, également plébiscité par les électeurs proches de l'UDF et du RPR, peut se flatter de bons résultats auprès des électeurs écologistes, voire socialistes. Dans ces deux dernières catégories, les avis favorables se transformeront difficilement en bulletins de vote. Servi par une conjonction institutionnelle idéale, M. Balladur bénéficie, pour l'instant, d'un positionnement centriste, qui commence à le priver du soutien de la partie la plus dure de l'électorat de droite. Cela n'est donc pas la meilleure assurance pour un avenir électoral. C'est ce qui fait de M. Balladur, selon Stéphane Rozès, de CSA, « un colosse aux pieds d'argile ».

GILLES PARIS

Le lancement des assises de la transformation sociale

La gauche cherche à rebâtir son union

Après huit mois de tractations secrètes, cinq cents personnalités de la gauche, issues du monde politique, syndical, associatif et intellectuel, se préparent à lancer les assises de la transformation sociale. Du PC à Jean-Pierre Soisson, la gauche veut confronter ses idées sur les grands sujets de société.

« Nous sommes à l'heure de reconstruire l'édifice », veut-il croire au lendemain même des élections législatives de mai, Michel Rocard. Depuis sans se lasser, sous tous les tons et sur tous les modes, l'inventeur du « big bang » n'a cessé d'appeler, non seulement les socialistes, mais toute la gauche au rassemblement, à la réflexion, à la cohésion. Mardi dernier encore, venant faire ses civilités au maire de Marseille, Robert Vigouroux, il répétait la même antienne : « Le passé, c'est trop de passion, trop de divisions, trop d'ambitions. Construire l'avenir, c'est retrouver la simplicité, la sérénité et le rassemblement » (Le Monde du 25 novembre). En huit mois, beaucoup a été réalisé. Cette stratégie de rassemblement ne pouvait trouver sa crédibilité qu'à partir d'une plateforme d'appel socialiste consolidée. Les états généraux de Lyon ont empêché la débandade. Le récent congrès du Bourget a installé la paix. Elle confortablement premier secrétaire, à la tête d'un état-major rajouté, Michel Rocard a trouvé une légitimité. Faute de pouvoir encore se faire entendre des Français, le PS peut au moins prétendre repartir à la gauche.

Les conversations ont en réalité démarré bien avant l'été, d'une façon informelle et en toute confidentialité. Chargé de cette mission exploratoire, l'ancien député de Paris, Jean-Christophe Cambadélis, a tenté de renouer les fils de la tapisserie rannée de la gauche. Entrepreneuse pas toujours simple, avec des interlocuteurs qui, à l'époque, préféraient anticiper l'implosion du PS et qui avaient eux-mêmes leurs propres problèmes internes, leurs susceptibilités,

leurs arrière-pensées. Surtout, n'était pas oublié le dédain des socialistes au gouvernement et apparaissait ce vrai paradoxe que, dans ce petit monde politique « tout médiatique », le monologue cathodique a fini par se substituer au simple dialogue républicain.

« Un véritable travail de marqueterie », assure Jean-Christophe Cambadélis. Les socialistes ont dû multiplier les professions de foi d'humilité, coavaler les uns et les autres « de faire chacun un pas », les persuader que ce nouveau pari de la gauche française n'était pas un simple enjeu électoral mais un premier mouvement concret pour espérer « transformer la société ». Le 23 octobre dernier, au congrès du Bourget, Jean-Christophe Cambadélis pouvait annoncer que les assises se tiendraient bien.

De Georges Marchais à Jean-Pierre Soisson

Depuis lors, les contacts se sont multipliés avec la conscience de la plus extrême discrétion. Chargé par Michel Rocard de la surveillance de ce grand chantier, Lionel Jospin a beaucoup consulté ce plus haut niveau. Un petit comité de pilotage a été mis en place. Les grandes lignes de l'opération qui rassemblera l'ensemble de la gauche du mouvement des réformateurs de Jean-Pierre Soisson au parti communiste, sont désormais connues. Elle sera lancée solennellement le 8 décembre par un appel de 300 personnalités du monde politique, syndical, associatif, social, artistique, intellectuel. Aucun parti, aucun syndicat, aucune association ne s'affichera en tant que tels. Ces personnalités formeront « un collectif » de décision et de proposition pour organiser dans un premier temps et peut-être avant la fin de cette année, à Paris et en province, quatre grands débats : sur l'emploi, la ville, la citoyenneté et après les élections européennes de juin 1994 - l'Europe.

Pour cette grande confrontation, malgré les rois de jambes ici ou là, les partisans se bousculent. Le PC a donné officiellement

son accord, le 17 novembre dernier, par la voix même de Georges Marchais. Michel Rocard n'en espérait pas tant. Les recommandations de Charles Fiterman avaient annoncé bien avant qu'ils en seraient. Les écologistes sont parés, mais ils viendront. La parole de Dominique Voynet chez les Verts a été reçue comme un défi. Brice Lalonde a accepté de représenter Lionel Jospin. Il pourrait personnellement s'engager. Les réformateurs de Jean-Pierre Soisson ne pouvaient refuser. Le MRG a fait fermer les enchères, mais n'a pas fermé la porte. Seul, les dirigeants du Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement n'ont pas accepté d'être « des alibis d'une opération exclusivement médiatique », attitude logique de sa part au moins jusqu'aux élections européennes.

Compte tenu du divorce avec les formations politiques et de l'existence d'une certaine attraction balladurienne, les syndicats ont fait preuve de plus de réserve. Mais les choses bougent. Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, rencontrera Michel Rocard en décembre. Des membres de la CFTD et de FO seront dans le collectif d'appel.

Malgré toutes ces bonnes nouvelles, les socialistes préfèrent se montrer encore prudents et modestes. Les rocardiens, particulièrement, croisent les doigts. « Chacun est demandeur de quelque chose, convient l'un d'entre eux, mais personne ne sait quel sera le débouché final de ces assises ». Premier signe du ressassement moral de la gauche, première avancée vers la recomposition de la gauche, nouvelle façon de faire de la politique, moyen de se rapprocher de l'électeur, les assises pourraient être, en cas de succès, tout cela à la fois. Dans l'immédiat, elles seront sans doute vécues comme une grande expiation générale devant les Français. Une façon de provoquer au moins un « big bang » dans la conscience collective de la gauche.

DANIEL CARTON

La préparation du vingt-huitième congrès du PCF

Philippe Herzog se porte candidat à la succession de Georges Marchais

Dans une tribune publiée jeudi 25 novembre par l'Humanité, Philippe Herzog, membre du bureau politique et responsable de la section économique du comité central du Parti communiste, annonce sa candidature au poste de secrétaire général du PCF. Par ce geste, totalement inédit dans l'histoire du Parti communiste, M. Herzog souhaite provoquer un débat de fond avec les autres « candidats potentiels » à la succession de Georges Marchais.

Pour la première fois de son histoire, le Parti communiste français a un candidat déclaré, doté d'un programme politique, aux fonctions de secrétaire général. Après la dernière session du « parlement » du parti, le 17 novembre, au cours de laquelle Georges Marchais avait émis par avance toute discussion en expliquant que « le comité central avait outrepassé son mandat s'il était intervenu dans la discussion des communistes », l'ancienne tête de liste du PCF aux élections européennes de 1989, Philippe Herzog, s'est résolu à transgresser la règle - non écrite - selon laquelle, au Parti communiste, « on n'est pas candidat ».

Dès mardi 23 novembre, il faisait part de ses intentions à ses camarades du bureau politique et obtenait, sans difficulté, la faculté d'exposer « le sens (de sa) candidature » dans les colonnes de l'Humanité.

Polytechnicien âgé de cinquante-trois ans, M. Herzog ne se fait, bien sûr, aucune illusion sur le choix qui sera fait, en janvier 1994, au terme du vingt-huitième congrès du PCF. Sa candidature n'est qu'un appel aux communistes pour dire ce qu'ils pensent et produire un travail politique plus conséquent.

direction risquerait d'être l'objet d'une bataille de clans ». Cette direction, précise-t-il, « devrait être élue, non pour un accord unanime sur les orientations, mais pour un accord de travail dans la pluralité ». « Si d'autres propositions existent pour redynamiser le parti et accroître son influence, il serait bon qu'elles s'expriment, coocult M. Herzog. C'est pourquoi je dis aux candidats actuels et potentiels : parlez, découvrez-vous, confrontez avec tous les communistes les options de travail ».

Cette façon de provoquer ouvertement le débat autour de quelques idées-forces portées par des candidats désireux de les mettre en œuvre est contraire à la tradition communiste. En prenant acte, serrement, de la coexistence de M. Herzog, le secrétaire général du PCF aurait ajouté : « Ne le prends pas mal, Philippe, mais ta démarche relève quand même d'une tendance social-démocrate ».

En proposant, au printemps dernier, l'élection du centralisme démocratique, M. Marchais a dû tenir compte de l'influence de tous ceux, nombreux, qui redoutent l'apparition de tendances au sein du parti. Il n'a pas pu ou pas voulu, de ce fait, indiquer d'autres règles de fonctionnement. « Je comprends bien le souci de la direction de ne pas copier les pratiques du Parti socialiste. Mais une chose est l'organisation de tendances, une autre est l'organisation du débat dans la phase de préparation du congrès. Cela représente un savoir culturel que Georges Marchais, lui-même, n'arrive pas à faire », analyse Charles Fiterman, le chef de file des refondateurs communistes.

JEAN-LOUIS SAUX

DEVCOM 93
4^{ème} Salon des Associations
Le carrefour professionnel du monde associatif
du 15 au 17 décembre 1993
Palais des Congrès - PARIS
THEMATICA
tel. (1) 34 24 90 90

BALAD'AIR
VOYAGE AIR
Partez pour la MARTINIQUE
valable 7 jours - petite démission à l'hôtel Primrose
à partir de 4590F
Tel : 42 62 43 41
à Paris pour la région

LEGISLATIVE PARTIELLE :
Daniel Vaillant (PS) candidat dans la 19^e circonscription de Paris. - Daniel Vaillant, secrétaire national du PS chargé des fédérations, qui avait été battu au second tour des législatives de mars 1993 par Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF), a annoncé, jeudi 25 novembre, qu'il serait candidat à l'élection partielle dans la 19^e circonscription de Paris, à la suite de l'invalidation par le Conseil constitutionnel de l'élection de M. Pierre-Bloch. En mars

1993, M. Pierre-Bloch l'avait emporté contre M. Vaillant avec 52,06 % des suffrages. Son élection a été annulée pour dépassement du plafond des dépenses de campagne. La peine a été assortie d'une inéligibilité d'un an (Le Monde du 26 novembre). Dans un entretien publié par le Quotidien de Paris du vendredi 26 novembre, M. Pierre-Bloch affirme que « le Conseil constitutionnel s'est rabaisé en se faisant l'instrument d'un règlement de comptes purement politicien ».

Selon l'analyse qu'il peut faire au sein même de l'appareil communiste, le choix de la prochaine direction nationale du PCF risque de se traduire « qu'un compromis de pouvoir entre des dirigeants rivaux ». Faute d'une réflexion approfondie sur « l'utilité du PCF » dans les luttes sociales, le rôle de la France dans la construction européenne et la nécessité d'un regroupement, après « confrontation », de tous les progressistes, l'économiste du Parti communiste estime que « la

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie d'un grand maître tailleur dans un choix de 3000 tissus
A qualité égale, ses prix sont les plus bas.
LEGRAND Tailleur
Hommes et dames
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10h à 18h

Trois mises en examen dans l'enquête sur l'attentat contre Jean-Claude Madrénas

Une tentative d'assassinat à caractère politique?

PERPIGNAN

de notre correspondant

■ **COMMANDITAIRE.** Jean Xatard, ancien candidat UDF à diverses élections dans les Pyrénées-Orientales, a été mis en examen et écroué jeudi 25 novembre à Perpignan pour tentative d'assassinat dans l'enquête sur l'attentat à la voiture piégée qui a eu lieu le 5 février contre Jean-Claude Madrénas, maire (CDS) de Bages, et candidat aux élections législatives de mars 1993 dans la quatrième circonscription des Pyrénées orientales.

■ **HOMMES DE MAIN.** Au terme de trente-six heures de garde à vue, le juge d'instruction Bernard Lavigne a également prononcé la mise en examen de deux autres personnes, François Turlais et Jean-Michel Paul, pour le même chef d'accusation. Ils sont présumés être également les auteurs de cet attentat.

■ **COMPLICE.** Un quatrième homme, Fouad Maref, qui a été interpellé jeudi à Autun, puis gardé à vue et placé en détention provisoire à Lyon, devait faire l'objet d'un mandat d'arrêt pour être entendu par les enquêteurs de Perpignan. Travaillant actuellement au cabinet de Marcel Lucotte, sénateur, maire PR d'Autun, Fouad Maref avait été auparavant responsable de la Pépinière d'entreprises de Rivesaltes qui a connu, il y a peu, de grosses difficultés financières.

DÉFENSE

Après le départ de Bernard Retat pour Thomson

Daniel Berthault devient délégué aux relations internationales de l'armement

Sur la proposition du ministre de la défense, François Léotard, le conseil des ministres du mercredi 24 novembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Armement.** — Est nommé, à compter du 1^{er} décembre, délégué aux relations internationales, l'ingénieur général de deuxième classe Daniel Berthault, promu ingénieur général de première classe, en remplacement de l'ingénieur général hors classe Bernard Retat qui a demandé à être admis, par anticipation, en deuxième section (cadre de réserve) à compter du 15 novembre.

[Bernard Retat occupait, depuis février dernier, le poste de délégué aux relations internationales, chargé de la coopération et des exportations, au sein de la délégation générale pour l'armement (DGA). Ce n'est un mystère pour personne, au ministère de la défense, qu'il entretenait des rapports difficiles avec Henri Courat depuis la nomination de ce dernier, le 19 mai, à la tête de la DGA. Il avait demandé à quitter ses fonctions et il entre au groupe Thomson (le Monde du 23 octobre). Lui succède l'un de ses subordonnés directs.]

[Né le 11 juin 1942 à Vaucou (Hauts-de-Seine), ancien élève de Polytechnique et de Sup-Aéro, Daniel Berthault s'est notamment occupé, comme ingénieur de l'armement, de la mise au point des programmes d'hélicoptère Puma et d'avion-école Alpha-Jet. En 1986, il est nommé sous-directeur « expansion » à la délégation aux relations internationales et, en 1991, il devient l'adjoint du délégué aux relations internationales, plus spécialement chargé des marchés en Asie-Pacifique.]

Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Jacques de Bernardi, Jacques Lys et Jean-Louis Perrot ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Patrick Lapasset, Yves Dubil, Henri Despax et Pierre Pelosse.

Sont nommés : inspecteur de l'armement pour l'aéronautique et l'espace, l'ingénieur général de première classe Gérard Bonnevalle ; inspecteur de l'armement pour les poudres et explosifs, l'ingénieur général de première classe François Chappuis ; chargé de mission auprès du délégué général pour l'armement, l'ingénieur général hors classe François Lefaudoux ; adjoint au directeur des constructions aéronautiques, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Bailly ; adjoint au délégué aux programmes d'armement pour la prospection des systèmes d'armement, l'ingé-

Exclu du CDS

Au cours de leur audition jeudi par le juge Bernard Lavigne, François Turlais et Jean-Michel Paul ont expliqué comment le premier avait placé la charge explosive sous la voiture de Jean-Claude Madrénas, tandis que le second faisait le guet. Ils ont aussi désigné Jean Xatard comme commanditaire de cette tentative d'assassinat ainsi que Fouad Maref.

Issu d'une famille de notables du Vallespir, Jean Xatard, quarante-sept ans, est le neveu de l'ancien maire de Perpignan, Paul Alduy. Il a été pendant une dizaine d'années conseiller municipal d'Amélie-les-Bains, com-

mune dont le maire est sa tante Jacqueline Alduy.

Ingénieur à la Compagnie générale des eaux jusqu'en 1989, Jean Xatard a pris quelques distances avec sa famille lorsqu'il s'est présenté aux législatives de 1988 sous l'étiquette CDS où il devait être battu au second tour par le député PS Henri Sicre (réélu en mars dernier député de la 4^e circonscription) en réalisant un score très honorable de 47,10 %. Ensuite, sans investiture, Jean Xatard s'est présenté sans succès aux élections cantonales contre sa tante Jacqueline Alduy, puis aux municipales de 1988.

En juin 1992 lorsqu'il s'était agi de décider de l'investiture pour la 4^e circonscription aux législatives de l'année suivante, le CDS départemental lui avait préféré Jean-Claude Madrénas. Jean Xatard, exclu du CDS rejoint alors le PR.

« Avant l'été 1992 notre parti a désigné son candidat à l'investiture UDF puis UPF. Nous étions trois au quatre à postuler, dont Jean Xatard, j'ai été choisi à l'unanimité moins deux voix. Tout s'est passé normalement », a déclaré mercredi soir M. Madré-

nas, avant d'ajouter : « J'ai toujours clamé que c'était politique. Mais je suis surpris et peiné de voir que, gratuitement, on peut s'attaquer aussi violemment à quelqu'un pour de la politique. Pour empêcher d'être candidat et prendre ma place ».

Un dossier « très sensible »

Jean Xatard avait été interpellé le 23 mai 1993 pour le vol, dans un cabinet d'experts comptables de Perpignan, d'un dossier de la holding Eurupsud (en cours de liquidation judiciaire) dont le Crédit agricole de l'Ariège (avant sa fusion avec celui des Pyrénées-orientales au sein du Crédit agricole Sud-Méditerranée) figure comme principal actionnaire. Il avait été incarcéré le 26 avril 1993 pour complicité de vol et tentative d'extorsion de fonds puis remis en liberté. Xatard aurait voulu renégocier avec la banque une dette personnelle de 400 000 francs. A l'époque il déclarait que ses motivations étaient « uniquement politiques ». D'après ses affirmations, recueillies à l'époque par le quotidien *Punt*, la constitution et la liquida-

tion de la holding Eurupsud cacheraient « une affaire politico-financière dans laquelle des dirigeants départementaux du Crédit agricole et des responsables du PR local seraient impliqués ». « Ma volonté était de déstabiliser le PR local à partir du dossier Eurupsud dans le cadre des législatives de Perpignan », précisait alors Jean Xatard.

Il semble que cette affaire ait permis aux enquêteurs de remonter jusqu'à la tentative d'assassinat contre Jean-Claude Madrénas. Le parquet avait ouvert une enquête préliminaire sur les comptes d'Eurupsud. Le doyen des juges d'instruction, Claude Gauze, avait déclaré qu'Eurupsud « était un dossier très sensible ».

Après l'annonce de la mise en examen de Jean Xatard, François Turlais et Jean-Michel Paul, Jean-Paul Alduy, maire (CDS) de Perpignan, élu en juin 1993 à la tête d'une liste de socio-professionnels baptisée Oxygène, a exprimé sa volonté « de voir aboutir cette affaire qui n'a fait peser un climat lourd dans [le] département ».

JEAN-CLAUDE MARRE

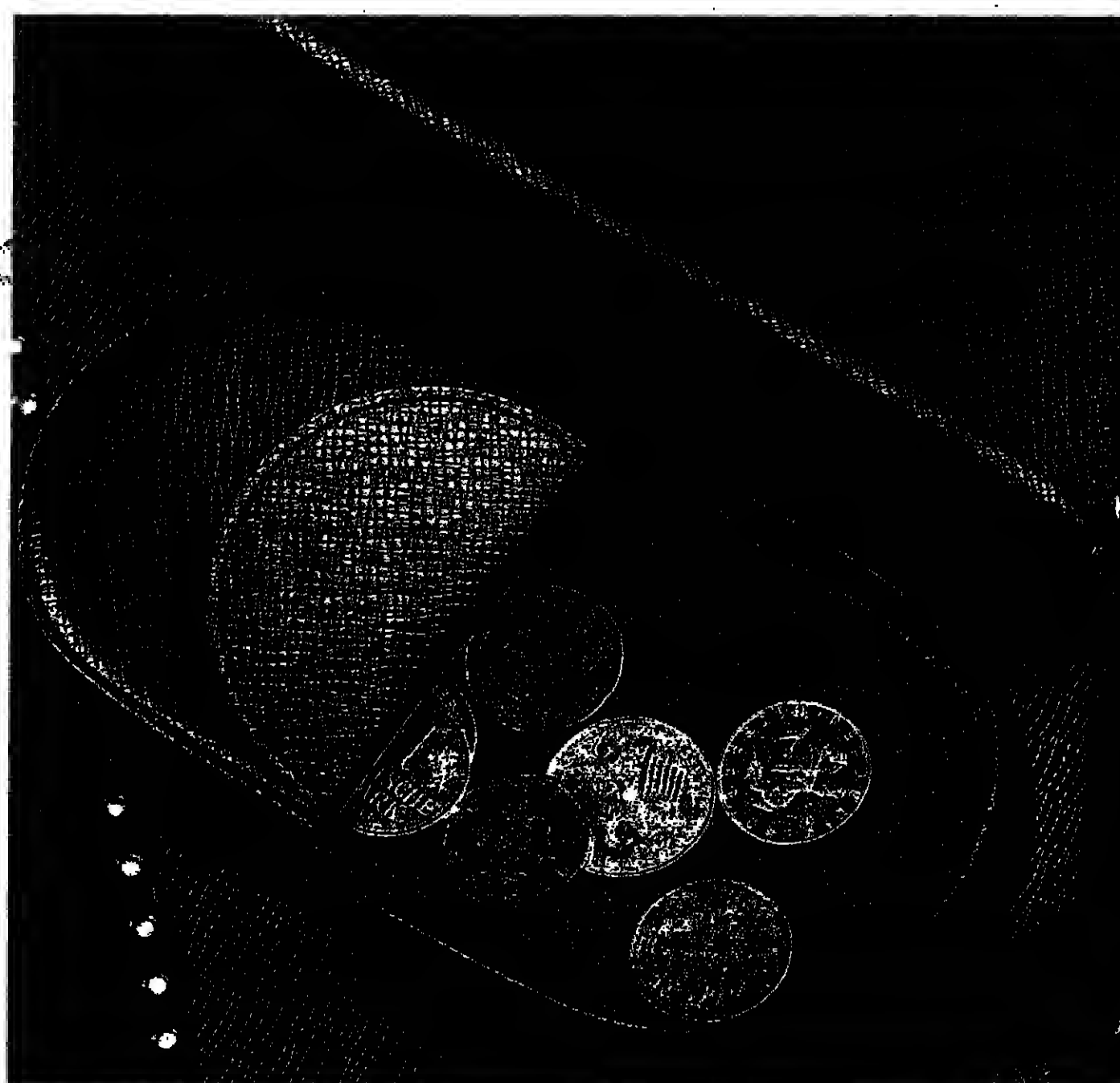
ÉDUCATION

Manifestations

Etudiants et

Des manifestations étaient organisées à Paris et dans plusieurs villes de province, jeudi 25 novembre, à l'appel des syndicats d'étudiants, l'UNEF (proche des communistes) et l'UNEP-Indépendante et Démocratique (proche des socialistes) mais ce sont surtout les lycéens qui ont répondu présent. Six mille manifestants ont défilé à Paris, de la Sorbonne au ministère de l'éducation nationale. Dans la région Rhône-Alpes, plusieurs milliers d'entre eux ont manifesté à Saint-Étienne (Loire), Grenoble (Isère) et Valence (Drôme). En Bretagne, trois mille lycéens ont défilé à Quimper (Finistère) et deux mille à Lorient (Morbihan). Quelque trois mille manifestants se sont réunis à Montpellier.

Même parcours et même slogan pour un défilé moins important que celui du 15 novembre, un zeste de nervosité en plus puisque flottaient, boulevard Saint-Germain, quelques drapeaux noirs et que les militants de SOS-Racisme parvenaient à faire reprendre par la foule quelques mots d'ordre contre « le flic » et le Front national : la manifestation organisée, jeudi 25 novembre, à l'initiative des deux syndicats d'étudiants semblait surtout chercher ses marques.



Taïga. Un vert masculin



Les bagages et accessoires Louis Vuitton ne sont en vente que dans les magasins exclusifs Louis Vuitton : Paris - Nice - Cannes - Deauville - Strasbourg - Toulouse - Lyon - Bordeaux - Marseille - Monte-Carlo - Genève - Lausanne - Bruxelles

هكذا من الشعر

SOCIÉTÉ

à Paris et en province

lycéens en quête de mobilisation

Difficile, en effet, de mobiliser les manifestants sur le budget de l'enseignement supérieur, voté le 16 novembre par l'Assemblée nationale et qui doit être examiné au Sénat dans une dizaine de jours. D'autant plus difficile que le cortège était composé d'une bonne moitié de lycéens venus de plusieurs lycées parisiens et d'établissements de banlieue, essentiellement du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis. Venus « par solidarité » avec des étudiants nettement moins nombreux qu'eux, très fermement encadrés par les militants de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL, proche de SOS-Racisme) et ceux des Jeunes communistes, ces lycéens semblaient assez incertains sur les motifs de leur présence dans la rue. « Nous sommes là parce qu'il y a des travaux dans le lycée et qu'on ne peut pas travailler », expliquait un groupe du lycée Colbert (Paris 10^e), tandis qu'un autre, composé de lycéens de plusieurs établissements du Val-de-Marne, exhibait une banderole : « Après le bac, on ne veut pas de place de chiotte, on veut un siège ».

Du côté des étudiants, les deux UNEF n'avaient réussi à mobiliser que dans quelques universités parisiennes, surtout à Paris-X (Nanterre) et Paris-V. Ch. G.

Incidents à Bordeaux

A Bordeaux, les syndicats d'étudiants avaient prévu que la manifestation se terminerait par une fête, place de la Victoire, le centre névralgique de la vie nocturne bordelaise. Chaque soir, des milliers de jeunes s'y donnent rendez-vous, agglutinés sur le trottoir devant les cafés, comme dans les villes espagnoles. Mais en raison du froid ou de la faible mobilisation étudiante, il ne restait qu'une cinquantaine de personnes place de la Victoire, vers 22 h 30. Et l'incendie de quelques poubelles et de palissades a suffi pour déclencher des échauffourées. La police est intervenue vers 1 heure du matin pour faire sauter les barrages et a répondu aux jets de pierres par des grenades lacrymogènes. Un blessé sérieux et une dizaine de blessés légers ont été dénombrés chez les manifestants; une douzaine parmi les forces de l'ordre, qui ont procédé à une arrestation. — (Corresp.)

JUSTICE

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

L'interrogatoire de Christine Villemain

La cour d'assises de la Côte-d'Or examine, depuis deux jours, les charges qui ont pesé sur Christine Villemain avant que la chambre d'accusation de Dijon ne rende un non-lieu en sa faveur le 3 février 1993.

DJON

de notre envoyé spécial

Si, par impossible, un passant était entré dans la salle d'audience sans rien connaître de l'affaire, la procède lui serait apparue presque ordinaire. Celui de l'assassinat d'un enfant jeté, à l'âge de quatre ans, dans une rivière des Vosges le 16 octobre 1984. Neuf ans plus tard, c'est la mère que l'on juge car on la soupçonne, malgré ses dénégations, d'avoir tué son propre enfant. D'ailleurs, un spectateur fidèle aurait certainement noté au passage que, la veille, des experts très sérieux avaient dit que l'écriture de cette femme était en tous points semblable à celle du message d'un inconnu revendiquant le crime.

Aujourd'hui on l'interroge sur son emploi du temps et le passant écouterait cette jeune femme raconter comment elle est allée chercher son fils chez sa nourrice

en revenant du travail. La voix est claire, les mots sont précis. Puis, au fur et à mesure que l'on se rapproche du moment où la mère a constaté la disparition de son fils, la voix s'étrangle et se transforme en sanglots quand il s'agit d'évoquer l'instant terrible où on lui a appris la mort de l'enfant. Christine Villemain a parlé près d'une demi-heure sans s'arrêter, sauf quand la douleur lui a imposé plusieurs dizaines de secondes d'un silence insupportable. « C'est tout... », lâche la jeune femme. La salle reprend son souffle.

Les témoins défilent. La nourrice, Christine Jacquot, confirme les dires de la mère, et des voisins font de même. Des avocats se lèvent et posent des questions qui révèlent leurs doutes sur les propos de Christine Villemain. C'est à cet instant que la passant ne comprendrait plus. Il faudrait lui expliquer que ces avocats ne sont pas des procureurs mais les conseils de la famille d'un homme qui fut soupçonné du crime. Soupçonné à tel point que cet homme, Bernard Laroche, a été tué par le père de l'enfant et que c'est pour cela que ce dernier est dans une cage de verre entre deux policiers. Il faudrait préciser que c'est lui, Jean-Marie Villemain, que l'on juge et que son épouse

qui vient de parler n'est qu'un témoin dans ce procès insolite car, si elle a aussi été soupçonnée, un non-lieu a été rendu en sa faveur par une chambre d'accusation. Enfin, pour que ce passant comprenne, il faudrait aussi lui dire que si personne ne semble être à sa place, c'est parce que ce procès est à la fois celui de Jean-Marie Villemain et celui de Bernard Laroche, de Christine Villemain, de l'enquête, de la presse et d'une certaine justice.

Alors la passant comprendrait mieux les propos des témoins. Notamment ceux auxquels on reproche parfois de ne pas avoir dit le même chose à la gendarmerie et à la police. Les gendarmes soupçonnaient Bernard Laroche alors que la police judiciaire s'est orientée vers Christine Villemain, et cette différence a pesé sur les procès-verbaux. L'exemple le plus caricatural concerne M. Colin, qui promenait son chien à l'heure où Christine Villemain est rentrée chez elle après être allée chercher Grégory chez sa nourrice.

Dans un premier procès-verbal établi par les gendarmes, M. Colin déclare avoir vu, vers 17 heures, l'enfant à l'arrière de la voiture de Christine qui passait mais ne pas avoir ensuite fait

attention à la présence de l'enfant ou de la voiture de sa mère à proximité de la maison des Villemain. Dans un second procès-verbal établi par la police judiciaire qui a repris l'enquête après le classement des gendarmes, M. Colin affirme qu'il n'a pas vu l'enfant dans la voiture au moment où elle passait et il est formel pour dire que, plus tard, ni la voiture, ni Grégory n'étaient présents à côté du pavillon familial. Le même procès-verbal a été établi devant la juge d'instruction, Jean-Michel Lambert, mais il comporte cette précision supplémentaire qui méritait sans doute d'être ajoutée : « Je n'ai pas été influencé par les policiers ».

L'emploi du temps de Christine Villemain sera à nouveau examiné dans la suite de l'audience afin d'établir si elle aurait eu le temps matériel de commettre le crime. Mais déjà, au cours des débats de jeudi, les hommes donnés par les témoins font apparaître un délai insuffisant. Même les conseils de la partie civile semblaient ébranlés. Au point qu'à bout d'arguments, ils ont soulevé l'hypothèse de l'existence d'un complice.

MAURICE PEYROT

CORRESPONDANCE

A propos d'une affaire d'héritage à Périgueux

Après la publication, dans le Monde du 24 novembre 1992, d'un article intitulé « A Périgueux, un agent immobilier, deux cootaires et un assureur inculpés dans une affaire d'héritage », M. Latour, notaire à Périgueux, nous écrit :

L'article concernait mon inculpation, pour complicité d'abus de confiance et d'escroquerie : selon cet article, un viager aurait été conclu dans des conditions étranges, les cootaires se voyant reprocher d'avoir failli à leur obligation de conseil. Je tiens à apporter à ces appréciations émises en totale méconnaissance du dossier et du droit, les

précisions et rectifications suivantes :

Noo, je n'ai pas failli à mon obligation de conseil, connaissant parfaitement le climat familial et la volatilité des vendeurs. La seule vente réalisée en mon étude l'a été moyennant une rente viagère correcte, et signée par les vendeurs en possession de leurs facultés intellectuelles, ainsi qu'il a été constaté par les expertises et rapports ordonnés et effectués durant l'enquête.

Cette enquête s'est conclue par une ordonnance de non-lieu du juge d'instruction, en date du 12 juillet dernier, me mettant hors de cause.

RELIGIONS

Avant de recevoir M. Balladur

Le pape souligne l'action de la France pour la sécurité en Europe

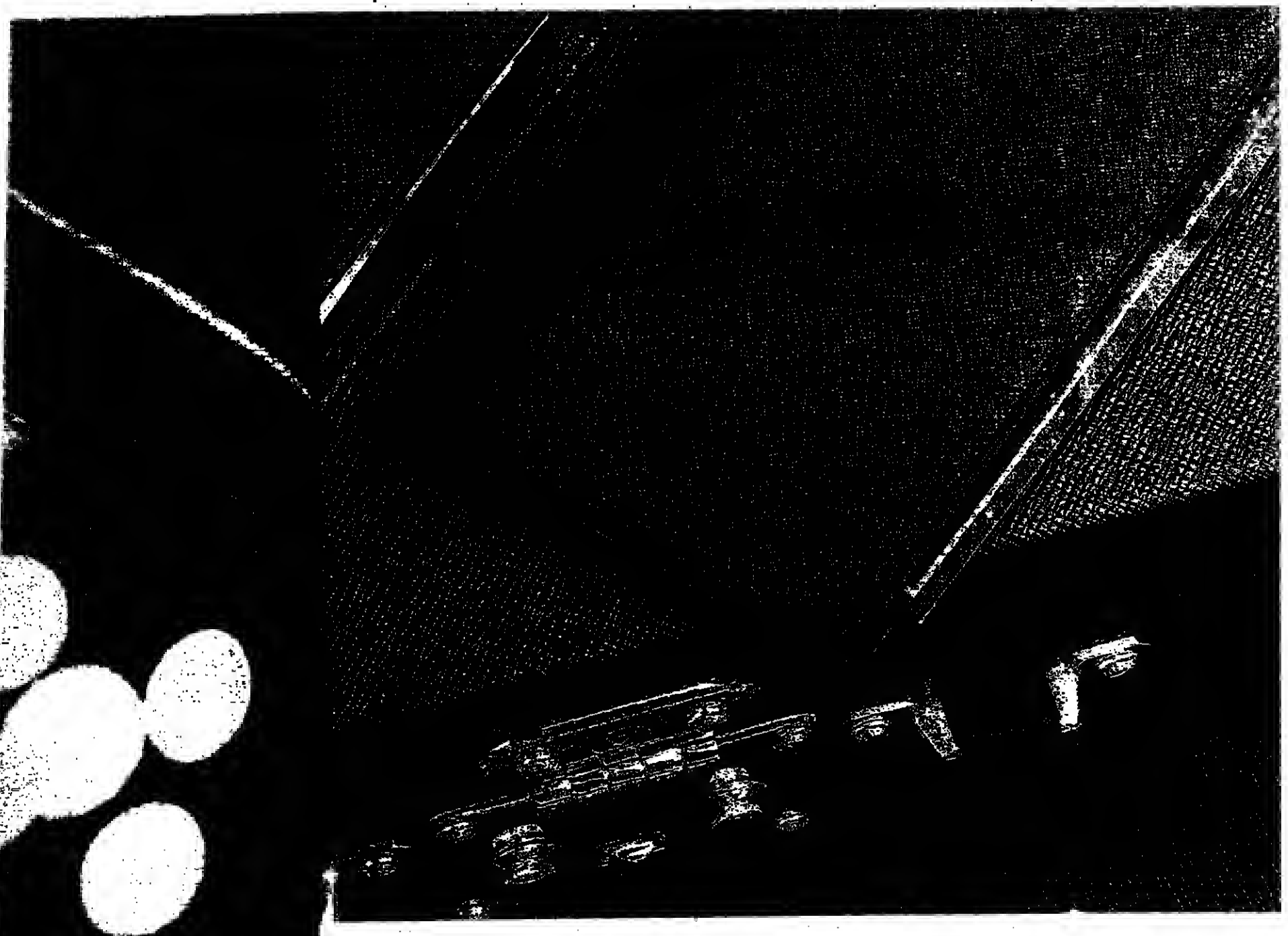
A l'occasion de sa visite à Rome pour le sommet franco-italien, M. Balladur devait être reçu par le pape, samedi 27 novembre. Vendredi 26, à l'église Saint-Louis des Français, le premier ministre devait également assister à une messe et dévoiler une plaque à la mémoire de René Brouillet, ancien directeur de cabinet du général de Gaulle et ancien ambassadeur de France près le Saint-Siège (1963-1974), décédé il y a un an, le 28 novembre 1992.

Nouvel ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, Alain Pierret a présenté, jeudi 26 novembre, ses lettres de créance à Jean-Paul II, soulignant « la convergence des positions de la France et du Saint-Siège », notamment à propos du « devoir d'ingérence humanitaire » en Bosnie. Ancien ambassadeur en Israël, M. Pierret a ajouté que « la France suit avec attention les travaux de la commission bilatérale entre le Saint-Siège et Israël, en vue d'obtenir la totale liberté d'accès aux lieux saints et de pratique religieuse ». « Nous formons le vœu, a-t-il dit au pape, que [votre] désir de pouvoir [vous] rendre à Jérusalem en soit facilité ».

Dans sa réponse, Jean-Paul II a dit qu'il connaissait « les difficultés de la société française » et affirmé que l'Eglise catholique ne pouvait que s'associer aux efforts déployés par la France et l'Europe « pour que tous les habitants

de ce continent gardent l'espérance et le sens de la solidarité ». Il a formé des vœux pour le succès des travaux de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui va siéger dans quelques jours à Rome : « Puissent-ils aboutir à faire cesser les affrontements destructeurs qui affectent les plus pauvres, transforment en champs de ruines des pans entiers du patrimoine de l'humanité et détruisent la convivialité des peuples ».

Jean-Paul II à Beyrouth et à Jérusalem sans doute en 1994. — Le porte-parole du Vatican, Joaquim Navarro-Valls, a confirmé, jeudi 25 novembre, que Jean-Paul II se rendra en Belgique du 13 au 15 mai 1994. Le pape visitera, à l'automne suivant, trois pays africains (anglophone, francophone, lusophone) pour conclure le synode des évêques sur l'Afrique qui aura lieu à Rome en avril. Il ira pour la première fois, « avant l'été », au Liban. Enfin, M. Navarro-Valls n'a pas confirmé les rumeurs selon lesquelles le pape irait dès Noël 1993 à Jérusalem, mais a souligné que ce voyage historique figurait bien parmi les projets du pape pour l'an prochain. Sa date dépend de l'issue des négociations entre le Saint-Siège et Israël pour la normalisation de leurs relations diplomatiques.



n signé Louis Vuitton



مكتبة النهر

TOXICOMANIE

Les difficultés de la lutte contre le sida

Trente jours contre la drogue

Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a, jeudi 25 novembre, remercié Charles Pasqua d'avoir apporté, en tant que ministre de l'intérieur, non seulement sa compréhension mais aussi son soutien aux actions qui doivent concilier l'ordre public avec les exigences de la santé publique qui nous imposent de réduire les risques de contamination. Le ministre délégué à la santé s'exprimait dans le cadre d'une journée que le département des Hauts-de-Seine - dont M. Pasqua préside le conseil général - consacrait à la lutte contre la drogue.

L'urgence, de plus en plus grande, de la prévention de l'épidémie de sida chez les consommateurs de drogues par voie intraveineuse - un quart d'entre eux au moins sont infectés par le virus - permet-elle d'en finir avec le litige qui oppose depuis longtemps une logique « sanitaire » à une autre, « répressive » ?

Il y a un an, la « guerre à la drogue » déclarée par Paul Quilès, alors ministre de l'intérieur, avait déclenché une vive polémique au sein du gouvernement. Bernard Kouchner, alors ministre de la santé et de l'action humanitaire, avait, officiellement, fait part de son désaccord. Pierre Bérégovoy avait tenté de désamorcer le conflit en qualifiant de « complémentaires » les actions des deux ministères. Un mois plus tard, l'association Médicins du monde, qui avait lancé dans la capitale un pro-

gramme d'échange de seringues, s'en prenait au préfet de police de Paris et dénonçait l'attitude « répressive » des forces de police envers les toxicomanes dans certains quartiers.

En présentant le nouveau plan de lutte gouvernemental contre la drogue, Edouard Beladur avait dénoncé, le 21 septembre, avec « une particulière solennité », l'ampleur considérable des ravages individuels et collectifs qui résultent de l'usage de stupéfiants en tous genres. Il avait aussi « nécessairement » la mise en place d'une commission « chargée de réfléchir sur les aspects souvent conflictuels » du problème. Le premier ministre avait fixé à la fin de l'année la remise d'une copie des experts, membres de cette commission (le Monde du 23 septembre).

Aujourd'hui, cette commission n'a toujours pas été constituée. Dans l'entourage de Simon Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, on indique que « rien ne sera fait avant le fin du mois ». Compte tenu des échéances fixées par M. Beladur, il ne restera donc aux experts, dans le meilleur des cas, qu'un mois pour réfléchir. Trente jours pour trancher la question des drogues dures, revoir la distinction entre usage et trafic, évaluer la pratique des produits de substitution, étudier le système de l'injection thérapeutique.

LAURENCE FOLLÉA

CATASTROPHES

Un an après avoir provoqué la mort de sept skieurs

L'avalanche de Val-Thorens garde son mystère

Un an après la mort de sept personnes sur une piste de ski de la station savoyarde de Val-Thorens (le Monde du 24 novembre 1992), une information a été ouverte par le juge d'instruction Yves Le Bideau. Celui-ci a également demandé une expertise nivologique, car aucune étude scientifique n'a été menée afin de mieux comprendre les causes de cette avalanche qui s'est produite dans un secteur dit « sécurisé ». Le 5 avril, le procureur de la République avait décidé de ne pas poursuivre les responsables de la station et le maire de la commune de Saint-Martin-de-Belleville, Georges Cunin (divers droite), et classé le dossier sans suite.

GRENOBLE

de notre correspondant

En déposant plainte, récemment, pour homicide involontaire contre le directeur du service des pistes de la station et le maire de la commune, les parents des victimes souhaitent mieux comprendre les circonstances de ce drame survenu sur l'une des pistes les plus fréquentées et considérées à tort, par les skieurs, comme le secteur le mieux sécurisé du domaine skiable de Val-Thorens. L'avalanche, partie de 2 850 mètres d'altitude, était venue faucher, 300 mètres plus bas et après un parcours d'environ 650 mètres, dix skieurs. Trois d'entre

eux parvinrent à s'échapper ou furent extraits par les sauveteurs de la gangue compacte qui les recouvrait. Leurs compagnons moururent étouffés sous l'énorme masse neigeuse qui avait envahi, sur une épaisseur de 2 mètres, l'un des « boulevards » de la plus haute station de ski d'Europe.

Les très mauvaises conditions météorologiques qui avaient prévalu au cours des semaines précédentes, et pendant une partie de la journée du 21 novembre, faisaient courir un risque aux skieurs ? Le parquet d'Albertville a estimé que les 3 mètres de neige, tombés en haute altitude, avaient été suffisamment bien « traités » par les pisteurs et les artificiers des pistes pour permettre l'ouverture du domaine dit sécurisé. Selon le rapport d'expertise du centre d'étude de la neige de Grenoble, l'avalanche de Val-Thorens était bien « d'origine accidentelle » et donc « imprévisible » (le Monde du 15 décembre 1992).

Le directeur de la protection civile de la Savoie, Bernard Arentz, estime aujourd'hui que les conditions météorologiques locales ont probablement été le « détonateur de l'accident ». En effet, au cours de la journée du 21 novembre 1992, un phénomène brutal d'inversion de température est survenu en altitude. Ce réchauffement soudain aurait modifié très rapidement la structure du manteau neigeux. Une croûte, d'une épaisseur d'environ 20 centimètres, se serait mise en mouvement à la suite de l'effondrement d'une couche de neige dans la face nord des arêtes de Tête-Ronde. « Ce phénomène météorologique, très localisé, n'a pas pu être identifié par les responsables du service des pistes, car il n'existe pas à l'heure actuelle de moyens techniques pour les détecter », déclare le directeur de la protection civile.

Un trait de crayon sur la carte

Le risque n'était pas, comme l'a tout d'abord laissé entendre le maire de la commune, inconnu du service des pistes de Val-Thorens. La coulée avait été parfaitement répertoriée sur la carte de localisation probable des avalanches, réactualisée à la veille des Jeux olympiques de 1992 par le Centre national du machinisme agricole et des eaux et forêts (CEMAGREF). Une flèche de couleur rouge indiquait précisément le tracé qu'elle emprunta le 21 novembre 1992. Toutefois, sur la carte, la zone de danger prenait fin, au dixième de millimètre près, en amont du lieu de l'accident, « ce qui représente l'épaisseur d'un trait de crayon sur le document réalisé par la division nivologique du CEMAGREF », estime un spécialiste des cartes d'avalanches. Cet aspect purement cartographique est-il toutefois suffisant pour exonerer la commune de toute responsabilité ? La suite de l'enquête judiciaire devra le déterminer.

A la différence d'autres secteurs jugés plus menaçants, la zone où s'est produite la coulée de neige meurtrière n'avait pas été équipée de système automatique de déclenchement d'avalanches « gazex » (1). Depuis l'accident survenu sur la piste Jean-Béranger, la station a installé, en toute hâte, ce type d'appareil. Mais elle n'a pas jugé utile de faire appel à l'un des deux services spécialisés dans l'analyse des mouvements du manteau neigeux et le traitement préventif des avalanches, le CEMAGREF et le service de rénovation des terrains de montagne (RTM).

« Les bénédictions des bureaux lointains ne sont pas obligatoires. Nous sommes aussi compétents qu'eux sinon plus dans un domaine qui ne relève pas de la haute sophistication, mais plutôt du simple bon sens », note le maire de Saint-Martin-de-Belleville. Une conception que partage entièrement le directeur de la protection civile de la Savoie, Bernard Arentz, qui n'a pas exigé la réalisation, par la commune, d'études complémentaires. Selon lui, « les gens des services des pistes ne sont pas des experts avérés, mais ils ont une grosse expérience sur le terrain. Cela suffit à compte tenu de la simplicité du lieu d'implantation des nouveaux « gazex ».

D'autres « mauvais coups » ?

Les spécialistes de la neige et des avalanches estiment que les conséquences de l'accident de Val-Thorens n'ont pas été sérieusement analysées par la délégation aux risques majeurs qui a été pourtant maintes fois alertée (2). Son directeur adjoint, Igino Tonelli, reconnaît qu'avec un budget de 35 millions de francs, on ne peut pas tout faire en matière de prévention. Les crédits mis à la disposition de la DRM sont coossacrés, ce qui, aux actions de prévention des inondations et aux crues torrentielles (6 millions), et à la cartographie des risques (9 millions). En 1993, 500 000 francs seulement ont été affectés aux études sur les avalanches.

« Nous imaginons que des cas de figure, comme celui survenu à Val-Thorens, existent ailleurs. Le coup de semonce du 21 novembre 1992 était l'occasion de s'interroger sur la gestion du risque sur les domaines skiables et sur les prescriptions à mettre en œuvre dans certaines stations », prétendent les spécialistes de la neige et des avalanches du CEMAGREF. A plusieurs reprises, ils ont exprimé leur inquiétude à la Délégation aux risques majeurs. Mais en vain.

Selon eux, l'accident survenu sur l'une des pistes les plus anciennes et les plus fréquentées de Val-Thorens ne doit rien à la seule fatalité. En effet, l'étude du tracé de la piste et l'examen détaillé des pentes qui l'entourent ont été réalisés il y a près d'un quart de siècle. A cette époque, les enquêtes nivologiques étaient rares et peu précises. Celles-ci ne furent développées systématiquement pour tous les projets de création ou d'extension de stations et de domaines skiables qu'après l'avalanche de Val-d'Izère, qui fit 39 morts en février 1970.

Il reste des secteurs de montagne, livrés au grand public avant 1970 comme la piste Jean-Béranger, qui n'ont toujours pas fait l'objet d'une réflexion approfondie et organisée de la prise en compte du risque d'avalanches, affirment des spécialistes de la neige. Selon eux, certaines pentes peuvent encore réserver de « mauvais coups ». En effet, les hivers exceptionnellement enneigés depuis la fin des années 80 ont probablement retardé le retour de quelques grandes coulées « oubliées ».

CLAUDE FRANÇILLON

(1) Ce système permet, à la suite d'une explosion provoquée de gaz, le déclenchement d'une avalanche.
(2) La DRM est rattachée à la direction de la prévention des pollutions et des risques du ministère de l'environnement.

REPÈRES

POLICE

Polémique juridique autour du « dépôt » des étrangers à Paris

Le tribunal de grande instance de Paris s'est déclaré compétent, mercredi 24 novembre, pour examiner la plainte déposée contre le préfet de police de Paris au sujet des conditions de rétention au « dépôt » des étrangers situés sous le palais de Justice (le Monde du 19 novembre). Cette décision rejette ainsi la thèse de la préfecture de police, gestionnaire du « dépôt », qui conteste la compétence du juge judiciaire, estimant le litige de la compétence du tribunal administratif.

Dans son ordonnance de référés, M^{re} Cochard, présidente du TGI de Paris, estime que « sont allégués des faits susceptibles de caractériser des atteintes à la liberté individuelle (...) par la réduction des droits de déplacement et de communication (...) et même (...) par une entrave à l'exercice des droits de la défense ». Sa décision constate que la loi « confère au juge judiciaire une compétence exclusive ». Tel n'est pas l'avis du préfet de Paris qui, à peine l'ordonnance rendue, annonçait qu'il avait saisi le tribunal des conflits. Une démarche qui risque de remettre aux calendes l'examen au fond d'une situation que Charles Pasqua a lui-même critiquée.

PUBLICITÉ

L'Agence française de lutte contre le sida déboute de sa plainte contre Benetton

L'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), qui avait intenté un procès à la société Benetton pour une campagne d'affichage publicitaire, réalisée du 15 au 21 septembre et représentant des pertes de corps humain avec un slogan « HIV-Positifs » (le Monde du 17 septembre), a vu, mercredi 24 novembre, le tribunal de grande instance de Paris juger son action en justice « irrecevable ». Le tribunal a estimé que les statuts de l'AFLS ne prévoient pas la défense des intérêts moraux des personnes séropositives et que cette association ne prouvait ni un préjudice qu'elle ne subit pas personnellement.

Le jugement a suivi certains arguments défendus par l'industriel italien, qui assurait que la campagne devait « mettre en lumière les vœux par lesquels le sida peut être transmis ». Les magistrats ont estimé que malgré le jugement moral qu'elle suscite et les répercussions qu'elle est susceptible d'avoir sur la sensibilité des malades, il n'est pas démontré que la publicité litigieuse dénie de tout commentaire dispense une information contraire aux objectifs poursuivis par l'AFLS.

UNIVERSITÉ

Alain Tranoy élu président à Poitiers

Alain Tranoy, professeur d'histoire, a été élu, le 8 novembre, au troisième tour de scrutin, par 70 voix sur 125 votants, président de l'université de Poitiers (Vienne). Il remplace René Giroud, dont le mandat arrivait à son terme.

[Né le 6 mars 1939 à Toul (Meurthe-et-Moselle), agrégé d'histoire (1965), Alain Tranoy a été assistant (1967), puis maître-assistant (1971) d'histoire ancienne à l'université de Poitiers. Docteur en lettres (1979) et professeur d'histoire ancienne et d'archéologie (1981), il a dirigé le département d'histoire (1979), puis la faculté des sciences humaines (depuis 1986) de l'université de Poitiers. M. Tranoy est membre, depuis 1987, du conseil scientifique de la Casa de Velazquez (Madrid). Il a été membre du jury de CAPES (1983-1985) et d'agrégation (1989) d'histoire et de géographie.]

SPORTS

Après l'élimination de l'équipe de France de la Coupe du monde

La démission de Gérard Houllier marque le début des grandes manœuvres au sein du football français

Gérard Houllier a démissionné de son poste de sélectionneur de l'équipe de France, jeudi 25 novembre, une semaine après l'élimination de la sélection nationale de la Coupe du monde 1994 par le Bulgare (le Monde du 26 novembre). Le ministre de la jeunesse et des sports, Michèle Alliot-Marie, a annoncé qu'un conseil fédéral exceptionnel aurait lieu, lundi 29 novembre. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française (FFF), pourrait démissionner lors de cette réunion.

Il aura fallu un peu plus d'une semaine pour que l'onde de choc de l'élimination de l'équipe de France de la Coupe du monde de 1994 finisse par ébranler les sommets du football français. Jeudi matin, une première tête, la plus fragile et la plus exposée, est tombée. Gérard Houllier a quitté le poste de sélectionneur de l'équipe de France qu'il occupait depuis seize mois, tout en conservant ses fonctions de directeur technique national au sein de la Fédération. Dans la carrière de Gérard Houllier, quinze secondes fatales à son équipe contre la Bulgarie, auront pesé plus lourd qu'un hilsen de 7 victoires en 12 matches officiels. Le sélectionneur a tiré les conséquences de la défaite, tout en confirmant qu'il avait songé à démissionner dès le soir du match.

Son départ n'est que la première secousse d'une rénovation en profondeur des structures du football français. Au moment même où le sélectionneur annonçait sa démission, le ministre de la jeunesse et des sports, Michèle Alliot-Marie, se chargeait d'annoncer, à l'issue d'une rencontre avec Jean Fournet-Fayard et Noël Le Graët, président de la Ligue nationale (LNF), la tenue d'un conseil fédéral exceptionnel, lundi 29 novembre. Officiellement, ce conseil devra désigner les personnes chargées de recruter le successeur de Gérard Houllier. Mais cette réunion pourrait enregistrer des décisions cruciales, notamment l'annonce de la démission de M. Fournet-Fayard.

Selon nos informations, le président de la FFF aurait pris, cette semaine, la décision de quitter son poste. De plus ou moins isolé, guidé vers la sortie notamment par Noël Le Graët, M. Fournet-Fayard ne voudrait pas constituer un obstacle dans l'indispensable renouveau du football français. S'il devait partir, le bureau fédéral devrait désigner un successeur provisoire parmi ses sept membres - parmi lesquels figurent M. Le Graët et Jean-Pierre Escalante, secrétaire général de la FFF, le plus cité pour un intérim - en attendant l'élection d'un nouveau président par l'assemblée fédérale en février.

Jeudi soir, M. Fournet-Fayard laissait toutefois planer un doute

sur sa décision en indiquant qu'il s'accordait « trois jours de réflexion » pour faire son « choix personnel ». Le président de la Fédération sortait d'une réunion avec l'ensemble des présidents des ligues régionales. Avant-il été suffisamment ragailardé par le soutien de ces forces vives de la Fédération - qui se sont émues, dans un communiqué, des « nitiques » contre leur président - pour envisager de ne plus abdiquer lundi ?

Le vieux débat entre professionnels et amateurs

Au-delà de la question Fournet-Fayard, la réorganisation des instances dirigeantes du football est l'occasion d'une lutte d'influence entre les membres de la Fédération et de la Ligue, sur fond de vieux débat entre professionnels et amateurs. Les hommes de l'avenue d'Iéna, siège de la FFF, ont lu d'un mauvais œil les déclarations de M. Le Graët, qui demandait, après le match France-Bulgarie, que le football professionnel soit davantage représenté au sein de la Fédération.

Depuis, le président de la Ligue semble s'être rapproché du plan de réforme exposé par Fernand Sastre, ancien président de la FFF, au journal L'Equipe. Le coprésident du comité d'organisation pour la Coupe du monde 1998 propose qu'au côté de la ligue professionnelle, qui continuerait à s'occuper des équipes de première et deuxième division, soit créée une ligue amateur. L'ensemble serait coiffé par une fédération, dirigée par un conseil exécutif, qui garderait le contrôle de l'équipe de France.

Cette réforme, qui ne ressemble guère à une révolution, pourrait remettre en question des situations acquises au sein de la Fédération. Se posent alors les questions les plus épineuses : celles du choix des personnes qui se chargeront d'offrir au football français une nouvelle apparence.

JÉRÔME FENOGLIO

MONTAGNES, DESERTS

NOMADE

Documentaire
47, rue Montorgueil - 75001 Paris - 46.33.71.71

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

par Marc Berthiaume

75 F

Vuibert

Le Monde SUR MINTEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel :

3617 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire.

MON IMPER

IMPERIS ET PARKAS H & F
BURBERRYS, BARTONS,
GORE-TEX

Un cadeau de bienvenue vous sera offert.
63, Faubourg Poissonnière 75009 PARIS
Tél. : 48-24-46-96

الحكمان النحل

ILE-DE-FRANCE

Avec 2,2 milliards de francs d'investissements en dix ans

La région engage une politique de maîtrise et de valorisation des déchets

Le conseil régional a voté, jeudi 25 novembre, un programme d'investissements de 2,2 milliards de francs pour la maîtrise et la valorisation des déchets pendant les dix prochaines années. Ce vote a été acquis par 157 voix (RPR, UDF, GE, Verts, FN) et 48 abstentions (PC, PS).

La région produit un quart des déchets français sur 2 % du territoire national. Ils représentent actuellement 7,5 millions de tonnes par an. Parmi ceux-ci, 5 millions de tonnes de déchets ménagers, soit une moyenne de 1,28 kilo par habitant et par jour. Cette « production » pourrait atteindre 10 millions de tonnes dans vingt ans, si rien n'est fait.

Chaque année, 5 millions de tonnes de déchets vont dans des décharges. Fuite de place en Ile-de-France, le cinquième en a été expédié dans celles des régions voisines en 1992, contre seulement 40 000 tonnes en 1988. Une

situation qui ne peut se prolonger, d'autant que la loi du 13 juillet 1992 prévoit qu'à compter de 2002 les taxes décharges qui n'auront pas été fermées dans les prochaines années ne pourront plus accueillir que des déchets ultimes, c'est-à-dire ceux qui ne pourront plus être traités.

Sous la pression des écologistes (le Monde du 26 novembre), et à la suite de l'adoption, le 28 octobre, d'un plan régional de cinq ans, qui prévoit une véritable priorité pour l'environnement, l'exécutif RPR-UDF du conseil régional a présenté le 25 novembre ses propositions « pour maîtriser et valoriser les déchets ». Celles-ci prévoient d'investir 2,2 milliards de francs (en francs constants) sur les dix prochaines années, avec un effort important pendant les cinq premières (1,250 milliards). Elles devraient permettre de subventionner plus du quart des actions nécessaires pour le traitement des déchets ménagers.

Le plan régional prévoit un traitement des déchets près des lieux de production. Il faudra donc qu'en concertation avec les groupements de communes et les départements soient définies des aires de collecte. Elles devraient être de 150 000 à 250 000 habitants en zone rurale, et regrouper deux fois plus d'habitants en zone urbaine. Par contre, les centres d'enfouissement en grande couronne devront réserver une grande partie de leur capacité aux déchets ultimes de Paris et de la petite couronne, qui produisent les deux tiers des ordures ménagères. La région financera également la suppression des décharges sauvages.

La réalisation de plans plurianuels d'action fera l'objet de contrats d'objectifs appelés « Terres vives d'Ile-de-France » qui garantiront le financement des travaux, leur impact sur le milieu naturel et le taux de valorisation des déchets. Le SYTCOM, qui regroupe 4,7 millions d'habitants,

et qui gère trois usines de traitement, fera l'objet d'un contrat particulier en raison de son caractère interdépartemental.

Les élus écologistes ont estimé insuffisant l'engagement de 750 millions de francs qui sera contractualisé avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Celle-ci apportera 250 millions de francs provenant de la taxe de mise en décharge. L'autre partie du plan sera consacrée à des opérations en cofinancement avec les départements et les syndicats des communes.

Aux écologistes qui reprochent à la région de ne pas fixer les pourcentages des déchets qui seront valorisés, de ceux qui iront en décharge et de ceux qui seront incinérés, celle-ci répond qu'elle ne peut pas réglementer la collecte, qui est de la compétence des communes et des départements.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Recul du trafic en 1993

Le budget 1994 de la RATP mécontente les syndicats

Le trafic des métro, RER et bus parisiens devait être perturbé, vendredi 26 novembre, en raison de débrayages à l'appel de nombreux syndicats de la RATP pour protester contre le budget 1994. Une manifestation devait se tenir dans la matinée devant le siège de la Régie, quai des Grands-Augustins.

La RATP a connu une année 1993 difficile avec une baisse des recettes voyageurs de 2,8 % (à tarifs constants). Ce manque à gagner s'explique par un recul du trafic, particulièrement sur le métro (moins 0,5 % à offre identique), doublée par une augmentation du taux de fraude, qui n'a pas encore été chiffrée cette année mais fait perdre, bon an mal an, 500 millions de francs à la Régie. En 1994, l'entreprise table sur une reprise du trafic avec une progression des recettes de l'ordre de 0,9 %.

L'augmentation de la contribution des pouvoirs publics et du prix du billet (prévisions de + 5,2 % au 1^{er} mai) devraient compenser la baisse du versement transport dont s'acquittent les entreprises (moins 0,3 %) et le manque d'affluence des voyageurs. L'indemnité compensatrice de l'ordre de 6 milliards de francs, répartie entre l'Etat pour 70 % et les départements de la région Ile-de-France (30 %) sera donc en progression de 6,6 %. Le budget 1994, soumis au conseil d'administration de la RATP, vendredi 26 novembre, sera par nature équilibré avec une progression du budget de fonctionnement de 2,6 % à 20,041 milliards de francs et une augmentation des investissements de 13 % à 5,6 milliards de francs (le Monde du 26 novembre).

Il sera financé par les recettes voyageurs pour 37,5 %, par les employeurs au travers du versement transport (18,1 %), par les

pouvoirs publics (32,3 %), et d'autres opérations (produits exceptionnels, financiers...) pour le reste, soit 12,1 %. L'objectif est d'amener la contribution des voyageurs à environ 50 % dans les dix prochaines années, pour se rapprocher des tarifs pratiqués en province et à l'étranger, explique la direction de la RATP. Pour ce faire, la Régie pratique une augmentation annuelle des tarifs d'environ 3 points au-dessus de l'inflation.

Des jeunes embauchés

Par ailleurs, les effectifs seront maintenus à 38 000 personnes avec l'embauche de 1 500 jeunes et le « redéploiement » de 350 emplois provenant de la maintenance et de l'administration vers le service voyageurs. « Nous sommes une entreprise à ne pas réduire nos effectifs », plaide Jacques Rappaport, directeur général adjoint, chargé de la gestion, face à des syndicats qui réclament la création d'emplois supplémentaires et que l'embauche de 1 100 agents pour lutter contre l'insécurité dans le métro n'ait pas suffi à satisfaire.

« L'augmentation immédiate du pouvoir d'achat » figure également au rang des revendications syndicales. La RATP a proposé, le 19 novembre, une hausse des salaires de 1,8 % au titre de 1994 (pour une inflation estimée à 2 %) et une hausse de 0,5 % pour 1993 (inflation de 1,8 %), ce qui correspond à l'ont tient compte de l'ancienneté et de l'avancement sur deux ans, estime la Régie. « C'est inférieur à ce qui a été proposé aux fonctionnaires », contestent les syndicats. Une probable rencontre sur les salaires est prévue début décembre.

MARTINE LARONCHE

L'accueil des sans-abri

La Mairie de Paris va ouvrir un centre d'hébergement et d'insertion

Un nouveau centre pour les sans-domicile fixe devrait ouvrir ses portes au début de l'année 1994, dans le treizième arrondissement. Ce bâtiment s'inscrit dans la réorganisation de l'accueil des sans-abri, qui prévoit également la reconstruction du centre Nicolas-Flamel.

Lumière « éphémère », self-service, cuisine individuelle, chambres de trois lits, bureaux modulables, services sociaux, etc., ce bâtiment « salles de cours », le dépaysement des « passagers » du futur centre de la Poterne-des-Peupliers, qui auront connu les chambrées dantesques de Nicolas-Flamel, risque d'être complet. Début 1994, ce nouveau centre d'hébergement devrait se substituer progressivement au centre Nicolas-Flamel, qui sera en partie détruit au mois d'avril (le Monde du 24 novembre).

Cette réorganisation des centres d'accueil parisiens a été présentée

en 1991 par la Mairie de Paris à la commission régionale des institutions sociales et médico-sociales. Le dispositif comprendra à terme trois centres sur deux sites. Rue de la Poterne-des-Peupliers seront regroupés un centre d'hébergement d'urgence « classique » (192 lits, capacité doublée en hiver) et un centre d'hébergement « temporaire » (117 lits). Ce dernier devrait accueillir des sans-domicile relevant du RMI, afin de faciliter leur réinsertion sociale, pour une période de six mois renouvelable et moyennant une participation représentant 10 % de leurs ressources. Le bâtiment se trouve malheureusement éloigné de tout transport en commun.

Le centre Nicolas-Flamel, dont la reconstruction devrait être achevée en 1996, sera consacré à la réinsertion professionnelle, basée sur la formation aux travaux du bâtiment, en collaboration avec l'APPA. Elle aura lieu dans les ateliers techniques du bureau d'aide sociale, et les nouveaux bâtiments comprendront

198 lits. « Au total, cela représente un déficit d'une trentaine de lits par rapport à la situation actuelle (capacité maximale de 548 lits), reconnaît Monique Sassi, chargée de la précarité-pauvreté à la Ville de Paris. Mais un programme de construction d'hôtels sociaux devrait compenser cet écart ».

L'ensemble des dépenses d'investissement - 113,3 millions de francs, plus 4,1 millions d'équipement - est supporté par la ville. Le programme départemental d'insertion couvre les dépenses liées aux actions d'insertion sociale, d'hygiène et de santé, pour un montant de 7 millions de francs. L'Etat prendra en charge les dépenses de fonctionnement.

H. M.

Centre Nicolas-Flamel : 71, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris. Centre de la Poterne-des-Peupliers : 8, rue de la Poterne-des-Peupliers, 75013 Paris.

Devant le futur pont Charles-de-Gaulle

La Ville suspend l'abattage de platanes

La construction du pont Charles-de-Gaulle, qui doit franchir la Seine entre la gare de Lyon et celle d'Austerlitz, oppose toujours la Ville de Paris aux écologistes. Pour préparer le futur chantier, les services municipaux ont programmé l'abattage de trente-deux platanes du quai d'Austerlitz. Les défenseurs des arbres ayant appris que les tronçonneuses devaient entrer en action jeudi 25 novembre, vers 21 heures, ils ont lancé un appel à la mobilisation. Seuls quelques dizaines de militants ont bravé le froid humide des bords de Seine pour s'opposer à l'abattage.

Mais parmi eux figuraient deux conseillers de Paris, Jean-François Segard (Verts), arrivé sur sa bicyclette, et Jean-Marie Le Guen (PS). La Ville, de son côté, a préféré renoncer, pour l'instant, à cette opération nocturne.

En attendant, les défenseurs des platanes ont numéroté les « condamnés » de grands chiffres blancs et ont abattu les panneaux qui allaient dissimuler ce qu'ils estiment être « un crime contre la nature double d'une erreur urbanistique ». Pour eux, comme pour le groupe socialiste au Conseil de Paris, il y a mieux à faire actuellement dans la capitale que d'engloutir plusieurs centaines de millions de francs dans la construction d'un ouvrage qu'ils jugent non seulement inutile mais néfaste, car il attirera dans ce secteur un surcroît de voitures. Les manifestants doivent revenir samedi 27 novembre pour planter, à droit du futur pont, un arbre symbolisant leur opposition.

M. A. R.

Essonne

Le département embauche des CES

Le conseil général doit recruter deux cents personnes au titre des contrats emploi-solidarité (CES) d'ici à la fin de 1994. Les recrutements ont déjà commencé. En novembre, les services départementaux ont employé déjà quarante-six CES, jeunes de moins de vingt-six ans, demandeurs d'emploi de longue durée, mais surtout bénéficiaires du RMI (63 % des cas). La majorité de ces nouveaux salariés a été affectée à des chantiers d'environnement pour restaurer les espaces naturels sensibles. En 1994, l'activité des CES continuera de s'exercer en faveur de l'environnement, mais aussi dans les collèges pour de petites opérations d'entretien. D'autres pourront être mis à la disposition de comités sportifs ou d'établissements pour personnes âgées. Un enseignement professionnel théorique complète la formation pratique pour que ces CES abordent le marché du travail avec un métier en main. Le conseil général négocie actuellement avec les fournisseurs des accords contractuels d'embauche des personnels formés.

ALAIN MERCIER

Football américain

Crise de croissance des gladiateurs

L'enfant a grandi si vite qu'il peine parfois à tenir solidement sur ses jambes. Au début des années 80, le football américain n'était pas en France. Il n'était alors qu'une image, cliché encore assez flou de la kintologie américaine. Laurent Pleguez, un professeur de sport curieux de nature, l'a ramené d'un long voyage au Colorado. Il a cherché ses bagages d'une quinzaine de « carapaces », ces tenues de gladiateur dont s'enveloppent les joueurs. Peu de temps après, Laurent Pleguez et une bande de solides gaillards formaient le Spartacus de Paris, première équipe française de football américain.

Bien d'autres ont suivi, rivalisant d'imaginaire dans le choix de leur nom. Les Météores de Nogent, les Jets, les Caques bleus, les Hurricans, les Diablos rouges de Bagnolet... Phénomène totalement français, l'Ile-de-France a vu naître les dix premiers clubs français.

De cette joyeuse euphorie, il reste aujourd'hui plus de victimes que d'élus. Trompé par les mirages d'un bref effet médiatique et d'une courte envolée publicitaire, le football américain s'est cru prêt pour le grand saut. Les clubs ont poussé comme des champignons sur Paris et sa banlieue. Puis la province a suivi le mou-

vement. L'idée d'une ligue semi-professionnelle e même germé dans l'esprit de certains. Et six à sept mille personnes ne se seraient sur les gradins du stade Jean-Bouin à Paris, une fois l'an, pour assister à la finale du Casque d'or, le championnat de France de foot US.

A ces premières poussées de fibres succède, aujourd'hui, une érudite crise de croissance. La Fédération française de football américain doit composer avec des budgets souvent famélicques. Le nombre de licenciés, 4 000 à 7 000 selon les sources, stagne depuis plusieurs saisons. Et la finale du Casque d'or e dû s'écarter, cette année, vers un stade de banlieue moins prestigieux que l'enceinte de Jean-Bouin.

Ces temps d'auscultation incitent les clubs franciliens à se serrer les coudes. L'heure est à la fusion des équipes. Les uns embaument le gîte, d'autres mettent le couvert. Cette saison, les Castors de Paris ont rejoint les Sphinx du Plessis-Robinson pour former un seul club. Les premiers, champions de France en titre, ont offert en dot la participation à une coupe européenne. Les seconds, moins glorieux, possèdent deux biens très rares dans le football américain de l'Hexagone : un terrain synthétique et un partenaire écono-

mique. Ensemble, ils forment vers l'Europe et rêvent de croiser le fer avec des rivaux anglais, italiens ou allemands.

Pour freiner l'hémorragie, le discipline se cherche également de nouveaux adeptes. Ces derniers temps, elle a lancé des regards insistants vers le monde universitaire, certaine que les facultés parisiennes regorgent de gorbites assez solides pour résister aux chocs. L'idée semble bonne : aux Etats-Unis, c'est en collège puis à l'université que le football américain recrute ses joueurs. Pourquoi pas en France... La Sorbonne a déjà entendu l'appel. Sa toute nouvelle équipe, judicieusement baptisée les Jokers, pourrait donner de l'air à la discipline.

Les dirigeants français se penchent aussi sur l'épineuse question du rajeunissement des effectifs. Devant l'absence de jeunes pousses, la fédération a réagi en obligeant les plus fortunés à entretenir des équipes cadettes ou juniors. Le message semble peser clairement. Et ils sont nombreux, du côté du Plessis-Robinson, de Nogent ou de Paris, à croire, dur comme le fer de leurs casques, que le football américain devrait bientôt se relever de cette douloureuse crise de croissance.

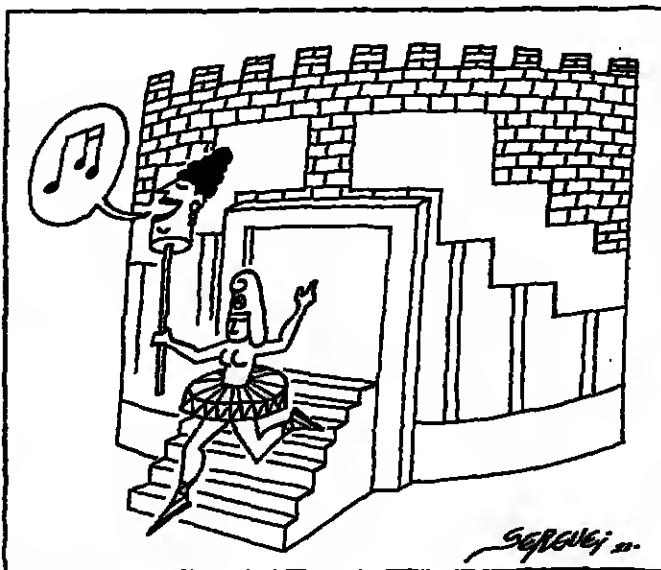
CINÉMA LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

- ALADDIN. Film américain de John Musker et Ron Clements, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 35-70-83) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; 35-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 6 (43-66-75-65) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; 35-66-70-62) ; Gaumont Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; 35-66-75-65) ; v.f. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 35-65-70-83) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; 35-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; 35-66-70-14) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; 35-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 6 (38-68-75-55) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; 35-65-70-82) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; 35-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; 35-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; 35-66-70-45) ; Gaumont Alésia, 14 (35-68-75-55) ; Miramar, 14 (35-65-70-38) ; Gaumont Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; 35-66-75-55) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; 35-66-70-47) ; Pathé Wepler, 16 (38-68-20-22) ; Le Genêt, 20 (46-36-10-98) ; 35-65-71-44).
- CHOMSKY, LES MÉDIAS ET LES ILLUSIONS NÉCESSAIRES. Film canadien de Mark Achbar, Peter Wintonick, Francis Miquet et Katherine Anals, v.o. : L'Entrépit, 14 (45-43-41-63).
- FAUT-IL AIMER MATHILDE ? Film franco-belge d'Edwin Sely, : Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; 35-65-70-74) ; Les Montparnasse, 14 (38-65-70-42).
- FERDYDURKE. Film franco-britannique-polonaise de Jerzy Skolimowski, v.o. : Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-42-26) ; 35-65-70-67) ; Aodon Christine, 5 (43-29-11-31) ; 35-65-70-82) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-69-19-08) ; 35-68-75-75).
- LE FILS DU REQUIN. Film franco-belge luxembourgeois d'Angèle Marlet : Gaumont Les Halles, 1^{er} (35-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2 (35-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-58-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; 35-68-75-75) ; Gaumont Gobelins, 13 (38-68-75-55) ; Gaumont Montparnasse, 14 (38-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79).
- GRAND BONHEUR. Film français d'Hervé La Roux : Europa Penthdon (ex-Réfil Penthdon), 5 (43-54-15-04).
- GUELWAAR. Film néo-écologique-français d'Ousmane Sembène : Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ; Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-20).
- L'HONNEUR DE LA TRIBU. Film franco-algérien de Mahmoud Zamouri : Epée de Bois, 6 (43-37-67-47) ; Le Selzac, 6 (45-61-10-80) ; Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, 16 (35-68-20-22).
- MAUVAIS GARÇON. Film français de Jacques Brel : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35) ; Gaumont Haute-faule, 6 (38-68-75-55) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; 35-65-70-81) ; Gaumont Opéra Française, 6 (38-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13 (38-68-75-55) ; Miramar, 14 (35-65-70-41) ; Montparnasse, 14 (38-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (38-68-75-85) ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22).
- LA PRÉDICTION. Film franco-russe d'Eldar Ruzmov, v.o. : Réfil Média salle Louis-Journé, 5 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 6 (43-58-36-14) ; Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-20).
- TRAHIR. Film français de Redu Mihailovic : L'Unité, 14 (42-78-47-58) ; Gaumont Haute-faule, 6 (38-68-75-55) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ; Sept Pernassiens, 14 (43-20-32-20).

Le Monde
PUBLICITÉ ÉVASION
Renseignements :
46-62-73-22

Nouveaux statuts, nouvelle direction, nouveaux projets

L'Opéra de Paris change de cap



■ **LES CHANCES D'UN NOUVEAU DÉPART.** — En annonçant, jeudi 25 novembre, toute une série de réformes concernant la direction artistique et les statuts juridiques de l'Opéra de Paris (le Monde du 26 novembre), Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, a montré sa détermination de mettre fin aux « malédiction » qui entravent la marche de l'établissement depuis sa création. Les mesures annoncées entérinent les conclusions du rapport que le ministre avait demandé, en juillet dernier, à Hugues Gall, directeur du Grand Théâtre de Genève, professionnel incontesté. Ce dernier devient, à compter d'août 1995, le directeur unique des salles Bastille et Garnier.

■ **DES PARTENAIRES PRIS DE COURT.** — Après l'annulation de *Madame Butterfly* à Bastille le 17 novembre, une nouvelle grève du personnel technique CGT intervient, cette fois à Garnier, le 27 novembre. Elle porte à nouveau sur des revendications catégorielles et semble sans rapports avec les décisions de M. Toubon. Le rapport Gall n'a, en effet, pas été communiqué aux personnels de l'Opéra, Jean-Marie Blanchard, actuel administrateur général de Bastille, dont le départ est annoncé, avec celui du président Pierre Bergé, pour le 5 février 1994, n'a pas plus été informé officiellement du plan de réformes. Il a regretté que « le monde politique n'ait pas les usages d'une société civile ».

« L'Opéra-Bastille est la mauvaise réponse à un problème qui ne se pose pas. C'est ainsi qu'Hugues Gall (1), qui avait travaillé aux côtés de Rolf Liebermann au Palais-Garnier dans l'époque glorieuse des années 70, pour aller ensuite diriger d'une main ferme le Grand Théâtre de Genève, commentait en mars 1990 ce qu'il était déjà convenu de qualifier ici et là de « monumentale bêtise » : la construction de l'Opéra-Bastille, en doublure de l'une des plus belles maisons lyriques du monde, le Palais-Garnier. La Bastille de Carlos Ott allait devenir le plus contestable et le plus contesté des grands travaux du président Mitterrand.

C'est aujourd'hui le même Hugues Gall qui se retrouve seul maître à bord non seulement de l'Opéra-Bastille mais aussi de son annexe, le Palais-Garnier, reconstruit entre-temps en « palais de la danse » — une reconversion qui, elle non plus, n'a pas fait l'unanimité. Un tel retournement laisserait pantois si on oubliait que l'Opéra, tout particulièrement dans la capitale, a toujours été le palais des extravagances. On pourrait écrire un mélodrame à partir des péripéties qui ont cessé de se succéder à la Bastille depuis son inauguration toute formelle du 14 juillet 1989, suivie d'une fermeture inopinée pour travaux, avant l'ouverture solennelle à marche forcée pour les *Trois hommes de Berlioz*, le 17 mars 1990 (sans évoquer la rocambolesque mise à pied de Daniel Barenboim, premier directeur musical pressenti, et le boycott de toute une partie du milieu musical international qui s'ensuivit).

Depuis l'ouverture, trois administrateurs généraux se sont succédés (MM. Gonzales, Hirsch et Jean-Marie Blanchard, toujours en poste), un décor s'est écroulé à l'Exposition universelle de Séville faisant un mort et une quarantaine de blessés; un rapport de la Cour des comptes a cruellement stigmatisé « une production insuffisante et des dépenses inconsidérées » (le Monde du 16 juillet); onze personnes, dont le président Pierre Bergé, proche du président Mitterrand, ont été mises en examen à propos de l'accident de Séville (le Monde daté 24-25 octobre); de nouvelles conventions collectives ont été signées dans la précipitation, elles étaient censées apaiser les conflits syndicaux traditionnels dans la maison, les grèves n'ont, pour autant, pas cessé. Pour aboutir à la dernière cessation de travail des techniciens CGT-SYN-TAC qui a provoqué l'annulation de la première de *Madame Butterfly* le 17 novembre. Dernière épi-

sode : cette même catégorie de personnel maintient un préavis de grève, mais cette fois à Garnier, pour les deux représentations, en matinée et en soirée, de *Picasso et la danse* samedi 27 novembre.

Réorganiser la vie lyrique en France

Les choses étant ce qu'elles étaient, on savait, à la veille des élections législatives de mars 1993, qu'un changement de majorité provoquerait plus que des intempéries. Dès l'échéance qui suivit, Jacques Toubon, devenu entre-temps ministre de la culture et de la francophonie, annonça qu'Hugues Gall dirigerait la structure biéphale de l'Opéra de Paris (Bastille et Garnier) à partir d'août 1995 et qu'une mission préalable lui était d'emblée confiée pour « réorganiser la vie lyrique en France ». M. Gall disposait de trois mois pour rédiger un rapport sur les fausses notes du bel canto dans la capitale et pour proposer ses solutions. Ce rapport a été rendu à Jacques Toubon le 29 octobre. Les effets ne s'en sont pas fait attendre.

Première décision, toute symbolique, mais dotée d'un poids particulier : Bastille et Garnier seront désormais réunis (au singulier) sous le même dénominateur d'Opéra national de Paris. ONP : la référence est claire au TNF de Jean Vilar et à un idéal culturel démocratique qu'il s'agira désormais d'appliquer dans une tout autre conjonction économique et idéologique. Les mesures — radicales — annoncées par le ministre en conférence de presse dans la matinée du 25 novembre semblent aller dans ce sens. Il s'agira de

rendre la grande maison chorégraphique et lyrique à l'ensemble de la nation qui la finance (à travers une subvention annuelle de 500 millions prélevée sur les deniers de l'Etat). Soit, outre le public parisien, les mélomanes de la périphérie et ceux des régions. Des représentations leur seront destinées en périodes de fêtes ou pendant les week-ends, d'avantage de spectacles seront offerts en matinées, les médias de service public, télévisions et radio, seront mis à contribution pour réaliser des « captations » systématiques — vieux serpent de mer quelque peu incongru, il faut l'avouer, en l'état actuel du paysage audiovisuel français.

Ces mesures, toutes pragmatiques, peuvent paraître secondaires au regard de la réforme structurelle, institutionnelle, juridique considérable qu'annonce à Bastille et à Garnier et qui ne manquera pas d'entraîner de violents mouvements sociaux. Il est cependant réconfortant que le discours de la nouvelle majorité ne s'exprime pas seulement en termes de statut, de décret, de mode de gestion et d'exploitation d'un établissement public industriel et commercial (EPIC) désormais contraint à mieux assumer son destin d'industrie « rentable » (lire d'autre part). Que, tout à l'heure, M. Gall et Toubon aient tout bonnement jugé le prix des places de première catégorie à Bastille trop élevé montre que le premier intérêt dans l'affaire (le consommateur) n'a pas tout à fait été oublié. Sans que la fourchette des tarifs actuels soit bouleversée (de 570 F aux environs de 100 F) et 250 F seraient beaucoup plus

nombreux pour chaque représentation. Espérons qu'il ne s'agit pas là d'un vœu pieux.

L'argument massif, et irréfutable, qui sous-tend le rapport Gall est le suivant : il n'est pas possible de représenter dans la même salle Verdi et Monteverdi, il n'est pas raisonnable de dilater aux dimensions de la scène de la Bastille *Così fan tutte* de Mozart ou *The Rake's Progress* de Stravinsky. Il faut donc revenir en arrière, renoncer à la répartition arbitraire qui attribue le ballet à Garnier, le lyrique à Bastille, et moduler l'utilisation des deux salles en fonction des besoins artistiques de chaque production. On sait que les équipements de la grande salle de la Bastille avaient été conçus, dans un premier temps, pour accueillir au moins 250 représentations lyriques par an. L'évaluation s'était vite révélée utopique. M. Gall propose de lui substituer le chiffre plafond de 365 représentations annuelles partagées entre les deux théâtres. La répartition se ferait comme suit : 165 représentations chorégraphiques environ, dont une petite cinquantaine à la Bastille; 200 représentations lyriques dont une bonne cinquantaine au Palais-Garnier. Le système de l'alternance pourrait, de ce fait, être mieux aménagé. Cette réorganisation des méthodes de travail devrait aboutir à un réexamen des toutes nouvelles conventions collectives.

Une gestion globale de la situation

Sans remonter jusqu'à Louis XIV et Lully, l'une des tares de notre Opéra national a toujours été de constituer, à l'égale de la Scala de Milan pour l'Italie, une vitrine du régime, un enjeu politique, un lieu de pouvoir et de représentation sociale. C'est peut-être en réponse à ce lourd passé que M. Toubon s'est engagé, jeudi, à n'exercer aucune ingérence dans son futur fonctionnement. Il a, de plus, fortement affirmé que le nouveau statut de l'établissement, mis en place dès février 1994 (le président Pierre Bergé et l'administrateur général de Bastille Jean-Marie Blanchard quitteraient la place le 5 de ce même mois), n'introniserait qu'un seul et unique patron. M. Gall sera, en août 1995, nommé directeur, avec les pleins pouvoirs artistiques et administratifs sur l'ensemble de la structure biéphale, et cela pour une période de six ans. Le directeur en titre sera tout bonnement assisté d'un conseil d'administration. Brigitte Lefèvre gardera la responsabilité du Ballet.

L'Opéra nouveau-né a son salon d'Achille. Pour des questions de

fonctionnement et de simple sécurité, il va falloir fermer Garnier. Les travaux de rénovation de l'intérieur du théâtre coûteraient 149 millions, auxquels s'ajouteraient 28 millions pour les premiers travaux de rénovation de la façade et de la statuaire. Entre septembre 1994 et décembre 1995 (durée probable des travaux), les danseurs du Ballet trouveront certes à s'employer. Une tournée serait déjà prévue au Japon, les portes de Bastille leur seront ouvertes, et peut-être celles de l'Opéra-Comique (même s'il n'est pas question de réintégrer la salle Favart au sein de l'Opéra national). Mais que vont devenir les personnels administratifs et techniques? M. Toubon a pudiquement déclaré qu'il souhaitait « une gestion globale de la situation ». Entendez : que les reconversions, suppressions des heures supplémentaires, mises au chômage technique, concerneraient solidement Bastille et Garnier. « La vocation du personnel de Garnier est de revenir à Garnier », a néanmoins déclaré le ministre. Reste qu'on parle officiellement de 100 suppressions d'emplois. La CGT porte ce nombre à 600.

Avec un art de la nuance qui n'appartient qu'à lui, Hugues Gall a évoqué ses rapports, réputés difficiles, avec Myung-Whun Chung, actuel directeur musical de l'Opéra : « Après ma nomination en 1993, je voulais à m'approcher de M. Chung. Nous venons comment s'organiser ou ne s'organiser pas notre collaboration... Quant à Jacques Toubon, il a eu le mot de la fin en déclarant : « Nous n'opérons cette importante réforme ni pour faire des économies, ni pour lâcher la bride, mais pour tenter de faire figurer l'Opéra parisien parmi les cinq meilleurs du monde. » Dans ce but, un effort d'investissement supplémentaire de 30 à 40 millions, réparti sur deux ans, serait consenti par l'Etat entre 1995 et 1997 afin de constituer rapidement un répertoire lyrique normalement exploitable. En effet, selon le futur directeur, « parmi les productions données à l'Opéra-Bastille depuis trois ans, le répertoire lyrique « utilisable » se limite à une demi-douzaine d'œuvres ». C'est sans doute la critique la plus lourde que l'on puisse adresser à un théâtre dont la mission était de proposer en alternance, au public le plus vaste, le plus grand nombre de chefs-d'œuvre incontestables.

ANNE REY

(1) Cité par Myrtozanos de Saint-Pulgent dans le *Syndrôme de l'Opéra*, « Accords », Robert Laffont, Paris, 1991.

Le diagnostic d'Hugues Gall, le futur directeur

Alors même qu'il était pressenti par Jacques Toubon pour prendre la tête, en août 1993, d'un Opéra de Paris restructuré, (le Monde daté 25-26 juillet), Hugues Gall était chargé par le ministre de la culture et de la francophonie d'un double expertise : donner son diagnostic sur la situation de Bastille et de Garnier; repenser les relations de l'Opéra national avec les scènes lyriques et les festivals de région. Le directeur du Grand Théâtre de Genève a rendu la première partie de son rapport le 29 octobre dernier. En voici de larges extraits.

■ **Le « pari Bastille » :** une illusion. — « De 1976 à 1990, les parisiens et les concepteurs de l'Opéra-Bastille ont, pour en justifier le principe, fait reposer la construction d'une nouvelle salle à Paris sur le postulat d'une « technologie libératrice » à laquelle chacun devrait trouver son compte : les orchestres, auxquels seraient offertes de nouvelles possibilités scénographiques, le public, qui pourrait voir davantage de spectacles à des prix plus abordables, et l'Etat, dont la participation financière au fonctionnement du nouvel Opéra devait rester modérée.

■ **Si, quatre années après l'inauguration de la nouvelle salle, l'ensemble Bastille-Garnier ne donne pas plus de 292 représentations par an, soit à peu près autant qu'en proposait l'ensemble Garnier-Favart au cours des deux dernières décennies, si la subvention de fonctionnement de 488 millions**

de francs versée cette année par l'Etat ne permet pas de couvrir les besoins du théâtre en état de marche », si chaque spectacle supplémentaire fait perdre un peu plus d'argent à l'Opéra, si, en un mot, le « pari Bastille » semble perdu, c'est d'abord parce que postulat de base était faux (...).

■ **Au contraire de l'objectif recherché, plusieurs des installations techniques dont a été doté l'Opéra-Bastille, soit parce qu'elles sont inachevées, ou mal conçues, soit à cause de leur complexité, contribuent à ralentir, et parfois à paralyser, l'activité du théâtre et à réduire les possibilités d'alternance des spectacles sur scène (...).** Enfin, en phase d'exploitation, les équipes de plateau de l'Opéra-Bastille sont contraintes de gérer des projets scénographiques démesurés, consommateurs d'heures et de personnels supplémentaires. Chaque représentation de la Dame de Pique réclame ainsi 33 machinistes et 16 électriciens, et la Flûte enchantée, 20 électriciens.

■ **La salle modulable :** à modérer. — « La « salle modulable » de la Bastille était appelée à devenir l'outil privilégié du nouvel Opéra en matière d'innovation artistique.

La jouée de la grande salle de la Bastille impose un souci permanent de fréquentation maximale; sa taille exige des mises en scène lourdes et coûteuses, et exclut des productions réalisées à une petite échelle, vari musicales que scénique. Ses dimensions excluent également que de jeunes voix soient

appelées à s'y produire sans risques exagérés. Ainsi se prête-t-elle mal à une politique d'innovation ambitieuse (...).

■ **L'absence d'une salle de petites dimensions, modulable ou non, condamne donc les dirigeants de l'établissement à réduire la prise de risque qui s'attache à une politique de création ambitieuse. Elle limitera notamment la présentation d'œuvres du répertoire baroque, qui se prête mal aux salles de grandes dimensions, et qui demeurera sans doute pour un temps l'apanage de la salle Favart.**

■ **Il est donc souhaitable qu'une salle plus petite, modulable ou non, et qui pourrait s'être très sagement équipée, soit construite dans l'espace originellement assigné à la salle modulable. Tant que cette salle ne sera pas achevée, la politique de création de l'établissement sera enfoncée dans des limites trop étroites. Elle devra toutefois être plus active qu'elle ne l'a été jusqu'à présent : le rythme d'une création lyrique par an, et de deux ou trois créations chorégraphiques, dont une à Bastille et deux au Palais Garnier, constitue tout à la fois une obligation et un objectif réaliste.**

■ **Orchestre :** l'hypothèse de l'embranchement. — « La mixité des spectacles donnée par les deux salles et le maintien pour chacune d'elle d'une vocation dominante pourrait conduire à donner 50 représentations lyriques à Garnier et 50 représentations de ballet à Bastille. La question principale est

celle de l'orchestre, qui dans sa formation actuelle ne pourra manifestement pas couvrir les besoins des deux théâtres, tels que définis ci-dessus. Plusieurs solutions sont concevables. Envisagée à l'origine, la création d'une formation « géante » de 220 musiciens environ, couvrant la totalité des besoins, présente des inconvénients artistiques et de gestion qui doivent conduire à l'écarter.

■ **Toutefois, dans la perspective d'une alternance de trois spectacles à la Bastille, et d'un nombre total de représentations avoisinant 365 pour les deux théâtres, l'orchestre actuel, qui est de 155 musiciens, ne permettrait pas de couvrir les seuls besoins de la Bastille. En revanche, un orchestre de 175 à 180 musiciens pourrait, au prix d'une répartition en deux groupes qui éviterait le retour au système de la tournée, couvrir l'ensemble des besoins de la Bastille, ainsi que la cinquantaine de représentations lyriques du Palais Garnier, et éventuellement une vingtaine de spectacles de ballet (...).**

■ **Dans le cas où l'orchestre serait maintenu à son niveau actuel, les orchestres invités devraient couvrir une part essentielle des besoins du théâtre. En revanche, un orchestre de 180 musiciens couvrirait l'ensemble des besoins, à l'exception de 80 représentations au Palais Garnier au maximum. Cette solution serait donc à la fois moins onéreuse et artistiquement plus satisfaisante.**

CLÉS/Structures

■ **EPIC.** — Depuis le 2 avril 1990, l'Opéra de Paris répond au statut juridique d'établissement public à vocation industrielle et commerciale (EPIC). Dans ce cadre juridique, l'organisation des pouvoirs dépend néanmoins des réalités propres à chaque entreprise.

En vertu des dispositions actuelles, l'Opéra de Paris est dirigé par quatre personnes qui, toutes, détiennent un pouvoir autonome. Le président, Pierre Bergé, ne se contente pas de présider le conseil d'administration. Il est l'ordonnateur des dépenses et des recettes et pourrait, à ce titre, manier les rênes de l'établissement à lui seul. A ses côtés travaille un directeur général (Jean-Paul Chazal), chargé d'établir et d'exécuter le budget, d'engager et de financer le personnel permanent. Parallèlement, les administrateurs généraux (Jean-Marie Blanchard pour la Bastille, Brigitte Lefèvre pour Garnier), outre qu'ils veillent à la programmation de leurs saisons respectives, ont le pouvoir d'embaucher le personnel artistique. Les inerties, dissolutions des responsabilités, possibilités de conflit, recours à l'arbitrage du président, sont inévitables. D'autre part, dans ce système, une partie des dépenses ne peut être décidée qu'après l'accord préalable d'un contrôleur du ministère des finances.

■ **Un directeur unique.** — Un nouveau décret, voté au début de l'année 1994, permettra de rendre compte à posteriori des

fruits engagés, sous réserve de remise aux tutelles d'un rapport régulier. Surout, un directeur unique concentrera dans ses mains tous les pouvoirs, administratifs et artistiques, le déchargera des dépenses, rendra compte des recettes, signera les conventions collectives et conjuguera à sa guise les prérogatives des deux administrateurs généraux actuellement en fonction (ce qui n'empêchera évidemment pas d'en déléguer une partie). Le conseil d'administration sera présidé par une personnalité extérieure, qui n'a pas encore été nommée.

Le directeur de l'Opéra national de Paris bénéficiera désormais d'un mandat de six ans. En cas de départ anticipé, il pourra, au bout de trois ans, être secondé par un « directeur délégué » qui, une fois aguerri, prendra le relais. C'est par ce biais que va s'effectuer la passation de pouvoirs entre Pierre Bergé et Hugues Gall, futur patron de l'Opéra national. Ce dernier, directeur du Grand Théâtre de Genève, ne prendra son poste à Paris qu'en août 1995. Mais l'EPIC aura de nouveaux statuts dès février 1994. Pendant ces dix-huit mois, l'intérim sera assuré par Jean-Paul Chazal, l'actuel directeur général, dont les pouvoirs — strictement administratifs — seront élargis pendant cette durée. Simultanément, M. Gall jouera le rôle de « directeur désigné », ce qui lui permettra de signer des contrats et de mettre sur pied des productions.

A. R.

حكايا من الشمال

CULTURE

Correspondance : le débat sur le rôle des architectes des Bâtiments de France

A propos du « Crime de la rue de l'Abbaye » Patrimoine et règles du jeu

A la suite des articles parus le 21 octobre sous le titre « Les Démolisseurs sont revenus », nous avons reçu un abondant courrier qui, pour l'essentiel, va dans le sens des inquiétudes que nous avons exprimées. Deux réactions, en revanche, vont en sens contraire. L'architecte Heim de Balsec, dont François Chaslin critique un projet dans le sixième arrondissement sous le titre « Le crime de la rue de l'Abbaye », nous a adressé une lettre dans laquelle il défend point par point son parti. Chaslin, lui-même, le 21 octobre du Grand Prix national de la critique architecturale écrivait : « Soit on accorde à ces constructions une valeur strictement historique et archéologique, et il convient de les maintenir pieusement en l'état, soit on leur reconnaît une valeur plus générale et de nature poétique, et il faut maintenir la cohérence d'un paysage... Ou bien qu'on les rase. »

De son côté, Francis Chassel, chef du service départemental de l'architecture de Paris, et à ce titre leur supérieur hiérarchique, prend la défense des architectes des Bâtiments de France (ABF), et en particulier de celui des deuxième, sixième et neuvième arrondissements de la capitale.

A ses arguments nous opposerons une lettre parmi d'autres, celle que nous adresse Jérôme Perrin de l'Association 9^e Arrondissement.

Il n'est de mon dessein, ni de mon désir, de prendre part à la polémique qui introduit l'article de François Chaslin, relative à l'incertitude des architectes des Bâtiments de France chargés du contrôle des sites, qui toléreraient le maquillage, le simulacre, trahissant ainsi leur mission, le tout dans un parfum de spéculation et de foux.

Je ne suis pas en effet partie à cette querelle. Plus modestement, puisque l'occasion de cette attaque est une œuvre à laquelle je me suis attachée avec un respect et un amour du Vieux Paris, au moins égal à celui de votre collaborateur occasionnel (taut il est vrai qu'il n'est pas de monopole en la matière). Je souhaite réfuter certaines accusations inexactes, et redresser un certain nombre d'erreurs de son article concernant le projet en cours.

Ce faisant, mon but est d'éclairer les lecteurs et seulement cela.

L'immeuble (50 m² à rez-de-chaussée sur sous-sol avec trois petits étages + comble) n'est pas déssé mais seulement patiemment débarrassé de ses enduits intérieurs, cloisonnements, bêtériolites, surcharges diverses masquant les structures d'origine. Ces carages et curetages soignés s'accompagnent évidemment,

compte tenu de l'état de délabrement profond du bâti, de précautions multiples dont des étaiements provisoires, qui ne cherchent pas à faire croire à Dieu sait quoi, mais qui expliquent la lenteur de la réalisation.

2. Le sous-sol existant reste à sa place, tout comme le rez-de-chaussée qui n'est en rien surélevé.

3. En fait de rez-de-chaussée bas et peu ouvert, on y retrouve le rythme de trois grandes baies soulignées sur deux niveaux par les pilastres et les piles d'angle en pierre de toute hauteur, supportant les murs si caractéristiques de la construction parisienne au XVIII^e : blocages de plâtre en épaisseur dans des structures en bois.

4. On ferme à nouveau les fenêtres : aucune fenêtre n'est rebouchée dans ce projet.

5. Opération de maquillage : c'est tout le contraire d'une opération de maquillage puisque le maître d'ouvrage accepte de consacrer la somme d'argent nécessaire pour restaurer dans ce bâtiment tout ce qui pourra l'être, et en particulier tous les éléments en pierre comme les pilastres, piles d'angle, ébrasements, encorbellements, etc., ce qui montre bien par ailleurs que ce bâtiment n'est pas si pauvre qu'on veut maintenant le dire.

6. Les piles en pierre ne sont pas décoratives ; elles sont restituées et restaurées telles qu'elles se trouvent, y compris l'encorbellement en pierre sur l'angle Abbaye-Ebbaudé, l'ensemble sur les deux premiers niveaux existants.

7. Il n'y a pas dans cet immeuble d'entablement fictif. La corniche est conservée telle quelle, avec ses mouvements propres ; elle ne sera donc pas pourvue de nouvelles moulures et d'absurdes dentelles.

8. Sur le toit, il n'y a aucune modification des lucarnes strictement conservées en leur place et forme actuelle.

9. Non seulement les cheminées ne sont pas démolies, mais elles sont conservées et restaurées pour être réutilisées dans les étages avec la remise au place de foyer à feux ouverts.

Voici donc ramené à de plus exactes proportions le massacre et mon crime. Il convient, me semble-t-il, de dépassionner la querelle. M. Chaslin défend une optique archéologique assez surprenante : elle consiste à laisser les choses en l'état, à consacrer la ruine progressive reconnue comme un bien, à considérer toute réfection, fût-elle respectueuse du bâtiment d'origine comme un crime. Je défends une optique de rénovation qui a pour maître mot la probité et le respect de l'histoire. Il en résultera un immeuble dans l'esprit de ce qu'il fut à l'origine.

Un exemple de cette vision des choses a été réalisé par le signataire de la présente, place Furstenberg, et a été, semble-t-il, apprécié unanimement et consacré par le prix du Losange d'or de la FNAIM en 1985. Dans le cas de la rue de l'Abbaye, la discussion est rendue plus confuse par le fait que les détracteurs du projet s'obstinent à considérer qu'il s'agit d'un immeuble du XVI^e siècle avec ses échoppes moyennageuses, alors que ledit immeuble n'a pu être bâti qu'après la création de la rue Cardinale, c'est-à-dire aux environs de 1720, époque où l'architecture de cet endroit était sous la responsabilité des ecclésiastiques de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

Que donc le public se rassure. Il n'y a ni rectification, ni pastiche, ni faux. Seulement la rénovation d'un immeuble ancien du XVIII^e siècle très parisien, faite en conservant tout ce qui peut l'être et en respectant dans l'indéfectible remise en état ce qu'il fut à l'origine : crime ou noble dessein, le débat est ouvert... ou la cause entendue.

RENAUD HEIM DE BALSAC
Architecte

Les deux articles du Monde du 21 octobre 1993, réunis sous le titre global « Les Démolisseurs sont revenus », font planer sur le service départemental de l'architecture de Paris les plus graves soupçons de laxisme ou d'incompétence et nécessitent donc de ma part les éléments de réponse suivants : les exemples choisis pour illustrer le prétendu saccage de Paris ne sont pas parmi les plus convaincants. Rue Férou, il a pu être possible de démolir une petite maison sans grand intérêt, hormis un élément de décoration sculpté du siècle dernier, qui sera préservé. Deux pigeons sans grâce serviront ainsi, si le permis est accordé, à caler une construction modeste qui sera dans la continuité et la hauteur des maisons voisines. Si l'on doit protéger le n°7 de la rue Férou, alors que l'on dise tout de suite que tout le quartier Saint-Sulpice doit être exactement et intégralement préservé. Ce serait un choix, dont il faudrait débattre et pour lequel il faudrait se doter d'instruments adaptés : secteur sauvegardé ou ZPPAU par exemple.

Quant au prétendu « crime de la rue de l'Abbaye », mauvais titre cachant un mauvais scénario d'article, il semble que son rédacteur ait tout simplement oublié de s'informer ; il ne l'a en tout cas pas fait auprès du principal « accusé », M. Duval, qui aurait pu compléter son information. Le projet incriminé avait été discuté avec des spécialistes des monuments historiques et il n'avait pas semblé impossible de tenter sur ce bâtiment, très modifié par les siècles, une restitution d'arcades qui semblaient plausibles en l'état du dossier. Les premiers travaux réalisés montrent que le parti historique tenté en 1988 était basardé, ce dont M. Duval a rapidement tiré les conséquences. Le parti initial devrait donc évoluer sensiblement. Au-delà de ces deux cas que je persiste à considérer comme mineurs, l'affaire m'inspire les considérations suivantes :

- en architecture, le débat est non seulement souhaitable, mais nécessaire. On ne doit pas le confondre avec la polémique, dont l'excès décrédibilise le pro-

pos. Les expressions de « crime » et d'« administration déboussolée » sont totalement hors de propos, c'est le moins qu'on puisse dire ;

- une nouveauté qui, j'espère, ne fera pas jurisprudence dans la critique architecturale ni au journal le Monde, c'est l'attaque personnelle. Je m'étonne qu'en ces matières austères et dans un journal réputé intelligent, on attaque un homme sur le fait qu'il soit en fin de carrière et comme présumé sans forces. A quand, pour lancer un débat, on s'en prendra à son sexe, ou à la couleur de peau, ou à la religion ? On peut maintenant, je crois, s'attendre à tout.

Eo vérité, au-delà du sensationnel qui est le seul angle d'attaque de ces deux articles (exemples mal choisis, choix de boues émissaires, qualifications exagérées), il est vrai qu'il y a un réel débat, que Paris perd peu à peu son âme et qu'il faudrait, en particulier, doter Paris de véritables règles du jeu architecturales, établies *a priori*, définies et acceptées par la Ville et l'Etat et connues des acteurs économiques - investisseurs, maîtres d'ouvrage et architectes. Paris est une bien trop belle ville pour que la sauvegarde de son patrimoine se décide et se définisse au coup par coup en fonction des permis de construire qui naissent ici ou là. L'actuel plan d'occupation des sols de Paris distribue des droits à construire. Les architectes des Bâtiments de France parisiens ne peuvent aller totalement à l'encontre de l'esprit de ce texte. Il faudrait donc, à côté ou au-dessus du POS, définir une réelle politique patrimoniale parisienne. Tel serait le vrai débat, digne du Monde, mais que, malheureusement, les articles de M^{lle} de Roux, Edelmann et Chaslin ne contribuent guère à lancer.

En attaquant sans nuances la principale institution qui se bat pour la protection de Paris, les auteurs précités ont choisi leur camp. Les « démolisseurs » sont bien revenus, ils ont même trouvé de nouveaux alliés.

FRANCIS CHASSEL
Chef du service départemental de l'architecture de Paris

renverrait pas. M. Chassel le sait. Que certains ABF aillent ici ou là compéter et courage, que plusieurs services de la Ville de Paris relèvent eux aussi d'une réforme profonde, cela est certain. Cela ne retire rien à la responsabilité des ABF dont le statut est doté de pouvoirs extrêmement étendus. Enfin, pour parler de zone de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU), encore faudrait-il que M. Chassel soit en mesure de coordonner les actions et les doctrines parfaitement divergentes de ses collaborateurs.

F. E. et E. de R.]

Désolation dans le 9^e

Avec quelques semaines de retard, nous tenons à vous adresser toutes nos félicitations pour votre article du Monde daté du 21 octobre dernier sur le fonctionnement dramatique en général des services des Bâtiments de France, et tout particulièrement ceux de M. Duval. ABF en charge des deuxième, sixième et neuvième arrondissements. Votre article décrit parfaitement les sentiments simultanés de désolation et d'exaspération que l'on retire de chaque entretien qu'a bien voulu nous accorder M. Duval.

La désolation provient, comme vous le dites :

- de la grave pénurie de moyens mis à la disposition de M. Duval : sur les dossiers sur lesquels nous avons questionné M. Duval, il n'avait généralement pas pu pénétrer à l'intérieur des immeubles concernés par des demandes de permis de démolir ! Comment s'étonner que le neuvième évolue dramatiquement vers un ensemble de façades-décor de théâtre, camouflant mal des constructions de béton à la place des volumes typiques du dix-neuvième siècle ;

- de l'indigence de l'organisa-

tion et du classement des dossiers, qui s'empilent comme dans les images d'Épinal du siècle dernier ;

- de la défaveur dont pâtit le neuvième arrondissement par rapport aux deuxième et sixième arrondissements, beaucoup plus prestigieux et historiques.

Où aurait pu ajouter que la rémunération des ABF est grotesque (une grève avait d'ailleurs été lancée il y a quelques années par les ABF. Paul Quilès étant ministre de l'équipement et, à ce titre, autorité de tutelle des ABF) ; d'ailleurs n'est-ce pas un début de réponse à votre interrogation de fin d'article sur la motivation des ABF : leur service dépend de l'équipement, et non pas de la culture. On pourrait en tout cas se demander si la rémunération et la pénurie des moyens n'expliquent pas le fait de nommer un architecte en fin de carrière, qui peut par ailleurs continuer d'exercer une activité libérale ?

JÉRÔME PERRIN
Association 9^e arrondissement

MAR. MER. VEN. SAM. 20'30
PROLONGATION
LA VOLIERE DROMESKO
Vertiges
nouvelle esquisse
au Parc de la Villette
LOCATION 42 74 22 77

Ecoutez voir
DERNIERE LE 4 DECEMBRE
THEATRE MONT-PARNASSE
PASSIONS SECRETES
"Un dramaturge et un poète... Des acteurs de premier plan... Une pièce magnifique."
J. NERSON
FIGARO MAGAZINE
43 22 77 74

ELYSEES LINCOLN - GAUMONT HAUTEFEUILLE - LES PARNASSIENS - LE LATINA
GRAND PRIX FESTIVAL MONTREAL 93
PRIN D'INTERPRETATION MASCULINE ET DE LA MEILLEURE PREMIERE OEUVRE
TRAHIR
UN FILM DE RADU MIHAILEANU AVEC JOHAN LEYSEN ET MIREILLE PERRIER nova

Ecoutez voir
COMMUNE
mise en scène Eric Vigner
27 novembre • 19 décembre
à Aubervilliers
48 34 67 67
la pluie d'été
Marguerite Duras

Ecoutez voir
LE QUARTZ : UNE GENERATION DE CREATEURS
CREATIONS A BREST
CATHERINE DIVERRES "CES POUSSIÈRES"
ERIC VIGNER "LA PLUIE D'ETE"/DURAS
MATHILDE MONNIER "POUR ANTIGONE"
DOMINIQUE PITOIS "FAUST"/GOETHE
STANISLAS NORDEY "PYLADE"/PASOLINI
DIDIER G. GABILY "PHEDRE(S) ET HIPPOLYTE(S)"
MICHEL VUILLERMOZ "MASTER CLASS"/POWELL
CHRISTIAN TROILLAS "LE GRAND JEU"
CENTRE NATIONAL DRAMATIQUE ET CHOREOGRAPHIQUE DE BREST
LE QUARTZ 2-4 AVENUE CLEMENCEAU 29200 BREST 06 44 06 07

CINÉMA

L'HONNEUR DE LA TRIBU de Mahmoud Zemmouri, GUELWAAR de Sembène Ousmane
LA PRÉDICTION d'Eldar Riassanov, TRAHIR de Radu Mihaileanu

La chasse aux réalités fuyantes

Algérie, Sénégal, Russie, Roumanie. C'est à sa manière, quatre films puisent dans l'histoire de ces pays des leçons pour l'avenir et tentent d'approcher leur réalité mouvante. A la complexité de situations qui se prêtent médiocrement à la fiction, sont venues s'ajouter les difficultés de production et de tournage, dans des régions où le cinéma n'est pas une préoccupation prioritaire. Il faut aux cinéastes une bonne dose de courage pour tenter de relever de tels défis.

En adaptant le roman de Rachid Mimouni *L'honneur de la tribu*, Mahmoud Zemmouri a choisi le ton de la farce. Cette chronique de près d'un demi-siècle de l'histoire de l'Algérie est traversée de personnages truculents et délectables, et fait se bécoter événements dramatiques et épisodes burlesques. Il y avait là matière à un véritable film-fleuve, pour lequel le réalisateur a disposé d'un budget convenable, supérieur en tout cas à celui de ses films précédents (*Les Folles Années du twist* ou *De Hollywood à Tamanrasset*). Sans doute effarouché par l'ambition du projet et l'ampleur de la production, contrarié par des conditions de tournage pour le moins difficiles, Mahmoud Zemmouri semble avoir rendu les armes.

Sous les effets conjugués d'un scénario chaotique et d'une mise en scène relâchée, la confusion règne tout au long de *L'honneur de la tribu*. En renvoyant dos à dos le FLN et le FIS, le film risque fort de provoquer un débat agité, comme l'ont prouvé les projections organisées à la



Guelwaar de Sembène Ousmane

Cinéma de l'Algérie. C'est son principal mérite.

Guelwaar, de Sembène Ousmane, n'évite pas non plus l'écueil de la confusion, mais le film a le mérite de poser avec intelligence quelques questions graves. Celle-ci, notamment : les peuples d'Afrique peuvent-ils vivre dans le respect de leurs traditions si les États s'obstinent à s'en remettre à l'aide étrangère, européenne ou américaine, pour répondre à leurs problèmes sociaux et économiques ? Pour illustrer cette réflexion, le patriarche du cinéma africain a choisi de raconter « une légende africaine du XIX^e siècle », guerre autour du cadavre d'un défenseur de l'Afrique non corrompue, qui se conclut par la réconciliation des communautés, entre l'aide apportée par l'étranger. Cela ne

va pas sans langoureux ni maladroites, celles de l'interprétation et des dialogues surtout, mais l'éclat de la lumière africaine et, surtout, la dignité du propos les font en partie oublier.

Il n'est pas facile non plus de tourner à Moscou. Dans *La Prédiction*, la ville paraît grise, sale et décolorée. Une procession de taxis, klaxons bloqués et tous phares allumés, surgit du brouillard, tandis qu'un écrivain quinquagénaire rencontre son double et tente d'élucider le mystère de l'assassinat de son père. L'enquête l'amène à s'intéresser à Bériat et le conduit jusqu'à un bourreau du KGB, qui exécutait les ennemis du communisme dans un compartiment spécial du Moscou-Leningrad. Le personnage de cet exécuteur des sales besognes du pouvoir est fascinant, et son histoire est passionnante, mais ce n'est pas celle qu'Eldar Riassanov a choisie de raconter. Le réalisateur préfère s'attacher à l'improbable intrigue qui réunit l'écrivain et une jeune

filie (Irène Jacob) et qu'il traite en une succession de scènes sans originalité, nappées d'une musique insipide.

La Prédiction affirme la nécessité de quitter au plus vite un pays presque déjà mort, au bord de la guerre civile (« Ce n'est pas une émigration, c'est une évacuation »). Dommage que Riassanov, cinéaste pourtant expérimenté, n'ait pas su recréer à temps le propos de son film. Ce que le débutant Radu Mihaileanu a, en revanche, parfaitement réussi dans *Trahir*.

Le jeune cinéaste roumain, qui vit en France depuis une dizaine d'années, n'a pas choisi la facilité. A travers l'histoire d'un poète condamné à une longue peine de prison pour insulte à Staline et qui, pour retrouver la liberté, est contraint de collaborer avec la Securitate en dénonçant certains de ses amis, le film démonte les mécanismes d'un système qui repose sur la délation et la compromission. Tout le monde dénonce et trahit, parce que personne, ou presque, n'a le choix. Radu Mihaileanu a choisi de faire s'exprimer ses interprètes en français, qu'ils soient hollandais (Janus Leysen, qui incarne le poète), français (Mireille Perrier) ou roumains. Le parti-pris aurait pu être gênant et faire perdre au propos son authenticité, mais, au contraire, il renforce le climat d'étrangement et souligne le sentiment partagé par les personnages d'une perte progressive de leurs repères et de leur identité.

Le poète trahit pour pouvoir continuer à écrire et être publié, le succès de ses livres fait de lui un personnage enviable, puis une grande figure de la dissidence. Autant que de la délation et de la trahison, le film traite de la culpabilité et de l'imposture. Aux questions morales qu'il pose, Radu Mihaileanu répond par le cinéma, par l'affirmation d'un style de mise en scène, des partis pris de cadrages et de lumières qui emprisonnent les personnages et les inscrivent dans un monde fermé sur lui-même (on regrette seulement le recours inutile à la métaphore du cirque, lourde et usée depuis longtemps).

A l'instant où il sort de sa cellule, l'écrivain entre dans une autre prison, dant rien, pas même l'exil, ne pourra jamais le délivrer. Combien d'années faut-il pour que des êtres laminés par la dictature retrouvent la pleine conscience d'eux-mêmes ? De ces quatre films, *Trahir* est le plus réussi. Il est le seul à avoir été tourné dans des conditions « normales », le seul aussi qui se situe exclusivement dans le passé. Comme si la réalité présente de ces pays bouleversés se révélait trop fuyante pour le cinéma.

PASCAL MÉRIGEAU

La liste des salles partenaires où sont projetés les films sortis le mercredi 23 novembre figure page 17. Seul dans notre édition Rhône-Alpes.

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION

J.-M.F.

THÉÂTRE

ESCLAVES DE L'AMOUR à Gennevilliers

Dans la nuit sans fin

Ils sont des hommes et des femmes, réunis par le hasard dans une brasserie ouverte la nuit, no man's land en un temps indéfini, le début de siècle sans doute. Il y a des nappes blanches sur les tables, des murs noirs, un comptoir, des fenêtres obscures, une colonnade que la servante en longue robe grise déplace, sans rien changer à l'endroit, à son ambiance louche. Une curieuse ambiance pleine d'un mystère kafkaïen. Pourtant Kafka est présent une seule fois dans le patchwork de textes qui compose le spectacle de Marc François, *Esclaves de l'amour*. C'est le titre d'une nouvelle de Knut Hamsun, romantique et résignée comme un chansonnier réaliste des années 30, et qui raconte la fascination d'une serveuse de brasserie pour un client, lui-même fasciné par une vedette de cirque, « la dame en jaune ».

Parmi les auteurs utilisés, on trouve un peu Andersen et Lewis Carroll, beaucoup Dostoïevski, et même la Bible — il faudrait être extrêmement drôles pour les reconnaître. Ils brodent une tapisserie autour de thèmes dont la littérature n'est pas avare : le désamorçage amoureux, le malaise des corps empêtrés, comme dans un cauchemar à répétition, dans les pièges d'un monde impossible à appréhender, où ils ne trouvent pas leur place. Les personnages marmottonent, et puis ils dévient le vocable, criant leur solitude, leurs souffrances, leurs peurs, leur haine

affolée. Ils sont pitoyables et dérisoires, portent en eux la fatigue des nuits sans fin.

Ils sont blêmes et trébuchent sous l'éclairage jaune des lampes, puis dans la lumière pâle de l'aube et de nouveaux lampes... Il n'y a ni jour ni soleil. Seulement cette nuit qui s'étire jusqu'à l'écoeusement. Le spectacle non plus n'a pas de fin. Il répète une série de variations brillantes — violence, humour noir, tragédie, mélodrame — qui enferment les acteurs dans un vertige en spirale.

Meia, à force, la spéculation intellectuelle écarte l'émotion, remplace le vertige. Depuis la création du spectacle à Toulouse (*Le Monde* du 3 avril), mise en scène et interprétation se sont affinées. Le spectacle garde encore quelque chose de son caractère élastique, mais il avait alors une vraie insécurité, touchante. A présent, les gens, les éclairages, les objets composent un espace muvant en noir et blanc, et visuellement le spectacle est superbe. Quand les chaises sont rangées, quand un arbre aux branches maigres est apporté, cela pourrait s'arrêter là. On a compris le système, ne resta plus qu'à en admirer l'habileté.

COLETTE GODARD

Théâtre de Gennevilliers, 41, avenue des Grallions, 92230 Gennevilliers, métro Gabriel-Péri. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 17 heures. Jusqu'au 5 décembre. Tél. : 47-93-26-30. Places 110 F et 130 F.

ARTS

PABLO GARGALLO à la galerie Marwan Hoss

Un cubiste à Ephèse

Jusqu'ici l'œuvre de Pablo Gargallo avait été montrée, étudiée et commentée selon cette idée simple — et point fautive pour autant : que ce sculpteur, espagnol de naissance, français d'adoption, fut l'un des premiers à tirer les conséquences du cubisme et à les appliquer. Tout justifiait cette thèse : l'amitié précoce de Picasso, la chronologie des pièces, la pratique du découpage et de la soudure de tôles plâtrées et plâtes, le triomphe de l'épave et de l'illusion, la préférence donnée à l'évocation sur la description. La cause était entendue : du début des années 10 jusqu'à sa mort brutale en 1934, Gargallo avait été l'un des cubistes de la troisième dimension, comme Laurens, comme Archipenko, comme Picasso lui-même.

Ces certitudes n'ont qu'un défaut, dont il est temps sans doute de s'aviser enfin : elles se fondent sur une moitié de l'œuvre, elles ne rendent compte que de l'un de ses versants. Le sculpteur qui caillait et tordait le métal savait aussi tailler le marbre. Celui qui aimait réduire un visage à quelques courbes ouvertes sur le vide aimait aussi détailler et exalter les anatomies. Du contre-relief cubiste au modèle en ronde-bosse, il passait sans effort, naturellement, élégamment.

Les plâtres, les terres cuites et les bronzes de sa manière « classique » en apportent la preuve : ce moderne n'ignorait rien de ses lointains prédécesseurs hellénistiques et romains. D'après modèle ou de mémoire, il a exécuté nombre de nus féminins, la plupart sinueux et sensuels, exaltant les volumes du torse et des cuisses, l'arondi d'un sein, la souplesse d'un dos. Le marbre est poli, le bronze caressant, la terre cuite suggère le

grain de la peau. Baigneuses ou nymphes, déesses ou déesses ? Peu importe. Gargallo ne se soucie guère d'inventer ou de renouveler un sujet, mais seulement que ce dernier puisse servir de prétexte à l'éclosion des galbes et des poses. Les corps s'étirent, les jambes s'écartent. Venus naît et renaît, ni pudique ni innocente. Que l'une des œuvres les plus anciennes de l'exposition se nomme *Petite volupée à genoux* donne le ton. Si néo-classicisme il y a ici, il aspire à la grâce plus qu'à la grandeur, il est d'Ephèse et non de Rome, du côté de Maillol plutôt que du côté de Bourdelle.

Reste la singularité d'une sculpture tantôt cubiste, tantôt grecque. Il faut, pour s'en étonner, avoir oublié comment Picasso fait alterner manières et références, comment il finit de se rallier à Ingres vers 1917 avant de l'abandonner bientôt. Gargallo a compris la leçon de liberté, et qu'en art aucun procédé n'était supérieur aux autres, que tous pouvaient servir selon les motifs et l'inspiration. Aux portraits et études d'expression, la décomposition en plans évidés et architectures épurées convient, parce qu'elle contraind à un décryptage analytique des formes. Aux nudités amoureuses, la ronde bosse, le marbre et le bronze valent mieux, parce qu'ils font l'éloge du volume et de la matière. D'un style à l'autre, il ne s'agit que d'une juste répartition des procédés, afin que la sculpture soit plus variée, plus complexe, plus vraie.

PHILIPPE DAGEN

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, 75001 Paris. Tél. : 42-98-37-98. Jusqu'au 28 janvier.

23 AU 27 NOVEMBRE
HIP HOP WALTZ OF EURYDICE
30 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE
THE LAW OF REMAINS
MISE EN SCÈNE
Reza Abbou
NANTERRE AMANDIERS
LOC. 46 14 70 00 - 42 96 96 94

MAUVAIS GARÇON de Jacques Bral

Les premières séquences du troisième long métrage de Jacques Bral ravivent les (bons) souvenirs de ses précédents films, *Extérieur nuit* et *Polar*. Thomas sort de prison, il est en conditionnelle. Pour lui, Paris est un terrain de chasse — femmes à séduire, argent à voler. Bral filme en plans brefs, tactiques et mobiles, cela devient une sorte de documentaire sur un prédateur sympathique, animé en puissance féline par Bruno Wilkovich.

Thomas croise une très étonnante disquaire (Delphine Forest), elle n'est pas sensible d'abord à son humour, sa conquête sera un joli morceau ironique et athlétique. On en est au premier tiers du film, on ignore qu'il est pratiquement terminé. Le petit bonheur pépère des tourtereaux présente un intérêt plus que limité, malgré la complaisante exposition de leur anatomie. Annulant leur teste, les acteurs cessent bientôt d'être des corps pour une histoire, deviennent les possibles figurants d'une publicité pour les assurances-vie.

Quand le destin viendra frapper à leur porte, offrant le prétexte d'un ultime tour de piste « dramatique », il restera à attendre que le scénario arrive à son prévisible terme.

J.-M.F.

JAZZ TRIBUNE, LE MEILLEUR DU JAZZ CLASSIQUE.

Retrouvez JAZZ TRIBUNE en écoutant Michel Pacaud sur Europe 1 Samedi à 23 heures et gagnez 2 collections intégrales.

Benny GOODMAN "The Indispensable Benny Goodman - Vol. 3/4 (1936-1937)" est l'une des 10 nouvelles parutions JAZZ TRIBUNE disponibles en doubles CD Mid Price.

"Le jazz est certainement l'aventure musicale la plus formidable du XX^e siècle" Frank Ténor



DISQUE

COMMUNICATION

La discussion de la réforme de l'audiovisuel à l'Assemblée nationale

Le gouvernement envisage de consacrer « 500 à 700 millions de francs » au lancement de la « chaîne du savoir »

Le débat parlementaire sur le projet de loi visant à modifier la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication a commencé, jeudi matin 25 novembre, au Palais-Bourbon où le ministre de la communication a présenté le texte gouvernemental aux membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale avant le début de la discussion en séance publique, prévue les 3 et 4 décembre. Alain Carignon a notamment précisé que le gouvernement consacrerait « 500 à 700 millions de francs » à la création de la chaîne de télévision éducative.

M. Carignon est un ministre extrêmement belladurien. Il oppose à tout un front lisse et un profil rond. Il affecte de s'accommoder tranquillement des aléas politiques. De la contradiction ouverte que lui porte parfois son collègue de la culture, M. Toubon, autant que des divergences béantes qui s'expriment au sein de son parti, le RPR, ou au sein de la majorité gouvernementale, sur les dossiers dont il a la charge. Cela, pour l'instant, ne lui réussit pas trop mal.

Dans le huis-clos de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, jeudi matin 25 novembre, le ministre de la communication est donc resté fidèle au registre modéré qui est

le sien depuis neuf mois. Il a vanté avec beaucoup de conviction les mérites du projet de loi qu'il défendra en séance publique, en insistant pour que chacun veuille bien y voir un texte en « double rupture » avec « les quatre projets de loi sur la communication audiovisuelle déposés depuis 1981, d'abord parce qu'il respecte ce qui est acquis, ne cherche pas le changement pour le changement, ne vise pas à redessiner l'ensemble de notre système audiovisuel, a-t-il dit, ensuite parce que, pour la première fois, il n'insiste pas de nouvelles contraintes à la charge des entreprises audiovisuelles qui lui veut voir armées pour la concurrence et le défi technologique ». « Vous n'y trouverez donc pas, a-t-il souligné à l'adresse des députés, au risque de décevoir ceux pour qui l'alternance politique implique une nouvelle organisation de l'audiovisuel, le remplacement du Conseil supérieur de l'audiovisuel par une quatrième instance de régulation, la suppression de la présidence commune (de France 2-France 3), la remise en cause des autorisations des services privés... », etc.

M. Carignon a ensuite apporté diverses précisions sur les intentions du gouvernement.

Une enveloppe de « 500 à 700 millions de francs » sera affectée — au début de 1994, dans la loi de finances rectificative — au lancement de la « chaîne du savoir et de la formation », programmée pour la fin de l'année prochaine sur le cinquième canal. Cette nouvelle chaîne de télévision,

dont le capital sera « majoritairement détenu par des personnes publiques », verra ses statuts arrêtés par décret. La société constituée à cette fin « regroupera au maximum cinquante ou soixante personnes ». Son président sera élu par un conseil d'administration ou un directoire dont la composition devra « respecter le pluralisme ».

Celles des propositions de la « commission Campet » qui concernent les missions du service public « figureront intégralement dans les cahiers des charges des organismes du secteur public à compter du 1^{er} janvier, à l'exception des dispositions d'ordre structurel ».

Des amendements d'impatience

Pour favoriser la diffusion à l'étranger des programmes audiovisuels français, en particulier en direction des pays économiquement défavorisés, et permettre ainsi « à la France de mieux affronter la concurrence internationale, notamment celle des États-Unis, qui distribuent certaines émissions gratuitement », le ministre de la communication souhaite « un aménagement » de la perception des droits d'auteur.

Il présentera également, à la fin de l'année, « un Livre blanc de la production audiovisuelle qui comportera un certain nombre de suggestions de réforme destinées à renforcer notre industrie nationale des programmes ». M. Carignon ayant confirmé le dépôt, en 1994, d'un second projet destiné à fixer

une nouvelle réglementation de la télévision par câble et par satellite, le président RPR de la commission, Michel Péricard, a pré-dit des « amendements d'impatience ». « Je crains, a-t-il confié à l'AFP, que le gouvernement ait pensé qu'il diviserait en deux les difficultés alors qu'il risque plutôt de les multiplier par deux. Les réactions positives du rapporteur UDF, Michel Pelchat (Essonne) et des autres élus de la majorité, Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or) et Christian Kert (UDF, Bouches-du-Rhône), donnent toutefois à penser que le ministre de la communication ne rencontrera pas de résistance majeure en séance publique. Seul M. Didier Mathus, au nom des socialistes, s'est montré très critique à son endroit en l'accusant de défendre un projet qui « ne vise en réalité, a-t-il déclaré, qu'à défendre des intérêts particuliers, comme ceux de TF 1 ».

M. Carignon prétend ainsi devenir tout à la fois le meilleur défenseur de la télévision publique et le meilleur soutien de la télévision privée. S'il parvenait à camper dans cette position de grand écart sans trampes politiques, il conviendrait assurément de lui élever un piédestal. Ce serait la première fois qu'un ministre de la communication réussirait à concilier les deux logiques contradictoires qui, depuis la fin du monopole, valent mille tourments aux pouvoirs publics qui cherchent à les marier.

ALAIN ROLLAT

Les XV^e journées internationales de l'IDATE

Les communicateurs personnels sont en pleine expansion

Les XV^e journées internationales de l'institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (IDATE) ont mis en évidence, les 24 et 25 novembre, à Montpellier, l'essor des mobiles, des communicateurs personnels, et de l'image numérique, qui vont éliminer les « autoroutes » de l'information auxquelles les gouvernements réfléchissent.

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

« Notre vision de la communication est basée sur l'individu, pris dans son ensemble, et ses trois besoins fondamentaux : le dialogue « interne », nos impulsions, nos idées, nos priorités à gérer ; le dialogue « externe » avec les autres, car nous sommes des animaux sociaux ; et notre insatiable appétit d'information que nous cherchons, utilisons, puis oublions. Les réponses à ces besoins doivent s'enchaîner sans discontinuité », explique David Rogers, de chez Philips, qui résume ainsi les ambitions de General Magic, une société fondée en Californie en 1990, et rejointe par de puissants actionnaires : Apple, Motorola, Sony, ATT dès 1991, Philips en 1992, Matsushita en 1993. Ils lui ont fixé pour mission de « produire et influencer » les normes du futur, en particulier dans le secteur de la messagerie intelligente.

Mémoriser, communiquer, savoir : c'est donc en intégrant ces trois fonctions que General Magic élabore les concepts des futurs « communicateurs personnels », qui doivent s'adapter à nos façons de travailler.

Il s'agit, en particulier, de mettre au service de l'utilisateur des « agents » intelligents, c'est à dire des messages capables de déchiffrer leur destination, d'attendre sa réponse, de la réperturer, de faire coïncider des agendas pour mettre sur pied une réunion, d'explorer des bases de données, etc. Le tout à la pointe du doigt ou du crayon. En somme, l'industrie traditionnelle avait engendré des robots pour aider l'homme, l'âge de l'information invente les « knowbots » (de *know*, savoir). Et des outils « intimes » qui servent à la fois « à la maison et au travail, comme les lunettes », insiste David Rogers.

Toutes ces recherches présentées lors des journées de l'IDATE peuvent sembler esotériques, mais la rapidité de l'électronique à les incarner dans des produits va rapidement les mettre dans les boutiques. Ainsi, EO est une société (actionnaires : ATT, Matsushita, Marubeni, Olivetti...) qui vend un des premiers « communicateurs personnels ». Cette machine de la taille d'une feuille de papier, portable et capable de reconnaître l'écriture humaine

(plus ou moins bien, c'est là son talon d'Achille selon ses détracteurs) est à la fois un fax, un carnet d'adresses et de notes, un téléphone sans fil... « et s'il a deux oreilles, c'est pour entendre et bientôt reconnaître la voix », explique Hermann Hauser, de EO. Rendu optimiste par les 30 millions de fax, 21 millions de « boîtes aux lettres » électroniques, 10 millions de téléphones cellulaires mobiles, 12 millions de « pagers » (signaux d'appel) déjà en service dans le monde, il pronostique « 100 millions de communicateurs personnels en l'an 2000 ».

Un autre défi

Sans aller aussi loin, tous les industriels constatent que la croissance des télécommunications est tirée par celle des « mobiles », du « Bi-Bop » au radiotéléphone mondial par satellite. Et ils voient en même temps arriver à toute vitesse l'image numérique et ses énormes volumes à transporter.

Comment va s'organiser cette révolution de la télévision numérique ? Où va se répartir l'essentiel de l'intelligence et donc la valeur du système, dans le « central » qui communiquerait les flux d'images, ou dans le « terminal » qui les décompressera ? Qui doit payer ces terminaux ? Quelle interface choisir pour guider le spectateur à travers des dizaines de programmes et services nouveaux ? Ces questions n'ont rien d'évident, mais retrouvent d'importants intérêts. Ainsi, Microsoft présente-t-il ses produits, calqués sur sa logique de fabricant de logiciel. En Europe, France-Télévision, Thomson, la BBC et le CCETT participent à un programme européen AMMIS pour définir ces « langages » avec lesquels nous commanderons notre télévision demain. Une télévision qui sera plus personnelle et plus interactive, seul point de consensus, comme le relève Marc Tessier, de Canal Plus.

L'Europe est face à un autre défi, celui des « autoroutes de l'information ». Sur un continent en récession, il importe de créer un « espace commun de l'information », avance Michel Carpentier, responsable de la DG XIII (technologies) à Bruxelles, de construire les « infrastructures » d'aujourd'hui, dont l'importance égale celle des réseaux ferroviaires ou électriques dans l'économie qui s'ébauche. Les besoins sont immenses : la commission les estime à 150 milliards d'euros en dix ans. Mais les incertitudes sont aussi grandes. Pour mobiliser les ressources privées, comme aux États-Unis avec les annonces du tandem Clinton-Gore, comme au Japon, une impulsion publique européenne est donc attendue (le Monde du 24 novembre).

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

LETTRES

La démesure d'Anthony Burgess

Suite de la première page

Sa mère chantait et dansait, son père était pianiste dans un théâtre. Il fut le premier de sa famille à lire un livre, et même à écrire, ne fut-ce qu'une carte postale, précise-t-il. « Tout ce que j'ai fait, je l'ai fait moi-même, par moi-même. J'ai appris à lire tout seul, j'ai appris la musique tout seul... En fait d'émancipation, il y avait ce monde du spectacle, du divertissement populaire, et ce sentiment d'être exclu, banni de la communauté... »

Il ne cessa de faire l'Angleterre : en 1942, comme sergent-chef, pour Gibraltar et l'Europe ; en 1954, comme officier de l'éducation, en Malaisie et à Bornéo ; en 1968, définitivement, pour s'installer, après Malte puis Rome, à Monte-Carlo. Burgess fut un exilé de naissance. Sa langue lui manquait, dont il fut coupé pendant la majeure partie de sa vie d'écrivain. Son public comme ses racines spirituelles étaient en France : « La France a une tradition de dureté qui remonte à Rabelais. C'est la tradition dans laquelle j'aime me plonger : dure, avec ce côté intensément physique et satirique, et aussi cette vigueur néologique. Cette perpétuelle invention de mots pour rendre de nouveaux modes d'expérience, de nouvelles façons de sentir, est pour moi un besoin impératif. Rabelais représente la tradition européenne catholique... »

Le refus de la barbarie

Ce noyau de dureté intellectuelle, ce goût de l'invention des mots, on les retrouve dans le livre qu'on associe dorénavant à son nom, *Orange mécanique* (1962), inspiré par le viol dont sa première femme fut victime pendant la guerre. Le roman présente une image, nouvelle à l'époque, de la violence. Plus que la langue parlée par Alex et ses amis, cet argot futuriste inspiré du russe et de Joyce, et destiné, hors de toute idéologie, à exprimer la libido des adolescents, leur « trop-plein d'énergie », ce sont les images de violence transmises par le film de Stanley Kubrick qui le public a retenues. Burgess qui, en écrivant ce livre, avait voulu faire un « exercice de pardon », se sentit partiellement trahi par l'interprétation du cinéaste. En supprimant le dernier chapitre du livre, Kubrick avait ôté à Alex la possibilité d'évoluer et de se racheter comme le voulait Burgess.

Si aujourd'hui cette vision de la violence gratuite, éruptive, sans finalité, nous semble prémonitrice, elle parut à Burgess une simplification de son propos : il faisait en effet la distinction entre violence catartique et violence destructrice : « Quand nous créons, nous sommes violents ; nous obligeons le langage à se plier à nous. Quand nous changeons de gouvernement, nous sommes violents. Et dans l'acte d'amour lui-même, il y a un élément de violence. Ce qui est mauvais, c'est la barbarie, et la violence utilisée à des fins purement destructrices... »

Propphétique bien qu'il s'en défendit, Burgess le fut à bien des égards. Dans la Folle Semence (1962), qui reflète une conception cyclique de l'évolution historique, il imaginait les conséquences ultimes de la surpopulation : « Nous allons être confrontés, affirmait-il à propos de ce livre, à une situation où des individus de plus en plus nombreux ne travailleront jamais au cours de leur vie (...) de moins en moins de travail à offrir, de plus en plus de bouches à nourrir, de plus en plus de stress, de tensions et de responsabilités sur les épaules de ceux qui réussissent à travailler... » En réalité, il n'est guère de thèmes parmi les grandes préoccupations de notre époque que les romans de Burgess — ces « synthèses » du « grand savoir », des « grandes expériences personnelles et historiques », pour reprendre les mots de Kundera à propos du roman — n'aient traités, guère de maux qu'ils n'aient prévus ni de problèmes fondamentaux, à commencer par celui, éternel, du bien et du mal, qu'ils n'aient soulevés.

Non qu'il se soit souvenu de conclure ou de s'engager : « Un auteur ne devrait envisager d'autre engagement que celui de son fond de culture envers le cult de son faucon », dit l'un des personnages des *Plans sans labyrinthe* (1960). Affirmant sa liberté d'écrivain, Burgess insiste sur le fait que le roman est d'abord un divertissement. D'où ce tissage de vérités et de mensonges, d'argumentation sérieuse et de propositions saugrenues, de parenthèses inattendues insérées dans le cours d'un développement logique, d'apartés, d'interpellations et de digressions se succédant au gré d'une réflexion qui vagabonde et parcourt le temps et l'espace.

Comme dans *Ferraille à vendre* (1991), qui embrasse la totalité du siècle, des personnages imaginaires peuplent une Histoire réelle entre-



coupée d'anecdotes cocasses. Dans *Homme de Nazareth* (1979), Burgess suggère pourtant une solution au plus immédiat de nos problèmes — vivre avec les autres — et revenait pour ce faire à l'idée du Christ qui nous enseigne « une technique nouvelle, celle de la tolérance et de l'amour ». Dieu, dont est venu Jésus, Burgess le voyait comme « créateur et créature à la fois » : « Je vois Dieu comme une symphonie de Beethoven, se jouant tout le temps, avec la capacité de s'entendre elle-même pour son propre plaisir. » Un Dieu n'ayant pas besoin des hommes, parlait comme la symphonie qui inspira à Burgess peut-être le plus beau et le plus novateur de tous ses livres : la *Symphonie Napoléon* (1974).

Anthony Burgess, qui croyait en l'enfer et craignait d'y aller en raison de « son insuffisance, de son manque de charité, des défaillances de sa foi », n'aurait pas refusé d'avoir pour épitaphe l'une des phrases qu'il avait écrites : « Manipuler le langage de sorte à plaire au lecteur et à l'écrivain n'est pas chose à dédaigner. » CHRISTINE JORDIS

Bibliographie

- Voici les principaux titres de Burgess traduits en français :
- romans : *Orange mécanique* (Laffont, 1972), *Un agent qui nous veut du bien* (Gallimard, 1969), *la Folle Semence* (Laffont, 1973), *le Testament de l'orange* (Laffont, 1975), *l'Homme de Nazareth* (Laffont, 1977), *Symphonie Napoléon* (Laffont, 1977), *Du miel pour les ours* (Acropole, 1980), *Puissance des ténèbres* (Acropole, 1981), *Le pays nu pousse les glaces* (Gallimard, 1982), *Mansfield Enderby* (Acropole, 1983), *Dernières Nouvelles du monde* (Acropole, 1984), *le Royaume des méterènes* (Grasset, 1986), *Plans sans labyrinthe* (Grasset, 1989), *Ferraille à vendre* (Grasset, 1993) ;
 - un recueil d'articles : *Hommage à Quercy Yulip* (Grasset, 1988) ;
 - biographies : *Ce sacré Hemingway* (Fayard, 1979) ; *D. H. Lawrence ou le Feu au cœur* (Grasset, 1990), et *Mozart et Amadeus* (Grasset, 1993).

EN BREF

TF1 : suspension de la « Leçon d'amour ». TF1 a annoncé, jeudi 25 novembre, dans un communiqué, que l'émission « Leçon d'amour », programmée à 22 h 30 et remplacée le même jour, en dernière minute, par un épisode de la série « Duo d'enfer », était « suspendue jusqu'à nouvel ordre ». Le troisième numéro de l'émission de Bernard Balthier (« le Monde Radio-Télévision ») daté 21-22 novembre aurait été jugé insatisfaisant et inférieur « aux exigences de départ ». Une nouvelle formule de l'émission est prévue en janvier. Selon Christian Spitz, qui intervenait dans l'émission, « Leçon d'amour » est devenue la cible d'associations de téléspectateurs et TF1 a reçu de nombreuses lettres demandant sa suppression.

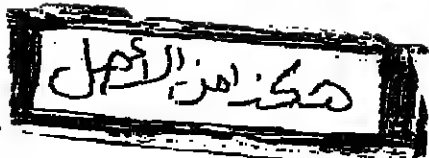
ARTE : un Emmy Award pour le documentaire sur Leni Riefenstahl. — La chaîne culturelle franco-allemande a reçu, lundi soir 22 novembre à New-York, l'Emmy Award de la section « art et documentaire » pour *Le pouvoir des images, Leni Riefenstahl*, un film réalisé par Ray Muller et coproduit par Arte, Channel Four, la ZDF, Omega Film et Nomad film. La diffusion sur Arte, le 7 octobre, (« le Monde Radio-Télévision ») des 3-4 octobre, de ce documentaire de 190 minutes consacré à la cinéaste du III^e Reich et, au-delà, à la responsabilité de l'artiste, avait été critiquée par certains députés de la

majorité au cours de la récente discussion budgétaire (le Monde du 17 novembre).

PUBLICITÉ TÉLÉVISÉE : Médiamétrie et GFK s'allient pour mesurer l'impact des spots. — Médiamétrie et GFK, l'institut d'études de marché allemand, ont annoncé, mercredi 24 novembre, le lancement, à la mi-1994, d'un système baptisé BehaviorScan, destiné à tester l'effet des campagnes publicitaires sur les ventes. Marketing Scan, Médiamétrie et GFK visent en priorité les fabricants de produits de grande consommation comme Procter et Gamble ou General Foods. Ce système, déjà proposé aux annonceurs allemands et américains, sera installé, pour un coût de 35 millions de francs, dans une ville française moyenne reliée au câble.

POLOGNE : le Sole 24 Ore prend le contrôle de Nowa Europa. — Le groupe de presse italien le Sole 24 Ore a conclu, le 12 novembre, un accord, révélé mercredi 24 novembre, pour la prise de contrôle du quotidien économique et financier polonais Nowa Europa. Fondé en 1991, Nowa Europa tire à 35 000 exemplaires. Le Sole 24 Ore, chef de file de la presse quotidienne économique italienne avec un tirage moyen de 320 000 exemplaires, détient désormais 53,8 % des parts de la société d'édition Wydawnictwo Nowa Europa Ltd. Le reste du capital est réparti entre des établissements financiers polonais.





La mise en œuvre du programme de privatisations du gouvernement

2,9 millions d'actionnaires chez Rhône-Poulenc

■ RÉUSSITE. Avec plus de 2,9 millions d'actionnaires individuels, la première privatisation d'un groupe industriel, Rhône-Poulenc, a été une réussite indéniable. Seul Paribas, en 1987, avait eu plus d'actionnaires (3,8 millions). Les ordres prioritaires des particuliers seront servis à concurrence de 16 actions pour 60 souscrites.

■ EMPRUNT. Comme dans le cas de la BNP, peu de titres de l'emprunt Balladur ont été apportés en échange d'actions Rhône-Poulenc. Les investisseurs convaincus de réaliser des plus-values rapides sur les actions préfèrent jouer sur les deux tableaux et conserver leurs obligations.

■ SURPRISE. L'annonce, dans la foulée des résultats de la cession de Rhône-Poulenc, de la mise sur le marché, au début de l'année prochaine, de l'UAP a surpris. Elle intervient alors que la première vague de privatisations, qui prévoit encore la banque Harvet et Elf-Aquitaine, n'est pas encore achevée. Le décret de privatisation devrait être publié au Journal officiel du samedi 27 novembre. Cette accélération du programme traduit la volonté du gouvernement de profiter de l'engouement des épargnants.

« Un succès tout à fait exceptionnel (...). Rhône-Poulenc a transformé l'essai de la BNP (...). Les privatisations à la française suscitent une très large adhésion de nos compatriotes. » Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, ne cache pas sa satisfaction, jeudi 25 novembre, en annonçant les résultats du placement des titres du groupe chimique et pharmaceutique. Avec ses 2,9 millions d'actionnaires particuliers, Rhône-Poulenc devient la deuxième société privatisée par le nombre de petits porteurs, derrière Paribas et ses 3,8 millions de particuliers lors de son retour en Bourse aux premiers jours de 1987. Les demandes se sont élevées à trois fois l'offre, la part réservée aux particuliers a été augmentée, passant de 47,5 à 52,3 millions de titres, mais cela ne suffit pas pour satisfaire intégralement le marché.

Une intéressante décote

Devenir est afflué, Bercy a décidé que les « titres seront réservés ou service des demandes prioritaires des personnes physiques ». En clair, les particuliers avaient la possibilité de passer deux types d'ordres : le A1 confère une priorité d'achat jusqu'à concurrence de soixante actions, et le A2 donnait une priorité d'achat dans la limite de

soixante actions supplémentaires, en cas de paiement par emprunt Balladur. Pour la catégorie A1, « la part des ordres allant jusqu'à seize actions sera servie intégralement ». Elle sera de quinze actions pour A2.

Si les petits porteurs paient leurs actions 135 francs l'unité, les institutionnels français et les investisseurs étrangers déboursent 146 francs. Ce prix, plus élevé, a été fixé après confrontation des besoins, selon la technique du « book building » ou

« construction du livre d'ordres ». Les 26,9 millions de titres alloués se répartissent entre les Français (36,25 %), les Américains (19 %), les Japonais (8,5 %), et la « reste du monde » (36,25 %). Quant aux membres rejoignant ou renforçant le noyau stable (Axa, le Crédit suisse, Fiat France, la Société générale et la BNP), leur ticket d'entrée est fixé à 149 francs, supérieur, comme coveau, de 2 % à celui retenu pour la tranche institutionnelle. Dans ces trois cas, les tarifs restent

néanmoins intéressants puisqu'ils offrent une décote allant de 14 % à 4 % par rapport au cours de l'action, qui s'échangeait à 153,90 francs jeudi 25 novembre.

Cette stratégie de vente à prix attractif, mais à un niveau supérieur à celui fixé par la Commission de privatisation (131 francs), pour éviter toute accusation de « bridage », s'avère payante. Car si la BNP avait bénéficié de son réseau bancaire pour placer plus la moitié des titres auprès de sa clientèle (1,6 million sur les 2,8 millions de particuliers), la situation est totalement différente pour Rhône-Poulenc. Malgré l'absence de réseau, la première privatisation industrielle du gouvernement Balladur dépasse par le nombre de souscripteurs celle de l'ancienne banque nationalisée.

« Ce placement est un succès si on se souvient des obstacles rencontrés par nos prédécesseurs quand ils ont cédé une petite partie du capital de Rhône-Poulenc au début de l'année », triomphait Edmond Alphandéry, jeudi dans la soirée. Seule différence, mais de taille, qui atténue ce coup de griffe : à l'époque, l'environnement boursier était pour le moins maussade. Les cours étant trop bas, le gouvernement Bérégovoy avait proposé l'action au prix du marché. Il n'avait pu instaurer de rabais, ce petit moins qui permet aujourd'hui de faire beaucoup plus.

DOMINIQUE GALLOIS

L'intérêt des petits porteurs

Société	Date de privatisation	Nombre d'actionnaires en millions
PREMIÈRE COHABITATION		
Elf-Aquitaine	Oct. 1988	0,300
Saint-Gobain	Déc. 1986	1,547
Paribas	Janv. 1987	3,804
Sogefal	Janv. 1987	0,850
Banque STP	Avril 1987	1,030
BNP	Avril 1987	0,523
CCF	Avril 1987	1,637
Alcatel-Alsthom (ex-CGE)	Mai 1987	2,237
Havas	Mai 1987	0,730
Société générale	Juin 1987	2,298
TF1	Juin 1987	0,415
Suez	Octobre 1987	1,600
Matra	Janvier 1988	0,285
DEUXIÈME COHABITATION		
Crédit local de France	Juin 1993	0,159
BNP	Octobre 1993	2,807
Rhône-Poulenc	Novembre 1993	2,900

Caisse des dépôts et consignations et ce pas avoir privatisé l'UAP, les deux plus grands investisseurs institutionnels français. La dernière privatisation de grande ampleur du gouvernement de Jacques Chirac aurait d'ailleurs dû être en octobre 1987 celle de l'UAP, mais, en faisant pression au dernier moment, Renaud de la Génie, président de Suez, obtint la priorité. Un calcul diabolique puisque le krach d'octobre 1987 rendait ensuite impossible toute déontologisation d'overgure.

Aux yeux des politiques, et avec ses multiples participations dans les plus grandes entreprises, la

première compagnie d'assurances française a toujours été auréolée d'une image de toute puissance, sans doute un peu exagérée.

Mais son caractère « stratégique » dans la capitalisation française est indéniable.

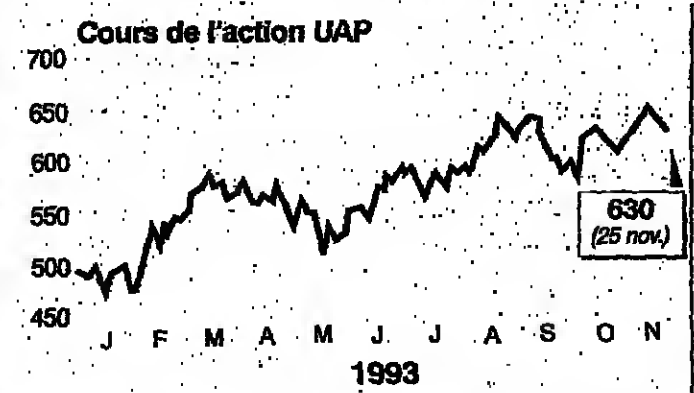
Or, comme le premier ministre ne privatiser qu'après avoir mis à la tête des entreprises des hommes politiques surs, il lui a fallu le temps de mettre en place la mécanique complexe d'un jeu de chaises musicales qui, en déplaçant Jean-Yves Haberer de Crédit lyonnais au Crédit national et Jean Peyrelevade de l'UAP au Crédit lyonnais, a finalement permis au début du mois de novembre, sans trop prêter le flanc aux accusations de chasse aux sorcières, d'installer Jacques Friedmann à la tête du premier groupe d'assurances françaises.

Un Jacques Friedmann qui - chose rare - est à la fois un ami de longue date de Jacques Chirac et un collaborateur proche d'Edouard Balladur.

Cela lui vaut les honneurs de conduire la première privatisation d'une compagnie d'assurances en France.

ÉRIC LESER

L'Union des assurances de Paris : + 26 % en 1993



Portée par la perspective de la privatisation, l'action UAP a gagné 26 % depuis le début de l'année, réalisant une performance double de celle de l'indice CAC 40. A son plus haut, le titre UAP enregistrait même un gain de plus de 35 % depuis le 1^{er} janvier.

CLÉS / L'UAP en bref

■ 140 milliards de chiffre d'affaires. - Premier assureur français et numéro deux en Europe, l'UAP a réalisé un chiffre d'affaires de 128 milliards de francs en 1992. En y intégrant la numéro trois allemande Colonia, dont l'UAP vient de prendre le contrôle, son chiffre d'affaires aurait été supérieur l'an dernier à 140 milliards et le volume des placements réalisés par le groupe approche les 700 milliards. De 1988 à 1993, sous la présidence de Jean Peyrelevade, la stratégie de la compagnie a consisté avant tout à se développer à l'international et à constituer un réseau européen. La part de son activité réalisée hors de France est passée en cinq ans de 35 % à 65 %, grâce à la prise de contrôle de Colonia, la politique d'acquisition axée sur l'UAP est terminée, à l'exception sans doute de l'acquisition d'une

société d'assurance-dommages en Grande-Bretagne dans les prochains mois.

■ Une rentabilité insuffisante. - La rentabilité de l'UAP reste son talon d'Achille. Les bénéfices avaient chuté de 71 % en 1992 à environ 1 milliard de francs en raison d'une année jugée « aberrante », notamment à la suite des grandes difficultés dans l'immobilier de sa filiale bancaire Worms, qui ont coûté 1,5 milliard de francs. Le résultat s'est redressé sur les six premiers mois de l'année pour atteindre un peu plus de 1 milliard de francs. Jean Peyrelevade s'était fixé pour objectif de retrouver une rentabilité de plus de 10 % des fonds propres, soit près de 4 milliards de francs de bénéfices par an, afin de rattraper le numéro un en Europe, l'allemand Allianz.

Divine surprise

Suite de la première page

En outre, la mise en place d'une action spécifique dans le capital d'Elf-Aquitaine et la constitution d'un noyau dur sont « des opérations très difficiles », reconnaît Edmond Alphandéry. Il n'exclut d'ailleurs pas la vente en plusieurs étapes de la participation de l'Etat dans Elf et même un paiement fractionné pour les actionnaires.

Pour l'UAP, les choses semblent beaucoup plus simples.

La compagnie ne devrait pas avoir le moindre difficulté à se constituer un noyau d'actionnaires stables. La BNP possède déjà 20 % de la compagnie publique (participation qu'elle va ramener à 15 %) et, compte tenu des liens entre les deux groupes, il était attendu que leurs dénationalisations se suivent du pas. L'assureur suisse Winterthur, qui détient près de 3 % de l'UAP, sera sans doute appelé à se renforcer au même titre que Saint-Gobain. Elf a déjà annoncé son intention de participer au tour de table de la compagnie. On peut également imaginer que les groupes belge Albert Frère et sud-africain Transatlantic, dans lesquels l'UAP a des participations et qui sont ses alliés en Belgique et en Grande-Bretagne, entreraient dans son capital. La famille Oppenheim, fondatrice d'actionnaire minoritaire de la filiale allemande de l'UAP, Colonia, serait également sur les rangs. Enfin,

ÉTRANGER

Afin de remplacer l'impôt sur le chiffre d'affaires

Les Suisses se prononcent par référendum sur l'adoption de la TVA

Les Suisses vont-ils remplacer l'actuel impôt sur le chiffre d'affaires (ICHA) par la taxe à la valeur ajoutée (TVA). Après trois tentatives infructueuses, en 1977, 1979 et 1991, le gouvernement invite les électeurs à se prononcer à nouveau par référendum, dimanche 28 novembre.

BERNE

de notre correspondant

Principale innovation de la réforme du système fiscal helvétique, l'introduction de la TVA devrait permettre à la fois d'harmoniser le régime fiscal suisse avec celui de ses voisins et de procurer de nouvelles recettes à l'Etat. Alors

que Berne s'efforce de se rapprocher de l'Union européenne, la TVA paraît mieux adaptée aux circonstances actuelles que l'ICHA, datant de la seconde guerre mondiale. Dans un pays où 60 % de l'économie repose sur les services, l'ICHA ne frappe que la production et les investissements, ce qui pénalise l'industrie d'exportation.

Pour mettre le maximum d'efforts dans son jeu, le gouvernement a retenu une solution de compromis entre les socialistes et les libéraux. Ainsi, exercice particulièrement ardu, les électeurs devront répondre à quatre questions liées à l'introduction de la TVA. Tout d'abord, ils auront à choisir entre un taux de 6,2 % et 6,5 %. Identique

à celui de l'actuel ICHA, le taux de 6,2 % procurerait 0,9 milliard de francs suisses de recettes supplémentaires. Le second taux de 6,5 % en fournirait 1,4 milliard, mais 500 millions de ce montant seraient annulés redistribués à l'assurance-maladie.

Les électeurs doivent répondre à une troisième question pour donner la compétence au Parlement d'augmenter, le cas échéant, la TVA de 1 %, pour financer les besoins de la Sécurité sociale. Enfin, on leur demande d'autoriser la Confédération à transformer en impôts de consommation spéciaux les droits de douane sur les automobiles et les huiles minérales, conformément aux accords du GATT et de l'Union européenne.

Alors qu'il se trouve confronté à un déficit budgétaire record de l'ordre de 7 milliards de francs suisses, le gouvernement fait valoir que ces nouvelles recettes sont indispensables à l'assainissement des finances fédérales. Il estime aussi que cette réforme renforcera la compétitivité des entreprises helvétiques grâce à la suppression de l'impôt sur les investissements, évalué actuellement à quelque 2,6 milliards de francs suisses. Autre argument avancé : avec un taux de TVA de 6,5 %, le plus bas d'Europe, la charge fiscale restera encore faible en comparaison internationale (31 % du PIB contre 44 % en France et 52 % en Suède).

Le gouvernement a calculé que la hausse de l'indice des prix

qu'entraînerait l'introduction de la TVA ne devrait pas dépasser 1,8 %. L'augmentation du coût de la vie qui en résulterait est une des principales critiques des adversaires de la réforme. L'extrême gauche voit dans la TVA un impôt indirect antisocial, car il frappe indistinctement tous les revenus. A droite, une opposition est également perceptible, notamment à l'égard du taux de 6,5 % jugé trop élevé. Les derniers sondages donnent une légère majorité à la TVA, mais le Conseil fédéral suit d'expérience qu'il n'est pas facile de convaincre le peuple d'accepter de nouveaux impôts.

JEAN-CLAUDE BUHRER

FINANCE

Pour la troisième fois en une semaine

Nouvelle et forte chute à la Bourse de Tokyo

TOKYO

de notre correspondant

L'indice Nikkei a poursuivi, vendredi 26 novembre, la chute accélérée entamée au début de semaine : il a perdu 496 points et atteint, à la clôture des marchés, 16 728,37 points. Lundi, la Bourse de Tokyo avait connu sa plus importante chute de l'année (556 points) après celle du 21 juin, suivie mercredi par une nouvelle baisse de 377 points.

Plusieurs facteurs contribuent à cette chute de l'indice dont l'un des principaux est l'annonce en fin de semaine par le gouvernement Hosokawa qu'il n'interviendrait pas pour soutenir le marché. L'absence de mesure de stimulation de l'économie, conjuguée aux mauvais résultats enregistrés en milieu d'année fiscale (qui s'achève en mars 1994) par les entreprises et enfin les incertitudes sur les intentions du gouvernement en matière de relance par la fiscalité, contribuent à une morosité généralisée qui affecta la

« Tant qu'il n'y aura pas de mesures concrètes de relance, il n'y a pas de raisons pour que se dessine un renversement de la tendance à la baisse », estime Joël Jewell, directeur de Crédit lyonnais Securities (Japan). Les acheteurs sont largement absents du marché où n'opèrent que les institutionnels. Certains observateurs avancent que le marché pourrait redécouvrir jusqu'à son niveau d'été 1992 (18 500 points). Ils ne s'attendent guère à une évolution positive avant que le gouvernement ne se prononce sur la réforme fiscale, peut-être en février.

PHILIPPE PONS

Après la crise monétaire de l'été

La Banque de France a reconstitué ses réserves

La Banque de France a annoncé, jeudi 25 novembre, avoir récupéré une trentaine de milliards de francs de devises supplémentaires, ce qui en 18 novembre 1993, annule son endettement net, toujours en devises, qui atteignait encore 14 milliards de francs le 10 novembre. Du coup, son bilan, pour la première fois depuis la fin juillet dernier, fait état de réserves nettes en devises, pour une quinzaine de milliards de francs environ. Si on interprète bien les chiffres de son bilan au 18 novembre, cela reviendrait à dire que la Banque de France a remboursé environ 80 % des 300 à 350 milliards de francs d'emprunts contractés auprès des banques centrales étrangères lors de la crise du franc à la fin de juillet, par l'intermédiaire du Fonds européen de coopération monétaire (FECOM). Cette rentrée de devises de 30 milliards de francs en une semaine, alors que le rythme hebdomadaire des rentrées atteignait 5 à 7 milliards de francs seulement ces derniers temps, a intrigué les observateurs, car elle s'effectue, pour l'essentiel, par un transfert d'échecs du Fonds de stabilisation des changes français au profit du FECOM. Quoi qu'il en soit, cette annonce a provoqué un vif raffermissement du franc vis-à-vis du mark, dont le cours est retombé à 3,4570 francs, au plus bas depuis la crise de fin juillet, date à laquelle le mark avait franchi son plafond de 3,4305 francs.

F. R.

ECONOMIE

SOCIAL

Sur fond de dégradation du climat dans l'entreprise

Le personnel d'Air Inter a déclenché des arrêts de travail

La journée du jeudi 25 novembre a été marquée par une succession d'arrêts de travail et de manifestations témoignant d'une certaine dégradation du climat social. A Air Inter, une grève-surprise a causé de sérieuses perturbations alors que la situation est tendue à la SNCF. Des débrayages étaient prévus vendredi dans les transports en commun à Paris et Lille.

Dans le cadre des « actions de harcèlement » annoncées ces derniers jours, les syndicats de personnel navigant technique et du personnel au sol d'Air Inter ont déclenché, jeudi 25 novembre, une grève-surprise qui a contraint la direction à annuler une quarantaine de vols. L'intersyndicale réclame « le retrait du plan Bosson qui inscrit Air Inter dans une stratégie de déclin ». Dans la soirée, Michel Bernard, président de la compagnie nationale, a reçu les syndicats et indiqué qu'il répondra « vers la mi-décembre à l'énormité du personnel en apportant des réponses concrètes ».

Judi, 4 000 cheminots selon les syndicats (2 000 selon la police) ont manifesté à Paris pour dénoncer les suppressions d'emplois et obtenir un gel des restructurations. Des manifestants ont pénétré dans les locaux de la direction, provoquant quelques dégâts. Sept syndicats de cheminots (CFDT, CGT, FO, FMC, CFIC, CFE-CGC et FGAAC-Autonomes) exigent la convocation d'une table ronde, avant le 4 décembre et n'excluent pas une action pour le 9 décembre, date de présentation du budget 1994 devant le comité central d'entreprise. La majorité des contrôleurs de la région SNCF de Lyon, dénonçant le manque d'effectifs, ont également observé des arrêts de travail perturbant le trafic ferroviaire.

A Valenciennes (Nord), des salariés de l'entreprise de matériel ferroviaire ANF-Industrie ont retenu, jeudi, deux de leurs dirigeants pendant deux heures dans la salle du tribunal des prud'hommes, saisi d'un différend sur l'embauche de personnel sous contrat à durée déterminée. Après la mise à pied de cinq personnes, consécutives à la séquestration de deux responsables de l'entreprise, les syndicats de l'usine GEC-Alsthom-TRV de Villeurbanne (Rhône) ont appelé le personnel à cesser le travail pour s'opposer à un plan de 130 suppressions de postes. En outre, 1 200 des 7 200 salariés des différents usines du centre GEC-Alsthom de Belfort ont débrayé, jeudi, alors que débutaient les négociations autour du plan

social prévoyant de supprimer 187 emplois. A Paris, 500 salariés des caisses de retraite complémentaires se sont rassemblés pour réclamer « le maintien de leur pouvoir d'achat et la sauvegarde des emplois ».

Vendredi, les transports en commun parisiens devaient être sensiblement perturbés. Plusieurs syndicats appellent à des débrayages, le budget de la RATP devant être présenté dans la matinée au conseil d'administration (lire en page 11 de ce journal). Selon la CGT, la Régie pourrait passer commande de 150 autobus articulés auprès de l'entreprise allemande Kessbohrer, en moment où un plan de 1 423 suppressions d'emplois doit être annoncé chez Renault-Véhicules industriels.

Le personnel des transports en commun de la communauté urbaine de Lille devait débrayer toute la journée pour protester contre « la montée de la violence et de la délinquance ». Enfin, le trafic des car-ferries de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) était interrompu vendredi. Le syndicat des marins CGT dénonce « une mesure expérimentale » visant à supprimer cet hiver les car-ferries sur la desserte Marseille-Bastia pour les remplacer par les seuls cargos mixtes.

J.-M. N.

M. Rossinot relance l'apprentissage dans la fonction publique

Après s'être engagé à améliorer les dispositifs de temps partiel dans l'administration, André Rossinot, ministre de la fonction publique, entend maintenant ouvrir la fonction publique à l'apprentissage. « Au moment où l'offre de stages d'apprentis stagne dans les entreprises, les services publics doivent apporter leur contribution à la formation des jeunes par alternance », a ainsi plaidé, mardi 23 novembre, M. Rossinot, en présentant les modalités d'application de ces stages.

Juridiquement, l'apprentissage avait été rendu possible par la loi du 17 juillet 1992, mais il n'avait jamais encore été expérimenté. Avec la publication, au Journal officiel daté 22-23 novembre, d'une circulaire d'application ratifiée par onze ministres, M. Rossinot s'est fixé comme objectif d'offrir, « dès la rentrée scolaire 1994 », une dizaine de milliers de places d'apprentis dans les trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière).

Par cette circulaire, le ministre demande aux chefs des services administratifs, aux responsables des collectivités territoriales et aux directeurs d'hôpitaux d'examiner en priorité les filières de métiers susceptibles de permettre aux apprentis, ainsi formés, de combler « une demande non satisfaite dans le privé ». Toutefois, a-t-il précisé, « les apprentis pourront toujours, à l'issue de leur stage, passer les concours pour intégrer la fonction publique ».

Par ailleurs, les signataires de l'accord salarial vont trouver matière à relancer les dispositifs de temps partiel avec la récente diffusion d'un rapport du CREDOC (1) révélant une « véritable aspiration » des fonctionnaires à diminuer leur temps de travail. Réalisé à la demande du Commissariat général au plan, ce rapport indique ainsi que 21 % des agents – notamment les mères de jeunes enfants et les « cadres moyens disposant de revenus confortables » – souhaitent réduire leurs horaires (mais pas en deçà de 70 % pour les trois quarts d'entre eux), tout en acceptant une diminution de salaire. La perspective d'une incitation financière conduit à « multiplier par deux » cette aspiration spontanée.

V. D.

(1) Ce rapport est disponible au CREDOC, 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

Avant une possible grève générale

Les syndicats espagnols manifestent contre la politique d'austérité du gouvernement

MADRID

de notre correspondant

Près d'un demi-million de personnes ont manifesté, jeudi 25 novembre, dans les principales villes du pays contre l'attitude du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez dans les négociations sur le pacte social, et contre les mesures qu'il entend prendre, notamment pour la réforme du marché du travail et la procédure de licenciement.

Sur le thème « *Bouge-toi, c'est le moment* », cette journée d'action décidée par les deux centrales syndicales UGT (Union générale des travailleurs) et Commissions ouvrières a été un succès. Elle est apparue comme un galop d'essai avant la grève générale – déjà décidée par les Commissions ouvrières alors que l'UGT manifeste quelques réticences – qui pourrait avoir lieu entre le 15 et le 17 décembre.

INDUSTRIE

Malgré de nombreuses critiques en Suède

Les partisans de la fusion Renault-Volvo prennent le dessus

A douze jours de l'assemblée générale des actionnaires de Volvo au cours de laquelle les porteurs de parts devront se prononcer sur la fusion entre Renault et Volvo, le camp des adeptes de l'opération a repris l'avantage. Deux des principaux actionnaires de Volvo se sont prononcés en faveur de la fusion Renault-Volvo dans le courant de la journée de jeudi 25 novembre. Il s'agit du quatrième fonds de pension, principal actionnaire de Volvo (après Renault) avec 7,5 % des droits de vote et de la compagnie d'assurances Folksam, neuvième actionnaire avec 3,6 % des droits de vote. Désormais la direction de Volvo est donc assurée de 30,1 % de votes favorables, si l'on ajoute aux deux actionnaires précédents, les voix de Renault (9,98 %), et celles de deux fonds d'investissement contrôlés par Volvo, Cardo (4,7 % des voix) et Protorp (4,3 %).

En revanche, le camp des opposants déclarés ne compte que 4,3 % des voix. Certes, la masse des indécis reste très importante, si bien

que l'on se refuse encore à crier victoire chez les deux constructeurs automobiles concernés.

Dans la soirée de jeudi, leurs équipes semblaient néanmoins plus détendues que la veille. L'avis favorable du quatrième fonds de pension pourrait en effet avoir un rôle psychologique important en Suède et rallier nombre d'hésitants. Cet avis a néanmoins été obtenu de justesse, huit membres du conseil ayant voté pour et six contre.

Si ce jour devait être celui de la victoire, elle pourrait ne pas être partagée par le capitaine de l'équipe suédoise, Per Gyllenhammar. Le PDG de Volvo est en effet la cible de vives critiques. Le conseil du quatrième fonds de pension a demandé à l'unanimité à son président, Thomas Halvorsen, d'inciter à la création d'un comité d'actionnaires qui proposerait de nouveaux dirigeants à l'assemblée générale ordinaire de Volvo, en printemps prochain.

ANNIE KAHN

REPÈRES

EMPLOI

Cinquante-huit licenciements chez Potain

Malgré la conclusion d'un accord de réduction des horaires et des salaires, Potain – premier constructeur mondial de grues pour le bâtiment et les travaux publics – a décidé de programmer 58 licenciements dans son usine de Moulins (Allier). La direction, qui a annoncé jeudi 25 novembre ce plan social, invoque « la chute dramatique de l'activité dans le secteur de la construction et l'absence de signes de redressement du marché de la grue avant au moins trois ans, tant en France qu'à l'étranger ». A l'initiative de la CGT, les salariés avaient approuvé en février un dispositif de partage du travail destiné à éviter plusieurs dizaines de licenciements.

MODERNISATION

Ajournement confirmé pour la réforme de France Telecom

Au terme de ses consultations syndicales, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, a confirmé, jeudi 25 novembre, qu'il souhaitait « prendre le temps d'examiner » le dossier de la réforme du statut de France Telecom (la Monda du 26 novembre). Ayant émis acte [...] de la position des différents acteurs sur le projet initial, le ministre a donc confié à Marcel Roulet, président de l'exploitant public, le soin de conduire au sein de l'entreprise publique un débat approfondi destiné à explorer et à comparer les voies possibles sur l'avenir stratégique, économique et social de l'entreprise. « Cette consultation, a-t-il précisé, se déroulera tout au long du premier semestre 1994. » De leur côté, les syndicats se sont félicités de ce « recul » du gouvernement qui est, selon eux, « à mettre à l'actif » de la mobilisation des personnels.

COMMERCE INTERNATIONAL

MM. Kohl et Major souhaitent un accord sur le GATT

Le chancelier allemand Helmut Kohl et le premier ministre britannique John Major, réunis à Bonn jeudi 25 novembre, ont lancé conjointement un appel pressant pour que les Etats-Unis et l'Europe parviennent à un accord, d'ici au 15 décembre, dans le cadre des négociations sur le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et la commerce). « Nous devons maintenir la pression pour que tous les principaux participants fassent preuve de souplesse. Cela est vrai au sein de l'Europe, bien entendu », a déclaré M. Major qui, avec le chancelier Kohl, pense qu'un accord au GATT est la meilleure façon de stimuler l'emploi.

PÉTROLE

Chute des cours après la réunion de l'OPEP

La décision des douze membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) prise mercredi 24 novembre de ne pas réduire leur production pour soutenir les cours du baril a provoqué une nouvelle chute des cours. A Londres, le brut, pétrole de référence en mer du Nord, est tombé le 25 novembre à 14,56 dollars contre 15,15 dollars la veille. Cette non-décision est « un désastre pour tous les producteurs », a déclaré le président de l'Organisation, le ministre du pétrole du Qatar, Abdullah bin Hamad al-Atiyah. La veille, il rappelait que « l'OPEP ne peut à elle seule soutenir les prix, faisant référence aux exploitations norvégiennes et britanniques de mer du Nord ».

MÉTRO DE RENNES

L'Etat refuse de participer au financement

L'Etat ne versera pas l'aide de 500 millions de francs qu'il devait apporter au VAL (véhicule automatique léger) de Rennes, dard l'état actuel du projet a annoncé, jeudi

25 novembre, le ministre des transports, Bernard Bosson. Le ministre se base sur la conclusion de trois experts chargés d'étudier le dossier pour décider que « le protocole du 12 mars prévoyant une aide de l'Etat de 500 millions de francs ne saurait faire l'objet d'une inscription de crédit (au budget) par rapport à d'autres projets à l'évidence prioritaires car indiscutables ».

NOMINATION

Emmanuel Duret directeur du cabinet du ministre des transports

Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, vient de nommer Emmanuel Duret, conseiller-maître à la Cour des comptes, au poste de directeur de son cabinet.

[Né le 16 octobre 1947 à Paris, Emmanuel Duret fut nommé auditeur à la Cour des comptes à sa sortie de l'ENA en 1975. De 1979 à 1983, il a exercé les fonctions de directeur du cabinet du président de la SNCF. En 1984, il est nommé directeur régional de la SNCF de Paris-Nord avant de devenir conseiller technique de Jacques Douffignies, ministre délégué chargé des transports, de 1986 à 1987. Entre 1987 et 1990, il devient successivement secrétaire général puis directeur général adjoint de la RATP. Depuis janvier 1991, M. Duret exerce les fonctions de secrétaire général du commissariat à l'énergie atomique.]

Michel Scheller directeur général de l'aviation civile

Michel Scheller a été nommé, au sein des ministres du 24 novembre, directeur général de l'aviation civile au ministère de l'équipement, des transports, et du tourisme.

[Né le 30 août 1937 à Paris, Michel Scheller est ingénieur général de l'armement de première classe. Ancien élève de Polytechnique, il est diplômé de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique. Il entre à la direction des constructions aéronautiques en 1964 et en devient sous-directeur technique en 1983. De 1986 à 1988, il est conseiller technique au cabinet d'André Giraud, ministre de la défense. En avril 1993, il est nommé conseiller auprès de François Léopard, ministre de la défense.]

34 RUE LA PÉROUSE : PUSSEZ LES PORTES D'UN MONDE D'OPPORTUNITÉS

Pour réussir votre projet d'expatriation, commencez par un court séjour au 34 rue La Pérouse, à Paris : c'est l'adresse de la Maison des Français de l'Etranger.

Vous y rencontrerez les représentants d'administrations et d'organismes qui vous guideront dans vos démarches et formalités et qui vous informeront sur les possibilités d'emploi.

Vous y consulerez les monographies réalisées et actualisées en permanence par l'Acife. Exhaustives et concrètes, elles concernent plus de cent pays. Pour un prix modique, vous pourrez acquérir celles de votre choix.

Les conditions de vie qui vous attendent dans le pays où vous partez, le point sur toutes les démarches à accomplir, ici comme là-bas : votre visite est le complément indispensable du passeport et du visa. Le sésame du monde.

Pour plus d'informations, appez 36 15 code A1.



MAISON DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
ACIFE

34 rue La Pérouse - 75116 Paris - Tél. : (1) 40 66 60 79 - (1) 40 66 69 20

Chantelle ferme son usine de Saint-Herblain

YVES DECAENS

Le président de Pinault-Printemps renforce son état-major

F. V.

Vet'France est placé en redressement judiciaire

GEORGES CHATAIN

La COB ouvre une enquête sur Euro Disney

Par ailleurs, une fois encore, le titre Euro Disney a tenu le devant de la scène tout au long

INVESTISSEMENTS

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-U	3	3	3	3	3	3
Yen (100)	2	1/4	2	1/4	3	7/16
Deutschmark	6	7/8	2	1/4	3	2 1/8
France unifiée	6	1/4	6	3/8	5	9/16
Libre circulation (1 000)	4	7/16	4	7/16	4	1/16
Libre circulation	4	7/16	9	7/8	8	5/8
Libre circulation	3	1/16	5	2/16	5	1/16
Prestes (100)	9	11/16	9	1/16	8	11/16
France française	6	3/16	6	1/2	6	1/16

siège social : 7, place des Cinq Martyrs
lycée Buffon - 75507 Paris Cedex 15
ou téléphoner au (1) 42 79 55 00

TATI veut s'installer à Strasbourg. « Tati veut s'implanter à Strasbourg », a déclaré, jeudi 25 novembre, Fabien Oukali, directeur général du groupe et petit-fils du fondateur. La chaîne est en négociation avec la mairie pour acquérir un immeuble en centre-ville, qui sera libre courant 1994. Le chiffre d'affaires en 1993 est de 18 et 25 millions. Outre 1983, les seuls partiens, le groupe (1,71 milliard de chiffre d'affaires en 1992) est installé à Nancy, Lille, Rouen, Montpellier, Le Havre et Bordeaux. M. Oukali a précisé qu'à l'instar des autres commerces Tati est frappé par la baisse de la consommation, en soulignant que le client est plus attentif à acheter par moment.

« Tati n'est pas en crise », a-t-il dit en sensible repli. Pour 1993, le groupe n'envisage qu'une très faible variation de son chiffre d'affaires, « plus ou moins 1 % ». Les profits se situent entre 6 % et 7 % du chiffre d'affaires après impôts.

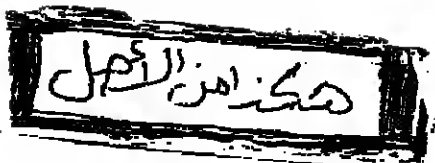
مكتبة النور

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 26 NOVEMBRE

Liquidation : 24 décembre
Taux de report : 7,13
Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,29 % (2124,50)

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS					VALEURS				
Quotidien	Cours précédent	Différence	%	Quotidien	Cours précédent	Différence	%	Quotidien	Cours précédent	Différence	%	Quotidien	Cours précédent	Différence	%				
5	EDF-SOIF	5700	-	-	5	Lyons-Saint-Joseph	504	-	-	25	Saint-Etienne	375	370	-1,33	25	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
10	BNP (L.P.)	1000	-	-	10	Medina World	470	-	-	30	Saint-Etienne	375	370	-1,33	30	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
15	CFM (L.P.)	2400	-	-	15	Mercator	125,00	-	-	35	Saint-Etienne	375	370	-1,33	35	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
20	Renault (L.P.)	2520	-	-	20	Mercator	125,00	-	-	40	Saint-Etienne	375	370	-1,33	40	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
25	Suez Canal (L.P.)	1800	-	-	25	Mercator	125,00	-	-	45	Saint-Etienne	375	370	-1,33	45	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
30	Accor	600	-	-	30	Mercator	125,00	-	-	50	Saint-Etienne	375	370	-1,33	50	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
35	Air Liquide	800	-	-	35	Mercator	125,00	-	-	55	Saint-Etienne	375	370	-1,33	55	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
40	Alcatel	700	-	-	40	Mercator	125,00	-	-	60	Saint-Etienne	375	370	-1,33	60	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
45	Alcatel	700	-	-	45	Mercator	125,00	-	-	65	Saint-Etienne	375	370	-1,33	65	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
50	Alcatel	700	-	-	50	Mercator	125,00	-	-	70	Saint-Etienne	375	370	-1,33	70	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
55	Alcatel	700	-	-	55	Mercator	125,00	-	-	75	Saint-Etienne	375	370	-1,33	75	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
60	Alcatel	700	-	-	60	Mercator	125,00	-	-	80	Saint-Etienne	375	370	-1,33	80	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
65	Alcatel	700	-	-	65	Mercator	125,00	-	-	85	Saint-Etienne	375	370	-1,33	85	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
70	Alcatel	700	-	-	70	Mercator	125,00	-	-	90	Saint-Etienne	375	370	-1,33	90	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
75	Alcatel	700	-	-	75	Mercator	125,00	-	-	95	Saint-Etienne	375	370	-1,33	95	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
80	Alcatel	700	-	-	80	Mercator	125,00	-	-	100	Saint-Etienne	375	370	-1,33	100	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
85	Alcatel	700	-	-	85	Mercator	125,00	-	-	105	Saint-Etienne	375	370	-1,33	105	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
90	Alcatel	700	-	-	90	Mercator	125,00	-	-	110	Saint-Etienne	375	370	-1,33	110	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
95	Alcatel	700	-	-	95	Mercator	125,00	-	-	115	Saint-Etienne	375	370	-1,33	115	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
100	Alcatel	700	-	-	100	Mercator	125,00	-	-	120	Saint-Etienne	375	370	-1,33	120	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
105	Alcatel	700	-	-	105	Mercator	125,00	-	-	125	Saint-Etienne	375	370	-1,33	125	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
110	Alcatel	700	-	-	110	Mercator	125,00	-	-	130	Saint-Etienne	375	370	-1,33	130	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
115	Alcatel	700	-	-	115	Mercator	125,00	-	-	135	Saint-Etienne	375	370	-1,33	135	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
120	Alcatel	700	-	-	120	Mercator	125,00	-	-	140	Saint-Etienne	375	370	-1,33	140	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
125	Alcatel	700	-	-	125	Mercator	125,00	-	-	145	Saint-Etienne	375	370	-1,33	145	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
130	Alcatel	700	-	-	130	Mercator	125,00	-	-	150	Saint-Etienne	375	370	-1,33	150	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
135	Alcatel	700	-	-	135	Mercator	125,00	-	-	155	Saint-Etienne	375	370	-1,33	155	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
140	Alcatel	700	-	-	140	Mercator	125,00	-	-	160	Saint-Etienne	375	370	-1,33	160	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
145	Alcatel	700	-	-	145	Mercator	125,00	-	-	165	Saint-Etienne	375	370	-1,33	165	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
150	Alcatel	700	-	-	150	Mercator	125,00	-	-	170	Saint-Etienne	375	370	-1,33	170	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
155	Alcatel	700	-	-	155	Mercator	125,00	-	-	175	Saint-Etienne	375	370	-1,33	175	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
160	Alcatel	700	-	-	160	Mercator	125,00	-	-	180	Saint-Etienne	375	370	-1,33	180	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
165	Alcatel	700	-	-	165	Mercator	125,00	-	-	185	Saint-Etienne	375	370	-1,33	185	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
170	Alcatel	700	-	-	170	Mercator	125,00	-	-	190	Saint-Etienne	375	370	-1,33	190	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
175	Alcatel	700	-	-	175	Mercator	125,00	-	-	195	Saint-Etienne	375	370	-1,33	195	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
180	Alcatel	700	-	-	180	Mercator	125,00	-	-	200	Saint-Etienne	375	370	-1,33	200	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
185	Alcatel	700	-	-	185	Mercator	125,00	-	-	205	Saint-Etienne	375	370	-1,33	205	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
190	Alcatel	700	-	-	190	Mercator	125,00	-	-	210	Saint-Etienne	375	370	-1,33	210	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
195	Alcatel	700	-	-	195	Mercator	125,00	-	-	215	Saint-Etienne	375	370	-1,33	215	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
200	Alcatel	700	-	-	200	Mercator	125,00	-	-	220	Saint-Etienne	375	370	-1,33	220	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
205	Alcatel	700	-	-	205	Mercator	125,00	-	-	225	Saint-Etienne	375	370	-1,33	225	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
210	Alcatel	700	-	-	210	Mercator	125,00	-	-	230	Saint-Etienne	375	370	-1,33	230	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
215	Alcatel	700	-	-	215	Mercator	125,00	-	-	235	Saint-Etienne	375	370	-1,33	235	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
220	Alcatel	700	-	-	220	Mercator	125,00	-	-	240	Saint-Etienne	375	370	-1,33	240	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
225	Alcatel	700	-	-	225	Mercator	125,00	-	-	245	Saint-Etienne	375	370	-1,33	245	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
230	Alcatel	700	-	-	230	Mercator	125,00	-	-	250	Saint-Etienne	375	370	-1,33	250	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
235	Alcatel	700	-	-	235	Mercator	125,00	-	-	255	Saint-Etienne	375	370	-1,33	255	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
240	Alcatel	700	-	-	240	Mercator	125,00	-	-	260	Saint-Etienne	375	370	-1,33	260	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
245	Alcatel	700	-	-	245	Mercator	125,00	-	-	265	Saint-Etienne	375	370	-1,33	265	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
250	Alcatel	700	-	-	250	Mercator	125,00	-	-	270	Saint-Etienne	375	370	-1,33	270	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
255	Alcatel	700	-	-	255	Mercator	125,00	-	-	275	Saint-Etienne	375	370	-1,33	275	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
260	Alcatel	700	-	-	260	Mercator	125,00	-	-	280	Saint-Etienne	375	370	-1,33	280	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
265	Alcatel	700	-	-	265	Mercator	125,00	-	-	285	Saint-Etienne	375	370	-1,33	285	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
270	Alcatel	700	-	-	270	Mercator	125,00	-	-	290	Saint-Etienne	375	370	-1,33	290	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
275	Alcatel	700	-	-	275	Mercator	125,00	-	-	295	Saint-Etienne	375	370	-1,33	295	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
280	Alcatel	700	-	-	280	Mercator	125,00	-	-	300	Saint-Etienne	375	370	-1,33	300	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
285	Alcatel	700	-	-	285	Mercator	125,00	-	-	305	Saint-Etienne	375	370	-1,33	305	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
290	Alcatel	700	-	-	290	Mercator	125,00	-	-	310	Saint-Etienne	375	370	-1,33	310	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
295	Alcatel	700	-	-	295	Mercator	125,00	-	-	315	Saint-Etienne	375	370	-1,33	315	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
300	Alcatel	700	-	-	300	Mercator	125,00	-	-	320	Saint-Etienne	375	370	-1,33	320	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
305	Alcatel	700	-	-	305	Mercator	125,00	-	-	325	Saint-Etienne	375	370	-1,33	325	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
310	Alcatel	700	-	-	310	Mercator	125,00	-	-	330	Saint-Etienne	375	370	-1,33	330	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
315	Alcatel	700	-	-	315	Mercator	125,00	-	-	335	Saint-Etienne	375	370	-1,33	335	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
320	Alcatel	700	-	-	320	Mercator	125,00	-	-	340	Saint-Etienne	375	370	-1,33	340	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
325	Alcatel	700	-	-	325	Mercator	125,00	-	-	345	Saint-Etienne	375	370	-1,33	345	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
330	Alcatel	700	-	-	330	Mercator	125,00	-	-	350	Saint-Etienne	375	370	-1,33	350	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
335	Alcatel	700	-	-	335	Mercator	125,00	-	-	355	Saint-Etienne	375	370	-1,33	355	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
340	Alcatel	700	-	-	340	Mercator	125,00	-	-	360	Saint-Etienne	375	370	-1,33	360	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
345	Alcatel	700	-	-	345	Mercator	125,00	-	-	365	Saint-Etienne	375	370	-1,33	365	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
350	Alcatel	700	-	-	350	Mercator	125,00	-	-	370	Saint-Etienne	375	370	-1,33	370	Ind. Yveline	250	255,00	-1,52
355	Al																		



CARNET

Naissances

Giliana, Massimo et Lás MELONI
ont la joie d'annoncer la naissance de
Pierre,
le 17 novembre 1993.
58, rue Riquet,
75019 Paris.

Décès

Meylan, Paris.
M^{me} Marie-Thérèse Bourez,
Marc et Sophie Bourez,
Théo et Simon,
Françoise et Michel Adiba,
Cécile et Nicolas,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Georges BOUREZ,
professeur agrégé de lettres,
maître assistant honoraire
à l'université Stendhal de Grenoble,
survenu le 23 novembre 1993, à l'âge
de soixante-trois ans.
Ses obsèques ont lieu à Meylan, le
25 novembre, dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
13, rue du Champplais,
38240 Meylan.

M^{me} Marie BUSSINI,
endormie dans la paix du Seigneur, à
Lille, le 24 novembre 1993, dans sa
quatre-vingt-quinzième année.
« En tes mains, Seigneur, je remets
mon esprit. »
(L. C. 23, 46.)

M^{me} Marie BUSSINI,
endormie dans la paix du Seigneur, à
Lille, le 24 novembre 1993, dans sa
quatre-vingt-quinzième année.
« En tes mains, Seigneur, je remets
mon esprit. »
(L. C. 23, 46.)

Paul COSTENTIN,
membre du directoire de l'EMC
et président du directoire
des Mines de potasse d'Alsace,
survenu le 24 novembre 1993.
La cérémonie religieuse aura lieu
lundi 29 novembre, à 10 heures, au
l'église du Sacré-Cœur, rue de Verdun,
à Mülhouse.

M^{me} Jacques Dodart,
Le docteur et M^{me} Thierry Dodart
et leurs enfants,
M^{me} Christine Dodart
et ses enfants,
M. Jacques-François Dodart,
M^{me} Anne-Marie Dodart,
Agathe, Sabine, Catherine et Bruno,
Les familles Rambaud, Nemo et
Beugnot,
ont la tristesse de faire part du décès
du

docteur Jacques DODART,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
survenu le 24 novembre 1993.
La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 29 novembre, à 8 h 30, en
l'église Saint-Antoine des Quinze-
Vingts, à Paris-12.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Châtillon-en-Michaille (Ain).
3, rue Jules-César,
75012 Paris.

M^{me} Christian Dufour,
son épouse,
M. Christophe Dufour et M^{me} Gwe-
nolée Bélier,
M^{me} Valérie Dufour,
ses enfants,
M. et M^{me} Alain Dufour,
ses parents,
M. et M^{me} Roger Frélicot,
ses beaux-parents,
M. et M^{me} Pierre Calone,
M. et M^{me} Jean-Paul Soyze,
M. et M^{me} Bernard Dufour,
M. Didier Dufour,
M. et M^{me} André Bessis,
ses frères, sœur, beaux-frères, belles-
sœurs,
Ses neveux, nièces, oncles, tantes,
Toute la famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Christian DUFOUR,
survenu le 22 novembre 1993, dans sa
quarante-septième année.
Priez pour lui !
Le service religieux a lieu en ven-
dredi 26 novembre, en l'église Saint-
Etienne de Marly-la-Ville.
18, allée des Tilleuls,
95670 Marly-la-Ville.

(Christiane Dufour était la mari de notre collabo-
rateur Michel Dufour, secrétaire du
directeur général du Monde Informatique, la direc-
tion et le personnel du groupe Le Monde s'asso-
cient à la peine de Marie-Françoise Dufour, de ses
enfants et de la famille et leur présentent leurs
plus sincères condoléances.)

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-55-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 100 F
Abonnés et actionnaires : 90 F
Communicants, divers : 105 F
Thèmes étudiants : 60 F

Le cardinal J.-M. Lustiger,
archevêque de Paris,
Et son conseil,
Mgr F. Fretellier,
Et les prêtres du diocèse de Créteil,
Le doyenné du 7^e,
L'abbé de Seillac,
Et les prêtres de Saint-Thomas-
d'Aquin,

M. et M^{me} Roger Briquet,
Le docteur et M^{me} Maurice Louvier,
M. et M^{me} Alain Louvier,
ses neveux,
M^{me} Marie Briand,
font part du décès dans la paix de Dieu
du

Père Georges FOURNIER,
ancien curé
du Saint-Pierre de Charenton,
prêtre de Saint-Thomas-d'Aquin,
le jeudi 25 novembre 1993, à l'hôpital
Laennec, dans sa quatre-vingt-troi-
sième année.

La célébration des obsèques aura lieu
le lundi 29 novembre, à 10 h 30, en
l'église Saint-Thomas-d'Aquin (métro
Bach), place Saint-Thomas-d'Aquin,
Paris-7.

M. Roger Briquet,
4, avenue du Stade-de-Coubertin,
92100 Boulogne,
Abbé de Seillac,
1, rue de Montalembert,
75007 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès
de
François GUILLEMIN,
ingénieur civil des Mines de Paris,
docteur en pharmacie,
survenu le 24 novembre 1993, à l'âge
de quatre-vingt-deux ans.

De la part de
Catherine Guillemin,
Jean-Michel Guillemin,
Christian et Florence Guillemin,
Bernard et Christine Guillemin,
ses enfants,
Gabrielle, Laurence, Martin et Rémi,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Alain Petit,
M^{me} Jean Guillemin,
ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 27 novembre 1993, à
10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à
Paris-6.

L'inhumation aura lieu dans l'inci-
mité familiale à Courcelles-sur-Mer
(Calvados).
Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Michel Kneppert
et leur fille,
Béatrice et André Macchia,
Eric Kneppert,
M. et M^{me} Bertrand Kneppert
et leurs filles,
Les familles Kneppert et Lissonez,
ont la douleur de faire part du rappel à
Dieu de

M^{me} René KNEPPER,
née Marcelle Lissonez,
le 24 novembre 1993, dans sa quatre-
vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Jean-Baptiste de
Neuilly, 158, avenue Charles-de-
Gaulle, à Neuilly-sur-Seine, le lundi
29 novembre, à 11 heures.

NI fleurs ni couronnes.
— Jérusalem. Le Caire. Milan. Paris.
Jean Blanchard, Eglal Erera, Diane
et Odette Henin, Boris Hoffman, Malik
Marcovitch, Pal Shagala,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de leur ami

Yuri MILOSLAWSKY,
survenu à Jérusalem, le 24 novembre
1993.

Messes anniversaires
— Pour le dixième anniversaire du
rappel à Dieu de

Jean de FABRÈGUES,
une messe sera dite le dimanche
28 novembre 1993, à 12 heures, à
Saint-Germain-des-Prés, chapelle
Saint-Symphorien.

Anniversaires
— Il y a un an, le 27 novembre 1992,
le

docteur Jean PROUST,
ancien chef de l'hôpital de
Châteaudun,

nous quitte.
Une pensée est demandée pour lui.
5, rue du Stade,
28200 Saint-Denis-les-Points.

— Il y a trois ans, le 27 novembre
1990, disparaissait.

Chaire VASARELY.
Son fils et sa belle-fille, André et
Henriette,
vous remercient d'avoir une pensée
pour elle.

Soutenances de thèses
— « Enfants psychotiques : compor-
tements de communication et environ-
nement », par Jean-Michel Cog, sous la
direction de François Vincent, le mardi
30 novembre 1993, à 15 h 30, à l'univer-
sité Paris-X-Nanterre, bât. C, salle
des colloques.

— Le mercredi 1^{er} décembre 1993, à
10 h 30, salle J-4, université Paris-VIII,
2, rue de la Liberté, Saint-Denis, Gio-
vanni Joppolo soutiendra sa thèse de
docteur dont le sujet est : « Les arts
plastiques en Italie au XX^e siècle entre
progrès et tradition », sous la direction
d'Elodie Vitale. Les autres membres du
jury sont : Jean Lancelot, Marc Le Bot,
Fauque Roche-Péard.

— « Littératures noires et médias »,
par Françoise Naudillon, sous la direc-
tion de Bernard Mouralis, le 29
novembre 1993, à 14 heures, à
l'université de Cergy-Pontoise, salle
François-Villon.

La mort
de Fernand Picard
inventeur
de la quatre-chevaux

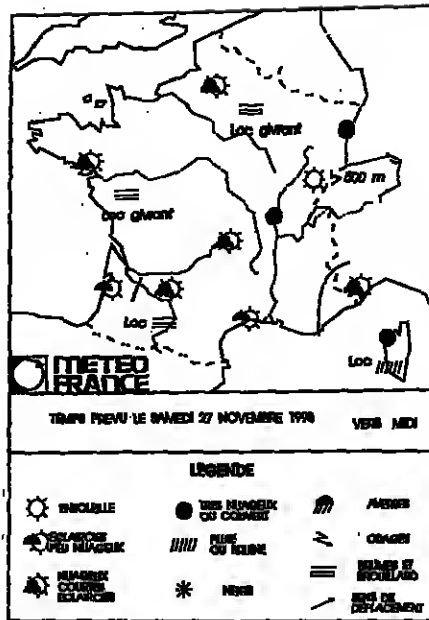
Nous avons appris la mort de
Fernand Picard, dont les obsèques
ont eu lieu le 24 novembre.

[Fernand Picard, né à Chenneteville-
sur-Maine le 22 février 1906, ingénieur
des Arts et Métiers de Lille, était entré
chez Renault en 1935 après un passage
de sept ans chez le constructeur de vo-
itures Delage. Ingénieur des essais et
chef du bureau d'études en 1939, Fer-
nand Picard avait animé l'équipe qui
mit au point, malgré l'interdiction alle-
mande sous l'occupation, ce qui sera,
au lendemain de la guerre, la quatre-
chevaux Renault. A la Libération, il
contribua à la mise en production de
cette petite voiture devenue historique
bien que le plan Pons ait prévu à
l'époque que Renault se verrait inter-
dire la fabrication de voitures particu-
lières.]

Officier de la Légion d'honneur, Fer-
nand Picard était membre de l'Associa-
tion des ingénieurs de l'automobile, et
président des ingénieurs civils de
France. Il avait quitté la Régie en
1969.]

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO
Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

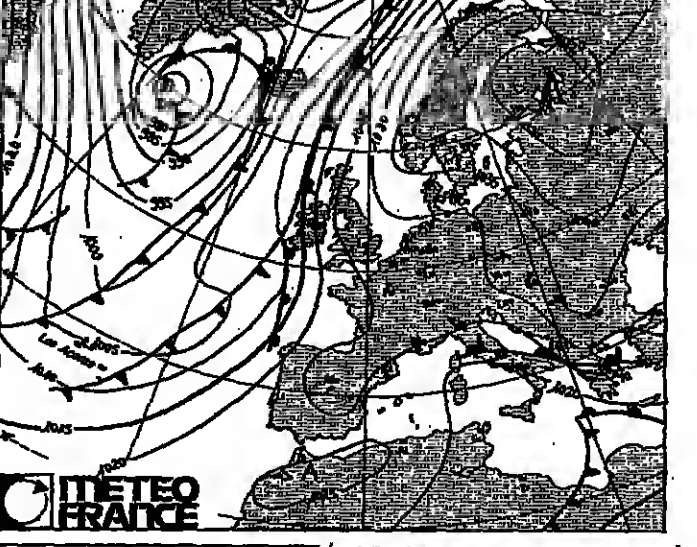
MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES	
maximales - minimales	
FRANCE	
ALGER	17/8
AMSTERDAM	12/1
ATHÈNES	11/0
BARCELONE	11/2
BELGRADE	8/3
BERLIN	8/0
BRUXELLES	8/0
CHERBOURG	11/3
CLERMONT-FER	7/2
DIJON	5/3
GENÈVE	5/3
LILLE	5/2
LIMOGES	10/3
LYON	7/1
MARSEILLE	10/5
NANCY	4/5
NANTES	8/0
PARIS-MONTS	8/1
PAU	13/0
POitiers	13/7
POINTE-A-PITRE	30/23
RENNES	5/1
ST-ETIENNE	10/1
STRASBOURG	0/3
TOULOUSE	12/4
TOURS	8/0
ÉTRANGER	
ALGER	18/10
AMSTERDAM	3/0
ATHÈNES	11/7
BARCELONE	28/23
BELGRADE	15/7
BERLIN	11/6
BRUXELLES	7/4
CHERBOURG	15/7
CLERMONT-FER	24/10
DIJON	5/3
GENÈVE	5/3
LILLE	5/2
LIMOGES	10/3
LYON	7/1
MARSEILLE	10/5
NANCY	4/5
NANTES	8/0
PARIS-MONTS	8/1
PAU	13/0
POitiers	13/7
POINTE-A-PITRE	30/23
RENNES	5/1
ST-ETIENNE	10/1
STRASBOURG	0/3
TOULOUSE	12/4
TOURS	8/0

Samdi : nombreux brouillards. — Ce sont les
brouillards qui constitueront le phénomène
météorologique majeur de cette journée : ils
toucheront la plupart des régions, seront sou-
vent girants, et auront parfois du mal à se dis-
siper au cours de la journée.
Sur l'Alsace et la région lyonnaise, il n'y aura
pas de brouillards mais le ciel sera couvert, et
cette grisaille a très peu de chance de se dis-
siper au cours de la journée.
Les régions épargnées par ces brouillards ou
nuages bas sont : l'ensemble du relief au-des-
sus de 500 mètres d'altitude, la pointe de Bre-
tagne (mais le ciel sera cependant nuageux)
ainsi que les régions méditerranéennes, avec du
soleil sur le Languedoc-Roussillon et le Pro-
vence, des passages nuageux sur la Var et les
Alpes-Maritimes, et un ciel très nuageux
accompagné de pluies parfois orageuses sur la
Corse.
Les températures resteront inférieures aux nor-
males saisonnières. Les minimales seront né-
gatives dans l'intérieur : entre 0 et - 5 degrés du
sud-ouest vers le nord-est, entre 1 et 5 degrés
sur les côtes atlantiques et de la Manche, entre 6
et 9 degrés sur le littoral de la Méditerranée ;
quant aux maximales, elles ne dépasseront pas
0 degré là où les brouillards persisteront toute
la journée, 4 à 7 degrés ailleurs, jusqu'à 10 à
13 degrés au sud de la Garonne et sur les
régions méditerranéennes.
Il soufflera un vent modéré de nord-est sur la
Côte d'Azur et la Corse, un vent modéré de
sud-est sur la pointe de la Bretagne.
(Document établi avec le support technique spécial
de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 28 NOVEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC



Semaine de la bonté
Cas n° 11. — M^{me} T... élève
seule ses deux enfants.
L'année doit entrer en faculté,
mais elle souffre de surdité
bilingue. Elle a besoin d'être
appariée. Le coût de l'ap-
pareil est élevé et ne peut
être payé entièrement par
M^{me} T... Pour que cette jeune
fille studieuse puisse mener
des études normales à l'univer-
sité, une somme de
4 000 F est nécessaire.

Les dons sont à adresser à
la Semaine de la bonté, 4,
place Saint-Germain-des-
Prés, 75006 Paris. CCP
Paris 4 52 X ou chèques
bancaires. Tél. : (7)
45-44-18-31.

L'OTOSPART N°1	
RÉSULTATS OFFICIELS	
MATCHS DU JOUR :	
1. 10 h 30 F	10 h 30 F
2. 10 h 30 F	10 h 30 F
3. 10 h 30 F	10 h 30 F
4. 10 h 30 F	10 h 30 F
5. 10 h 30 F	10 h 30 F
6. 10 h 30 F	10 h 30 F
7. 10 h 30 F	10 h 30 F
8. 10 h 30 F	10 h 30 F
9. 10 h 30 F	10 h 30 F
10. 10 h 30 F	10 h 30 F

JOURNAL OFFICIEL
Sont publiés au Journal officiel
du 25 novembre 1993 :
DES ARRÊTÉS :
— du 12 juillet 1993 portant
homologation de produits et appa-
reils à usage préventif, diagnosti-
que ou thérapeutique ;
— du 15 novembre 1993 fixant
les taux de diverses indemnités
(de déplacement, de changement
de résidence, kilométriques) aux
agents de la fonction publique.

Sont publiés au Journal officiel
du 26 novembre 1993 :
DES ARRÊTÉS :
— du 25 novembre 1993 por-
tant approbation de la convention
nationale des médecins ;
— du 24 novembre 1993 por-
tant agrément d'accords relatifs à
l'assurance chômage.

(Publicité)
Répertoire
Extra plat
Casio 459 F
chez DURIEZ

300 n° de tél. en mémoire
inaltérables • Format carte de
crédit souple • Epaisseur
1,4 mm • Poids 11,5 g.
112/132, bd Saint-Germain, Paris-6
18, bd de Sébastopol, Paris-4
3, rue La Boétie, Paris-8
(1) 43-29-05-60

Le Monde **LES DÉBATS SCIENCES PO - LE MONDE**

LE TRAVAIL : quel avenir ?

Mercredi 8 décembre 1993
Hôtel Lutetia, 45, bd Raspail, Paris-6

9 h - Ouverture :

Alain LANCELOT, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris
Jacques LESOURNE, directeur du Journal *le Monde*

MATIN

I - QUELLE PLACE POUR LE TRAVAIL ?

L'ampleur du chômage en Europe remet en cause
non pas tant la viabilité économique du système de
production que la place du travail dans l'organisa-
tion de la société : de la notion de travail à celle
d'activité, du plein temps au travail partagé, quelles
sont les solutions viables et à quels coûts indivi-
dus et collectifs ?

9 h 15 - Les enjeux du débat :

— La viabilité économique du système actuel
Jean-Claude CASANOVA, professeur des Uni-
versités à l'Institut d'études politiques de Paris,
directeur de la revue *Commentaire*

— La non-viabilité sociale du système actuel
Bernard PERRET, rapporteur général de Conseil
scientifique de l'évaluation des politiques publi-
ques

10 h - Les points de vue de :

— Hubert BOUCHET, secrétaire général Union des
cadres et ingénieurs FO ; membre du Conseil
économique et social

— Robert BOYER, économiste du CEPREMAP,
directeur de recherche au CNRS, directeur
d'études à l'IEHSS

— Jean-Baptiste de FOUCAULD, commissaire au
Plan

— Gilbert HYVERNAT, directeur général délégué
de l'ANPE

— Alain LEBEAUME, chef du département social,
journal *le Monde*

— Bruno REMOND, conseiller maître à la Cour des
comptes

— Pierre ROSANVALLON, secrétaire général de la
Fondation Saint-Simon

12 h - Echanges avec les participants
12 h 45 - Déjeuner

Cette journée s'adresse aux membres des Directions générales des Entreprises, des Administrations, des Collectivités locales.

Frais de participation : 2 100 F
Renseignements et inscription : Institut d'études politiques de Paris. Service formation continue,
215, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45-44-83-17 - 45-49-51-94, Fax : 42-22-60-79.

APRÈS-MIDI

II - LIBÉRALISME ou PROTECTIONNISME ?

S'il est devenu urgent de préserver les emplois à
l'intérieur des frontières et d'éviter les délocalisa-
tions qui permettent de produire ailleurs à moindre
coût, faut-il pour autant sortir du libéralisme ?
Comment, et jusqu'où ?

14 h 15 - Les enjeux du débat :

— Pour le libéralisme
Pascal SALIN, professeur d'économie à l'univer-
sité Paris-X-Dauphine

— Pour le protectionnisme
Jean-Marcel JEANNENEY, professeur émérite
à l'université Paris-L, ancien ministre, président
d'honneur de l'OFCE

15 h - Les points de vue de :

— Michel DAVY de VIRVILLE, secrétaire général
du groupe Renault

— Pierre GARCIA, président du CJD

— Luc GUYAU, président de la FNSEA

— Anders HINGEL, administrateur scientifique
principal à la Commission des Communautés
européennes, DG12, la prospective FAST

— Karl JETTER, correspondant économique
Frankfurter Allgemeine Zeitung (Paris)

— Michel NOBLECOURT, chef du service écono-
mic, journal *le Monde*

17 h - Echanges avec les participants
17 h 45 - Synthèse de la journée :
— René REMOND, président de la Fondation
nationale des sciences politiques

مكتبة من الكتب

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 26 NOVEMBRE

TF 1

15.30	Faillite : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.15	Jeu : Une famille en or.
16.40	Club Dorothée.
17.50	Série : Premiers baisers.
18.20	Série : Hélène et les garçons.
18.50	Magazine : Cocou, c'est nous ! Présenté par Christophe Deschamps. Invité : Michèle Morgan.
19.50	Diversité : La Babette Show (et à 0.25).
20.00	Journal et Météo.
20.45	Téléfilm : Une famille formidable. Des vacances mouvementées, de Joel Santoni (2 ^e partie).
22.30	Magazine : Ushuaia. Présenté par Nicolas Hulot. Les Dolomites (Alpes italiennes). Reportage : La fête des Serpents, de Frédéric Han-douze. Météo : de Marco Pirelli. La dernière chute de la rivière Sorbas, de Didier Lafont. La dernière des pionniers, de Philippe Lallot.
23.35	Série : Fais d'as.

FRANCE 2

15.45	Variétés : La Chance aux chansons. Émission présentée par Pascal Segura, Paris mélancolie.
18.40	Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10	Magazine : Giga. Avec les séries : L'Année ; Saoules par le gong ; Le Prince de Bel-Air.
19.40	Jeu : Un pour tous. Animé par Christian Morin et Caroline Domergue.
19.50	Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.40). Animé par Négul.
20.00	Journal, Journal des courses, Météo.
20.50	Téléfilm : Sabine, l'imaginaire. De Dennis Barry.
22.25	Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invité : Joëlle Boleo, interprète principale, au côté de Vincent Bouchard, du film de Jean-Jacques Zillmann. Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes. Supers héros, invités : Michèle Fitoussi, pour le 2.500 ^e numéro du journal Elle ; Marlene Vendramelli, meilleur jeune comédien de France ;

Alain Wall, traductrice du livre de Barry Paris Louise Brooks ; Pierre Béron, l'Étranger dans le poète termine des origines à nos jours.

23.40 Journal, Météo et Journal des courses.

0.05 Cinéma : Les Parents terribles. ■■■ Film français de Jean Cocteau (1948).

FRANCE 3

15.15	Série : Capitaine Furillo.
16.10	Magazine : La Flèvre de l'après-midi.
17.45	Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25	Jeu : Questions pour un champion. Drapuez, de Jean Alesandri.
18.50	Un livre, un jour. Drapuez, de Jean Alesandri.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.00 à 19.31, le journal de la région.
20.05	Diversité : La Grande Classe.
20.30	Le Journal des sports.
20.45	INC.

DEMAIN 8 H 45 SUR 3 L'ANTENNE EST A NOUS LE MAGAZINE TELE DU CONSEIL GENERAL DE SEINE-SAINT-DEVIS

20.50 Magazine : Thalassa. Présenté par Georges Pernoud. Le Train bleu, de Stéphane Poulet et Gilles Bagis. La pêche en Méditerranée.

21.50 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invité : Dominique Blanc. Vietnam : ma rue, de Daniel Grandclément et Jérôme Roguez. France : alchimiste, de Stéphane Bégout, Arnaud de Boffeury et Philippe Bégout. Cocon : l'île au trésor, de Jean-Yves Cauchard et Jean-Xavier de Lestrade.

22.50 Journal et Météo.

23.15 Magazine : Strip-tease. Médicins sans frontières, de Didier Lannoy ; 357 Magnun, de Philippe Dutilleul ; Un presbytère pour trois, de Delphine Reynard ; L'amour capote, d'Emmanuelle Machou.

0.10 La Première Nuit des Jeux vidéo. Présentée par Delphine et Jean-Michel Biopara.

CANAL PLUS

18.35	Cinéma : Les Mammies. o Film français d'Annick Lanoë (1992).
18.00	Canaille peluche. La Légende de l'île au trésor.
18.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes. Invité : Fred Beauchêne, Willy Deville.
20.30	Le Journal du cinéma.
20.35	Téléfilm : Un homme à tuer. De James Steven Sachweh.
22.05	Documentaire : Chasseurs de requins. De Richard Dornic.
22.50	Flash d'informations.
23.00	Cinéma : Hudson Hawk, gentleman cambrioleur. o Film américain de Michael Lehmann (1991).
0.35	Cinéma : Faut de preuves. o Film britannique-américain de Simon Moore (1991, v.o.).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00	Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
17.55	Texas saturday night (rediff.).
19.00	Série : The New Statesman. De Geoffrey Sax. Une nouvelle série politico-satirique sur l'ascension d'un jeune député conservateur britannique.
19.25	Documentaire : Percy Adlon. Avec des compositeurs d'orchestre, de Peter Buchka. Portrait du réalisateur de Bagdad Café.
20.30	8 1/2 Journal.
20.40	Téléfilm : Le Passage du Nord-Ouest. De Bernard Dumont, avec Pierre Molet, Guy Thauvette.
22.10	Documentaire : Ramona. Les monogames du cinéma, de Pierre Baccu. 1. Des Frères Lumière à Morte d'un guide (1978). Avec des extraits de films de Marcel L'Herminier, Alain Poir, Gaston Robitaille, Gilbert d'Assonville, Arnold Franch, Louis Doquin, Jacques Ernaud.
18.25	Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50	Un livre, un jour. La Bibliothèque des tout-petits.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.00 à 19.31, le journal de la région.
20.05	Diversité : Yacapa. Présenté par Pascal Bruner.
20.30	Le Journal des sports.
20.50	La Guerre blanche. 200 kilos de cocaïne, de Pedro Mesa Paut.
22.25	Journal et Météo.
22.55	Jamelle sans mon livre. Magazine présenté par Bernard Pivot. Invité : Patrick Druet. Le film de Mandelstam ; Michèle Gazer (Histoires d'une femme sans histoire) ; Ana

M 6

17.00	Variétés : Multitop.
17.30	Série : L'Étalon noir.
18.00	Série : Code Quantum.
18.30	Série : Deux flics à Miami.
19.54	Six minutes d'informations, Météo.
20.00	Série : Papa bricole !
20.35	Magazine : Capital.
20.45	Téléfilm : Tueurs aux trousses. De Jeroald Freedman.
22.40	Série : Mission impossible.
23.35	Magazine : Les Enquêtes de Capital. Le circuit du vin.
0.05	Magazine : Sexy Zap.
0.35	Informations : Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30	Radio archives. Antoine de Saint-Exupéry.
21.32	Musique : Black and Blue. Jones et films. Avec Jean-Philippe Allard.
22.40	Les Notes magiques. Dans le théâtre de notre collaborateur Jacques Mourier.
0.50	Musique : Coda. Les couleurs de la nuit (5).

FRANCE-MUSIQUE

20.30	Concert (donné le 22 octobre, salle Pleyel) : Concerto pour violon et orchestre n° 5 en la majeur K 219, de Mozart ; Faust Symphonie pour ténor, chœur d'hommes et orchestre, de Liszt, par le Chœur d'hommes de Radio-France, l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Janáček ; sol : Janáček, ténor.
23.09	Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct du Club Manhattan-Hotel New-York Eurodisco. Bob Dou-rough, chant et piano, Bill Takas, basse, Al Lovitt, batto-ries.

Les interventions à la radio

RTL 18 heures : François-Xavier Ortoli.

RTL 18 h 30 : Jean-Marcel Bougeron et Denis Jambart.

France-Inter, 19 h 20 : « GATT, chômage, exclusion : l'avis d'un grand patron », avec Claude Bébéar (le Journaliste).

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Mort promise

Un homme tombe sous nos yeux, à Gaza, fauché par une balle de l'armée israélienne au cours des manifestations qui suivent la mort du chef du Hamas, et que ressentons-nous ? Pas grand-chose. Il est vrai que le présentateur nous avait avertis auparavant : « Vous allez voir, c'est une image assez difficile. » Chacun avait donc pu se préparer. L'insoutenable n'était pas nous prendre au dépourvu. Le reportage commence par la cérémonie des obsèques. Mais où sont donc les « images difficiles » annoncées ? Pourquoi tardent-elles ? Mort promise, mort due ! Étranges secondes : contemplant ces manifestants, nous savons qu'un ou plusieurs d'entre eux vont tomber, puisqu'on nous a prévenu. On ne nous les montre vivants que pour nous les montrer morts, dans quelques secondes. Et voilà. Un claquement, l'homme tombe.

Hurllements d'atypique, puis d'affolement autour du blessé. Mais il est tombé de dos, on n'a pas vu son visage. Nous n'avons pas vu, l'instant auparavant, peut-être en aurions-nous été davantage émus. Pour l'instant, ce corps à terre nous apparaît surtout comme une confirmation. La docile ratification des faits à l'avisément du présentateur. Comme si, par son avertissement, le présentateur s'était interposé au milieu de la route de Gaza, entre la blessé et nous qui nous trouvons sur le trottoir d'en face. Le présentateur a vu tomber cet homme avant nous.

Il en a, avant nous, ressenti le choc. Et s'il tient à nous faire partager ce choc, s'il nous estime aptes à le supporter – il ne nous a pas demandé d'écarter les enfants ni de nous boucher les yeux, – il insiste aussi pour nous tenir la main pendant l'épreuve.

Une autre chaîne choisit de ne pas diffuser la séquence de la manifestation, et se contente du coup de feu et de l'homme qui tombe. Pourquoi perdre du temps en préliminaires ? Sur une autre encore, une embulgence arrive : l'histoire prend corps. Dans le journal de Catherine Cayla, enfin, sur France 2 en bout de soirée, nous comprenons que le ramassage par l'ambulance s'est effectué « en temps réel ». A peine tombé à terre, l'homme a été embarqué dans l'ambulance. Nous le voyons en salle de réanimation. Le correspondant à Jérusalem nous indique son nom, son âge – vingt-quatre ans. On nous dit qu'il est « dans un état désespéré ». On nous informe que l'armée israélienne a ouvert une enquête, la tirant n'ayant visiblement pas agi en état de légitime défense. Il aura fallu plusieurs heures, et plusieurs journaux, pour que s'esquisse entre la blessé et nous une relation personnelle. Plusieurs heures pour que ces images embrayent enfin sur notre conscience. Nous, c'est-à-dire ca pressant, distrait, ca voyant archi-sollicité, ca vengant implacable et mou qu'on appelle l'opinion internationale.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde » ; o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

SAMEDI 27 NOVEMBRE

TF 1

6.00	Série : Mémoires.
6.30	Club midi Zig-Zag.
7.20	Club midi.
8.10	Télé-shopping.
8.40	Club Dorothée.
10.20	Téléfilm.
10.43	Météo (et à 11.43).
10.45	Magazine : Ça me dit... et vous ?
11.45	Jeu : La Roue de la fortune.
12.20	Jeu : La Juste Prie.
12.50	Magazine : A vrai dire.
12.55	Météo et Journal.
13.15	Magazine : Reportages. Barry Farach, condamné à mort, de Bernard Volker.
13.55	Jeu : Millionnaire.
14.15	Diversité : Ciné gag.
14.20	La Une est à vous.
14.30	Magazine : Trente millions d'amis. Les Rousses.
18.30	Diversité : Vidéo gag.
19.00	Série : Beverly Hills.
20.00	Journal, Météo et Météo.
20.45	Diversité : Histoires d'un rire. Présenté par Roger Zabel. Téléfilm : Sous haute surveillance. De Paul Ziller. Présenté par Roger Zabel.
23.00	Magazine : Formule foot. Championnat de France.
1.15	Sport : Voile. L'arrivée de la Roue du café.
1.50	Journal et Météo.
1.55	Magazine : Le Club de l'enjeu.
2.30	TF 1 nuit (et à 3.25, 4.00, 4.55).
2.35	Documentaire : Histoires naturelles (et à 4.05).
3.35	Série : Intrigues.
5.05	Musique.
5.35	Documentaire : L'Aventure des plantes.

FRANCE 2

6.05	Documentaire : Cousteau, à la redécouverte du monde.
6.50	Dessin animé.
7.00	Debout les petits bouts.
8.05	Les Jeunes : Les Nouvelles Aventures de Scoubidou ; Roger Sables Oubliés : Les Histoires du grand-père.
9.05	Magazine : Grand gala (et à 9.25). Avec à 9.25, Sur les plates, de Florence Béra.
9.30	Magazine : Samedi aventure. Présenté par Didier Rognier. L'amour du rocher (Patrick Edinger), de Maurice Robe.
10.30	Le Magazine de l'emploi. Présenté par Danièle Lumbroso.
11.40	Magazine : La Revue de presse de Michèle Cotta (et à 2.45).

12.35 Expression directe. UDF. RPR.

12.59 Journal et Météo.

SAMEDI 13H25

OTAN : La parole à la défense

13.25 Magazine : Géopolis. OTAN : la parole à la défense, d'Henri Lagoy, Gaston La Ficher et Laurent Halim.

14.10 Magazine : Animalia. Dares avec les grues.

14.55 Magazine : Samedi sport. A 15.00, Rugby : Angleterre-Nouvelle-Zélande, en direct de Twickenham ; A 18.40, Magazine du rugby : A 17.15, Tiro, en direct de Maloune-Laffite.

17.30 Série : Taggart.

18.45 INC.

18.55 Magazine : Pique-fou. Présenté par Pierre Palmade.

19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Diversité : C'est votre vie. Présenté par Frédéric Mitterrand.

22.40 Variétés : Taratata. Magazine présenté par Bernard Pivot. Concert enregistré à l'Olympie le 18 octobre au profit de l'association Solidarité-enfants-aide (Sol-en-aide).

0.05 Journal et Météo.

0.25 Magazine : La 25^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Sida : paroles de l'un à l'autre, de Paul Mouni et Bernard de Solliers.

1.30 Magazine : Bouillon de culture (rediff.).

3.40 Dessin animé (et à 4.25).

4.10 24 heures d'info.

FRANCE 3

7.30	Magazine : L'Heure du golf. Le magazine : La compétition : le Senior British Open.
8.00	Magazine : Espace entreprises. Découverte d'une entreprise : L'homme du jour.
9.00	Magazine : Terres francophones. La diversité du théâtre francophone.
9.30	Magazine olympique. De Michel Drhey. L'actualité sportive.
10.00	Magazine : Rencontres à XV. Présenté par Jean Abellou, Jean-Paul Cazenave et Marc Guillemau.
10.30	Magazine : Top défense. Les services communs interar-

Jusqu'au 11 Décembre

EXPOSITION DE TAPIS D'ORIENT

COLLECTION DE TAPIS PERSANS, KILIMS, TAPIS DE TRIBUS.

-20% CRÉDIT 3 MOIS SANS FRAIS À PARTIR DE 6000 F

M^e Sèvres-Babylone 3^e étage. Tél : 44 39 80 00

Novac (Un lit dans l'hexagone) : André Markovitch, traducteur de Dostoevski ; Entretien avec le romancier serbo-croate Dubravko Ugrešić, l'offensive du roman-farce.

23.50 Hommage à Pablo Casals. De Pierre Vozzinsky. Enregistré en juin 1972 au cours du Festival de Porto-Rico.

0.40 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 7.25

7.00	CBS Evening News.
7.15	Les Superstars du catch.
8.15	Canaille peluche. Souris souris.
8.30	Surprises.
8.35	Documentaire : Les Fous du monde. De l'Algarie. De Jim Frazier.
8.00	Cinéma : Rien du tout. o Film français de Cédric Kiplich (1992).
10.35	Le Journal du cinéma.
10.40	Cinéma : Ruby. o Film américain de John Mackenzie (1992).

En clair jusqu'à 14.00

12.30	Flash d'informations.
12.35	Magazine : 24 heures. De Nico Perrin. Avec Gilbert A. Moscou.
13.30	Magazine : L'œil du cyclone.
14.00	Téléfilm : La Belle et le Casse-cou. De Bradford May.
15.30	Documentaire : Une vie de prof. D'Henri Chabrier.
17.05	Sport : Football américain.

En clair jusqu'à 20.30

18.00	Discotheque pas Bunny.
18.55	Série animée : Chip & Clyde.
19.05	Dessin animé : Les Simpson.
19.30	Flash d'informations.
19.35	Magazine : Le Plan de super. Présenté par Yves Le Sollac'h et Bruno Solo.
20.30	Téléfilm : Quarantaine. De Nico Perrin.
21.50	Flash d'informations.
21.55	Surprises.
22.15	Magazine : Jour de foot.
23.00	Cinéma : Puppensmaster 2. o Film américain de David Allen (1992).
0.25	Cinéma : Nicky et Gino. o Film américain de Robert M. Young (1988, v.o.).
2.15	Cinéma : La Petite Arle de Antonio. o Film français de Manuel Poirier (1992).
3.50	Cinéma : Psychodolier. o Film américain de William Lustig (1989).

5.20 Surprises.

5.30 Cinéma : Nuit d'or. ■■ Film français de Serge Moati (1978).

6.50 Surprises.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00	Documentaire : Percy Adlon. Avec des compositeurs d'orchestre, de Peter Buchka (rediff.).
18.00	Magazine : Mégamix (rediff.).
19.00	Magazine : Via Regio. The View from Here, de Tom Joelin et Peter Friedman (v.o.).
19.30	Chronique : Le Dessous des cartes. Aborigènes, la découverte de l'Australie.
19.35	Documentaire : Histoire parallèle. Actualité italienne et britannique de la semaine du 27 novembre 1993.
20.30	8 1/2 Journal.
20.40	Documentaire : Silverlake Life. The View from Here, de Tom Joelin et Peter Friedman (v.o.).
22.20	Documentaire : Shiva et la Fleur de potence. De Hans Georg Andres (v.o.).
23.35	Cinéma d'animation : Smurfs. Méditations, de Gary Hill ; Bleu, blanc, rouge, de Jean-Louis Bonpoint. En caméra portée, de Tony Hill ; Courrier à petite vitesse, d'Alison Snowden ; Vacances, de Zbigniew Rybczynski.
0.00	Documentaire : Eurojazz. Nuit européenne du jazz à Copenhague, de Joern Fabricius (29 min).

M 6

6.40	Musique : Boulevard des clips (et à 1.20, 7.00).
8.00	M 6 Kid.
10.00	M 6 boutique. Télé-achat.

La plus belle et la plus vaste collection de costumes «longlife» aux 2 pantalons à un prix jamais vu !

2490f

DAVID SHIFF

13 RUE ROYALE PARIS 8^e Du lundi au samedi de 10h à 18h

10.30 Infoconsommation.

10.35 Variétés : Multitop.

11.50 Série : Les Années coup de cœur.

12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée.

12.55 La Saga des séries.

13.00 Série : Brigade de nuit.

13.55 Série : Tonnerre mécanique.

15.05 Série : Covington Cross.

18.10 Série : Opération S.

17.15 Série : L'Aventurier.

17.50 Série : Le Saint.

18.45 Magazine : Les Enquêtes de Capital (rediff.).

19.15 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chaptal.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Classe mannequin.

20.35 Magazine : Stars et célébrités (et à 1.15). Présenté par Éléonore de Galard.

20.50 Téléfilm : Meurtres à Beverly Hills. De Marvin J. Chomsky.

0.10 Série : Soko, brigade des stupés.

FRANCE-CULTURE

20.30	Photo-portrait. Rius Carmel, peintre.
20.45	Dramatique. Le Conseil de discipline, de Simone Benetosa ; à 21.55, Le cas d'un cheval noir, de Jean-Marie Simon.
22.35	Musique : Opus. Avec Richard Galliano. Pour un accordéon électrique.

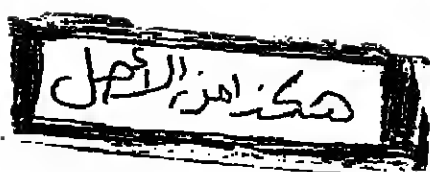
FRANCE-MUSIQUE

20.00	Soirée lyrique (en direct d'Amsterdam) : Le Couronnement de Poppo, drame musical en un prologue et trois actes, de Monteverdi, par l'Ensemble Les Talens lyriques, dir. Christophe Rousset ; Christophe Rousset, Blanche Rannou, claviers, Nigel North, Fred Jacobs, luth, Inka David, viole de gambe, Lucie Swarts, violoncelle ; sol : Cynthia Haymon, Brigitte Balleyn, Nia Liang, Michael Chance, Carlo Colombara, Heidi Grant Murphy, Dominique Vieux, Jean-Paul Fouché, Mark Tucker, Claron McFadden, Sandrine Plau, Roberto Scallini, Lynton Adrien, Romain Bischoff.
23.00	Maestro. Ernest Ansermet, par François Castang.

Les interventions à la radio

France-Inter, 9 heures : « Financement : les banques en question » (le Rue des entrepreneurs).

Radio-Classique, 12 heures : Marc Viénot (les Questions orales).



28 • Samedi 27 novembre 1993 •

Le Monde

A la suite d'une demande d'extradition de la France

Jacques Médecin est détenu à Punta-del-Este

A la suite d'une demande d'extradition formulée, le 12 novembre, par le parquet de Nice dans le cadre de l'affaire de la caisse noire de la SEREL (une entreprise niçoise de régulation routière), l'ancien maire (CNI) de Nice, Jacques Médecin, soixante-cinq ans, a été interpellé, jeudi 25 septembre, par la police, dans sa résidence de Punta-del-Este (Uruguay) où il vit en exil depuis septembre 1990. En attendant d'être extradité, Jacques Médecin est détenu dans une cellule de la prison de Punta-del-Este.

Après sa fuite en Uruguay, en septembre 1990, il est, en fait, resté inopérant. S'il devait être extradé (1), M. Médecin aurait, d'abord, à purger la peine d'un an de prison à laquelle il a été condamné pour infraction à la loi sur l'immigration. Il lui était reproché, en l'occurrence, d'avoir recouru des fonds émanant d'organismes publics et parapublics - qu'il dirigeait ou contrôlait - par le biais de publicités ou de publi-reportages parus dans l'« Action Nicaise », un mensuel édité par une société dans laquelle il détenait la majorité des parts. Au total, ces organismes, largement subventionnés par la ville et le département, avaient versé, de 1986 à 1989, une somme estimée à plus de 2 millions de francs.

La dette de la ville de Nice

Le maire de Nice aurait, également, à s'expliquer dans quatre autres procédures judiciaires contre lui. Dans la première, il a été inculpé, le 26 juin 1991, d'abus de confiance pour des détournements de fonds, de plusieurs millions de francs, qu'il a présumé avoir commis au préjudice de l'association paramunicipale Nica-Opéra. L'ancien maire de Nice a également fait l'objet, en juillet 1991, de poursuites pour fraude fiscale en sa qualité de président de Nica-Opéra. Il lui est reproché d'avoir soustrait - avec le directeur de cette association Lucien Salles - à l'établissement et au paiement d'une somme de 4,15 millions d'impôts sur les sociétés pour l'exercice 1987. Une autre information judiciaire a été ouverte contre l'ancien maire de Nice, le 21 mai 1992, pour abus de confiance, faux, usage de faux et complicité de ces trois délits dans l'affaire dite de la restructuration de la dette de la ville de Nice.

Toutefois, selon une source judiciaire, les faits justifiant cette procédure pénale se révéleraient prescrits. C'est après que cette affaire eut été révélée par la chambre régionale des comptes que M. Médecin avait pris la fuite en Uruguay au terme, et sous couvert, d'un voyage de promotion touristique au Japon.

Le nom de M. Médecin est, par ailleurs, cité à propos d'un obus lancé par le conseil général des Alpes-Maritimes - dont il était, à l'époque, président - avec une société niçoise, COM'06, concernant l'installation de vingt-cinq salles multimédias dans des communes rurales. Dans cette affaire de fausses factures, instruite

par un magistrat grenoblois qui a inculpé, le 20 novembre 1991, le PDG de COM'06 de faux et usage, recel d'abus de confiance et d'abus de biens sociaux, l'assemblée départementale a été grugée d'une somme de 8,2 millions de francs.

Dernière affaire en date : celle de la caisse noire de la SEREL, dans laquelle sept personnes ont déjà été mises en examen. Selon le PDG de cette société, Francis Guillot, une somme de 4 millions de francs aurait été versée à l'ancien maire de Nice, sous forme de pots-de-vin, pour l'obtention de marchés de la ville. Depuis Punta-del-Este, M. Médecin s'est défendu de ces accusations en prétendant qu'il avait reçu le soutien de la SEREL pour le financement de ses campagnes électorales. Cependant, M. Guillot a réaffirmé, le 22 novembre, qu'il avait été « racketté » par l'ancien maire de Nice.

GUY PORTE

(1) Il n'existe pas de convention d'assistance judiciaire entre la France et l'Uruguay. Toutefois, le président uruguayien, Luis Lacalle, avait récemment déclaré que son pays ne pourrait pas accorder l'asile politique à M. Médecin. On sait que les délits reprochés à celui-ci relèvent du droit commun et sont passibles de peines supérieures à deux ans de prison.

Un système assis sur le clanisme et le clientélisme

Rares sont les dynasties politiques locales qui ont tenu le coup aussi longtemps avec aussi peu d'acteurs principaux. Le terme de dynastie pour Jacques Médecin et son père, Jean, est, du reste, moins approprié que celui de clan. Car ce qui est décrit comme « la dynastie Médecin » n'est en fait constituée que du fondateur et de son fils qui, pendant soixante-deux ans, ont tenu Nice sous leur coupe. Les dernières révélations de Jean-Pierre Bazin, l'envoyé spécial du RPR chargé d'organiser la récente passation du pouvoir municipal niçois - la démission d'Honoré Baillet et son remplacement par Jean-Paul Baréty, - tendraient même à prouver que la ville a été mise, au fil du temps, en coupe réglée. Ne déclarait-il dans *Presse Océan*, après cette opération, que « le système Médecin a toujours cours » et que « le milieu est omniprésent » ? Le fameux « système Médecin » a installé ses fondations en 1928, l'année de naissance de Jacques, quand le père est devenu premier magistrat de la cité du Carnaval. Excepté une interruption

de deux années après la guerre, le « roi Jean », comme le surnomment avec une certaine admiration ses administrés, va régner pendant près de quarante ans. Avant de céder la place à son fils, en février 1966, le maire a eu le temps de mettre en place un mécanisme parfaitement huilé qui mêle clanisme et clientélisme. L'art de Jean Médecin est d'avoir sondé les notables politiques, les chefs d'entreprise et les représentants des professions libérales.

Battu aux législatives de 1962, Jacques Médecin entre à l'Assemblée cinq ans plus tard pour y rester vingt et un ans, avec un intermède gouvernemental de deux années (1976-1978) pour s'occuper du tourisme. Comment le pays pourrait-il se passer d'un tel homme qui fait rayonner la promenade des Anglais ? Il bâtit sans perdre balaine. Et comment la majorité pourrait-elle ignorer un dirigeant qui est le « parrain » d'une droite locale indéfectiblement puissante. Il développe un système associatif qui lui est entièrement dévoué et ramène très large. Le flou

politique, Jacques Médecin ne le cultive dans ses apparentements, en passant successivement chez les centristes pompidoliens du PDM (Progrès et démocratie moderne), les Réformateurs, les Républicains indépendants (RI), le Parti républicain (PR), le RPR avant d'adhérer, en dernier lieu, au CNL. Des indépendants, il dira « c'est ma famille », et des néogaullistes, « c'est ma maison ». Ce constant voyage entre les étiquettes politiques le conduit même à déclarer qu'il partage « à 99,9 % » les « thèses du Front national ».

Les échanges de bons procédés, les arrangements qui sont allés jusqu'à mouiller une dizaine d'adjuits sous le coup aujourd'hui, de procédures judiciaires, les amitiés étranges de Jacques Médecin avec le demi-monde du braquage et de la roulette ont fini par envenimer le système, jusqu'à provoquer la chute du chef. Il est parfois difficile d'être le fils de son père.

OLIVIER BIFFAUD

Feuilleton

Silvio Berlusconi tante de bouleverser le paysage politique italien. Socialiste au petit matin, proche des néo-fascistes sur le coup de midi, démocrate lorsque sonne l'heure du prime-time, l'homme qui prétend faire don de sa personne à la Péninsule semble s'être pris les pieds dans les câbles de ses chaînes de télévision.

Le court feuilleton scénarisé par celui à qui l'Elysée, naguère, offrit sur un plateau

feu le Cinq relève, selon un député italien de gauche, du « péronisme électronique ». L'expression est heureuse, mais ne rend pas assez compte de la variabilité des convictions que tout cela induit.

L'attitude du sauveur auto-proclamé de l'Italie traduit une application à sa propre pensée de la gestion des opinions par audimat, la convictionnisme.

PROCYON

AU COURRIER DU MONDE

Réponse à Bernard Lewis

Des intellectuels réagissent aux propos de l'historien Bernard Lewis sur le génocide arménien. Un livre : *Mémoire dans la procréation*, de Marie-Magdeleine Chatel (page 2).

INTERNATIONAL

La succession de M. Houphouët-Boigny

Après six mois de traitement à l'étranger, le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny est de retour parmi les siens. Son état de santé est un sujet tabou, mais la classe politique s'interroge fébrilement sur le processus constitutionnel de succession (page 3).

La renaissance de l'Etat afghan

Certains signes montrent que l'Etat afghan peut recommencer à exister autour du président Rabbani, du général Massoud et d'une coalition hostile aux islamistes du Hezb (page 5).

POLITIQUE

La restriction du droit d'asile

Adopté vendredi 26 novembre par les députés, le nouveau texte du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, réintroduit des restrictions au droit d'asile dans la loi sur l'immigration (page 12).

SOCIÉTÉ

L'attentat contre Jean-Claude Madrenas

Jean Xatard, ancien candidat UDF à diverses élections dans les Pyrénées-Orientales, a été mis en examen et écroué jeudi 25 novembre à Perpignan pour tentative d'assassinat dans l'enquête sur l'attentat à la voiture piégée, le 5 février, contre Jean-Claude Madrenas, maire (CDS) de Bages (page 14).

CULTURE

Quatre pays, quatre films

Quatre cinéastes cherchent dans l'histoire de leur pays - l'Algérie, le Sénégal, la Russie et la Roumanie - des leçons pour l'avenir (page 20).

COMMUNICATION

La chaîne de télévision éducative

Le ministre de la communication, Alain Carignon, a annoncé, jeudi 25 novembre, aux membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale que le gouvernement consacrera « 500 à 700 millions de francs » au lancement de la « chaîne du savoir et de la formation » (page 21).

ÉCONOMIE

Le référendum sur la TVA en Suisse

Dimanche 28 novembre, les électeurs suisses auront à se prononcer par référendum sur l'introduction de la TVA dans le système fiscal helvétique (page 22).

La dégradation du climat social

La journée du jeudi 25 novembre a été marquée par une succession d'arrêts de travail et de manifestations dans plusieurs entreprises, dont Air Inter et la SNCF. Des perturbations étaient également attendues vendredi dans les transports en communs (page 23).

Services

Abonnements X
Annonces classées 6
Carnet, Loto 26
Jeux XI
Marchés financiers 24-25
Météorologie 26
Radio-télévision 27
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-28-04-56

Ce numéro comporte un cahier
« Temps libre »
folios 1 à XII

Demain

Heures locales

Par leur géographie et leur économie, les Pays-de-la-Loire et la Bretagne ont des préoccupations très proches et les rivalités historiques n'empêchent pas ces deux régions de coopérer dans plusieurs domaines.

Le numéro du « Monde »
daté vendredi 26 novembre 1993
a été tiré à 481 172 exemplaires

« On n'arrête pas n'importe qui n'importe comment »

NICE

de notre correspondant

« Ici, c'est un pays merveilleux. Les gens y sont aimables et ils respectent le code Napoléon. Pourquoi voulez-vous que j'aille ailleurs ? » Jacques Médecin, joint par téléphone, expliquait ainsi, vendredi 19 novembre, qu'il n'envisageait pas de quitter l'Uruguay. « On n'arrête pas n'importe qui n'importe comment », avait-il ajouté en apprenant sa demande d'extradition, accompagnée d'une demande d'arrestation provisoire, adressée à Interpol par le procureur de la République de Nice, Paul-Louis Auméras.

Au début de son exil, quelques amis niçois qui l'avaient fréquemment au téléphone ou qui allaient le voir dans la ville qu'il s'était fait construire rapportaient des nouvelles plus ou moins bonnes de son moral. Le bruit d'une hospitalisation pour une sévère dépression a même couru à Nice. Mais ces derniers temps, Jacques Médecin ne semblait plus avoir d'états d'âme. Un retour en France ? « Je ne suis pas pressé. Peu de gens, à part ma famille peut-être, s'imaginent me revoir. Je ne reviendrai que résigné, incapable ! Si la justice veut m'arrêter, qu'elle vienne ici, je répondrai à toutes les questions. »

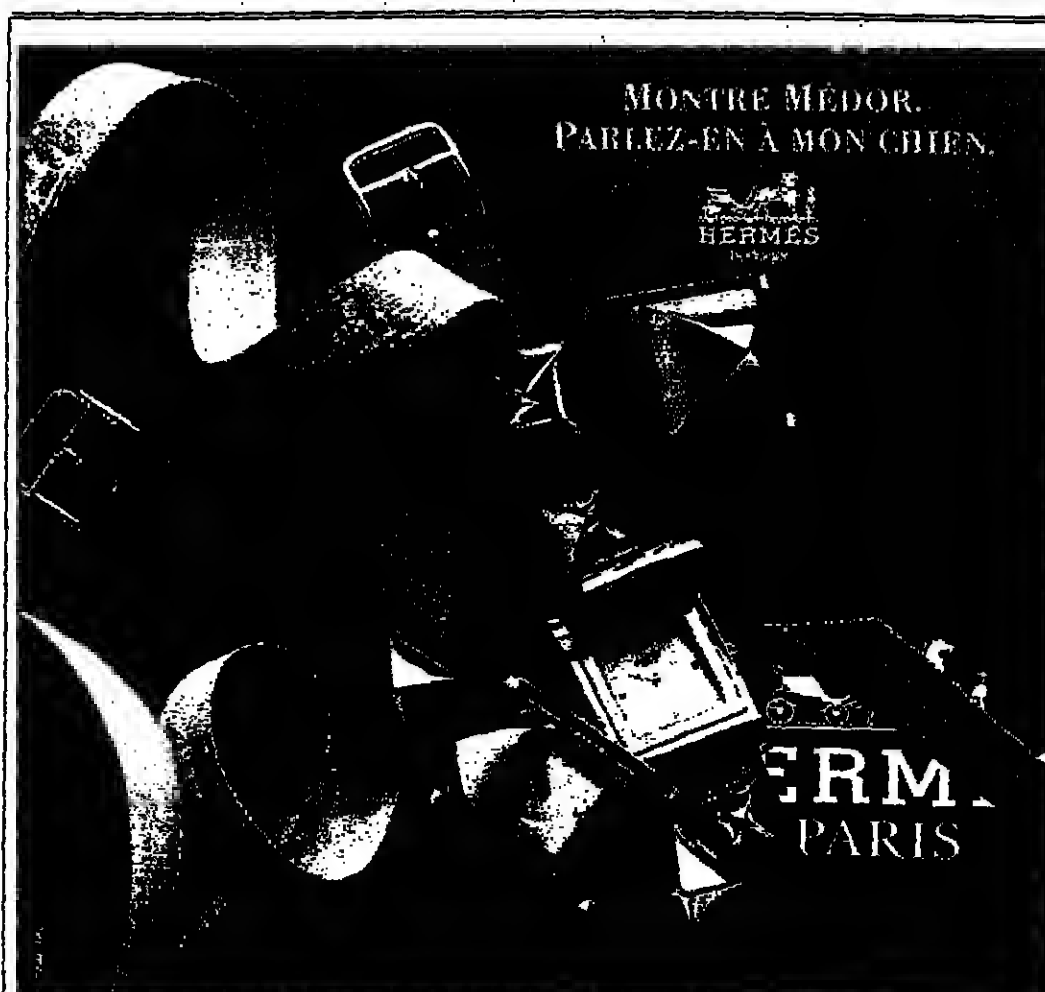
« Comment voulez-vous que je ne sois pas résigné ? Ironisai-je au téléphone. On multiplie contre Médecin toutes les procédures, les mandats d'arrêt et rien n'a jamais abouti. C'est bien la preuve que je suis parfaitement innocent : depuis le temps que l'on me charge, on n'a réussi qu'à me condamner pour infraction. »

JEAN VERDIER

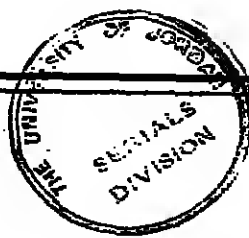
(Publicité)

LE FRANÇAIS EN RETARD D'UNE FENÊTRE

Sens du confort et de l'économie en RFA on change trois fois plus de fenêtres que chez nous. Pourtant, Iso-France-Fenêtres pose en une journée, sans aucune dégradation, une fenêtre en bois, alu ou PVC. Herméticité totale et gain de lumière grâce à leur procédé exclusif. Garantie décennale. Egalement portes blindées. Agent Vélux, 111, rue La Fayette (10^e), M^e Gare-du-Nord et 26, av. Quilhou, à St-Mandé. M^e St-Mandé-Tourville, 48.37.18.18, Grenoble, 78.41.17.47, Lyon, 05.05.16.15, Rouen, 05.04.18.18.



Montre Médor plaquée or sur bracelet box et ceint courrochet.
En vente chez Hermès. Liste des bijoutiers-bijouçiers disponibles : 24, fg St-Honoré, Paris. 81. Tél. 40 17 47 17.



temps libre

VOYAGE

Alerte à Pompéi

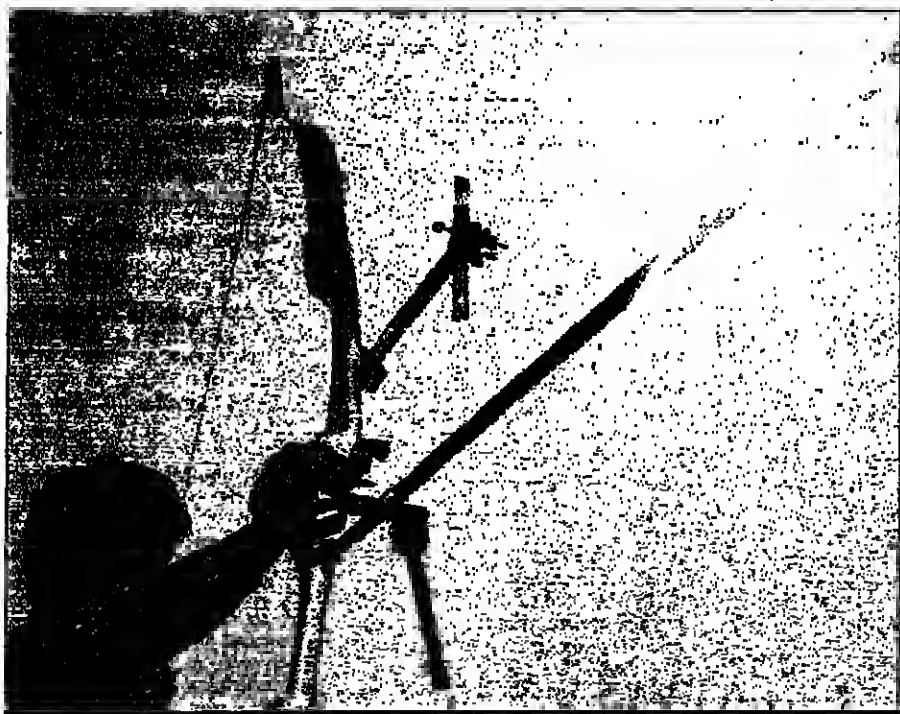
La plus grande cité, sur le pourtour méditerranéen, de références archéologiques du monde romain va mal. Près de la moitié des découvertes menacent ruine. Fouilles excessives et manque de moyens se sont conjugués pour accélérer le délabrement du site. Aujourd'hui, les chercheurs songent plus à protéger Pompéi qu'à engager de nouvelles campagnes.

(Lire pages VI et VII.)



EXTERIEUR

L'esprit de l'arc



En devenant champion olympique de tir à l'arc à Barcelone, en 1992, Sébastien Flute allait donner un formidable essor à ce sport qui, en France, dans l'année qui suivait, voyait près de 10 000 nouveaux licenciés rejoindre les rangs de la fédération. Sa place sur le podium avait enchanté et ravi le pays entier qui venait de découvrir l'élégance « spirituelle » d'un exercice physique resté jusqu'ici largement confidentiel. Les émules du jeune champion ne savaient sans doute pas tous qu'en embrassant cette discipline ils s'engageaient dans un face-à-face personnel dont on ne sort pas à tous les coups vainqueur.

(Lire page IX.)

STYLE

Rockwell l'Américain

Témoin durant plus de soixante ans d'une Amérique sage, travailleuse et chaleureuse, Norman Rockwell fut le grand illustrateur du magazine *The Saturday Evening Post*. C'est l'ensemble des couvertures qu'il réalisa, entre 1916 et 1963, pour ce journal qui sont présentées actuellement à Paris, aux magasins du Printemps, dans le cadre d'un « Noël » qui, cette année, prend la Nouvelle-Angleterre comme thème.

(Lire page V.)

Lire aussi

Guides

Après le beaujolais nouveau, voici l'heure des guides gourmands.

(Lire page X.)

Livres rares

L'éditeur Franco Maria Ricci s'est imposé entre Parme et Paris.

(Lire page XII.)

L'Œil de Claude Sarraute (Lire page VIII.)



FORMES

Le pianiste soviétique Emil Gilels, à qui l'on demandait si les Français étaient ou non musiciens, interloqué, lançait : « Le peuple qui a donné Couperin, Rameau, Berlioz, Debussy et Ravel au monde ne peut pas ne pas être musicien. » Peut-on, en effet, sérieusement suspecter les Français de ne pas être musiciens ? Leurs violons fabriqués au siècle dernier par les luthiers vosgiens sont joués dans les orchestres de tous les pays. Jusqu'à la Grande Guerre, leurs pianos ont émigré en première classe dans tous les pays du monde : Erard et Pleyel avaient magnifié l'instrument de chaudronnier moqué par Voltaire. Et n'est-ce pas l'Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire de Paris qui a révélé, grâce à la perfection de ses interprétations, la *Neuvième Symphonie* de Beethoven à Wagner, alors qu'aucun orchestre allemand de l'époque n'avait un niveau technique suffisant pour la jouer ? Paris n'a-t-elle pas attiré Chopin, Liszt, Albeniz, de Falla, Stravinsky et tant d'autres créateurs ? N'est-ce pas à Paris qu'ont été formés quelques-uns des compositeurs et des interprètes qui ont marqué l'histoire de la musique occidentale des XIX^e et XX^e siècles ?

Médiocres

en géographie,

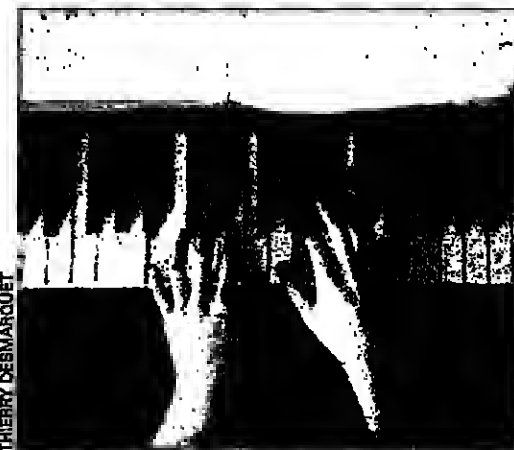
nuls en langues,

les Français n'auraient,

en outre, que l'oreille

musicale incertaine...

France



musique

Les Français sont-ils musiciens ? Au XIII^e siècle, cette question n'aurait eu aucun sens. La musique des « Français » dominait l'Occident : c'est à la tribune des orgues de Notre-Dame que Perotin et Leonin inventèrent la polyphonie. Au XIV^e et au XV^e siècle, la musique de Guillaume Dufay et de Guillaume de Machaut est beaucoup plus évoluée que celle, encore balbutiante, des Maîtres chanteurs allemands... qui, puisant aux meilleures sources, feront de rapides progrès. D'ailleurs, n'est-ce pas Rameau qui, en donnant à l'harmonie le rôle architectural, aux dépens de la mélodie glorifiée par l'Italie, a permis à Wagner d'écrire ses opéras ? Certains Français ignorent la musique, c'est certain. Il y a quelques années, un quotidien français avait confié ses colonnes à une armée de littérateurs célèbres. Un seul de ces journalistes d'un jour prit la peine d'écrire sur la musique. Une brève.

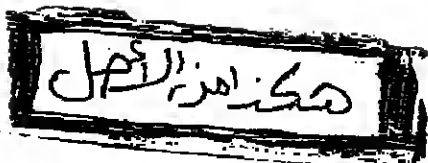
Les Français les moins musiciens seraient les hommes politiques. Dès qu'ils se prennent pour sainte Cécile, ils ne disent et ne font que des bêtises. Le prestige d'une institution musicale française est donc inversement proportionnel à la présence de l'Etat dans ladite institution. Les musiciens qui se mêlent de politique ne font guère mieux. La musique serait-elle une affaire si sérieuse qu'on ne puisse la confier à des musiciens ? Pourtant, Clemenceau aimait et connaissait la musique.

Pourtant, les enfants de la République font beaucoup de musique dans des conservatoires surpeuplés. Les écoles de musique résonnent des gammes de piano, du grincement des violons, des accents de trompettes et des rires des petits qui font un raffut d'enfer dans les ateliers de percussions. Ils en écoutent plus encore : la France est le pays du monde sans lequel il se vend le plus de disques classiques proportionnellement à sa population. Les Français ont le don de se poser toujours de mauvaises questions. Les Français sont-ils cartésiens ?

A moins que le bon sens ne l'ait emporté, il n'y a pas vingt ans, un 14 juillet, sur la place d'une bourgade normande dont Guy de Maupassant a raillé les habitants « orgueilleux », dans la *Rosier de Madame Husson*. « Les ceusses qui font pas d'la musique, y faut qui s'arcument jusqu'à les arbres » : le chef des Volontaires de Gisors - l'harmonie municipale - prouvait par cette injonction impérieuse que des Français faisaient de la musique... et d'autres pas.

Alain Lompech

(Lire page IV.)



Les rendez-vous

ÎLE-DE-FRANCE

Un chansonnier marocain

Gamin, il improvisait des sketches satiriques dans le bus et on le surnommait Baziz. Ensuite, la mèche du coiffeur marocain, alias Ahmed Sanoussi, tomba en ville sur la télévision du royaume et sur la prolifération des golfs, sport favori du roi Hassan II... L'humoriste fut illico banni du petit écran et d'ailleurs, devenant « l'artiste le plus censuré du Maroc » selon le quotidien casablancaise *Libération*. Depuis lors, les bons mots en arabe populaire, en français ou en francarabe de Baziz font encore plus vite le tour du pays chérifien. Le Congrès mondial des littératures de langue française, tenu à Padoue (Italie), a célébré le talent de cet autodidacte : « Il n'a rien à voir avec les chansonniers occidentaux, auteur unique du Maghreb populaire, son humour est une science, ses textes une contribution littéraire solide. » Sa pièce sur la vie politique marocaine et sur le nouvel ordre mondial à l'américaine a attiré 70 000 spectateurs sur le campus universitaire de Fez avant de faire rire — on grince des dents — en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Jordanie. A Paris, Ahmed Sanoussi vient présenter *Visa, mon amour*, spectacle inspiré par les tribulations de tout jeune Marocain voulant découvrir l'ancienne métropole. « Désormais, pour voir Baziz, il faut aller à Paris, mais pour cela, on a besoin... d'un visa », se lamente le *Libérateur* de Casa. Baziz se produira un seul soir au Théâtre de la Munalité, samedi

27 novembre, à 20 h 30. Réservations 45-89-58-17. Prix unique : 90 F.

De Prévert à Tzara

Familier des surréalistes et collectionneur de leurs livres et de leurs œuvres, Jacques Matarasso a constitué en soixante années une bibliothèque exceptionnelle qui sera dispersée, du 2 au 4 décembre, à l'hôtel Drouot. André Breton, Louis Aragon, Tristan Tzara, Paul Eluard, et Benjamin Péret, y figurent en bonne place avec Artaud, Breton, Dali et Duchamp, ou Jacques Prévert. Estimé à plus de 200 000 F, le texte érotique publié par Aragon en 1928 sous son nom d'auteur est accompagné de documents autographes inédits. Livres, objets, gravures, collages, reliures d'artistes, seront exposés à l'étude



Loudmer (7, rue Rossini, Paris 9^e, tél. : 44-79-50-50) les 27, 29 et 30 novembre, ainsi que le 1^{er} décembre. Catalogue illustré, 250 F.

Suitanes à bord

Éternelle histoire d'amour contrariée, l'opéra est aussi une machine à voyager dont on peut suivre au fil des siècles les engouements et les modes. A leur manière, livres et décors en gardent la trace. D'où l'intérêt de l'exposition « Voyages d'opéra », présentée dans le cadre de la bibliothèque-musée de l'Opéra de Paris. Palais des suitanes et jardins du sérail, lodes galantes, voyage en Orient, esclaves du harem et bayadères, tout est présenté au défilé, orné de l'imagination créatrice des décorateurs. Marquetteries, dessins et aquarelles, costumes : toutes les pièces proviennent des collections de l'Opéra de Paris. Jusqu'au 27 février 1994, tous les jours, de 10 heures à 17 heures. Entrée par la façade du palais Garnier ; le ticket d'entrée (30 F) permet de visiter également le théâtre et le musée.

Marionnettes siciliennes

Les collections du Musée des marionnettes de Palerme sont présentées à Paris, du 1^{er} au 31 décembre, au centre culturel italien, 50, rue de Valenciennes (du lundi au vendredi). Un spectacle d'opéra, mettant en scène les fameuses marionnettes, sera présenté le 2 décembre à 18 h 30 sur le thème de la *Chanson de Roland*. Tél. : 44-39-49-39.

Portes ouvertes au Potager

L'Ecole nationale supérieure d'horticulture de Versailles ouvre les portes du Potager du Roy (4, rue Hardy, 78000 Versailles, tél. : 39-50-60-67) le vendredi 3 décembre de 14 heures à 19 heures, le samedi 4 et le dimanche 5 de 10 heures à 20 heures. Visites guidées du Potager et une exposition organisée par l'association des élèves, intitulée « La vie en vert » et consacrée aux différents modes de culture.

Paris en visites

L'association Paris pittoresque et insolite propose des visites de deux heures (prix : 45 F) : le 1^{er} décembre, la rue Saint-Denis, de Saint-Leu à la tour Saint-Jacques, rendez-vous à 14 h 30 au métro Étoile-Marcus ; le 2^e décembre, de la rue des Rosiers au quartier juif, à 14 h 30, métro Saint-Paul ; le 3^e décembre, passages couverts autour de la Grange-Batelière, à 14 h 30, métro Le Peletier ; 4^e décembre, Hôtels du Marais et du Temple, à 14 h 30, métro Temple.

Peinture romantique

Ruth et Boaz, tableau de 1822 qui fit jaser car on y voyait le vieux Louis XVIII et sa favorite M^{me} de Cayla, Louis XVI distribuant des aumônes en 1793, autre tableau célèbre

sous la Restauration, qui fit pleurer celui-là, deux œuvres oubliées d'un artiste très en vue de son temps, Louis Henner (1777-1860). Protégé de Louis le Désiré, il s'était déjà fait connaître sous l'Empire par son portrait en pied de Massena, et survécut sous la monarchie de Juillet en peignant la reine Marie-Amélie et ses enfants. Le Musée de la vie romantique, superbement installé dans une villa italienne construite en 1830 à la Nouvelle-Athènes (16, rue Chapelle, 75009 Paris, tél. : 48-74-95-38) a en l'heureuse idée de consacrer une rétrospective à Henner dans les meubles de George Sand et de Renan (jusqu'au 9 janvier, de 10 heures à 17 h 45, tous les jours sauf le lundi. Catalogue couleurs de 192 pages, 190 F).

Salon du cheval

Le plus attirant, ce sont les huit cents chevaux de différentes races rassemblés pour le 22^e Salon du cheval et du poney. Quatre cents exposants venant d'une dizaine de pays participeront à ce rendez-vous européen organisé autour de quatre thèmes : l'équipement, les vacances équestres, les matériels professionnels, les organismes officiels. Du 3 au 12 décembre au Parc des expositions de Paris, à la porte de Versailles. Il est ouvert de 10 heures à 19 heures (jusqu'à 22 heures le 7 décembre). Entrée : 60 F. Le concours hippique international clôturera ces journées, les 11, 12 et 13 décembre. Renseignements sur les concours d'élevage et les manifestations sportives ainsi que réservations au 44-68-44-44.

Mandalas à Montpellier

L'art sacré du mandala nécessite des poudres colorées et des années d'étude et de méditation. Avec ce bagage, cinq moines du monastère privé du dala-lama réaliseront un mandala de sable. Ils le mèneront à son terme en un mois. Il sera ensuite effacé rituellement et dispersé dans la Méditerranée. Un geste significatif, comme l'exécution du mandala, plan de la demeure d'une déité bouddhiste et support de méditation. Sur les murs, des mandalas anciens, sur tissu. Jusqu'au 15 janvier prochain, au Château d'O, à Montpellier (avenue des Moulins, tél. : 67-84-60-92), tous les jours sauf lundi, de 14 heures à 18 heures (samedi et dimanche, mêmes heures et de 10 heures à midi). Le 7 décembre, une exposition d'une quarantaine de tapis de prière et de cérémonie du XIX^e siècle, à motif de ligne, présentée à l'Espace République (20, rue de la République), complètera harmonieusement la première.

Le charme en ses demeures

Des maisons de caractère, silencieuses et confortables, un environnement de nature et de paix qui privilégie le repos, une cuisine du terroir, un accueil chaleureux caractérisent les Relais du silence, « chaîne internationale d'hôtels de charme en Europe et au Canada ». L'essentiel est dit. Il ne reste plus aux amateurs d'authenticité qu'à consulter l'annuaire 1994. Il est polyglotte, clair (deux établissements par page avec photo couleur, cartes de situation), précis. Gratuit, il est disponible dans les hôtels de la chaîne et au siège parisien (2, passage Du-Guesclin, 75015 Paris, tél. : 45-66-77-77).

Religieux version luxe

Sujet de Louis XIV, homme d'action autant que missionnaire, amateur de bon rhum autant que de belles lettres, le dominicain Jean-Baptiste Labat (1663-1738) a laissé, entre autres produits de ses explorations sur les deux rives de l'Atlantique, un *Monvieux Voyage* aux îles de l'Amérique qui, par sa langue

RÉGIONS

Alpes de lumière



D'abord le livre, *Alpes (Mont-Blanc, Vanoise, val d'Aoste)*, un album de photographies de Michel Faurer et Jeremy Balem, d'une beauté et d'une luminosité rares. La montagne saisie à l'un de

ces moments de grâce éphémère où la lumière transfigure toute chose. La qualité de l'impression met parfaitement en valeur les clichés qu'accompagne un texte de François Labande. Un bel ouvrage des éditions Jean-Marc de Fancamp. L'album sous jaquette (25 x 33 cm, 168 pages, 150 photos couleur) coûte 360 F.

Vent-on associer le livre et son modèle ? Contempler le mont Blanc, par exemple, sous toutes ses faces ? Consulter la brochure « Neige » que Nouvelles Frontières (tél. : 41-41-58-58 ou Minitel 3615 code NF) consacre aux séjours en altitude : 7 jours en demi-pension (le soir) à l'hôtel des Grands-Montets, à Argentière (à 8 km de Chamonix), de 1 800 F (promotion) à 2 900 F (haute saison), encadrement et école de ski pour les enfants de moins de 12 ans compris. Les hôtels-chalets de tradition (tél. : 50-54-49-28), pour leur part, présentent leurs dix établissements dans un cahier de robe nom. Une semaine aux Balcons du Savoy, à Chamonix : de 3 260 F à 7 500 F par semaine pour un studio (2/3 personnes).

ETRANGER

Japon ouvert-fermé



Fermé à l'Occident pendant deux siècles et jusqu'en 1853, le Japon fascine les voyageurs : c'est l'histoire des relations entre l'Europe et le pays du Soleil-Levant qui illustre à travers la cartographie, les objets d'art, la peinture, le cinéma, la grande exposition présentée, jusqu'au 12 décembre, à Berlin, au Martin-Gropius Bau, Stresemannstrasse 110. Renseignements : 19-49-30-254-59-0.

Images d'Italie

Quarante images de l'Italie des années 1912-1925 présentées, du 4 décembre au 5 février, à l'Institut français de Florence, en collaboration avec le Musée Albert Kahn. Réalisées par les opérateurs des Archives de la planète, ces autochromes ont le charme des documents qui allient perfection plastique, douceur des tons et valeur historique. Fruits d'un vagabondage d'une rive à l'autre de la péninsule en passant par les lacs alpestres et les villages des Pouilles, l'exposition, qui sera également présentée à Bologne, Bari, Rome et Turin, offre un séduisant résumé des multiples visages de l'Italie. « Italie/Points de vue 1912-1925 », Institut français de Florence, piazza Gonnelli 2. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 15 h 30 à 19 heures, fermé le dimanche.

Des boggies pour les fêtes

Neuf voitures pour une trentaine de passagers seulement. Un personnel aux petits soins et les petits plats de chefs renommés. Un traitement royal à bord du Royal Scotsman. Mis en circulation en 1985, ce train conjugué le style edwardien et le confort Pullman. Pour passer Noël en Angleterre ou le Nouvel

An en Ecosse. Des circuits de 8 jours agrémentés de nombreuses visites. Le premier, de Londres à Londres (du 20 au 27 décembre) via Stratford (Shakespeare), Bath (les thermes romains) et Winchester (messe dans la cathédrale). Avec, *of course*, les célèbres Christmas carols. Le second, de Londres à Edinburgh (du 26 décembre au 2 janvier), via la région des lacs, les Highlands et Perth. Du bout de gamme : 36 000 F environ avec l'avion, les nuits à bord et 2 nuits d'hôtel. Dans la brochure du voyageur Amblin, chez votre agent de voyages.

Croisière en Nubie

Définitivement recouverts par les eaux du lac Nasser, les villages de Nubie sont aujourd'hui survolés par les voiles blanches des felouques. Sauvées des eaux et déplacées, Abou-Simbel, Philae, Kalashchah, Onadi-es-Sebuna ou Amada racontent encore l'histoire des pharaons. Le Musée du Proche-Orient (15, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : 46-34-03-20) invite à les découvrir au gré d'une croisière de 3 ou 4 nuits (5 400 F et 6 500 F par personne en cabine double, vols Paris-Assouan/Assouan) à bord du M/S Eugénie, un bateau de prestige disposant de 44

cabines et de deux suites. Supplément de 700 F du 15 décembre au 10 janvier.

Nouvel An sur l'ancien « France »

Même rétrospectif SS Norway et navigant désormais sous les couleurs de la Norvégie Croisière Line, l'ex-France reste un paquebot unique. Sur lequel les nostalgiques argentés peuvent embarquer pour aller réveiller au soleil des Canaries. Et découvrir, au départ de Miami, Saint-Thomas, Antigua, la Barbade, Sainte-Lucie et la Martinique. Pour Noël, du 17 au 30 décembre (à partir de 30 000 F en cabine double extérieure) ou le Nouvel An, du 28 décembre au 9 janvier (à partir de 31 400 F). Tarifs incluant le vol Paris-Miami/Assouan, les transferts et deux nuits d'hôtel. Renseignements dans les agences et à la Compagnie générale de croisières (24, rue Joseph-Sansboud, 75008 Paris, 42-93-81-82).

Du fun pour l'hiver

Aux véliplanchistes qui attendent pas- sés l'hiver dans les meilleures conditions de vent et de soleil, le voyageur Nouveau Monde propose une brochure spéciale au menu décollant. Parmi les meilleures « spots » sélectionnés, la Martinique (une semaine à partir de

6 500 F de Paris), l'île de Margarita, au large du Venezuela (7 jours de vents à plus de 20 nœuds, à partir de 7 200 F) et un séjour à la Barbade (8 jours, à partir de 7 200 F) à prolonger par une croisière de 5 jours dans les Grenadines (5 000 F). Pour les plus expérimentés, 8 jours dans les îles du Cap-Vert, autour de 6 000 F, toujours de Paris. Renseignements au (1) 43-29-40-40.

Moto new-look



Exposition « MZ Skorpion » au Design Museum de Londres ou comment une motocyclette fabriquée en Allemagne de l'Est a subi une rénovation complète entre les mains de professionnels britanniques du design industriel. Explication des buts de l'opération et analyse du processus. Jusqu'au 27 février 1994, Design Museum, Butler's Wharf, tél. : 19-44-71-403-69-33.

VENTES

Collection griffée

P our clore en beauté sa saison à Monaco, Christie's disperse le 4 décembre un ensemble de grand prestige qui appartient au couturier Hubert de Givenchy. En amateur averti et exigeant, celui-ci avait décoré son hôtel du faubourg Saint-Germain de pièces sélectionnées, où figurent quelques chefs-d'œuvre des arts décoratifs.

Inconditionnel du classique, Hubert de Givenchy a une prédilection pour le Grand Siècle, en particulier les marbres de Boullée, dont les arabesques rappellent les broderies de Balenciaga.

Un des sommets de la vente est un grand bureau plat à six pieds de Boullée, en marqueterie d'écaillé et de cuivre rehaussée de bronzes dorés. Quand ils sont d'époque Louis XIV, les meubles Boullée soulèvent toujours une petite polémique : sont-ils ou non de la main du maître ? Mort en 1732, bien avant l'obligation pour les maîtres ébénistes d'imposer les estampilles (1743), André-Charles Boullée ne signait jamais ses œuvres, et après lui ses quatre fils poursuivirent sa production. Pour fournir des preuves, les spécialistes se réfèrent à des archives, où l'on retrouve parfois les dessins préparatoires d'un meuble. Le bureau plat présenté ici, très probablement exécuté par Boullée lui-même, est un des premiers qu'il réalisa et un des deux exemplaires connus dotés de six pieds : par la suite prévalut la forme à quatre pieds cannelés. Le décor en bronze doré, qui trahit sur la marqueterie d'écaillé, est particulièrement somptueux et abondant avec masques, cornes d'abondance, sabots, poignées de tirage et entrées de serrure finement sculptées. On attend de ce bureau entre 10 et 15 millions de francs et entre 1 et 8 millions de francs d'autres meubles en marqueterie de Boullée : une commode « sarcophage », une pierre da gaine, une bibliothèque, une pierre de guéridons et un cartel.

Autre pièce d'exception choisie par Hubert de Givenchy : un lustre en argent massif exécuté en 1736 par l'orfèvre allemand Balthezar Beltrons. Il provient d'une suite de six commandes par le roi d'Angleterre George II, qui était aussi électeur de Hanovre. A la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, cette série décorait un salon du château de Windsor. Merveilleuse œuvre d'art, ce lustre témoigne de la virtuosité d'un orfèvre allemand, et son prix est donné entre 18 et 22 millions de francs.

Parmi les meubles du XVIII^e siècle, un bureau-pupitre Louis XV de Joseph Beumheuer, dit Joseph, en marqueterie de fleurs soulignées de bronzes dorés, jouit du pedigree de plusieurs collections célèbres. Adjudé autour de 5 millions de francs en 1986 chez Christie's, il vaut aujourd'hui entre 10 et 15 millions de francs.

Le produit de la vente devrait atteindre environ 100 millions de francs pour une centaine de lots, un total qu'on n'avait pas vu depuis des années pour des meubles. De plus, grâce au catalogue, tous les meubles et objets référencés porteront désormais le griffe de Givenchy, une source certaine de plus-value.

Catherine Bedel

► Monaco Hôtel Métropole Palace, le 4 décembre à 8 heures. Exposition à Monaco les 2 et 3 décembre au Métropole Palace. Christie's à Paris. Tél. : 40-76-85-88.

place

Place Massillon



La tour Saint-Blaise, consacrée à Jésus au rez-de-chaussée, à Mars dans les autres étages

Entre les pinèdes côtières pour baigneurs et les jardins suspendus des riches « étrangers », un espace urbain latino-arabe, incertain mais typé, où le prédicateur qui troubla Louis XIV reste à son aise. Hyères, loin de cette Côte d'Azur qui fut pourtant inventée ici.

Les jeunes terrassiers qui achèvent d'enfourner les fils électriques sous les dalles de schiste gris-vert de la place Massillon sont à la page : ils sifflaient le dernier succès du groupe de reggae français Regg'iss : « Tu n'es pas Jamaïcain, tu es Languedocien / Tu chantes en anglais, ta chanson, on comprend rien / Mets de l'huile, dans la vie, faut que ça glisse, petit ! » Enfin un tube national où ceux qui ont l'accent du Midi brocardent les autres et non le contraire... Toute la Provence savonne.

Avec ce chantier qui s'achève, le forum de Hyères, l'épicentre historique, a pris un coup de beauté. La mairie a grillé 5 millions de francs pour rendre son teint de nacré et de rose au rude visage calcaire de l'ex-commanderie des Templiers, autre tour Saint-Blaise : personne ne sait plus pourquoi cet édifice, haute de pierre, assise de grès, depuis le douzième siècle au pied des collines de Hyères, évoque un martyr arménien, protecteur des curieux, des adolescents et des bestiaux.

Et qu'importe, puisque cet édifice consacré à Jésus au rez-de-chaussée, à Mars aux étages élevés, maritiquement dessiné (1) par un architecte médiéval oublié, étend sinon sa protection, du moins sa noblesse à cette place impossible en forme d'entourage, à cette place dangereusement pentue avec ses ordinares maisons jaunes arborant plus volontiers la lessive familiale

que les pélagonimus ailleurs réglemeutaires ! « Noblesse, que noblesse ! C'est la Castah ouï, avec Pèpé le Moko allié aux fellagas ! », bisque le commerçant rapaidé, approuvé du reste par ses clients, de graves pères de famille marocains qui, dans l'horticulture et le bâtiment, ont succédé aux Italiens des années 20 - des Italiens d'où est sorti le maire actuel de la cité, Léopold Riboudale, dont le père fut le jardinier calabrais de Marie-Laure de Noailles, feu la madone des snobismes parisiens, tout à l'heure, dans le quartier rûpin.

Et c'est vrai que l'auréole soufrée qui, vue des sommets chics ou des grosses villes littorales, comme la place Massillon n'est sans doute pas totalement immédiate : deux ou trois règlements de compte sont venus rappeler que les maîtres de Gibier de passage, polar de Maurice Perisset campé dans le vieux Hyères, pouvaient être inspirés par la réalité, sans parler de la fumure par la police d'un restaurant à drogues et de lancinants maraudages. Là, comme ailleurs, la trop forte concentration d'une population nouvelle venue, au code d'honneur distinct

du nôtre, e eu pour chacun des effets psychosociaux souvent ravageurs. Chacun veut les oublier lorsque, pour telle commémoration, les écoliers de la commune du secteur, maghrébins à soixante-quinze pour cent (cent pour cent en maternelle), défilent place Massillon en costume du Moyen Age ou quand, passant sous les fenêtres de leur école, on les entend déclamer : « France, ô belle contrée, ô terre généreuse ! », du poète guillotiné André Chénier.

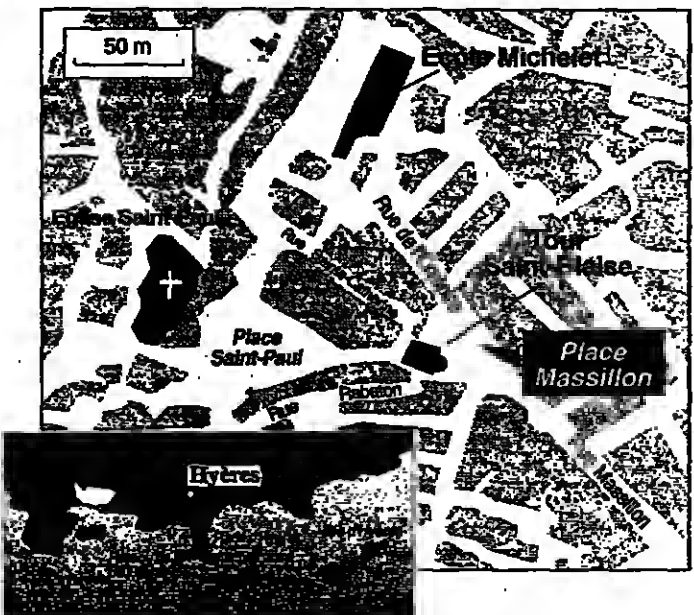
La vraie miracle, cependant, c'est que, à part deux ou trois innocentes boutiques de cartes postales et bidons pour touristes, la place ne comporte que de « vrais » commerces, comme le boulanger hâtif qui culte toujours lui-même son pain ; rien, pas même quelques palmiers ou oranges comme dans le reste de l'agglomération, ne vient rappeler la Côte d'Azur, dont le mot, sinon le concept, fut inventé ici, et pour ça, il y a un siècle bien sonné, par un sous-préfet néo-logé.

L'hyper-super, lorsque le monument estival des parols de cafés et restaurants s'est retiré, la

place biscomme laisse revenir à la surface le plus méritant de ses fils, « l'alcayon de Hyères », le prédicateur auquel Louis XIV confiait : « J'ai entendu de grands orateurs, j'en étais fort content. Vous, toutes les fois que je vous ai entendu, j'ai été très mécontent de moi-même... », bref Massillon.

De la place, l'œil se faufile dans la venelle Rabaton, vers une grande maison vieux rose : « Est né ici, en 1663, l'illustre évêque de Clermont, académicien et prédicateur. » Fils d'un tabellion, élève des oratoriens locaux, l'enfant eut très vite le goût de haranguer : à la sortie de la messe, il imitait, pour les autres garçons, les sermons du curé, se juchant pour cela sur le pick, le monticule en patois de cre-

te mémorable bloc de schiste, dont le dernier morceau affleure dans les sous-sollements de la tour Saint-Blaise, un peu à gauche de la présente entrée, fut iconoclastiquement arasé au dix-huitième siècle, avant que la Révolution ne transforme un moment en prison le bâtiment divino-militaire, témoin, dès avril 1789, avant même les États généraux, d'une émeute destructrice de grimoires (2). La Restauration répara l'affront par une haute colonne supportant le buste de Massillon, flanquée d'un temple néogrec dévoué au négoce des poissons.



PIGNON...

Gilles, primariste en plein air

Au milieu de la place, tous les jours, y compris le dimanche. Outre son bagout goproval, le jeune homme est choisi, aux meilleurs prix, les chupettes vert pâle, mi-courgette mi-potiron, la roquette, petite salade tendre au vert rougissant, ou le kiwi de souche néo-africain mais poussé en plein soliel hydrés et au cœur vert ou boursé de vitamines.

Le restaurant Ma Mle
Au coin de la place et de la rue de l'Ontaire. Incontestablement, et à tous

Correspondance

Les Croix-de-Feu et la rue des Rosiers

Gilles de La Roque nous a fait parvenir une lettre dont nous extrayons le passage suivant : « J'ai lu avec intérêt votre article sur l'histoire tragique et étonnante de la rue des Rosiers, paru dans le Monde du samedi 30 octobre 1993. Je relève toutefois avec surprise le passage suivant : « Déjà des silhouettes sordides viennent semer la terreur. Commandos de bastonneurs antidreyfusards, (...) Croix-de-Feu spécialisés dans les mises à sac. Vichy enfus, qui tend la main à l'ignominie ». Une telle information, relative aux Croix-de-Feu, vestige à mon sens que la source sur laquelle repose votre affirmation soit donnée au lecteur. Fils du colonel de La Roque, pré-

sident des Croix-de-Feu puis du Parti social français, j'ai depuis dix ans consacré tout mon temps à dépoller les archives de l'époque. J'ai ainsi consulté les documents du ministère de l'Intérieur de 1933 à 1938 (fonds F7 et F7-A) et du ministère de la justice (BB/18) aux archives nationales. Il en ressort qu'aucune exécution, aucune « mise à sac », aucun désordre sur la voie publique, pas une seule réunion des partis du Front commun, puis du Front populaire n'a été troublée, entre 1933 et 1938, par le mouvement Croix-de-Feu et plus tard par le Parti social français. De manière générale, il est révélateur qu'au vu des archives des ministères de l'Intérieur et de la justice, les informations judiciaires ouvertes à l'occasion d'« agressions présumées » des Croix-de-Feu ont toutes été clôturées par des non-lieux.

égard, la table de charme du quartier avec, au pignon, la Lyonnaise Agnès Defert qui, depuis cinq ans, a su se mettre aux commandes d'artichauts (de Hyères) farcis, aux trépas provençaux et à la sucraille (escargots épiétés), servis dans une lumière rosée. Compter 200 F par personne. Ouvert pour le dîner seulement. Fermé le mercredi (tél. : 94-35-39-20). Sur la place même, deux autres restaurants : Le Haut du Pré où, sauf en été, on peut le soir dîner en écoutant un orchestre de jazz (tél. : 94-35-20-98). Le Chaudron magique où la dauphine saute directement du bassin d'eau de mer dans votre assiette (tél. : 94-35-38-45).

La tour Saint-Blaise
De sa terrasse (attention aux escaliers rendus glissants par le poil des abîmes !), l'un des pousseurs les plus riches de la Côte d'Azur, notamment côté terre, avec le Castrum ceramum, ancêtre d'Hyères, la collégiale haut perchée Saint-Paul (XIV-XVI siècles), le casiel

...SUR RUE

Sainte-Claire où vécut et est inhumé le colonel philhellène Olivier Voitier, véritable découvreur de la Vénus de Milo, le manoir ruiné du diplomate chilien Gendarías, un des inspirateurs de Scott Fitzgerald, le lavoir bicentenaire où venait la mère du maire actuel et où on se rencontre plus souvent que dans les lavandoirs maghrébins, le club des Noailles - et bien sûr la place Massillon dans sa quotidienneté vue du presque-ciel. Se renseigner au 94-35-90-43 ou au 94-35-22-36 pour connaître les jours d'ouverture du monument.

L'Hôtel du Soleil
A l'écart de la place, dans une situation splendide, dominant vieille ville, collines, presque des Gers et des d'Ox, le seul établissement hôtelier (deux étoiles) ayant survécu sur les hauteurs de Hyères. Belles promenades à pied aux alentours. Cadre et ambiance famille-provençaux. Restauration l'été seulement. Chambres au mois avec cuisine : 1 800 F à 2 000 F. Chambre de 160 F à 260 F selon la saison. Rue du Rempart. Tél. : 94-65-16-26.

A lire
Hyères-les-Palmiers, plus de 2 000 ans d'histoire, ouvrage collectif illustré couleurs, préface par Léopold Riboudale, maire d'Hyères, édité par Image et mémoire de Hyères et le Centre de culture et documentation provençales (4, galerie Tamaris, le Puyet, 83400 Hyères), 1993, 325 p.
Olivier de passage, roman policier de Maurice Frézet, coll. « Dossiers du Quai des Orfèvres », le Rocher, Monaco, 1988, 240 p.
Jean-Baptiste Massillon, d'E.-A. Blampignon, 480 p., 1879, réédité par Slatkine, Genève, 1970.

RIVERAIN

Un hussard de « la laïque »

Fils d'un maçon catalan, Périgourdin d'adoption, à dix-huit ans, avec sa femme, il servait comme instituteur en Kabylie algérienne. Trois lustres au Maghreb. Ensuite, il porta le bonnet francophone au Chili et à Rethal (Ardennes), où Verlaine l'avait précédé. Jean-Pierre Rabassa, depuis quatre ans directeur de l'école Michelet - le plus ancien des trente établissements scolaires hyérois, la plus beau aussi avec ses généreuses proportions dix-neuvième siècle, anobliées de brique rose et de faïence bleu pame, continue néanmoins d'enseigner.

Avec plaisir et philosophie : n'a-t-il pas vu tant de réformes s'enliser ? Ne voit-il pas chaque jour les merveilleux effets intégrateurs de la « commune », quand elle n'est pas honte d'elle-même ? Et pourtant, on compte un seul non-Maghrébin dans le classe de Monsieur la directeur, classe unanime dans son entraînement à réciter Deenou ou Eluard, mais aussi Leconte de Lisle ou Albert Samain.

Un regret quand même de M. Rabassa : la disparition des dictées d'auteurs - au profit de phrases anonymes - « qui donnaient à bien des jeunes le goût de la littérature ». Comme un pied de nez aux réformateurs en chambre, à l'école Jules-Michelet, la Répète préparé, de Samain, figure tout en haut du palmarès écolier : « Que le pain bien coupé remplisse les corbeilles ! Et puis ferme la porte et chasse les abeilles ! ». Le poète « marqué dans le livre », prennent en compte leur banalité quotidienne, enchanta visiblement les enfants. Doux dans ses manières, ferme dans ses convictions, sans médaille ni congratulations, Jean-Pierre Rabassa, hussard de « la laïque », trouva sa récompense dans le regard tellement confiant de ses élèves. Comme Massillon dans celui de ses auditeurs.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Répétition du geste architectural : un militaire plus tard, sur les hauteurs du vieux Hyères, Robert Mallet-Stevens conçut pour les Noailles une résidence de 1 600 mètres carrés, semblable à un paquebot. Voir Mallet-Stevens, la villa Noailles, ouvrage collectif illustré noir et blanc, Paris-Bruxelles, Mame, 1990, 120 p. (Le Monde des 23 janvier 1983 et du 20 septembre 1993).

(2) Raymond Lussant, Cahiers d'histoire, n° 24, Hyères, « Bicentenaire de la Révolution française », vingt pages monochromes.

Le Monde des

DEBATS

Le Monde

ABONNEZ-VOUS

1 AN 11 NUMÉROS 270 F

OUI, je m'abonne au Monde des débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 301 D6 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° _____

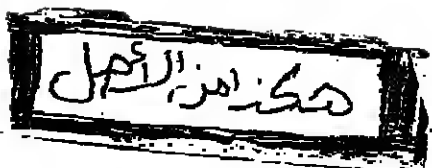
Expire à fin : _____

☐ Carte Amex n° _____

Expire à fin : _____

Date et signature obligatoires : _____

Le Monde des débats. Service abonnements.
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex
sur MINITEL 3615. LE MONDE code ABO
pour l'étranger, nous consulter au 49-60-32-90,
pour les abonnements en nombre au 49-60-32-68



Piano très concertant

Arthur Schnabel : « Le problème avec le piano, c'est que chaque bonne touche est placée entre deux mauvaises. » Comment choisir un instrument qui apporterait le moins de déceptions possible ?

A dossé sur un mur, encadré par la galerie des ancêtres, perché sur ses pattes de lion, il attend qu'on le caresse. La rouille ronge ses cordes détreuilles, les mites ont grignoté la laine de ses feutres, sa table d'harmonie est fendue, ses pédales coulent. Il décore l'appartement bourgeois. On a encore quelques regards pour lui : le Gaveau de famille est toujours fleuri. Un jour, on soulève son couvercle : le petit dernier veut « faire » du piano. Il couine. Ses dents sont jaunes, plantées de travers – celles du piano, pas celles du bambin. On le touche. Il geint. L'accordeur tente de le mettre au diapason. Les chevilles lâchent. Les marteaux se coincent. Les touches se décollent. Les ivoires se décolloient. Ainsi meurent les pianos délaissés. Suprême humiliation : le roi des instruments finit au bar.

Acheter un piano, c'est passer un pacte avec 300 kilos de bois, de plastique, d'acier et de cuivre, c'est accepter de partager sa vie avec un confident à qui l'on ne cachera rien. Un piano c'est comme un enfant : il ne doit rien à ses parents, mais ses parents lui doivent tout. Et il coûte cher, à l'achat et à l'entretien : deux accords et un réglage annuel sont un minimum (2 000 F environ). Le piano est le pire des amis. Parfois, sans que l'on sache pourquoi, il sonne magnifiquement : le tueur d'ivoire hie. Le lendemain, fermé comme une huître, il le revoilà à sa médiocrité. Le piano est un reproche vivant. Il n'est pas partageux, c'est un jaloux. Il est toujours plus fort que celui qui le joue. Arthur Schnabel, le plus grand pianiste de l'histoire, ne disait-il pas : « Le problème avec le piano, c'est que chaque bonne touche est placée entre deux mauvaises » ?

Tant de pianos sont abandonnés dans les fleurs de l'âge que l'on peut être tenté d'en adopter un. Méfiance ! Sa complexité nécessite un examen approfondi. Des maîtres ont le talent de faire juste ce qu'il faut pour qu'ils soient présentables. Il y a quelques années, la perfide Albion avait envoyé ses vieilles « boîtes à neuvièmes » à la réforme et laissé quelques marchands français les importer, entassés dans des camions : ils font la même chose avec leurs chevaux de réforme qu'ils envoient vers nos sbatteurs puisqu'ils ne sont pas



Acheter un piano, c'est passer un pacte avec 300 kilos de bois, de plastique, d'acier et de cuivre.

hippophages. Lavés à grande eau, avant d'être remis au piano et redorés à la bombe, ils inondent le marché de l'occasion. Ils ne valaient pas cher, dans tous les sens du terme.

Depuis vingt ans, il s'est vendu des dizaines de milliers de pianos neufs en France, depuis quelque temps ils réapparaissent sur le marché. Occasions à saisir. Vendus parfois près de la moitié du prix du neuf, ils permettent, pour une somme équivalente, d'accéder à une qualité supérieure. Parfois d'acquiescer au piano à queue de bonne facture au prix d'un piano droit. Mais attention, il faudra ajouter le prix du déménagement. Il peut monter plus vite qu'on ne grimpe les étages. La livraison se fait sans supplément de prix pour un piano neuf.

Certains Pleyel, Erard, Gaveau d'occasion sont fréquemment proposés à la vente. Prudence. Va pour un grand piano droit Gaveau s'il est en bon état – mais comment le savoir si l'on n'est pas expert ? – et si son prix n'excède pas 35 000 F. Sinon il faut passer son chemin. Sauf si vous êtes tentés par la sonorité cuivrée d'un Gaveau ou celle plus fêlée d'un Pleyel anciens (entre 25 000 F et 50 000 F). Ces pianos ne sont pas éboulés que par un amateur averti. Pour un débutant, le mieux serait d'acheter un piano japonais (Yamaha, Kawai ou Toyô) ou allemand récent (Feurich, Hoffmann).

CLAVIERS...

Japonais

Deux marques japonaises dominent le marché mondial du piano. Yamaha et Kawai se sont acquis une juste réputation auprès des professionnels et des amateurs, certains d'acquiescer des instruments fiables à la sonorité malléable sinon toujours aussi riche et cultivée que celles des meilleurs pianos allemands dont le prix est beaucoup plus élevé – parfois le double. Ces dernières années, la qualité des instruments orientaux a fait un grand bond en avant. De sorte, qu'en dehors de l'américano-allemand Steinway (référence insurpassée), Kawai avec sa série GS – et Yamaha – avec sa série C proposent des instruments à queue qui ne craignent aucune comparaison. Si l'on considère qu'un prix de 40 000 F-50 000 F est un maximum envisageable pour un piano droit (sauf coup de cœur aussi personnel qu'irrationnel), dans ce domaine les Japonais se taillent également la part du lion même si les facteurs allemands ont

fait des efforts pour empêcher leurs prix de s'envoler. Depuis quelques années, les Cordes se sont lancées dans la production de pianos. Ceux de Young Chang sont attrayants en raison de leurs prix modérés (de 17 000 F à 23 000 F pour un joli droit), 63 000 F pour un queue de 1,75 m.

Européens

Les marques allemandes sont aussi nombreuses que différentes. La chaise du tour de Berlin a entraîné une hausse sensible du prix des instruments construits dans l'ex-RDA. Finis les petits pianos vendus moins de 15 000 F. Certaines marques – Zimmerman, par exemple – ont été reprises par des facteurs de l'Ouest. Les prix de leurs instruments ont grimpé avec la qualité de leurs mécaniques et des matériaux utilisés pour leur fabrication. Mais les meilleurs pianos allemands restent ceux de l'Ouest, Feurich-Hoffmann-Euterpe, Grottrian-Steinweg, Steingraber, Pfeiffer, Thurner, Seiler, Sauter, Ibach et

LIVRE Les doux dingues

Fruit des amours ancillaires entre le piano et le plus vieil instrument du monde – une dame ! –, la piano-herpe ne survécute pas. Il était joliment pourtant, avec sa lyre de bronze ouvragée, dorée à l'or fin, ses cordes apparentes surgissant d'un bas de piano. Mais que sa voix était vilaine !

Ah ! la piano-pop-art ! Il ne portait malheureusement pas des pattes d'éléphant. Le dard de son meuble étant resté ce qu'il était depuis les années 20, il avait l'air d'un grand-père qui s'essaye au twist.

Très retour d'Egypte, le piano pyramidal de l'Autrichien Conrad Graff était gardé, comme il se doit, par deux esclaves noirs à la poltrone dénudée qui portaient à bout de bras un double chandelier de bronze. Deux sœurs esclaves, dont les seins étaient tout aussi nus et la peau tout aussi noire, le portaient sur leur tête.

Le piano hesqua cachait bien son jeu : ses cordes étaient remplacées par des tambourins accordés. Était-ce bien un piano ?

Il y eut aussi le piano pour harem. Il était surbassé de façon que les épouses des sultans puissent jouer du piano couchées.

La vogue des croisières-provoqua l'apparition d'un petit piano pliant pour « yachts, salons de paquebot ou cabines de dames », ainsi que

le précise le catalogue du facteur William Jenkin and Son. Plié, il ne mesurait que 34,5 centimètres.

C'est à tort que l'on crédite John Cage de l'invention du piano préparé à la fin des années 40. Quatre-vingt-dix ans plus tôt, un autre Américain – Boordman – evisita l'idée de rajouter des marteaux frappant des écrous. En tombant sur les cordes, ils modifiaient la timbre du piano.

Pou après la remise à l'honneur du clavier, par Wends Landowska, un facteur eu l'idée d'ajouter une ribamballe de petits timbres de bronze qui venaient d'interpeller entre les marteaux et les cordes. N'était-ce pas mieux que planter des punaises dans les marteaux ?

Il y a même eu un piano « poupée russe ». Il renfermait un divan, un placard ouvrant qui cachait une literie. Une des portes, en s'ouvrant, libérait un bureau à tiroirs, une autre une cuvette, un broc, des porte-serviettes et un nécessaire de toilette complet. Sa banquette contenait une boîte à ouvrage, un miroir, un pupitre... et une petite commode.

Ces pianos excentriques forment un chapitre du *Grand Livre du piano*, ouvrage collectif publié sous la direction de Dominic Gill, éditions Van de Velde, 288 pages, 345 F.

Euterpe, Grottrian-Steinweg, Ibach ou Blüthner). En gardant toujours à l'esprit que, sauf convenance personnelle ou problème de place, il ne faut pas acheter un piano droit dont le prix, qu'il soit neuf ou de seconde main, dépasse celui d'un bon piano à queue d'occasion – on en trouve de fort bons à 40 000 F-50 000 F. Il n'est pas interdit de demander au professeur de piano ou à un accordeur de réaliser une expertise. C'est d'ailleurs recommandé, même si le piano est vendu par un marchand patenté. Dans ce cas, il devra offrir une garantie de dix ans pièces et main-d'œuvre.

Si le piano est neuf, le problème du choix est plus simple et plus compliqué à la fois. Il y en a de toutes les tailles, de toute provenance et à tous les prix. Certains n'ont que l'apparence du piano. On baptise ces choses bruysantes « instruments d'étude ». Or leur sonorité est si affreuse, si antimusicale, qu'elle peut détourner un enfant de la musique. D'autres, très coûteux, sont mis en vente sans avoir été réglés avec soin. Ils sonnent comme un instrument de bas de gamme. Certains marchands mettent en avant la marque des mécaniques : « C'est une Renner, celle qui équipe les Steinway de concert ». C'est vrai, mais ce grand facteur allemand fabrique à façon et on peut accorder autant de soin à une mécanique pour piano bas de gamme qu'à celles qui équipent des pianos à plus de

200 000 F. A elles seules, elles valent plus cher que le piano que l'on veut vanter par cet artifice... Cet argument de vente est à écarter en fronçant les sourcils. D'ailleurs, les mécaniques japonaises ont la qualité d'un mouvement d'horlogerie suisse et la robustesse d'une auto allemande.

Le marché du piano de prix raisonnable est phagocyté par les marques coréennes. Notamment par Young Chang. Jusqu'à preuve du contraire, aucun autre facteur ne peut rivaliser avec ces pianos à la sonorité certes un peu frêle, mais chatoyante et musicale. Dans la gamme de prix supérieure, les japonais Kawai et Yamaha se taillent la part du lion. Ne pas croire une seconde le marchand qui affirme : « Ils ne tiennent pas dans le temps ». Ce serait bien le seul produit industriel japonais mal conçu, mal fabriqué avec des matériaux de piètre qualité. D'ailleurs, quantité de professionnels ont un de ces pianos chez eux... quand ils ne les jouent pas en concert. Sviatoslav Richter préfère ainsi le queue de concert Yamaha à tout autre instrument. Les meilleurs pianos droits extrême-orientaux sont vendus moins cher que les pianos allemands ou autrichiens... qui ne sont pas systématiquement meilleurs et plus solides. Une ou deux exceptions peut-être, notamment les pianos Feurich-Euterpe-Hoffmann et Steingraber – qui sont encore construits à l'ancienne et semblent prêts à faire de guillets centenaires. Mais le prix de ces pianos droits les met en concurrence directe avec les pianos à queue japonais ou allemands d'occasion... La tâche de l'expert est de distinguer les pianos excellents, à la sonorité riche et ample, mais leurs mécaniques sont parfois trop lourdes.

Pent-on faire acte de civisme en achetant français ? Certainement pas en achetant un Pleyel, un Erard, ou un Gaveau neufs : les instruments qui portent ces griffes sont allemands depuis vingt ans. Leur sonorité n'est pas spécialement séduisante, même si ce sont des instruments d'excellente facture ; leur clavier, parfois bien lourd, fatigue. Deux facteurs construisent encore des pianos en France et se débattent dans un marché où les fabricants français ont perdu la place prééminente qu'ils occupaient en Europe, il y a un siècle. Il faudra essayer un Rameau ou un Klein. Mais, avant de l'acheter, s'assurer que le concurrent n'offre pas aussi bien pour moins cher. Faut-il penser pour un de ces claviers électroniques qui inondent le marché ? Ils ont des qualités. Accordés pour la vie, légers comme plume, on peut les emporter partout. Leur toucher est sensible. Il est possible d'en jouer sans déranger les voisins. Mais ce ne sont pas des pianos. Certains professionnels de haut niveau en possèdent toutefois...

Alain Lompech

...DE CHOIX

Beckstein. Le prix de certains est astronomique, ce qui n'empêche pas d'en trouver qui ne sont pas réglés correctement dans les magasins, ou qui sont harmonisés de telle façon qu'ils sonnent comme des pianos valant deux à trois fois moins cher ! Le Français Rameau a ses adeptes. Pour un prix raisonnable (environ 25 000 F), ces pianos bien élevés ont une sonorité feutrée, qui rappelle celle des anciens Pleyel.

Mise au point

Si les facteurs de piano étaient aussi sérieux que les constructeurs automobiles, ils ne lâcheraient pas dans la nature des instruments dont la mécanique est à peine réglée, dont les feutres sont si durs qu'ils rendent leur sonorité brillante – et cela quel qu'en soit le prix. Ne jamais faire confiance aveuglément aux marques et ne se fier qu'à son goût après avoir effectué les comparaisons qui s'imposent. Certains commerçants ne facilitent pas cet

exercice en utilisant certaines marques comme repoussoirs afin de promouvoir les instruments qu'ils veulent vendre (ceux-là sont réglés au « p'tit poil »). Certains pianos sont même affublés de petits drapeaux français alors qu'ils sont fabriqués loin, très loin. La prudence s'impose. Lorsque le choix est fait, il faut noter le numéro du piano choisi et s'assurer que c'est bien celui qui est livré.

Location

Il peut être tentant de louer un piano, de façon à ne pas s'engager d'un instrument au-delà de son éventuelle période d'utilisation. Cette formule est excellente, mais l'instrument peut être effroyable : si le prix est peu élevé, le piano sera mauvais, à coup sûr. A éviter, la formule de la location-vente (trop coûteuse), ne louer que pour une période limitée dans le temps. Et s'assurer que le prix de la livraison et du déménagement est compris dans la location.

Le Monde
COLLECTIONS
**PRIX DU
JEUNE ÉCRIVAIN
1993**
Préface de Georges-Olivier Châteaureynaud
EN VENTE EN LIBRAIRIE

tant

Boston chez Haussmann

Pionniers, au XIX^e siècle, de l'établissement du centre-ville, les grands magasins ont souvent eu pour ambition de créer un style et de jouer un rôle culturel. Le Printemps ouvre la saison avec un « Noël en Nouvelle-Angleterre » et une exposition consacrée à l'illustrateur américain Norman Rockwell.

Opéra, gare Saint-Lazare, grands boulevards, grands magasins. Mis en forme dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ce quartier de Paris continue de vivre au rythme des institutions qui lui ont donné son caractère, et des mouvements qu'elles commandent, entraînant dans leur animation le reste de ses activités.

Jules Jallot avait vu juste. L'Opéra de Garnier n'était encore qu'un chantier, les rues à peine tracées, les immeubles en démolition et le boulevard Haussmann bûché sur la chaussée d'Antin : en 1864, cela ne l'empêcha pas d'investir dans la construction du premier Printemps, rue du Havre, qui, cinq ans plus tard (1), occupait déjà deux cent cinquante employés. On commençait à déployer et à mettre en scène la marchandise pour séduire la clientèle au lieu de tenir les tissus serrés sur les rayons. Des lignes d'omnibus se faisaient une concurrence acharnée pour desservir ces nouveaux centres d'attraction. Et la gare Saint-Lazare déversait curieux et chalandes, comme Jallot l'avait rêvé.

Un incendie (sans victime) sera l'occasion de construire, beaucoup plus grand, beaucoup plus prestigieux, en 1881, le bâtiment de l'architecte Séchelle qui marque aujourd'hui encore de sa rotonde l'angle du boulevard Haussmann et de la rue du Havre. « C'était comme une nef de gare, entourée par les rampes des deux étages, coupée d'escaliers suspendus, traversée de ponts volants (...). Tout ce fer (...), une dentelle compliquée où passait le jour, la réalisait moderne d'un palais du rêve, une Babylone enroulée des étages, ouvrant des échappées, à l'infini... » Quand Zola décrit ainsi « la cathédrale du commerce moderne, solide et légère, faite pour un peuple de clients », dans *Au bonheur des dames*, qui paraît en 1882, il s'inspire des notes prises sur les chantiers, auprès des architectes, puis des patrons, des chefs de rayon et des employés, et il prend Aristide Boucicaut, le fondateur du Bon Marché (1869), comme modèle, il emprunte aussi aux grands magasins du Louvre (1877) et au Printemps dont il choisit la situation géographique pour situer son roman vis-à-vis de la réalité sociale.

Quelques années plus tard, en 1905, le Printemps va se surpasser et, sous la conduite de l'architecte René Binet qui s'est fait remarquer à l'Exposition universelle avec une porte monumentale, transforme l'ancien magasin et en construit un nouveau, toujours sur le boulevard Haussmann, où les dentelles de fer, les fioritures de métal, les envolées d'escaliers, les jeux d'ascenseurs, les balcons et les balustrades ouvragés, concourent à créer un décor fabuleux, dominé par la grande verrière colorée et éclairée entièrement à l'électricité. L'époque reste éblouie de ces prouesses artistiques d'avant le « marketing » qui seront emportées par un autre incendie, en 1921. Ne reste aujourd'hui que la verrière et ses vitraux de couleur, qui sert de dôme pittoresque au restaurant.

Si l'on s'est attardé à rappeler le soulci que les créateurs des premières ébauches avaient eu de leur donner une architecture mémorable, d'en faire des palais à la mode du temps, c'est pour souligner à quel point le rôle des grands magasins dans la ville dépassait — et dépasse



Parade de Noël façon Nouvelle-Angleterre organisée par les magasins du Printemps le 17 novembre.

GRANDS COMPTOIRS

Les débuts du marketing

Le passage des magasins de nouveautés aux grands magasins se fit au milieu du dix-neuvième siècle à la fois sur quelques principes commerciaux (entrée libre, prix marqué, acceptation des retours et bénéfices réduits sur chaque article), mais aussi sur le rêve, en affolant le chaland par la profusion des marchandises offertes, par leur étrangeté, leur exotisme.

Dès la début des années 1860, les Grands Magasins du Louvre couvraient la cour intérieure, encore à ciel ouvert à cette époque, d'une vaste tente pour une vente-exposition inédite. « Parcourant l'Orient à la recherche de tissus nouveaux, les acheteurs avaient fait le vide dans les bazars de Syrie et d'Anatolie. Du Daghestan au Tibet selon un texte inspiré par la direction, de la Carmanie à l'Iran, des bouches de l'Euphrate aux rives du Gange, ils avaient acheté tous les tapis, toutes les étoffes de tenture créées par les peuples coloristes qui demandent au soleil leurs poétiques inspirations. » Stimulés par les Expositions universelles, les grands magasins rivalisèrent de produits exotiques et d'expositions étrangères. En est resté un témoin, la Pagode, transformée en cinéma en 1931, mais construite sur les plans de l'architecte Alexandre Marcel pour M. Morin, l'un des trois cogérants qui prirent la direction du Bon Marché à la mort de M^{me} Boucicaut en 1887. La Japon était à la mode ; il fit construire cette salle des fêtes par les meilleurs artisans parisiens — Cavaillè-Col, Denis, Müller — pour l'offrir à sa femme... qui lui fut infidèle, mais pas au Bon Marché puisque après leur divorce elle épousa l'un des deux autres cogérants, M. Plaisard.

L'inauguration eut lieu en octobre 1896. Comme l'écrivit un critique : « C'est Tokyo ou possible ! » La Bon Marché, d'ailleurs, fondé par Aristide Boucicaut, avait innové dans beaucoup de domaines. Considéré comme un « rouge » par ses confrères à cause des avantages qu'il donnait à son personnel, Boucicaut organisait dans le magasin même des concerts qui attirent de deux à trois mille personnes... Il avait aussi emménagé un salon de lecture, toujours à l'intention de la clientèle. En 1875, il ouvrit une galerie d'exposition, longue d'une vingtaine de mètres, qu'il mit gratuitement à la disposition des peintres et sculpteurs, qui pouvaient ainsi proposer directement leurs œuvres à la clientèle du magasin.

C'est une idée voisine qui amena Lagoullé, directeur du Printemps, à confier la création d'un atelier d'art décoratif. Primavers, à René Guilleré en 1912. À la suite du renouveau d'intérêt suscité par les créateurs d'un art nouveau, c'était un moyen de participer à l'essor d'un mouvement décoratif moderne. Les autres grands magasins lui emboîteront le pas : les Galeries Lafayette confieront la Melfrèe à Maurice Dufrenoy, les Magasins du Louvre feront appel à Djo Bourgeois pour animer le Studium, tandis que Pomone sera dirigé par Paul Foliot au Bon Marché.

Dans un esprit plus didactique, Gabriel Cognacq, neveu du fondateur de la Samaritaine, ouvrit en 1930 l'hôtel abritant la collection de son oncle au magasin mitoyen qui s'appela alors la Samaritaine de luxe, boulevard des Capucines ; la clientèle passait ainsi des cravates aux toiles de Fragonard et des Boucher aux sacs à main...

Toujours sensibles à la demande de la clientèle, ils furent parmi les premiers à organiser des voyages touristiques qui s'appelaient alors des excursions, en chemin de fer d'abord, puis, lorsque l'automobile commença à se vulgariser, ils proposèrent des forfaits comprenant billets de train, automobiles, pourboires des chauffeurs, omnibus des gares, séjour dans de « bons hôtels », mais n'incluant pas le boisson.

Bernard Marrey

► Historien, Bernard Marrey est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'architecture métallique à Paris.

encore — leur simple fonction de fournisseurs de marchandises. Ville dans la ville, le grand magasin tient de la gare (utilitaire) et du théâtre (spectaculaire). Dépassant sa fonction commerciale, c'est un lieu qui invite à l'entraine, propose des trajectoires, suscite l'angoisse de s'y perdre en même temps que le désir d'être surpris.

Pourquoi les étrangers (un quart des clients) s'y précipitaient-ils s'ils n'avaient l'assurance de pouvoir y lamer l'air du temps, l'intention déclarée d'un chaland sur deux, toutes provenances confondues. Une grande ville n'existerait pas sans grands magasins, et l'on a fort justement nommé « grandes surfaces » les hangars qui ne sont que « points de vente » à la périphérie des agglomérations. Ce qui n'interdit pas de revenir régulièrement au centre : deux ou trois fois par mois, déclarent les habitants de l'Île-de-France, interrogés par le Printemps.

Les grands magasins ont souvent perdu, au fil du temps, de leur générosité spatiale, leurs grands escaliers et beaucoup de cette « place perdue » qui était essentielle au prestige de l'endroit au profit de rayons plus confusés, d'étages surajoutés et de planchers en continu. En revanche, ils ont retrouvé, depuis une vingtaine d'années, une autre forme de contact avec leur public en organisant régulièrement des expositions thématiques qui ouvrent des horizons sur des pays lointains et où le commerce des idées fait bon ménage avec le commerce tout court. L'art au quotidien, l'apport de produits exotiques ou l'évocation d'autres manières de vivre, britanniques, sud-américaines, chinoises, sont mis en scène pour une clientèle qui voyage plus mais qui reste sensible au côté Jules Verne que représente l'intérieur labyrinthique et jamais complètement exploré d'un grand magasin.

Un festival de mode africaine, ou les dernières créations des designers italiens, l'artisanat indien et celui du Mexique seront ainsi associés à de véritables actions culturelles, des expositions comme les musées pourraient en produire et qui, parfois, battraient des records d'affluence : on se souviendra que les statues de cavaliers chinois découvertes dans la province du Shaanxi avaient attiré près d'un million de visiteurs et qu'on faisait la queue jusque sur le boulevard pour les voir. Les scènes vénitienes de la fondation Querini Stampalia à Venise (en 1991) ou l'exposition Frida Kahlo (en 1992) auront en un écho plus discret mais leur qualité artistique ne fait aucun doute et leur présentation n'est pas obérée par le rassemblement dans les parages d'une foison d'objets et de produits originaux du même pays.

En choisissant la Nouvelle-Angleterre pour illustrer ce Noël 1993, Agnès de la Mure, directrice des « événements » au Printemps, a voulu présenter une région où les traditions sont vivaces à ce moment de l'année, un pays lointain mais de civilisation proche de celle de la vieille Europe d'où venaient les premiers colons, une région où les américains les plus communs n'ont pas encore effacé la constante recherche des racines.

Michèle Champenois

(1) Les Grands Magasins, de Bernard Marrey, Paris, 1979.

► Jusqu'au 31 décembre, exposition Norman Rockwell, 7^e étage du Printemps de la mode, sous la coupole Haussmann. Cycle de conférences, à 15 heures : « Les écrivains de Nouvelle-Angleterre » le 2 décembre, un film sur le nord-est des États-Unis le 4, Norman Rockwell le 7, et « Les baleiniers de Nantucket », le 15 décembre. Renseignements au 42-82-49-95. Vente de livres, notamment 332 couvertures de magazines de Norman Rockwell, 456 p., couleur, 495 F, Abbaye Press, diffusion Flammarion pour l'édition française.

Exposition-vente, dans le village de bois construit sur le toit du Printemps de la maison (9^e étage), où sont proposés les produits de la Nouvelle-Angleterre : objets dessinés par les communautés shakers du Massachusetts, cartes de vœux, jouets, ustensiles de cuisine, épicerie traditionnelle de Noël et de Thanksgiving.

EXPOSITION

L'homme du « Post »

Pour les Français, ce sera une découverte. Pour les Américains, Norman Rockwell est un familier. Au-delà du métier d'illustrateur qu'il a exercé avec brio durant plus de soixante ans, il est pour eux un témoin : le portraitiste d'une certaine Amérique, attachée aux valeurs des pères fondateurs, simple et chaleureuse, privilégiée et partagée.

Présentées dans l'exposition organisée au Printemps, les 321 couvertures qu'il a réalisées pour le *Saturday Evening Post*, magazine de grande diffusion, à partir de 1916 et jusqu'en 1963, racontent l'histoire au quotidien : à part les portraits des présidents en campagne (celui qu'il fait de John Kennedy en 1960 sera publié une deuxième fois, bordé d'un large bandeau noir, au lendemain de l'assassinat, et ce sera, symboliquement, la dernière couverture de Rockwell pour le *Post*), les sujets choisis sont tous issus de la vie des gens ordinaires, de scènes observées chez le médecin, au drugstore, en famille, dans la rue, à la gare...

Le regard est doux, amusé, l'humour toujours fraternel ; jamais une pointe d'acide dans ce qui n'est jamais une caricature. S'il campe un groupe de boursicotiers agglutinés devant une affiche du cours des actions ou s'il croque les regards anxieux des soldats et des officiers emboitant le pas à celui qui a reçu un colis de la maison, la notation de Rockwell est pleine d'indulgence. Il préfère suggérer le plaisir de musiciens amateurs réunis dans l'arrière-boutique du barbier en peignant dans le détail la pénombre du magasin tandis qu'on discerne la lumière par la porte entrouverte, ou mettre en scène de nombreuses rencontres entre ses personnages de prédilection, les jeunes enfants et les gens âgés.

S'il se moque, c'est volontiers de lui-même, notamment dans les autoportraits ou dans ce « critique d'art » penché avec une loupe vers un tableau dont le sujet, une dame, s'anime et lui lance un regard an coquin. Pour obtenir cette mimique, il a fait poser son épouse Mary, prenant des dizaines de photographies. La scène est aussi une façon de plaisanter son propre souci de la perfection, la précision maniaque de ses études préliminaires, même quand il travaille pour la presse. Car toutes ces couvertures de magazine sont issues de peintures à l'huile, qui ont été envoyées au journal encadrées (Rockwell estimait que cela protégeait l'œuvre et que d'ailleurs le cadre la mettait en valeur). Sa manière académique, proche de l'hyperréalisme par l'exactitude du détail, mais sans qu'il appartienne vraiment à cette école, a été précédée d'ébauches au



Octobre 1941 : Willie Gillis, le soldat-type inventé par Rockwell, reçoit un colis.

fusain, de recherches de couleurs et de croquis d'après modèle vivant (jusque dans les années 30) ou, surtout pour les sujets en mouvement, d'après de multiples photographies. D'où cette rassurante constance pour le spectateur d'avoir affaire à des semblables.

Quand Rockwell évoque la vie politique et l'actualité, c'est encore à travers M. Tout-le-monde. Pendant la guerre, apparaît la paron-nage du simple soldat, Willie Gillis, miroir de l'Américain engagé dans le conflit. Ou bien c'est le Père Noël — on ne peut pas rompre la tradition des couvertures de Noël — qui prend des coups, se retranche dans une guérite pour vendre des « bons de défense » (décembre 1941), ou bien c'est le « une » d'un journal où les titres parlant de bombes, de « japs », de « nazis » et de « rids ennemis » (décembre 1942). L'idée de Noël confrontée au malheur restera une constante : d'un voyage en Israël, il rapportera en 1969 une étonnante vision de Bethléem dans la lumière de la Nativité gardée par des silhouettes d'hommes armés...

Même s'il illustre certaines élections en se représentant lui-même hésitant au moment du vote, Norman Rockwell est loin d'être indifférent aux grandes questions qui bouleversent son pays dans les années 60. Sa première couverture pour le magazine *Look*, en 1964, milite pour l'intégration scolaire avec une petite fille noire qui ne peut aller à l'école que sous la protection des élus, et, en 1965, une autre dénonce les crimes raciaux dans l'état du Mississippi. Les temps ont changé, la défense des valeurs ne peut plus être exprimée seulement par des images pieuses d'hommeage à l'Amérique de la liberté américaine, comme cet autoportrait du dessinateur souhaitant « happy birthday » à la Liberty Bell lors du bicentenaire des États-Unis en 1976, qui sera sa dernière couverture.

Durant sa longue carrière, Norman Rockwell a produit plus de quatre mille œuvres. L'enfant malin qui s'était voulu, malgré un défaut à la main, être dessinateur, et sa première couverture pour le *Saturday Evening Post* fut acceptée alors qu'il avait vingt-trois ans. L'exposition du Printemps montre les 321 couvertures publiées, ainsi que plusieurs peintures originales et des études qui illustrent sa façon de travailler. Le centenaire de sa naissance sera célébré en 1994, notamment dans la musée, récemment agrandi, qui lui est consacré à Stockbridge, dans le Massachusetts, où il vécut les vingt-cinq dernières années de sa vie et où 200 000 visiteurs viennent chaque année se confronter à l'image qu'il a donnée de ses contemporains.

M. Ch.

L'autre mort de Pompéi

Après l'émerveillement des premières découvertes, au dix-huitième siècle, et l'enthousiasme des archéologues de l'époque, l'incomparable gisement de Pompéi est aujourd'hui trop lourd à gérer pour les héritiers du site. Le manque d'argent et les inévitables déprédations dues aux intempéries entraînent lentement la cité vers une seconde disparition.

Pompéi, imprimée sur des plaques de ponces et de lapilli, coulée dans une éruption volcanique, attendait comme une photographie entre les pages d'un livre. Pendant dix-sept siècles, des cadavres solaires inutilisés gisaient dans son sol obscur, de vaines offrandes avaient été abandonnées sous l'ombre de ses temples ; ses rues, ses maisons et ses morts, ses jours de cirque et de marché étaient plongés dans la nuit. Mais les archéologues, en exhumant la ville, ont exposé aux travaux du climat, de la pluie et du vent, un fantôme fragile qui peut à peu s'évanouir. Les restaurations ne peuvent suivre les détériorations, les réaménagements s'épuisent sur le malade qui meurt. L'argent ne suffit pas, la lutte est inégale. La renaissance de Pompéi annonçait une seconde mort.

Chaque année, environ 10 % des vestiges disparaissent. Les trottoirs sont laminés sous les pas des millions de visiteurs - 930 000 en 1992 - les plaques se décollent dans l'humidité des atrijs, les murs s'effondrent sous le vent, les peintures fument et se craquelent. Le site menacé se défait lentement à l'abri des regards. Dans les zones inter-



Le jardin de la maison des Vetti. Les deux putini de bronze sont des copies.

Les amours de Mars et de Vénus. Ici, le dieu, plus chaste que dans les représentations habituelles de ses corps à corps guerriers, se contente de poser une main sur son sein.

dités, les mauvaises restaurations commencent à céder, les cimenter mal dosés se lézardent, des trous attendent un toit qui les protège des intempéries. Dans un jardin, près de la grande palestra, un olympée perd ses coquillages incrustés. Des mosaïques foulées aux pieds ne sont pas recouvertes, le plomb des canalisations antiques qui alimentaient les fontaines affleure sur les trottoirs que les passants piétinent. On voyait encore, au début du siècle, dans la rue de l'Abondance, sur le mur d'une taverne, un Romulus frais et joyeux : il n'en reste pas même la pointe de son trophée. On gardait dans un linon, au Musée de Naples, l'empreinte d'un sein de femme qui, depuis, est tombée en poussière. Le temps détruit ce qui avait épargné l'éruption du Vésuve. Il ronge le charme des premières découvertes.

A l'époque des fouilles héroïques - on commença à dégager Pompéi en 1748 - de nombreuses

frises coloraient les murs des maisons. « Tout l'intérieur était orné des peintures les plus agréables et de pavés de mosaïques artistiquement travaillées », s'émerveillait M^{re} de Staël. Pompéi, dans sa nouvelle jeunesse, fascinait ses rares visiteurs. Souvent ils y restaient la nuit, pour voir encore, éclairés par la lune, les danses des faunes et les reflets des Narcisse.

Une littérature aimable, un « style pompéien » fleuri d'amorini s'inspiraient de l'élégant décor, des conforers et des formes que n'avaient pas encore salées les rayons du soleil. L'art emportait le rêve d'une cité heureuse, vouée aux plaisirs de la table, à la passion des jeux et aux jeux de l'amour, d'une douce vie antique dont l'habitant de Pompéi était l'indéfectible champion. Les anciens archéologues rejetaient encore l'illusion d'un âge

d'or : ils étaient les fessons de céramiques, décapaient les inscriptions sur les poteries et ne conservaient que les plus belles pièces. Inconsciemment peut-être, ils enflammaient aussi les imaginations, en tenant sous clé, dans un cabinet secret du Musée de Naples, les œuvres érotiques. A Pompéi, les gardiens malicieusement empêchaient les femmes de visiter le Lupanar, un volet de bois recouvrait pudiquement un jeune homme ithyphallique dans la maison des Vetti. Et ces jardins interdits du paradis perdu rendaient Pompéi plus désirable encore.

Elle n'avait été qu'une ville moyenne de Campanie - vingt mille habitants - saine, tenue par des bourgeois coformistes qui n'avaient pas leur place réservée au Colisée de Rome et ne donnaient pas de grands hommes à l'Empire, mais les fervents ne voulaient voir que la cité modèle de l'art de vivre et du raffinement. Les graffiti, tracés à la

pointe dure dans le stuc, leur prouvaient assez l'humour et la gaieté des Pompéiens, leur franche naïveté, leurs moeurs libres : « Myrtil bene felix », « Serenus en a assez d'Isodorus », « Futura sum hic », « Celadus le Thrace fait soupirer les filles » ou, plus modestement : « J'ai attrapé un rhume ». Ils cherchaient alors partout des Trimalcions, des monceaux de nourriture, des vainqueurs sexuels, des esclaves repus, des gladiateurs héroïques au moment de la catastrophe. Pris de passion pour le site stylisé, de curiosité insatiable, ils piochaient dans la félicité. La chasse au trésor se doublait d'une chasse au bonheur.

Les souverains de Naples, tout aussi impatients, encourageaient des campagnes de fouilles acharnées. On dégageait des rues entières qui bientôt s'effondraient. Les réserves regorgeaient des objets qui échappaient au pillage des truands et des rois. Car-

liné Murat emportait des vases d'argent à Munich, les tombards creusaient des galeries comme des fourmis au bord de l'asphyxie. C'est que Pompéi la luxueuse, l'évergétique, était généreuse : déjà morte une fois, elle avait moins d'appétit au gain, et ses victimes enfin - certaines prises au piège pour être restées trop près de leurs deniers - ses cadavres dont on avait retrouvé l'empreinte dans les dépôts volcaniques, modelés dans du plâtre, pris dans les attitudes de l'agonie, rappelaient que les larmes sont au bord des plus souriants visages.

Ce fut alors comme un goût de cendre. La catastrophe, les heures d'épouvante, les pluies de boue qui obscurcissent le soleil, les oiseaux qui s'abattent au sol, les mées ardentes apparurent comme une punition du ciel. On alla trouver sur un mur, sans doute laissée là par des pillards longtemps après, l'inscription « Sodome et Gomorre ». Et les plus jaloux de la charmante peinture qu'on avait jusqu'alors donnée de Pompéi, les pères-la-poudre, triomphèrent : la volupté méritait châtiment.

Les savants en col dur s'intéressèrent à leur tour à l'image arrêtée du malheur qui obsédait les descendants amants de la mort et les apologistes de l'expiation. Ils orchestrèrent les derniers soubresauts : ici les ponces avaient recouvert un tombeau où les parents étaient en train d'offrir des libations à leurs défunts, ici un prêtre d'Isis était retourné s'emparer du trésor du temple et n'avait pu s'échapper, un chien attaché qui tentait de remonter à l'air libre était mort en s'épuisant, une femme couverte de bijoux, en visite chez un gladiateur, avait été « surprise ». Là une jeune fille s'était évanouie sur le sol en recouvrant de son manteau la tête d'un enfant. Les victimes de plâtre entraient dans le décor, les « derniers jours de Pompéi » plaisaient autant que ses années de prospérité et de paix. La ville peu à peu se vidait de ses œuvres d'art - 50 % des peintures sont aujourd'hui effacées - se couvrait de ruines nues, ressemblait à une « cité martyre », ensevelie, un jour d'été 79, par l'explosion du Vésuve.

Après deux cent cinquante ans de fouilles parfois mal conduites - Goethe, en visite à Pompéi en 1787, regrettait déjà que « les fouilles n'aient pas été faites bien méthodiquement par des mineurs allemands » - de restaurations souvent sommaires, de vols et de déprédations, Pompéi à ciel ouvert, péris-

Evasion

DEGRIFTOUR
L/C 195017
• 8 jours à Cancun
HOTEL 4*, avion inclus
4 500 F par personne
• Croisière en Égypte d'une semaine
bateau 4*, en pension complète
avec service 2 670 F par personne
avec taxes d'aéroport
• Vol A/R Paris-Mexico
3 300 F, taxes d'aéroport et d'atterrissage
3615 DT

DOUBD

JURA MAISON D'HÔTES
Propose séjours SKI DE FOND
et découverte de la forêt jurassienne
dans authentique maison comtoise
très confortable.
Cuisine régionale (produits maison).
Balades hors des sentiers battus en
compagnie du maître de maison.
2 800 F/pers. par semaine tout compris.
« LES ESSARTS »
25620 MONTBENOIT. Tél. 81-38-13-84.

PARIS

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques, 5°
Chambre avec bain, w.-c., télé couleur
Tél. direct. de 300 F à 450 F
Tél. 43-54-92-55 - Fax 46-34-24-30

3615 KINGTOUR
CROISIÈRE sur le Nil (Noël), 3 J. 2 990 F
CROISIÈRE sur le Nil
(Noël/jour de l'An), 15 J. 4 380 F
WEEK-END Dublin,
avion + hôtel 2* 1 670 F
Location studio 2 pers.
Sète-Chevalier 900 F
Séjour Hôtes 3* Les Houches,
log. p. déjeun. 960 F
Hôtel Club VALMÈRIER P.C. 1 815 F
Vol Paris/Dakar, A/R. 1 900 F (RTT)

Htes-ALPES

HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HOTEL LE CHAMOIS**
LOUIS DE FRANCE
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Soleil, calme, toutes commodités
dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71 - Fax : 92-45-50-58.

VOILE - ÉVASION

HOBIE CAT
aventures
15 dest. dans le monde
direct. : (01) 46-50-55-54/Fx 6657

Envie d'ailleurs ?
A partir de 8970 F
la semaine tout compris.
Contactez nous
pour renseignements
LA MAISON DES MALDIVES
Tél. (01) 40-39-82-83

Floride
en liberté,
prenez le volant !

COMITOUR
Régime pré-établi et hôtels réservés, de Miami à Orlando.
Auto-Tour Floride : vol régulier, hébergement 7 nuits, avec petits déjeuners américains, location de voiture, transport 4 jours pour les ports Walt Disney et 1 journée à Sea World, à partir de :
6060 F
Agence V.O. et tous les agents de voyages et agences A.P.A. et TOURCOM.
Boissons L.C. et simple d'appoint.
Séjour V.O.
Tél. : 40 53 07 11
181 Bd. Pasteur - 75017 Paris

CARNET DE ROUTE

Le cabinet secret

Lorsque Alexandre Dumas fut nommé pour quelques mois par Garibaldi conservateur du Musée de Naples, il voulut ouvrir au public le cabinet secret qui renfermait les peintures érotiques trouvées dans les fouilles. Les autorités le lui déconseillaient fermement. Depuis, ces œuvres si longtemps cachées ont été dispersées dans les collections du musée. Il en reste une centaine que le conservateur hésite à montrer : la scène d'un sautyrisme sodomitique nue, découverte dans les fouilles de la villa des papyrus à Herculaneum. On craint les clins d'œil égarés des enfants des écoles.

Centre des papyrus

On découvrit en 1750, dans une villa de Herculaneum appartenant à Lucius Calpurnius Piso, une bibliothèque contenant 1 800 papyrus. Déroulés, ils ont permis de découvrir des œuvres inconnues des épicuriens, d'un grand nombre de Philodème, un poète et philosophe dont Piso était le mécène. Là se trouvaient également sept livres d'Épicharme, dont on ne connaissait l'œuvre que par des fragments. Les papyrus publiés au cours du XIX^e siècle sont aujourd'hui « relus et corrigés » par les épigraphistes du centre, dirigés par le professeur Marcello Gigante. Ils s'attachent à donner une nouvelle version, des traductions et des commentaires.

« Stop disaster »

Un plan d'évacuation en cas de catastrophe naturelle a été mis au point par le consulat général de France à Naples. Une plaquette « Stop disaster » a été publiée à l'intention des 3 500 Français qui habitent la zone vésuvienne. La communauté est divisée en îlots ayant chacun à sa tête un chef d'îlot chargé de prévenir les familles et de les regrouper. Le consulat général est en contact avec l'observatoire du Vésuve, qui doit fournir les informations en fonction desquelles les risques seront estimés et le signal de l'évacuation donné.

« Redécouvrir Pompéi »

Cette exposition rassemble plus de deux cents objets qui, pour la plupart inédits, ont été extraits des fouilles récentes. Elle a l'originalité de présenter des programmes informatiques permettant aux visiteurs de mieux accéder aux informations recueillies sur Pompéi depuis deux cents ans, de l'histoire des fouilles aux peintures, de la vie quotidienne à l'éruption du Vésuve. Organisée par la surintendance de Pompéi et celle de Rome, sponsorisée par IBM, la « mostra », inaugurée à New-York en 1990 à l'occasion de la fête de la ville, sera présentée jusqu'au 12 février 1994, au Palais des Conservateurs.



sable, préoccupe les chercheurs, dont les méthodes et les objectifs ne sont plus les mêmes qu'autrefois. Pour la « reconstruction de la vie quotidienne », le matériel inestimable, extrait depuis la découverte du site, n'est pas toujours utilisable. Des objets manquent pour l'établissement de statistiques. On ne peut dresser l'inventaire complet que de quelques villes fouillées depuis une quinzaine d'années. Quelle était réellement la condition des esclaves, comment la ville vivait-elle en symbiose avec son arrière-pays et son port ? Leurs questions restent souvent sans réponse, comme sont restés sans voix ceux qui n'ont pas laissé d'adhésions ou de graffiti sur les murs.

Aucun site au monde ne donne, sur une telle étendue, une mine de renseignements aussi riche sur un moment précis de l'histoire. 79 est un repère pour de nombreux archéologues. Les produits d'importation mis au jour à Pompéi, clé commerciale de la florissante Campanie, servent par exemple, à la datation de vestiges exhumés dans d'autres fouilles du pourtour méditerranéen et au-delà. Mais les conditions de sa disparition — sept mètres de dépôts volcaniques en l'espace de trois jours — n'ont pas été une aubaine que pour les archéologues. Bred, collectionneur d'antiquités, subjugué par Pompéi, écrivait en 1902 : « Il n'y a pas de meilleure analogie du réchauffement — qui tout à la fois rend un élément psychique et le conserve — qu'un ensevelissement comme celui qui a été le destin fatal de Pompéi, et dont la ville put émerger de nouveau par le travail de la plaque. » Pourtant, ces ruines, inspirantes, « patrimoine de l'humanité », ne sont pas sous l'égide de l'ONU.

Les 2 milliards de lires alloués annuellement à la surintendance ne suffisent pas à réparer les dégâts et ouvrir de nouvelles fouilles. Les restaurations, souvent engagées à grands frais, manquent ensuite d'entretien. Les cent cinquante gardiens du site ne peuvent empêcher

les vols ou le vandalisme. Récemment encore, une sexagénaire japonaise, à la façon des Pompéiennes, inscrivait son nom sur un mur. L'actuel surintendant, M. Baldassarre Candicella, souvent critiqué pour sa politique « médiatique », son goût des opérations spectaculaires et le choix de ses programmes de fouilles, doit se débattre dans un tourbillon de Danaïdes. Il voudrait éclairer *a giorno* le site au moyen de lampadaires « rétractiles », sortant de terre pour dissuader les rôdeurs, mettre Pompéi sous surveillance électronique et recouvrir tous les trottoirs défoncés par les hordes avec de la tuile pilée « à la romaine ». Bien qu'il n'y ait plus de statues à voler, plus même de copies, les malfaiteurs peuvent toujours facilement s'introduire sur le site, dont les terres incultivées — environ 10 hectares — sont louées à des paysans. Ils attaquent les fresques au bain et revendent celles qu'ils n'ont pas cassées sur le marché clandestin des antiquités dont la ville de Bâle est la plaque tournante. Tandis que, dans la zone vésuvienne où les fouilles sont interdites, des propriétaires, bien pourvus d'eau courante au robinet, creusent, prétendent-ils, des puits dans leurs jardins ou se promènent dans leurs champs équipés de « poètes à frêne ».

Une partie du fonds européen — 28 milliards de lires — débloqué au lendemain du tremblement de terre de 1980, dont Pompéi a souffert, a servi à consolider des édifices, à restaurer des restaurations anciennes, à fouiller, dans la rue de l'Abondance. La villa des Casti amanti (les « chastes amants », ainsi baptisée par le surintendant démocrate-chrétien, sans doute pour compenser la réputation du Lupanar et d'autres mauvais lieux antiques) est à présent le seul chantier de la ville dont le quart n'est pas encore mis au jour. Les activités des chercheurs se concentrent plutôt à la périphérie, dans la zone suburbaine, où plusieurs sites sont crénelés. D'autres étudient les rapports de la cité avec la mer. Ils redessinent la ligne de

rivage qui, poussée par la coulée volcanique, s'est déplacée de deux kilomètres, s'est déformée et reconstruite le cours du Sarno, le fleuve de Pompéi, sorti de son lit après l'éruption, pour retrouver un jour le port, ses bateaux, ses quais et ses tavernes.

La plupart des archéologues sont persuadés que les quartiers enfouis de la ville ne réservent plus de surprise, excepté peut-être l'entrepôt des statues du forum qui, au moment de la catastrophe, ne se trouvaient pas sur leurs piédestaux. « Nous connaissons déjà une quarantaine de Narcisse, en fouillant la première nécropole nous en trouverions peut-être cinq de plus, pense M. De Caro, surintendant de Naples. Il veut donc mieux étudier le matériel déjà excavé. » Les vestiges enterrés, ajoute M. Michel Bets, directeur du Centre Jean-Bérard, sont davantage protégés. On sort aujourd'hui cent objets d'un chantier, alors qu'on n'en récupérait qu'une dizaine autrefois. Après à peine trois mois de fouilles, l'interprétation des résultats demande une année de travail. Les chercheurs savent que les sciences procèdent de leur époque et qu'elles

dépendent des avancées de la technique. Désormais plus scrupuleux, plus prudents, plus échaudés aussi que leurs prédécesseurs, tous impatients fouilleurs, ils veulent laisser aux générations et au progrès futurs des terrains vierges à explorer. Hicet, on s'intéressait plus à la beauté des œuvres qu'à la vie des gens, on classait encore selon Vitruve : à l'Antiquarium de Pompéi, fermé au public, sont entassés, par genres et par sous-genres, les marmittes, les coupes, les fibules, etc. Aujourd'hui, on se soucie d'information et d'environnement.

La surintendance de Pompéi qui a dressé la carte numérique de l'aire archéologique, ouvrira prochainement un laboratoire où seront étudiés les pollens, qui permettront de mieux reconstituer les jardins et d'expérimenter des herbicides pour venir à bout des plantes menaçantes des murs. Déjà l'Antiquarium de Boscoreale consacré à l'anthropologie culturelle donne une idée des paysages, de la faune et de la flore, au premier siècle, en Campanie. On y voit l'une des rares représentations

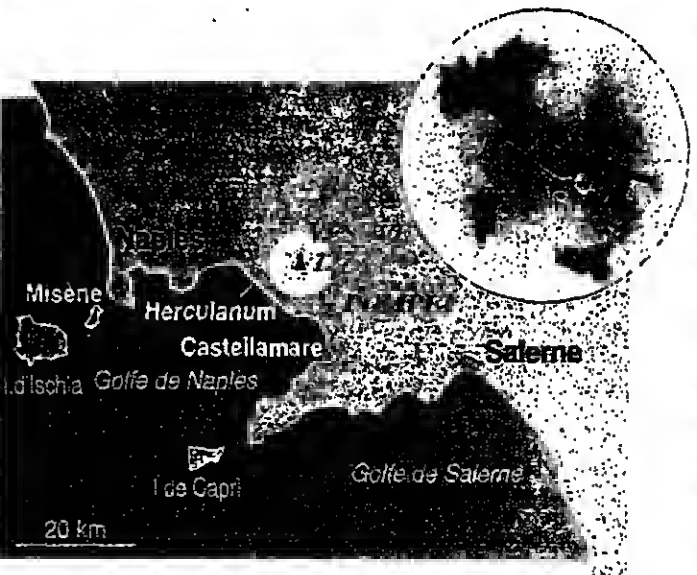
antiques du Vésuve avec des vignes sur ses coteaux « chers à Bacchus, plus que les collines de Nysa » (1), et plus haut des forêts.

Le volcan, de nos jours, pelé par ses fureurs, domine la baie de Naples, l'une des zones les plus peuplées du monde, où s'élevaient autrefois de riantes cités. Comme en 79, date de son éruption « plinienne », du nom de Plinius l'Ancien qui en fut victime, le Vésuve paraît assagi et ne fume plus depuis cinquante ans. Un observatoire le surveille, un comité des catastrophes naturelles doit élaborer un plan d'évacuation des trois millions d'habitants de la région, en cas de réveil brutal. M^{me} Albore Livadie, directeur de recherche au CNRS, archéologue et volcanologue, estime qu'une éruption « plinienne », ou « sub-plinienne » — le grand jeu du volcan, avec ponces, lapilli, cendres, boues, surges (2), etc. — se produit tous les cinq à six cents ans. La dernière a eu lieu en 1631. Mais les deux sont morts et les hommes ne craignent plus la colère du géant fertile.

A ses pieds, dans la plaine, la Camorra organise ses courses de chevaux clandestines et empêche les paris : sur ses flancs, non aedificandi, des maisons sifflent en montrant leurs murs, l'hôpital de Torre del Greco est construit sur une de ses bouches annexes. Les Pompéiens écrivaient sur les façades de leurs maisons : « Nous habitons ici. Que les dieux nous soient favorables. » On dit à Naples : « Oggi è oggi, domani è domani. » Demain est un autre jour.

De notre envoyé spécial
Christian Colombani

(1) Martial, Epigramme 44, IV.
(2) Pléistocène violent dans une phase de l'éruption. Nuage incandescent qui court horizontalement et empêche tout son passage.
► A lire : Pompéi, le rêve sous les ruines, présentée par Claude Aziza, éd. Presses de la Cité, 1022 pages. Pompéi la cité ensevelie, de Robert Etienne, coll. « Découvertes », Gallimard, 216 pages.



VÉSUVÉ

24 août 79, 13 heures...

Survenue le 24 août 79 après J.-C., sous le règne de l'empereur Titus, l'éruption du Vésuve est l'une des plus fameuses et des mieux connues de l'histoire. Elle est décrite en détail dans deux lettres que Plinius le Jeune adresse à l'historien Tacite. Il y raconte le mort à Stabies de son oncle, le naturaliste Plinius l'Ancien, qui commandait alors la flotte romaine de Misène et qui s'était rendu au secours des victimes de l'éruption. Le nom de « plinienne » a d'ailleurs été donné par les vulcanologues, en hommage aux deux Plinius, à la phase de chute de ponces des éruptions explosives. L'étude des dépôts pyroclastiques stratifiés au-dessus des ruines de Pompéi, d'Herculaneum et des autres sites de la Campanie romaine ensevelis par l'éruption permet de reconstruire le déroulement de la catastrophe.

Depuis plusieurs mois, la vie est troublée par des secousses et des frémissements du sol. Certes, les habitants de Pompéi et des cités à l'entour du Vésuve y sont habitués depuis que, dix-sept ans plus tôt (en 62 après J.-C.), un fort séisme a gravement frappé la région ; plusieurs autres tremblements de terre ont suivi, mais jamais ils n'ont été aussi rapprochés que ces derniers jours.

L'éruption commence vers 13 heures, au début de l'après-midi, par une série d'explosions brutales et par une gigantesque colonne de gaz et de cendres qui s'élève dans le ciel ; sa forme est celle d'un pin parasol. Poussé par un vent violent, le nuage gris part en direction de l'actuel Tergino, à l'est du Vésuve, où il dépose de 3 à 7 centimètres de cendres sur la sol. Il est suivi bientôt par une pluie intense de grosses ponces qui s'ébat sur Pompéi, sur les riches demeures qui s'égrènent le long du golfe de Naples, dont l'une des villas de Poppée, l'épouse de Néron, et sur tout le secteur au sud-est du volcan. Le soleil est voilé et le ciel obscurci.



Comme une prémonition de la catastrophe.

Bien que, vers 15 heures, Herculaneum ne soit encore touchée que par quelques dépôts fins, une amie de Plinius l'Ancien, Ratina, affolée, envoie un esclave à Misène pour l'appeler au secours. Celui-ci s'embarque dès que possible (autour de 16 heures). Il tentera en vain d'accoster à Herculaneum. Sans écouter son timonier qui lui conseille de revenir à Misène, il fait route vers Stabies pour venir en aide à son ami Pomponianus. Là, la situation est préoccupante : l'atmosphère est oppressante, mais le pluie de ponces encore peu dense ; la mer agitée conseille d'attendre. A Pompéi et sur tout le territoire, les ponces blanches continuent à s'accumuler sur le sol, tandis que les populations cherchent le salut dans la fuite ; l'obscurité accroît l'épouvante. Vers 18 heures, les toits s'écroulent sous le poids des ponces, on compte les premières victimes à Pompéi : vers 20 heures, les ponces sont devenues grises et elles continuent à tomber dru. Les villages sur les pentes du volcan brûlent.

A Tergino, le pluie de ponces

est interrompue par une nuée de gaz incandescent et de cendres qui dévale sur les villes, fait écrouler les murs, charrie les corps des premiers morts. La hauteur de la colonne éruptive atteint plus de 30 kilomètres. La sol continue à se hausser sous les ponces. A Pompéi, la mort frappe ceux qui se sont réfugiés dans les caves et à l'intérieur des maisons pour échapper à la pluie de ponces : ils mourront asphyxiés par les gaz irrespirables que dégagent les pyroclastiques en refroidissant.

Vers 2 heures du matin, le 25 août, s'abat une première coulée sur Herculaneum, Oplontis et Boscoreale, entraînant tout sur son passage et détruisant toute la végétation. Les bombes jaillissent du cratère en feu. Le sommet du volcan est emporté. Les ouragans de boue et les nuées de gaz et de cendres sont distribués principalement au sud-est du volcan. La sol continue à tressaillir. A Pompéi, à l'aube, plus de 2 mètres de ponces recouvrent la ville ; elles arrivent bien au-dessus des portes. Peut-être y a-t-il un moment d'accalmie : c'est alors

que de nombreux Pompéiens qui s'étaient enfuis dans les campagnes reviennent dans leur demeure pour récupérer quelques biens. Vers 7 heures du matin — l'obscurité du ciel fait penser que la nuit dure encore — le volcan est à nouveau secoué de violentes explosions.

Un nuage explosif s'élève verticalement dans le ciel, il s'élargit comme un champignon atomique dans l'atmosphère, avant de s'abattre brutalement sur lui-même, produisant le long des pentes une nouvelle éruption turbulente de gaz mêlés à des fragments fins de magma et de vapeur brûlants qui dévale à plus de 100 kilomètres-heure. Elle rejoint les remparts nord de Pompéi, tandis que des coulées bouillantes de pyroclastiques et de boue recouvrent complètement Herculaneum, anéantissant le foule qui se pressait sur le môle dans l'espoir de s'embarquer ; ce fleuve sombre continue dans la mer, sur une centaine de mètres ; une heure plus tard, une autre nuée ardente — la quatrième — ravage Pompéi. Cette avalanche incandescente, vers 7 heures et demie du matin, tue plus de deux mille personnes, suffoquées par les vapeurs d'eau et les gaz brûlants ; une autre la suit et recouvre tout le secteur sud. La dernière nuée pyroclastique, la sixième, est plus terrible encore. Elle rejoint Stabies, où elle cause probablement le mort de Plinius l'Ancien. Son corps abandonné sur la plage ne sera retrouvé que trois jours plus tard. Ce flux épouvantable traverse, gisant au ras de la mer, toute la baie de Naples et rejoint Misène. Il est 8 heures du matin.

Quand, dans l'après-midi, le soleil réapparaît, « livida comme après une éclipse », écrit Plinius le Jeune, plus de 7 mètres de produits volcaniques fumeux recouvrent une terre fertile et ensevelissent grand nombre de ses habitants. Claude Albore Livadie, Directrice de recherche au CNRS,

Valais

SKITIME

"Les 4 vallées"

400 km de pistes + 100 remontées mécaniques = 1 skipass!!
Neige assurée au Mt. Fort (3320m)

19 Nendaz
Au pied du Mt. Fort - plus de 1200 chalets et appartements à louer.
1941 27 88 14 44

20 Verbier
25'000 lits - 58 restaurants - 1 centre sportif.
1941 26 31 62 22

22 Veysonnaz
SKI SANS FRONTIÈRE - la station ou l'on skie tout l'hiver grâce aux 15 km de pistes avec emménagement assuré.
1941 27 27 10 53

17 Tignes
Station de vacances près de Zermatt (par train 11 km).
Prix raisonnables pour hôtels et appartements. Centre ski de fond.
Tél. 1941 28 67 16 89

Veuillez s.v.p. m'adresser la documentation des actions:

No. _____

☐ Prospectus général hiver
☐ Offres forfaitaires 93/94
☐ Autres prospectus

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

A retourner à:
Union Valaisanne du Tourisme
Rue Pré-Fléuri 4, CH-1951 Sion
Tél. 1941 27 22 31 61, Fax 1941 27 23 15 72

Refrigerator

A la fois centre commercial, objet forum, lieu de toutes les fringales, de toutes les récriminations et de tous les désirs, le réfrigérateur est désormais un personnage dont la famille aurait du mal à se passer. Actualités.

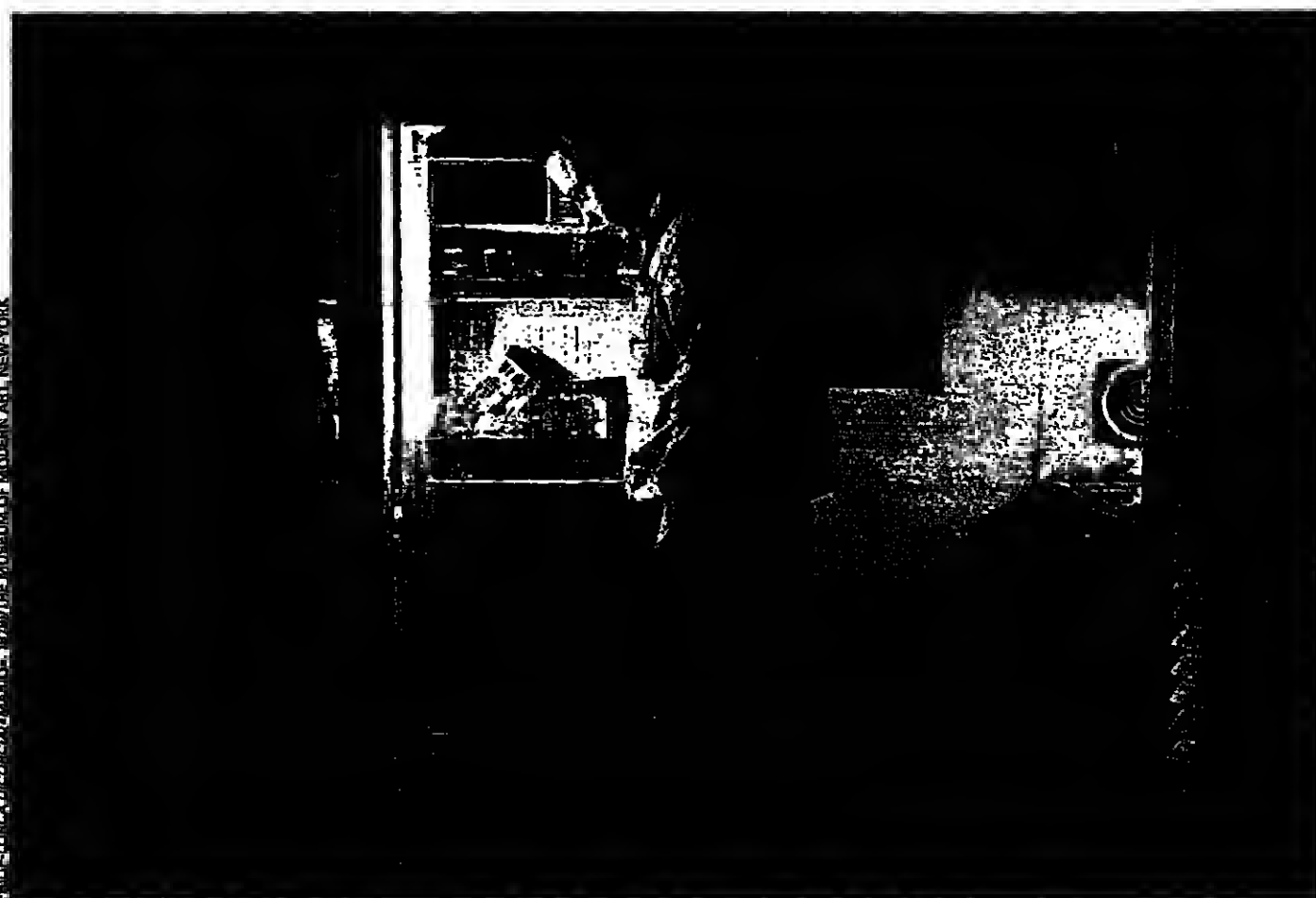
On peut vivre sans poste de télévision, on peut se passer de four à micro-ondes, on n'a pas forcément besoin de robot électroménager, mais le réfrigérateur est indispensable. En outre, il dure longtemps et on ne se décide à le remplacer que lorsqu'il se met à vomir toutes les nuits, qu'il avance tout seul au milieu de la cuisine, qu'il fait des étincelles ou qu'il se refuse catégoriquement à jouer son rôle de placard froid.

Il s'en vend deux millions par an sur un marché équipé à 98 %, un marché, donc, dit de renouvellement. Mais les habitudes ont changé et changent encore. Dans les appartements anciens, on trouve encore des garde-mangers, réduits à porte grillagée donnant sur l'extérieur de l'immeuble où l'on conservait les œufs, les laitages, les fruits ou les légumes d'un jour sur l'autre. Pas plus. Mais qui fait encore ses courses tous les jours ? Il n'y a plus guère que le pain, et encore, qui fasse l'objet d'un achat quotidien. Les familles comme les célibataires se contentent d'un marché hebdomadaire, corvée du week-end au retour duquel on va répartir produits frais, viandes, poissons, fruits et légumes, laitages et surgelés à différents niveaux.

Le « une porte » est un réfrigérateur traditionnel où l'on peut éventuellement ranger quelques surgelés pour quelques jours dans le compartiment à glaçons. On lui préfère de plus en plus le « deux portes », généralement un réfrigérateur surmonté d'un petit congélateur, mais la tendance est surtout aux combinés qui se divisent en deux, le congélateur, en partie basse, comprenant au moins trois tiroirs ou compartiments. Les premiers combinés ont été présentés au Salon des arts ménagers en 1962, importés des États-Unis, ils coûtaient très cher, et on n'en voyait pas bien l'utilité.

Les familles disposant de beaucoup de place installent parfois côté à côté un grand réfrigérateur et un congélateur-armoire, les congélateurs-coffres étant eux le plus souvent remisés à la cave ou dans le garage. Mais, petit à petit, on voit arriver sur le marché français les colosses américains, en « side by side », avec deux portes latérales qui s'ouvrent comme une armoire, pour un côté réfrigérateur et un côté conservateur (le congélateur est encore rare dans ces modèles). Branchés à la fois sur l'électricité et sur une arrivée d'eau, ils sont dotés de détails luxueux comme un distributeur de boissons, d'eau glacée, de glaçons nu de glace pilée. Ils se vendent entre 12 000 francs et 20 000 francs. Ils représentent déjà à présent 3 % du chiffre d'affaires général de la profession.

Après avoir été réservés aux vedettes du show-business, on les trouve maintenant un peu partout et pas forcément dans des milieux aisés. Ainsi RCA est une marque distribuée principalement dans les « hypers » et les « supers » et était leader en volume en 1992 sur ce segment, General Electric, que l'on trouve chez les cuisiniers et les spécialistes de l'électroménager, dominant le marché en chiffre d'affaires (les deux marques appartiennent au groupe américain General Electric) ; aux États-Unis, c'est Whirlpool qui est actuellement numéro un et la



Solides, pratiques et chers, les réfrigérateurs américains sont de retour.

marque fait actuellement sa campagne de publicité sur ce produit d'image qu'est le réfrigérateur américain.

« Le marché devrait se développer », explique Jean-Louis Raynaud, directeur du marketing de Whirlpool, l'habitat individuel est très important en France et beaucoup de gens font construire. Ils réfléchissent à l'aménagement de leur cuisine sur plan et envisagent d'y consacrer de 100 000 francs à 150 000 francs. Ils se renseignent chez les spécialistes et prennent le temps d'y réfléchir. Ils se font plaisir et adaptent leur équipement à leurs nouveaux besoins. » Christian Sanzin, directeur du marketing d'Electrolux confirme : « Il y a une mode, et le marché est petit mais assez dynamique. Les prix sont un peu plus bas, et il y a une tension pour des gens qui font refaire leur cuisine. L'habitat péri-urbain se développe, et les gens disposent de davantage de place pour ce genre de produits. Les pays nordiques ne sont pas du tout intéressés ; les ventes devraient progresser en France, en Espagne, peut-être en Italie, mais il n'y a pas vraiment de demande à l'échelle de l'Europe, et les firmes américaines ne vont peut-être pas chercher à se rapprocher des normes européennes. »

En effet, les meubles de cuisine en France ont une profondeur de 60 cm, les modèles américains dépassent souvent les 80 cm même si certains fabricants les réduisent à 70 cm. On trouve toutefois un modèle de 60 cm de profondeur chez Liebherr et un autre chez Electrolux. L'engouement pour les réfrigérateurs américains permet aux constructeurs européens, plus attentifs et plus proches de la demande de leurs consommateurs, de rapprocher leurs performances techniques de celles de leurs concurrents d'outre-Atlantique.

En particulier, le « no frost » qui permet d'éviter la formation de givre sur les parois et, par conséquent, le dégivrage, toujours pénible à entreprendre. Dans le congélateur, les emballages ne collent plus les uns aux autres, les étiquettes sont lisibles, l'absence de givre procure également un gain d'espace et assure un refroidissement efficace. Dans le réfrigérateur, il s'accompagne le plus souvent d'un système de froid ventilé. En effet, dans un réfrigérateur classique, l'air est statique et la température se stratifie. L'air brassé permet d'obtenir et de conserver une température égale à tous les niveaux, mais cet air peut être sec ou humide et

les constructeurs ne sont pas d'accord entre eux, certains préfèrent un air ventilé sec (General Electric) qui permet d'allonger considérablement la durée de conservation de certains aliments (viande, fruits, gruyère râpé) mais qui risque de provoquer une déshydratation des aliments qu'il faut alors placer dans des compartiments fermés ou dans des boîtes hermétiques, d'autres (Liebherr, Fagor) prônent les avantages de l'air ventilé humide qui empêche ce dessèchement des aliments.

On peut disposer d'une solution intermédiaire avec des

compartiments à température réglable et humidité différente (Electrolux) ou munis de volets d'aération (Brandt), qui permettent de conserver les produits frais entre 0°C et 3°C et les yaourts entre 3°C et 7°C. Les compartiments et les tiroirs à 0°C sont de plus en plus fréquents pour conserver, entre autres, la viande et le poisson (en particulier Liebherr qui assure une température entre 0°C et 1°C) à hygrométrie réglable. Encore plus étonnant, chez Fagor, une troisième porte pour un compartiment central modulable qui se

règle en fonction des besoins comme conservateur d'appoint, comme cave à +10°C ou encore à -24°C pour la surgélation. Totalement autonome, il peut fonctionner seul pendant une absence prolongée ; par exemple, il existe un autre modèle à trois portes chez Vedette.

Autre nouveauté, mais venue du Japon cette fois, la surveillance électronique. Elle permet de contrôler la température en permanence et si, par exemple, elle remonte après l'ouverture de la porte du congélateur, de la faire redescendre immédiatement sans intervention de l'utilisateur.

La production de chlorofluorocarbène, appelé CFC, néfaste pour la couche d'ozone, sera interdite au 1^{er} janvier 1995 dans toute l'Union européenne (en revanche, pour les pays en voie de développement comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, cette interdiction ne sera effective qu'en 2006). Tous les constructeurs européens présentent dès maintenant des modèles sans CFC, en général remplacés par du cyclopentane dans les mousses d'isolation et un mélange de butane et de propane comme agent réfrigérant. Mais cela entraîne une augmentation de prix, et le consommateur n'est pas forcément prêt à l'accepter, en particulier en France, moins sensible que l'Allemagne ou les pays scandinaves à ces problèmes. Bosch a pris beaucoup d'avance sur ce terrain et annonce que, d'ici au 31 décembre 1993, toute la production sera effectuée en « 0 % de CFC » et qu'en Allemagne la totalité des appareils à froid seront livrés déjà conformes aux normes européennes.

Face à tous ces aménagements, à tous ces efforts de recherche, à toutes ces possibilités offertes aux utilisateurs, on peut toutefois se demander ce qui ressort du domaine du gadget et ce qui est véritablement utile. En effet, peu de gens sont suffisamment organisés pour ranger les aliments dans leur réfrigérateur en respectant la destination initiale des différents bacs ou compartiments, le principal est que tout rentre même si c'est un peu n'importe comment et il est difficile d'imaginer une famille assez consciencieuse pour ne jamais bouger les yaourts de leur clayette, ne pas poser le chou-fleur dans le bac à fromages et ne mettre dans le bac à 0°C que viande, fruits ou poissons. Toute une éducation à faire !

Martine Silber

L'ÉIL DE CLAUDE SARRAUTE

Froid devant !

Samedi matin. Partage des tâches. Vos ados se vautrent dans leur lit, de dévotion et de linge sale. Leur père lit le journal, jambes étalées sur l'aspirateur. Vous vous êtes tapés les courses. Pas pour la semaine, non, faut pas rêver, pour le week-end. Vous vous préparez à affronter vos piles de crèmes desserts, vos tonnes de jambon et de gruyère, vos sachets de couscous et de cassoulet, vos surgelés, vos briques de lait, vos yaourts à la fraise et autres aliments pour animaux à deux pattes, dans la gueule du monstre froid rangé entre la cuisine et l'évier, une énorme armoire à glace coiffée d'un régime de bananes. Vous l'ouvrez. Il était vide, la voilà pleine.

Vous protestez : écoutez, chéri, c'est pas possible. Suffit que j'aie le dos tourné pour que tu squettes le frigo en y entassant tes boîtes de pellicules.

Et tous ces flacons de vernis à ongles, c'est à qui, on peut savoir ? - A Delphine. Je lui ai déjà dit cent fois de pas... Mais, bon... Vous refaites le vide, vous faites le plein, vous faites le lavabo et le sol de la salle d'eau, vous faites le plomberie, vous faites l'impasse sur le déjeuner, vos grands bébés Dodo mangent à la demande. Et sur le coup de deux heures de l'après-midi, un hurlement - Y a rien à bouffer ! - vous précipitez à la cuisine. La tête plongée dans le ventre de la bête, en tee-shirt et caleçon à fleurs, votre aîné farouche, impatient, vorace, à la recherche de son petit déj : Où t'as mis les Kim Cônes ?

A partir de là, au fur et à mesure que les étagères se dégagent - à toute allure ! -, la porte de métal blanc se couvre de messages multicolores : Y a plus de Choco Pops... Plus de Kinder... Plus de raviolis... Plus de Nutella... Et l'argent de la cantine ?... Prière de ne pas laisser le feu allumé sur la plaque à réchauffer... Papa a téléphoné, il rentre pas dîner... Kévin, n'oublie pas ton rendez-vous chez la dentiste... Sans parler des deux articles pense-bête découpés dans Femme actuelle et scotchés là en prévision des fêtes : Pardes 6 kilos en huit jours. Muscles vos fesses en passant la serpillière.

Tiens, à propos, si vous foncez sur la frigo, au milieu de la nuit, pour vous emparer de nouilles froides, tartines au gras d'un reste de sauce et rincées au goulot d'un litre de gros-plant, ne culpabilisez pas. C'est pour compenser. Votre fille donne des signes d'anorexie. Elle ne grignote plus que quatorze Crunch entre les repas. D'où soudain D'où bouillie. D'où sacs à provisions au poids invariable.

Le samedi suivant. Partage des tâches. Vos enfants - rangez ce fou-tout ! - ont fait la soude cravale. Vous, la ménagère, à fond. Et les provisions, c'est leur père qui se les coudra. Il va pour les jeter pile-mâle à l'ogre réfrigérant, affamé chronique, et pousse un cri horrifié : C'est quoi, ça ?

- Ben, tu vois bien, c'est mon pull angora.

- Ou'est ce qu'il fout là ?

- Il prend le frais.

- Je croyais qu'il était censé te tenir chaud ?

- Il aime pas trop.

- Comment tu le sais ?

- Il perd ses poils. Alors, j'ai pas le choix. Ou c'est la gouttière ou c'est le frigo.

DEGRÉS DIVERS

Température quatre zones

Whirlpool propose deux modèles American Turbofroid en « side by side » (réfrigérateur et conservateur) et un modèle deux portes. Les deux premiers ont quatre zones de température, avec en particulier un compartiment basse température pour viandes et poissons et un compartiment à humidité contrôlée pour les fruits et légumes, un système 100 % froid ventilé pour éviter toute formation de givre.

Toujours chez Whirlpool, une gamme Bio-Design qui marque le retour des formes douces et arrondies et des lignes fluides pour les combinés, en beaucoup plus élégant que ce qui se faisait dans les années 60. La plupart des modèles de combiné ont des clayettes réfrigérantes qui permettent d'accroître la surface de congélation et d'améliorer la qualité de conservation. Sur les modèles à deux portes, on peut arrêter le réfrigérateur et laisser en marche le congélateur pendant les périodes de vacances.

Combat contre le givre

Chez Electrolux en « side by side » conservateur et réfrigérateur et un « deux portes » à deux portes, avec distributeur d'eau et de glaçons ou de boissons fraîches. La nouvelle ligne Life, sans CFC, se met progressivement en place.

Un système low frost a été développé pour réduire la formation de givre dans les congélateurs, particulièrement efficace en climat humide.

Un trois-ports

Chez Fagor, le modèle le plus connu est le Multirail, le combiné trois-ports avec compartiment central modulable en fonction des besoins ponctuels de l'utilisateur, qui s'utilise pour accroître soit la partie congélateur soit la partie réfrigérateur. Il comporte des récipients multifonctions, un bac congélateur et un plateau de congélation. Les combinés peuvent être no frost mais avec froid statique dans le réfrigérateur et froid ventilé dans le congélateur ou Duo Electronic avec thermostat électronique.

Humidité réglable

Un combiné de même type chez Liebherr pour disposer de trois températures en un seul appareil. Le tiroir 0°C est réglable en deux zones dont le taux d'humidité est réglable, indépendamment, de 40 % à 95 %. Des accords froid augmentent l'autonomie en cas de panne de courant.

Le Maraîcher

Le combiné-maraîcher de Vedette met l'accent sur un bac à légumes. Le Maraîcher, qui pivote sur lui-même pour faciliter l'accès et le choix des produits. La paroi est transparente pour que le contenu soit totalement visible. Le dessus est strié pour éviter que les bouteilles que l'on y pose se mettent à rouler.

Salades à l'aise

Pour Brandt, les bacs à légumes ont été repensés : très spacieux, ils sont munis de volets d'aération pour moduler le taux d'humidité selon les produits entreposés ; en position fermée pour les salades et les légumes, en position ouverte pour les fruits. Là aussi, le dessus est strié pour permettre le rangement de bouteilles, et l'accent est mis sur un design arrondi et fluide.

Turbo-gel

Thomson insiste également sur un design arrondi et des poignées ergonomiques. Le tiroir à fruits et à légumes est monté sur roulettes pour faciliter l'ouverture, la contre-porte est munie de boîtes multi-usages amovibles et il y a une cloche à fromages dans certains modèles. Les tiroirs du congélateur sont transparents. En outre, une touche turbo-gel permet de faire descendre la température très rapidement. Pour les pays chauds, deux combinés semi-tropicalisés qui permettent, entre autres choses, d'obtenir des glaçons en moins d'une heure.

L'archer et son double

DEGRÉS
DIVERS

L'affaire est sérieuse. Voilà un sport où il s'agit rien de moins que de réconcilier le corps et l'esprit. C'est à ce prix qu'on atteint la cible. Quelle cible ?

C'est une orée d'après-midi torride à Barcelone. Sur les pentes du Vall d'Hebron, Sébastien Flute doit encore tirer douze flèches pour atteindre sa cible, la médaille d'or. Dans la matinée, il a déjà effacé quatre concurrents, tiré quarante-huit flèches dans un rêve. Parce qu'il est gaucher, il fait face à son adversaire. Ce reflet de son propre corps, de son propre geste, importune le droitier coréen. Il préférerait être tout seul, tourner le dos à cet homme-miroir. Il se sent épié, s'inquiète, s'agace. Sébastien Flute est habitué à cette confrontation. Il flotte dans une bulle, le regard perdu bien au-delà de la cible. Aujourd'hui, la sérénité n'est pas asiatique, mais française.

Comme à son habitude, Flute décoche très vite ses traits dans des gestes réguliers jusqu'au vertige. Une flèche atterrit dans le carquois posé sur la cuisse gauche, et placée sur la corde ; l'arc orienté ; la projection et la répulsion. Les deux hommes disposent chacun de quinze minutes pour tirer en alternance. Le Français n'en usera pas la moitié. Chung se sent obligé de soutenir son rythme, mais ses trois derniers traits ne l'entraînent pas de cette manière qui trahissent l'air de guérisseur. C'est fini. Le vainqueur esquive un geste de victoire. Sur le podium, il écrasera une larme furtive.

Nous sommes le 3 août 1992 : Sébastien Flute devient champion olympique. Il va faire partie des héros coréens. Mais quand on fête les plus célèbres, on découvre, au travers de Sébastien Flute, un sport, peut-être plus encore : une philosophie. Il a dit en riant : « Il n'y a qu'une différence entre le médaillé d'or du 100 mètres et le médaillé d'or du tir à l'arc : le public. » On veut comprendre pourquoi ce blondinet de vingt ans avait choisi ce sport confidentiel : l'année précédente, il était devenu champion du monde dans un quasi-anonymat. Il explique : « J'y suis venu comme la plupart des archers. En vacances chez mon grand-père, j'ai déniché un arc qui appartenait à mon père. J'ai passé mon temps à tirer sur n'importe quoi. » Il disait, dans un autre sourire, que l'arc convenait à son caractère introverti.

En vivant dans le mille olympique, pourtant, Sébastien Flute se soumettait aux médias, effaçant sa vie pour les journalistes, pointant

sondant les regards sur lui et suggérant les gourmandises des sponsors qui ne savaient peut-être pas que le tir à l'arc existait. La Fédération française de tir à l'arc allait connaître un essor insensé dans l'année qui suivait, passant de 38 000 à 45 000 licenciés à la fin 1993. C'était un nouveau paradoxe pour ce sport accoutumé à marier les contraintes. C'était son destin, sa fatalité. Depuis toujours, le tir à l'arc est voué à raccommorder les extrêmes. Un sport entre tradition et modernité.

De l'arme, l'homme avait fait une noblesse et puis un sport olympique. L'arc était apparu dix mille ans avant Jésus-Christ. Avant de le découvrir, on avait d'abord inventé la flèche dotée d'une pointe de silex que l'on lançait à la main, parfois avec une sorte de fronde. L'arc devenait le must de l'arme de chasse et de combat où il s'agissait plus besoin de s'exposer à la proie, à l'ennemi, pour le tuer.

Il serait l'allié des Égyptiens et des Romains coquettant des barbares ou bien des aborigènes australiens. Il serait le protagoniste de la guerre de Cent Ans, le bourreau des troupes de Charles VI à la bataille d'Azincourt, où dix mille archers français et anglais s'affrontèrent en 1415. Peut-être avait-on pensé qu'avec la découverte de la poudre et de la balistique, l'arc serait rangé dans les greniers de grand-mère, tout juste bon à des jeux de flèches à ventouse. Mais il subsistait une résistance au temps. Quand les nobles jouaient de l'épée ou de la lance, le peuple et la bourgeoisie faisaient une fête tonitruante du tir à la bulle ou du tir au pépère, une cible faite d'un oiseau de bois.

XV^e siècle. Charles VII réunit des compagnies d'ordonnance en 1439, puis les francs archers, en 1448, qui servent de garde nationale à la royauté. Viennent les confréries, composées de serfs, de paysans ou de bourgeois qui défendent, à coups de flèches, leurs biens et leur vie. La noblesse va suivre, voyant dans le tir à l'arc un hymne à la dignité humaine. Au XVII^e siècle, les règles des chevaliers de l'arc veulent que « le chevalier, s'il est élevé à la dignité de l'ordre, doit être exempt de tout vice et de tout défaut, réunir en lui toutes les vertus et toutes les perfections ».

Ces cercles fermés, comme une maçonnerie, sont restés, faisant fi du sport. Leur fief est la Picardie où les compagnies subsistent toujours, aux côtés des clubs sportifs : « C'était le temps où l'on parlait encore du jeu d'arc, se souvient François de Massary, président de la Fédération française de tir à l'arc (FFTA). On y allait comme on partait faire une partie de cartes. C'était l'époque où il ne fallait pas commencer avant 14 h 30 car les amateurs n'avaient pas terminé



La quête constante de l'harmonie.

ART MARTIAL

Les flèches du zen

« Dans les autres arts martiaux, il faut tenir compte de l'adversaire. Dans le tir à l'arc, il n'y a pas d'adversaire sinon soi-même. » Nobuyuki Kamogawa est un vieux monsieur, droit comme un « i », aux mains blanches et fines. Il a pratiqué la plupart des arts martiaux et le tir à l'arc en particulier depuis qu'il a treize ans. Dixième dan, il préside aujourd'hui la Fédération nationale japonaise du tir à l'arc, qui compte 300 000 membres, « mais plus d'un million de personnes, dont beaucoup de femmes, fréquentent les centaines de centres d'entraînement qui existent à travers le pays », nous dit-il.

Dans le pavillon des arts martiaux du sanctuaire Meiji à Tokyo, une salle est spécialement aménagée pour le tir à l'arc. Les trois cibles en plein air sont surmontées d'un long dais violet qui s'harmonise avec ceux des couleurs d'autorité du parc. C'est une séance d'entraînement de maîtres venus de province qui, une fois de plus, cherchent à parfaire leurs gestes. Pas glissés, lenteur des mouvements : « Le plus important est l'équilibre entre la partie supérieure et la partie inférieure du corps, la respiration est essentielle, il ne faut pas qu'il y ait le moindre lapsus psychologique... », commenta à voix basse M. Kamogawa.

Un sport ? Sans doute. Mais qui n'a pas de professionnels. Pour les Japonais, le tir à l'arc (kyudo) est une « voie » au même titre que l'art du thé (chado). Une « voie » qui s'acquiert par la pratique : « Apprendre avec le corps ». « On acquiert facilement une technique



« Dans le tir à l'arc, il n'y a pas d'adversaire, sinon soi-même. »

mais le geste doit être inlassablement repris, travaillé. » Chaque geste, na serait-ce que de rentrer la main dans la kimono pour dégager l'épaule avant de se mettre en position de tir, l'ajustement de la flèche, l'extension de l'arc, tout est minutieusement codifié. On tend ainsi vers cette « élégance » d'un art sans artifice. « On peut atteindre la cible sans respecter les codes, par chance : mais c'est ce que j'appellerais un équilibre négatif. »

Le tir à l'arc fut d'abord un art purement martial pour se défendre, tuer. Après l'arrivée des Portugais au XV^e siècle qui firent connaître aux Japonais les fusils, il se transforma, perdant son caractère de technique guerrière pour devenir une pratique où l'esthétique et la formation spirituelle sont essentielles. Les vertus guerrières et nationales du tir à l'arc, comme celles des arts martiaux en général, furent exacerbées avec la montée du militarisme. Au lendemain de la guerre, le kyudo fut temporairement interdit par les forces d'occupation américaines. Il a recouvré aujourd'hui sa dimension d'exercice spirituel.

La kyudo est souvent lié à la pratique du zen. Un petit livre, la Zen dans l'art chevaleresque du tir à l'arc, de l'Allemand E. Herrigel (1) fascina le psychanalyste Jacques Lacan : il trouvait une illustration symbolique du jeu de l'inconscient dans la tentative de l'archer de se fondre à la cible. « Pratiquer le kyudo c'est aller au fond de soi-même, ne faire plus qu'un avec le but à atteindre, dont la cible n'est que le symbole. Aussi, tant que l'on est possédé par le désir d'atteindre cette cible, on ne peut se concentrer suffisamment », commenta M. Kamogawa.

C'est dans l'acte de se détacher de soi-même, de son ego, par le peaufinement d'une technique, qui revient à un combat de l'archer avec lui-même, que l'on ajuste un but qui n'est autre que soi-même. Alors, ce n'est plus l'archer qui tire : « Ça tire. »

« Il y a plusieurs manières d'atteindre ce moment de vérité que l'on nomme dans le zen satori. Pour moi, le kyudo en est une. L'arc et les flèches ne sont que des auxiliaires », estima M. Kamogawa.

De notre correspondant
Philippe Pons

(1) Dervy-Livres, 1984.

leur boulot. Ils étaient, pour la plupart, artisans, charcutiers ou bouchers. Il n'y avait qu'une discipline : le beursoult, qui existe toujours. On tirait une flèche sur l'aller, à 50 mètres, puis une autre sur le retour et ainsi de suite. Quand on faisait une bonne « flèche » on ouvrait une bouteille et on buvait un bon coup de rouge. De cette époque sont restés les bouquets provinciaux, ces grandes fêtes folkloriques de Crèpy, L'Haye ou Pontoise-lès-Noyon où des milliers de personnes sont jetées dans les rues pour admirer la parade des drapeaux.

Le tir à l'arc ne serait donc qu'un miroir des souvenirs ? Ceux de l'enfance. On évoquerait le dernier des Mohicans, John Wayne canardant les Sioux ou bico Robin des Bois défendant les opprimés. Les amateurs s'étaient fait une raison. Ils seraient toujours les petits frères de ces premiers héros de gosse. Et puis, la rupture. Après des apparitions de 1900 à 1908 et en 1920, le tir à l'arc devint un sport olympique en 1972, aux Jeux de Munich. Il avait fallu tout faire pour acquiescer une légitimité : créer une Fédération internationale en 1931 et un règlement pour tous les pays. Pendant près d'un demi-siècle, les archers s'étaient languis de la reconnaissance, perdus entre ressentiment et vengeance, oubliés. Ils étaient des initiés, ils sont aujourd'hui plusieurs millions dans le monde à chercher la perfection dans plus de soixante-dix pays. Des siècles ont passé : Apaches, Robins des Bois, compagnons ou champions olympiques sont eo que de leur absolu, pour la vie, ou pour la gloire.

C'est le dernier, le plus fou et le

plus insensé des paradoxes du tir à l'arc. Réconcilier le corps et l'esprit dans la grâce d'un instant. Pour y parvenir, ils auront fait du geste de l'archer un mouvement inné. Ils auront oublié toute contrainte physique pour ne plus se concentrer que sur ce rond rouge placé au centre de la cible. Empoigner son arc comme on respire, placer sa flèche comme on cligne de l'œil et laisser ses sentiments faire le reste. Chaque fois que le trait aura atteint le mille serait la preuve incontestable que le corps et l'esprit se seraient réconciliés pendant une poignée de secondes, jusqu'à la prochaine fois.

Et là viendrait le plus dur. Appréhender la flèche suivante, comme un défi envers soi-même. Reconnaître des centaines de fois sa dualité : « Elle est difficile à accepter », souligne Michaël Nayrole, directeur des équipes de France. Dans ce sport de précision, les archers se détruisent tout seuls parce qu'ils n'arrivent pas à être en accord avec eux-mêmes. La traction est, comme la concentration, continue, progressive. »

En quête constante de l'harmonie, il faudrait l'oublier entre musculation, repêchage et liberté. En une journée d'entraînement, deux heures de tir environ, un archer décoche de cent cinquante à deux cents flèches, tirant, chaque fois, un poids de 20 kilos, démençant quelques tonnes quotidiennes, sans que le corps bronche, pour ne pas effrayer la trajectoire de la flèche. Il faudra concevoir une perpétuelle remise en question, ne pas se décourager d'un objectif médiocre, ne pas se satisfaire de la perfection d'un instant. S'en langir, pour retrouver le bon geste, le bon réflexe, comme une union.

Aux Championnats du monde en salle, à Perpignan, eo mars 1993, oeuf mois après les Jeux olympiques, Sébastien Flute n'a terminé que quatrième, si loin de sa perfection. Trop rapide, trop imprécis. A la recherche de lui-même. « Son titre de champion olympique de Barcelone a bouleversé sa vie, assurent ses proches. Il est plus ouvert, désormais, sorti de l'anonymat. » Aujourd'hui, Sébastien Flute prépare le rendez-vous olympique d'Atlanta, en 1996. Il aura vingt-quatre ans, alors. Il aura tiré des centaines de milliers de flèches pour se retrouver. A l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP), à Vincennes, il aura soumis son geste à des dizaines d'expériences scientifiques, soo corps composé d'électrodes, son arc lançant un rayon laser. Une façon de comprendre la perfection. Pour ne jamais oublier la grâce de cet instant, à l'orée d'une après-midi torride barcelonaise. Pour y regoûter à Atlanta.

Bénédict Mathieu

...et Carquois

Les femmes, il existe différentes façons de tirer à l'arc : le tir en salle, où la cible est placée à 25 et 18 mètres ; le tir en campagne, une forme de « golf » pratiqué sur un terrain varié comportant une implantation de 48 cibles, lons des compétitions internationales (24 cibles à distance connue et 24 cibles à distance inconnue), et deux fois 12 cibles dans les compétitions nationales.

En blanc

Les archers ne portent pas d'uniforme mais affectionnent, comme aux Internationaux de tennis de Grande-Bretagne de Wimbledon, des tenues blanches. Pour espérer atteindre la perfection et la réussite, mieux vaut porter des manches courtes l'été et de la laine moellante l'hiver, afin que le froissement du vêtement n'araye le geste et ne fausse la trajectoire de la flèche vers la cible.

Lire

Pour pincer les mystères : Le Tir à l'arc, par Jacques Flouhann, in Jeux et Sports, pp. 1457-1474, La Pléiade, Gallimard, 1974. Le Grand Arc, histoire militaire et sociale des archers, de René Hardi, Denoël-Édita, Lausanne, 1977.

Le Tir à l'arc, de Michaël Nayrole et Francis Simon, Nathan, 1990.

Initiation au tir à l'arc, de Laurence Frère et Sébastien Flute, Nathan, 1992.

Retour des héros

Pour se souvenir :

Revoir des péplums, pleins de Romains, de Gaulois et de barbares. Les westerns, avec, notamment, la Flèche brisée, d'Elmer Daves avec James Stewart (1950) et le violent et non manichéen Jugement des flèches, de Samuel Fuller, avec Rod Steiger et Charles Bronson (1957). Ou bien la Flèche noire, de Gordon Douglas (1943), la Flèche et le flambeau, de Jacques Tourneur (1950), deux intrigues médiévales proches de Robin des Bois. Et, bien sûr, les différentes versions des aventures de ce dernier. Dans la réalisation d'Allan Dwan (1922) avec Douglas Fairbanks, l'un des sommets du cinéma muet. Parlant, le chef-d'œuvre en technicolor de Michael Curtiz (1938) avec Errol Flynn et Olivia de Havilland ; sans oublier la fresque hollywoodienne réalisée par Kevin Reynolds, avec Kevin Costner, en 1992.

Plumes...

45 000 tireurs

Sportifs ou archers de tradition, ils sont 45 000 licenciés en France, répartis au sein de 1 500 clubs. Il faut compter 180 francs pour une licence, 90 francs pour les moins de dix-huit ans et 45 francs pour les enfants de cinq à onze ans. Les cotisations pour les compagnies ou les clubs s'échelonnent entre 500 et 1 000 francs. Pour tous renseignements : Fédération française de tir à l'arc, 268-270, rue de Brémont, 93561 Rosny-sous-Bois. Tél. : 48-94-23-82. Fax : 48-94-23-48. Minitel : 3615 code FFITA.

Jeunes cordes

Ce sport peut se pratiquer très tôt et pendant longtemps. Depuis un an, la Fédération française de tir à l'arc accueille des poussins de cinq à onze ans. Pour eux, il faut seulement prêter une attention particulière et veiller à ce que les arcs ne soient pas trop puissants, pour éviter d'inhiber leur croissance ou prévenir un risque de scoliose.

L'arc et la cible

Les clubs fournissent ses premières armes au novice. Après, il lui faudra compter 1000 francs pour un

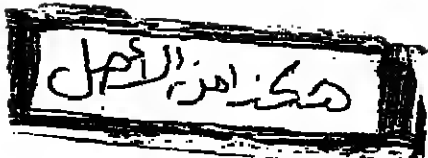
équipement : 600 francs pour un premier arc composé de carbone ou autres matériaux métalliques, et 400 francs qui complètent la valise : flèches, carquois et divers accessoires de protection (la palette protège les doigts, le bracelet permet d'éviter le froissement de la corde sur l'avant-bras ou le plastron, pour les femmes, qui protège le sein). Une valise de haut niveau revient à 10 000 francs. Pour les athlètes de l'équipe de France, elle vaut de 15 000 à 20 000 francs. Une flèche en carbone coûte environ 100 francs. Un champion en possède au moins dix.

Contre-stress

Le tir à l'arc est devenu l'un des grands must du loisir. Stations de ski, pendant l'été, et clubs de vacances proposent cette activité aux cadres dynamiques stressés. Sur les autoroutes, on débusque les automobilistes en leur faisant tirer quelques flèches pour oublier la routine du blème.

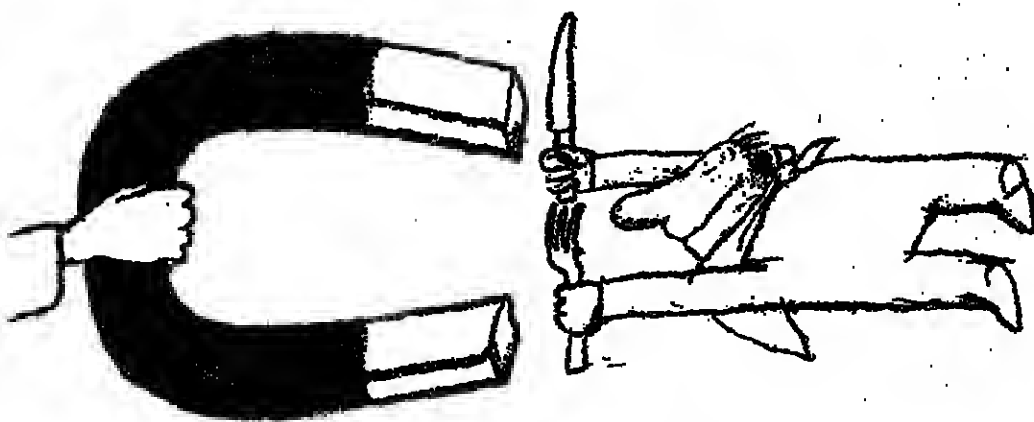
Intérieur-extérieur

Outre le tir en extérieur, la discipline olympique, sur une cible de 70 mètres pour les hommes et 60 mètres pour les



Guides

Plus que jamais, le balisage des itinéraires gourmands se veut juste et complet. Guides à l'heure de la crise.



De la cuisine française, on ne peut guère changer l'aspect. Elle est née de ce peuple, de la bourgeoisie ou de la finance, de ces bistrots aussi ; elle est un trait d'époque. La cuisine, c'est offrir un « guide » : la nommer, c'est fixer un usage. Chaque année, avec la livraison des guides, se pose la question de leur utilité. Voici le Paris gourmand de Gilles Pudlowski, le Champéard, le Gault et Millau de Paris et de la France entière, et quelques autres encore. Tous à l'ombre du Michelin, qui ne change pas ses habitudes et paraîtra lorsque les bécasses seront de retour !

Faire un guide, c'est tendre un miroir aux fastes d'une société, et ce miroir est le plus populaire. Gilles Pudlowski réussit, avec le Paris gourmand, à teindre cette gâterie. Mais l'idée qu'un guide puisse aussi produire une image prospective de la cuisine est peut-être un leurre. Elle est revendiquée, pourtant. Comme l'opéra, la cuisine est un produit fini, dont le public attend la reprise et qui ne se lasse pas de la forme fixée autrefois. On le voit bien avec l'épisode - révolu - de la nouvelle cuisine, même si ses « inventeurs » prétendent, à juste titre, qu'après elle « rien ne sera plus comme avant ». Ce « retour au passé » que stigmatise Christian Millau (Guide de la France 1994) n'est d'ailleurs pas plébiscité par tous : le chef Jacques Ducoux (Greuze) - soixante-treize ans - cité par François Simon, regrette le temps où les cochons du Morvan avaient un goût de coquette : « Maintenant qu'il y a du terroir, rien n'a plus [le goût de] rien. »

Outre les qualités de style, on doit reconnaître à la plupart de ces guides le mérite d'offrir une nomenclature plus ou moins exhaustive pour l'inviter à la découverte, et parfois un bel exercice de taxinomie. La palme revient au Guide des spécialités des restaurants chinois en France, établi par N. G. Yok-Soo (Editions Les Cent Fleurs, 120 F, bilingue français-chinois) qui comporte, pour Paris, un classement par station de métro !

Plus qu'à vanter une cuisine de l'impossible, car la crise et ses tourments sont là, il nous reste à discerner et à louer quelques figures qui se tiennent, ainsi l'art du bico recevoir dans un cadre modeste autour de quelques plats - c'est le propos du Guide Lebey des restaurants de Paris 1994. Le seul, avec Champéard, à signaler l'arrivée d'un nouveau chef - Mark Singer - au Dodin-Bouffant. Le « Lebey » dans son format de poche, sans fioritures, sans littérature, mais fiable, est décidément « l'ami sincère » des cuisiniers ! Dans les autres guides, ce nouveau chef aura un an de purgatoire, jusqu'à la prochaine édition.

Où trouver l'adresse d'un « self » en plein seizième, ou bien de la Cantine Rachmaninov (1) ? Dans le guide Paris aux meilleurs prix de France, et Bernard Delhal (Flammarion, 95 F). Ce n'est pas un guide gourmand, mais la nomenclature des tables parisiennes est inattendue et souvent sympathique. Et maître de guide gastronomique aussi, on convie-t-il pas de sortir des sentiers battus ? Car la crise est là, au cœur du débat. « L'écrémage, et la sélection par la qualité, est une loi de la nature », assure Gilles Pudlowski, qui se veut le « Zorro de bon ton » de la « nouvelle critique » gastronomique, et pour qui « le gourmet exigeant sera (peut-être) le bénéficiaire de la crise ». Autre point de vue, de la part de Christian Millau, le vétéran du Guide Julliard de Paris, il y a trente et un ans : « La surcote à la baisse se fait aux dépens des consommateurs et, quand c'est mauvais, c'est toujours trop cher. » C'est l'éternelle histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein !

Alain Senderens quitte le club des « 19,5 » du Gault-Millau 1994 et laisse sa place à Alain Roellinger de Cancale, qui vient de réaliser de gros investissements et déclare « faire de la cuisine dans l'espoir que ses clients partageront le plaisir qu'il se fait à lui-même ». On le souhaite en effet. Pour ma part, je tiens Roellinger pour un vrai chef, mais dans un registre de « curiosités ».

Marc de Champéard est, lui, un adepte de la méthode Cooc : outre cuisine reste la meilleure du monde ; seuls les cuisiniers connaissent des difficultés. On voudrait le croire. Son enthousiasme l'emporte parfois lorsqu'il nous fait visiter, comme si nous y étions, la nouvelle adresse du restaurant de Joel Robuchon (59, avenue Raymond-Poincaré, 75016), dont pourtant la date d'ouverture n'est toujours pas fixée : en janvier, sans doute ! Accordons à l'auteur de ce guide, difficile à consulter en raison de son classement géographique régional, le courage de dire qu'aujourd'hui la seule vedette est le produit et d'annoncer la « fin de l'époque du cuisinier-star ».

Si ce postulat devait se vérifier, comme dans d'autres secteurs de la création, les « guides » alors entre-raid aussi dans la crise, où se trouve déjà une bonne partie de la presse gastronomique. Vu leur nombre, et leur santé, ce n'est pas pour demain. Mais la mode revient-elle de ces itinéraires gastro-

nomiques dont le Paris gourmand de Pierre Béarn (NRF, « Les Documents bleus », 1979), au titre prémonitoire, contenait déjà pour moitié renseignements pratiques et pour moitié moitié histoires et anecdotes ? Voudrait-on par là nourrir la verve des convives, les provisions de mots, ou de traits d'esprit ? « Et l'on en parle ! » On se souvient du mot de Talleyrand qui stipulait que le commentaire d'un souper gourmand était au menu des gens d'esprit. A ce titre, la refonte, pour 1994, du Paris gourmand par Pudlowski, avec ses textes littéraires, ses encadrés historiques, judicieusement placés en exergue de chaque quartier de Paris, est peut-être, sinon le plus novateur, du moins annonciateur de changement.

Chacun n'a-t-il pas souvenir d'un plat d'une exécution parfaite, d'un miracle qui tenait autant au produit qu'au chef, et auquel la qualité des convives n'était pas indifférente, au hasard d'une maison méconnue de nos guides recommandés. La vérité de la table serait-elle, demain, le pèlerinage vagabond du « pion de Paris », qui s'autorise, sans préjugés, les visites « hors barrières » au gré d'une libre musarderie. Personne ne s'est extasié encore du « civet de lièvre et son râble rôti » de Gérard Alonso (2), dans un établissement du Beaulieu doté d'une modeste fourchette au Michelin 1993. Nos régions sont riches de talents méconnus ; et les guides encombrés de faux génies ! Quand

Nicolas de Rabaudy nous présente ses *Diners de rêve* (Solar) dans les « trois étoiles » d'Europe, on hésite à parler de guide. Mais paradoxe pour paradoxe, le moins étoilé de tous, parce qu'il n'existe pas de Michelin de la Suisse - Freddy Girardet - est aussi le « queux » dont le talent et le génie culinaire même, depuis quinze ans, n'ont jamais été contestés !

Alors, guide pour guide, admettons aussi ceux dont les critères, réellement qualitatifs, même s'ils sont issus d'une cooptation à vocation commerciale, peuvent éclairer utilement les choix du gourmand et du voyageur : ainsi le guide des Relais du silence (Europe et Canada), dont c'est le 25^e anniversaire, et le Guide 1994 des Relais et Châteaux et Relais gourmands - 40^e anniversaire ! - qui consacrent désormais une page à chaque établissement, avec une photo et un plan d'accès. Les guides, cette année, sont un chœur auquel tous participent, qui disent la singularité d'une cuisine, mais dont on distingue surtout les individualités.

Jean-Claude Ribaut

(1) 26, avenue de New-York, Paris (16^e). Tél. : 47-20-65-77.

(2) Auberge des Vignerons, 69840 Reminges. Tél. : 74-04-45-72.

Les Guides :

- Guide Pudlowski du Paris gourmand 1994 (2 200 adresses, restaurants, bistrots à vins, marchés, meilleurs produits) J. C. Laités, 750 F. Plume alerte, bon choix de restaurants et fournisseurs.

- Guide Gault-Millau Paris 1994 (7 000 adresses : restaurants et autres) Médiasur, 145 F.

- Gault-Millau France 1994 (8 700 restaurants, auberges, bistrots, palaces...) en France, Belgique et Suisse. Médiasur 170 F. A noter, le prix du menu-carte de Toutoune (Paris 5^e) a changé depuis la parution du guide : de 179 F, il est passé à 150 F. Heureuse époque !

- Champéard 1994 le Guide gastronomique de la France et de l'Europe. Champéard Productions 160 F. A noter : la cave à cigare de l'année (sic) chez Jean-Pierre Vigato (Apiculus).

- Le Guide Lebey des restaurants de Paris (Bourin/Julliard 110 F) : 770 restaurants à Paris.

TOQUES EN POINTE

Bistrot des Halles

Près du marché, au cœur de Dijon, ce bistrot est un modèle du genre. Aux fourneaux, le jeune Pierre Bessein, ancien collaborateur de Jean-Pierre Billoux et désormais associé. Les entrées (35 F environ) : jambon persillé, terrine de bœuf, plat de croûte, soupe au potiron ou terrine de hareng fumé. La tête de veau (59 F) est sublime, « à la diable », servie avec un jus de veau aromatisé, qui met en valeur les vins du château de Puligny-Montrachet (le rouge, Bourgogne générique à 75 F la bouteille, et pourquoi pas avec ce plat, le blanc Clos du Château 1992, à 85 F). Canard en civet, affumée de morue aux pommes sautées, palette de porc aux petits légumes. Les choux des profiteroles sont du jour et la crème brûlée est au pain d'épices. Une carte digne de l'enseignement d'autrefois : « Restaurant ouvrier, cuisine bourgeoise. » Comptez moins de 150 F, vin compris.

► Dijon, 10, rue Bannelier (21000). Tél. : 80-49-94-15. Fermé le dimanche.

L'Abbaye Saint-Michel

Calme et luxe en cette abbaye restaurée par la famille Cussac, avec sur le vignoble naissant d'Epineuil. Dans le cloître, un dîner est servi où l'on remarque les écrivains « patris rouges » et les « escargots de Bourgogne au vert du jardin ». La sauce hollandaise du « hirbot aux asperges de Veneuil » aurait mérité plus de soins, mais la « tête de veau aux simples du pouligny » était parfaite. Vins d'Epineuil, ce fut le pari, un rouge côtes-de-groisy 1991, léger, parfumé, qui augure bien du retour des vins du Touraine. Relais et châteaux. Menu à 300 F. A la carte, comptez 400 F.

► Tonnerre, Montée de Saint-Michel (89700). Tél. : 96-55-95-99. Fermé le dimanche et le mardi matin.

Regency 1925

Coup de cœur à La Varenne-Saint-Hilaire, patrie de Charles Thémis. Méconnus des guides et guides, cet établissement des abords de la Loire propose un fastueux repas de saveurs automnales autour d'un perdreau gris, rôti en bûche, une cuisson qui concourt les saveurs, et de quelques plats de gibier. Michel Croisille dirige avec talent cet établissement au décor luxueux et baroque dont l'un des mérites est un bûche d'huîtres très soigné. Au quotidien, en semaine, menu à 170 F. A la carte, comptez environ 300 F.

► La Varenne-Saint-Hilaire, 96, avenue du Bac (94210). Tél. : 48-83-75-15. Tous les jours.

Le Zeyer

C'est la brasserie idéale du dimanche soir, avec son décor sans âge, plutôt gai, une clientèle d'habités et un service très attentif. Cams, praires et palourdes, huîtres de pleine mer de Normandie (44 F les six), belons (84 F les six n° 3) et spécialités garnissent le banc de l'éclairer. Les classiques de brasserie - de la salade de gésiers d'oie chandis aux poireaux frais en vinaigrette (32 F) - ont leurs amateurs. J'ai préféré une robe choucroute alsacienne (80 F), aux viandes et charcuteries parfumées ; la rapidité du choux, finement émincé, maintient légèrement ferme, et les bûches de gésiers appellent les arômes d'un riesling de Dorn. Desserts classiques, mais le gâteau Opéra manque de caractère. De 200 F à 300 F, selon la cote de l'éclairer.

► Paris, 234, avenue du Maine (75014). Tél. : 45-40-43-58. Tous les jours : commandes jusqu'à 1 h 15 du matin.

Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990, le Monde vous propose deux services MINITEL :

36 17 LMDOC
recherche de références par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56
recherche et lecture en texte intégral

Commande et envoi possible par courrier ou fax, paiement par carte bancaire.

Gastronomie

LE PETIT BEDON
Ouvert tous les samedis soir
La Poule au Pot
tous les samedis
Le Pot au Feu
tous les jours
Menu à 150 F TT compris
38, rue Pergolèse 75016 Paris
Tél. : 45-00-23-66

DODIN-BOUFFANT
Son bon rapport qualité/prix, menu à 195 F
Personnes croisées, cuisine du marché
Service : 12 h 30 à 14 h 30, 20 h à 23 h
15, rue Frédérique-Saumon-5, 45-25-25-14
Ouv. 11h - F. Sam., dim. - Parking Lappage

JARRASSE
Poissons et fruits de mer. Salons.
4, avenue de Madrid, NEUILLY
46-24-07-56. Fermé dimanche.

LES GRANDES MARCHES
Place de la Bastille

La Villa Grède
Un cadre agréable, un service attentif et une cuisine créative d'une rare qualité.
Menu 110 F croisé, 180 F le soir avec pain.
Pavé, cass, rôtis et d'été
19, r. d'Anjou (2^e) - 47-42-84-92
Ouv. 11h - F. Sam., dim. - Parking Lappage

OU ALLER Dîner SAMEDI SOIR ?
Robert et Pierrette Daubian vous accueillent au VAN GOGH 2, quai Aulagnier, 92000 ASNIERES
Arts sous le pont de Cléty, au bord de la Seine
Parking et volantes
Tél. : 47-91-05-10. Fax : 47-93-00-53.

Le Monde
PUBLICITE GASTRONOMIE
Renseignements :
46-62-73-22

Huîtres toute l'année. Poissons - Plats traditionnels. Décor "Brasserie de luxe". Terrasse ensoleillée. Tous les jours de 11h30 à 1h30 du matin.
Tél. : 43.42.90.32

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourme, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Président directeur général : Jacques Lesourme
Directeur général : Michel Cras
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Isabelle Tarkil
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. 01 46 62 72 72
Tél. 01 46 62 72 72 - Société filiale de la SARL Le Monde de la Média et des Médias France SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - 12 pages LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-25-04-56
Imprimé de « Monde »
12, r. M. Gumbour
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde sur COROM : (1) 43-37-66-11. Microfilms : (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale annuelle y compris CEE et non
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 031 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 036 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour tous abonnés, remettez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
• LE MONDE • (1 SPS) • quotidien • publié tous les jours • LE MONDE • 1, place Hubert-Beuve-Méry • 94852 IVRY-SUR-SEINE • France • Société anonyme des lecteurs du Monde • 15, rue Falguière • 75001 Paris • 1511
• POSTPAID • Seul adhésif autorisé en France • N° 1511, Clamart N.Y. 12019 - 1511
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE Inc. 190 Pacific Avenue Suite 604 Vernalia Beach, VA 23451 - 293 LSA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

TOQUES
EN POINTE

PHILATÉLIE

Airbus en aérogramme

Un nouvel aérogramme est actuellement mis en vente dans les bureaux de poste. D'une valeur de 6 F, il représente un Airbus A-340, dessiné par le spécialiste des timbres de poste aérienne, Joseph de Joux. Il est imprimé en offset. Il remplace progressivement le modèle précédent à 4,50 F (hélicoptère Dauphin 2), mis en service en juillet 1992.

Un aérogramme est un entier postal sur lequel est imprimé un timbre - à tarif unique, quelle que soit sa destination. Le premier aérogramme français est apparu le 18 juin 1969: il portait une valeur faciale de 1 F représentant le Concorde. Lui ont succédé le Concorde postal (« l'oiseau bleu », 1970), un Concorde survolant Paris (1977), une Liberté de Gandon (1983), un Airbus survolant Paris (1984), le logo du Bicentenaire de la Révolution française (1989), l'ATH-72 (1990), puis le Dauphin (1992).

P. J.



En filigrane

• Notre-Dame de Paris en Ouganda. - L'Ouganda vient d'émettre une série de huit timbres et deux blocs consacrés à des cathédrales du monde entier: Saint-Patrick (New-York), Saint-Basile (Moscou), Saint-Pierre (Vatican) et Notre-Dame de Paris.

• Ventes. - Vente aux enchères de timbres, samedi 4 décembre à 14 heures, à l'hôtel des ventes de Nantes, composée d'importantes collections de France, colonies et monde entier. Une rareté: un « ballon monté » pour le Pérou.

Belles ventes sur offres Cérés (Paris, tél.: 01 42 33 31 91, catalogue gratuit) clôturées les 7 et 21 décembre. Points forts: classiques neufs de France, variétés semi-modernes et modernes, carnets.

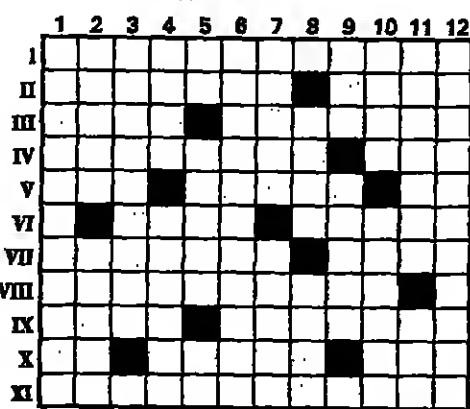
Ventes sur offres Robineau (Paris, tél.: 01 47 70 16 90) clôturées le 6 décembre. Parmi plus de deux mille lots, un bloc de quatre neufs du n° 1 de France (prix de départ 21 000 F); deux 1 F vermillon grille sur fragment (80 000 F et 85 000 F); dispersion d'une belle collection de marques et oblitérations de Paris.

• Aliénation et authenticité nationale. - Philippe Devid vient de publier une étude dans la Revue juridique et politique (n° 3, septembre 1993) intitulée « Mimétisme, aliénation et authenticité nationale à travers la philatélie des États d'Afrique noire ». L'auteur fait le point sur les pays d'Afrique ayant ou non - su préserver leur authenticité nationale dans le domaine des timbres-poste. Il relève la bonne conduite d'une dizaine d'administrations postales de l'Afrique subsaharienne: Côte d'Ivoire, Éthiopie, Nigérie, Angola, Zambie, Botswana, Maurice, Zimbabwe et Kenya.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel le Monde des philatélistes, 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. Spécimen récent contre 15 F en timbres.

Mots croisés

n° 792



HORIZONTALEMENT

1. Publique elle se vend au public. - II. Peut être sordide ou somptueux. En plein Pô. - III. Déchet. On ne le souhaite ni basse ni haute. - IV. On la prenait chez Molière. S'apprécie à la campagne. - V. Normalement on peut s'y fier. Fleur. En trop. - VI. Heureux pour Péguy quand ils seront mûrs. Va pour le lavas. - VII. Leur notoriété est quasi inexistante. Forment parfois un chepelet. - VIII. S'oppose à toute ouverture. - IX. Dans l'Aude. Son emploi n'est plus à la mode. - X. Adverbe. Font tout comme l'antruche. Adverbe. - XI. Remblai.

VERTICALEMENT

1. Prévoit la pluie et le beau temps, dit-on. - 2. Ce n'est pas la cité des femmes de Fellini. Mince couche blanche. - 3. Fait peu de cas de l'indépendance. - 4. On l'a méconnue. Peintre hollandais. - 5. Conjonction. En chausson en deux mots. Possessif. - 6. Pour les fêtes non diététiques. - 7. Font disparaître.

Vous ne les voyez pas et pourtant ils sont sous vos yeux. - 8. D'une grande famille. Capitale antique. - 9. Pour Ophélie ou pour le roi. Offre un certain sourire. - 10. Choisit sa cible, en un sens. On ne peut plus rien y mettre. - 11. Orchidée. Lorsqu'il est donné, il n'y a plus qu'à suivre. - 12. Ressortent.

SOLUTION DU N° 791

Horizontalement

I. Carambolages. - II. Opinion. Menu. - III. Nèpe. UDF. Roc. - IV. Traicteurs. CC. - V. Roidi. Laiche. - VI. Lorraine. - VII. Colt. Éteules. - VIII. Tutes. Insane. - IX. Ut. Sabot. Dru. - X. Ere. Man. Four. - XI. Linguissants.

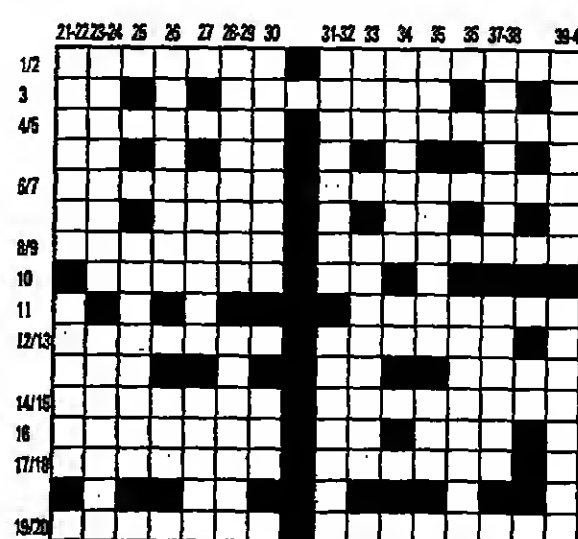
Verticalement

1. Contractuel. - 2. Apéro. Outra. - 3. Ripaille. En. - 4. Anecdotes. - 5. Mi. Tir. SAMU. - 6. Boue. Ré. Bai. - 7. Ondulations. - 8. Fraient. - 9. Am. Sinus. Fa. - 10. Ger. Céladon. - 11. Enoch. Enrut. - 12. Successeurs.

François Dorlet

Anacroisés

n° 793



HORIZONTALEMENT

1. AEEGMNR (+ 3). - 2. DEENNY (+ 1). - 3. AEF. GINT (+ 2). - 4. DDEIOT. - 5. AABDELNS (+ 2). - 6. ARGIOIT (+ 2). - 7. EEDNOTU. - 8. EELNS. - 9. CEEHRTU (+ 1). - 10. AEEELST (+ 3). - 11. ADEEEN. - 12. AEEINNTU (+ 1). - 13. EEIRST (+ 7). - 14. AEEINNST (+ 5). - 15. AEEINNTU (+ 1). - 16. ABO. RRS. - 17. DEISTU (+ 2). - 18. EEEGNS (+ 2). - 19. CEEEPST. - 20. AEEINNST (+ 1).

VERTICALEMENT

21. CEEEMNO. - 22. AANPSS. - 23. AEEINNST (+ 1). - 24. EENRTU. - 25. AADNRST. - 26. ACDEENOR (+ 1). - 27. AAILLT (+ 4). - 28. ADEEELNS. - 29. EEEINNTU. - 30. EEEIRSS (+ 1). - 31. AAD. DEIST. - 32. AEEEGMR (+ 1). - 33. EEEIORTU. - 34. EEEINNTU. - 35. CEEINNU. - 36. EEEIMORST (+ 1). - 37. AEEIORTU. - 38. AAEIST. - 39. DEERTU (+ 4). - 40. EEEIMOPST (+ 1).

SOLUTION DU N° 792

1. AFFABLE. - 2. SWINGUAT. - 3. NEUVIEME. - 4. TURNOIS. - 5. TEMENOS, air sacré d'un sanctuaire (MONTES). - 6. CANNENT. - 7. ACROMIAL, relatif à une étroitesse de l'acromioclaviculaire. - 8. ENFLERA (ENFLERA, FLANIER, LANIFERE). - 9. ASTATES (TATASSE). - 10. DINANT. - 11. EXPURGE. - 12. DRESSING. - 13. SISTER (TUNES). - 14. INUSITE. - 15. EMACIES. - 16. BRASERO (ARBRES, ARBRES, RESORA, ROBERAS). - 17. PROPRI. - 18. NATUREL. - 19. POUTSAT. - 20. ANTUEUX. - 21. ESCARPE (ESCAPER, RECAPAS, RECAPES). - 22. FEULTE (FLUENTE). - 23. EXPIRE. - 24. AVICOLE (OLIVACE, VIOLACE). - 25. MUNICEPE. - 26. LEONARDS. - 27. GOURBI. - 28. EMINCAIT (CENTRAL, MECANITE). - 29. ESEUNES (INSERIES, RESINES, SEUNES, SEUNES). - 30. ARIDITES (DISTRAL). - 31. WATTMAN. - 32. GREEMENT (EGEMENT, EMERGENT). - 33. ISTHES. - 34. NOMMAT. - 35. ASTICOTA. - 36. GUEULARD. - 37. THOMISME. - 38. ADONNEES. - 39. TESTASSE (JASSETTES, TETASSES). - 40. GREILS (GLISSER).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

n° 1565

TOURNOI DES GRANDS MAÎTRES

Jérémy Bédaride, 1993.
Blancs: K. Georgiev.
Noirs: W. Dlugov.
Défense slave.

1. e4	65 18 Td1	D66 6
2. Cf3	65 20 Fd2	Fd1 6
3. f4	65 21 Cc5	Fd1 6
4. f5	65 22 Td1	Cc4 6
5. Dc2 (a)	65 23 Cg7	Dc5 6
6. Fd2 (b)	65 24 Cc6	Fd5 6
7. Cc3	65 25 Dc6	Dc6 6
8. Fd3 (a)	65 26 Dd1	Dc2 6
9. Fd4	65 27 Dd6	Fd6 6
10. e5	65 28 Fd6	Fd7 6
11. Fd3 (b)	65 29 Cs7	Dd1 6
12. Td1	65 30 Rg2	Dd5 6
13. Cc4 (a)	65 31 Fd5	Cd5 6
14. g3	65 32 Dg6	Rd8 6
15. Cc2 (b)	65 33 Dd5	Cd7 6
16. f6	65 34 Dd6	Rd8 6
17. Cc4	65 35 Dd5	Rd8 6
18. Fc3	65 36 Cg7	théâtre 6

NOTES
a) Cette variation est un des moyens pour les Blancs d'éviter la variante de Mémor 5. Cf3, Cc7; 6. Fd3, Dc6; 7. Fd4, b5.
b) Une intervention de coupe par rapport à la suite habituelle 6. Cc3, Fd5; 7. Fd2 ou 7. Fd2 ou 7. g4 est intéressant sacrifice de pion en cours depuis deux ans.

c) On peut également poursuivre selon l'impulsion de la variante Tchernavov par 8. 0-0-0, laissant aux Noirs le soin de se décider entre plusieurs réponses, 8... b5; 8... c5 et 8... e5.

d) De cette manière, les Noirs règlent simplement le problème du centre et obtiennent un certain équilibre.

e) 11.a3 et 11.b3 sont aussi à envisager. Les Blancs doivent constamment surveiller l'avance e5-e4 suivie de l'attaque Fd2 ou Cg4.

f) Si 11... e4; 12. Cc4, Fd2; 13. Rg2, Cc4; 14. Rg3, Dd5; 15. f4, Dc3; 16. e4 et 17. Cg4; 18. e3, Cc2; 19. Rg2, Dd4; 20. Rg2 et 16. Cc4.

g) Menace de gagner la qualité par 14. Cg4.

h) Menace à nouveau la qualité par 16. Fd4.

i) Un peu embrouillée, les Noirs se résignent à cet abandon de la tension centrale et espèrent la suite 17. Dc4, Cc5; 18... Cc5 et 19... Rd3.

j) 19... Cc3 perdrait un pion après 20. Cc3 et 21. Fd5.

k) Terminant enfin leur développement, les Noirs peuvent croire qu'ils ont

rétabli leur situation, malgré la corréction de leur position de leurs pions (Fg7 et Dd6 sur une diagonale oblique).

l) Mais, première surprise, l'attaque commence par un sacrifice de qualité à longue portée.

m) Croquant par la menace 23. Cg7, les Blancs commencent à se débattre. Dd4 et 23... Cc3; 24. Dc3, Rg7; 25. Td6.

n) Une apparente refutation: si 26. bxc3, Cc4 et les Noirs restent avec une T de plus.

o) Mais l'attaque continue.

p) Afin de défendre la diagonale c2-h7.

q) Sans perdre mesquinement un temps pour défendre la Td1!

r) Forc. Si 30... Dg4; 31. Cc7 mat.

s) Si 31... cxd3; 32. Dg6; Rf8; 33. Cc6.

t) Si 35... Rf8; 36. Cc6.

u) Si 36... Td7; 37. Df6+ avec gain d'une T.

SOLUTION
DE L'ÉTUDE N° 1564
V. CUCIUC (1953)

(Blancs: Rb1, Cc8, Fd3 et a4. Noirs: Rg7, Fd5, g3 et h2.)

1. Cc6! Rb6; 2. Cc4; Rg6; 3. Rg2! Cc6; 4. Cc5; Rg5; 5. Cc3! Rb6; 6. e5; Rb5; 7. e4; Rg6; 8. Rb1! Rb7; 9. Cc5; Rg7; 10. Rg2! Rg8; 11. Cc6! Rg7; 12. Cc3; Rg6; 13. Cc4; Rg5; 14. Cc3! suivi de Rb2 et les Blancs gagnent. Tout simplement.

ÉTUDE N° 1505
T.B. GEORGIEV (1938)

Blancs (3): Rd7, Fd4, Pd6.
Noirs (5): Rd4, Pd5, a3, f5, f3.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Bridge

n° 1562

LE CHAMPIONNAT DU MONDE JUNIORS

Une des clefs de la réussite d'un contrat est de bien reconstruire les mains adverses comme le fit le jeune Allemand Reys dans la donne n° 29 de la finale du championnat du monde juniors de cette année.

♠ R 10 8 6
♥ R 9 5
♦ A R
♣ R 10 5 3

♠ 10 4 2
♥ 9 8 6 5 3 2
♦ A 7
♣ A 7

♠ A V 3 2
♥ V 7 3
♦ V 10 4
♣ D 9 6

Ann.: S. don. Tous vuln.

Sud
Reps
Molberg
Joest
Nord
Joest
Kvam
Est
Kvam

1. passe
2. passe
3. passe
4. passe

Quest entame le 2 de Cœur pris par l'As d'Est qui a rejeté le 8 de Cœur, pour le 7, le 10 et le Roi de Cœur. Comment Klaus Reys en Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense?

Réponse:

Le déclarant a pris la bonne décision de tirer l'As Roi de Carreau, et la Dame de Carreau étant tombée au second tour, il avait une photographie assez celle de la distribution puisque Ouest avait certainement quatre Cœurs et six Carreaux. Reys a donc tiré le Roi de Pique sur lequel est apparu le 9 sec, puis il a rejeté le 10 de Pique resté maître et ensuite le 6 pour le Valet de Pique. Il a alors joué le Valet de Carreau affranchi sur lequel il a défait le 9 de Cœur du mort. Il ne restait plus qu'à jouer le 6 de Trèfle et à faire l'impasse au Valet sur Est qui avait quatre Trèfles.

A l'autre table Nord avait ouvert de 1 SA, et Sud avait dit 3 SA. Nord, alors mal inspiré, avait chuté malgré l'entame favorable du 4 de Pique.

LA COUPE DEL DUCA

La Coupe d'or Cino Del Duca, le grand tournoi par paires le plus richement doté, a été créée, il y a plus de vingt ans, par M. Cino Del Duca en mémoire de son mari, le magnat de la presse. Cette compétition réduit chaque année à la Défense près d'un millier de joueurs parmi lesquels beaucoup de champions étrangers et notamment les Polonais. Il arrive cependant qu'un Polonais soit associé à un Français. Ce fut le cas de Krystof Martens en 1991 avec le Français Jacques Abiker. Ils ont fini seconds grâce à ce top de Martens à la donne suivante.

♠ R D 9 7
♥ D 2
♦ 10 8 3
♣ D 4 2

♠ V 8 6
♥ A V 7 5 3
♦ D 9 6 4
♣ R

♠ A 10 3 2
♥ R 8 4
♦ A 7 5
♣ A 9 3

Ann.: N. don. Pers. vuln.

Ouest
X...
Nord
Abiker
Est
Y...
Martens
1 SA

1. passe
2. contre
3. passe
4. passe

Quest ayant entamé le Roi de Trèfle sec, comment Martens en Sud a-t-il réalisé ONZE levées au contrat de QUATRE PIQUES quelle que soit la défense?

Note sur les enchères

Le contre de l'enchère de « 2 Trèfles » (Stayman) est l'exemple de ce... qu'il ne faut pas faire car le but principal de ce contre est d'indiquer une bonne entente. Or ce n'a rien de plus du tout été le cas si Ouest avait eu le Roi de Trèfle second...

LES NOUVEAUX LIVRES

Dans la collection « Les clefs du bridge » les Éditions Grasset viennent de publier deux ouvrages: le Squeeze simple (de Robert Barthe et Norbert Lebey, 230 p., 130 F) et 100 conseils pour gagner (de Ron Klingner, 220 p., 105 F).

Philippe Brignon

حکایت النمل

Franco Maria Ricci

Milan, Bologne, Florence, Parme, Rome et Turin, Paris et Londres, et, d'autre façon, New-York et Mexico. Les boutiques de Franco Maria Ricci sont présentes dans les mêmes villes que les artisans de luxe, les galeries d'art, les maisons de couture, et dans les mêmes quartiers qu'eux. Leurs symétries austères et le suoc de leurs colonnes affichent l'engagement néoclassique du maître de maison. Le dispositif intérieur est celui d'un cabinet de lecture où l'on confesserait volontiers ses penchants avant d'emporter de quoi s'y abandonner. La laque noire des rayonnages accorde suffisamment d'espace pour cacher aux livres et à la revue qu'il publie, non la place soustraite par une série d'objets identiques, mais celle qu'exigent les pièces rares d'où la lumière provient.

Ici, le décorateur est intervenu de la même main que le graphiste, le publicitaire, l'homme d'affaires, le directeur artistique, l'éditeur qu'est Franco Maria Ricci. Ses boutiques appartiennent à une gamme d'élégance assurément assez haute. L'on s'y reconnaît à coup sûr chez lui, en familiarité. Une impression confortée par la visite de ses bureaux de Milan et de sa propre demeure, de semblable composition, comme s'il s'y avait guère de séparation entre espace public et privé. Chaque édifice, paraît-il, offre une mise en abyme aux ouvrages, l'incitation qu'il convient d'entretenir des décors de soie noire sur une chair de pur chiffon bleuté ou vient se déployer, à gauche, sur deux colonnes, le texte, et, à droite, l'illustration. Un ordre auquel sa revue, *FMR*, s'est pliée sous sa glace de cartoline, transformant la grille en signature, avec le clair désir de hisser la marque de l'entrepreneur en œuvre d'un auteur.

C'est pourtant en se penchant sur les marques des autres que Franco Maria Ricci a commencé d'imprimer la sienne. Aurait-il mené une autre vie que celle d'un jeune aristocrate parmesan, préférant, à quinze ans, le « long musée des Alfa » à ses leçons de grec et de latin, si, cinq ans plus tard, en 1937, après un titre de champion d'Italie en 1300 cm² grand tourisme, il n'avait mis fin à sa carrière et à celle de la nouvelle Giulia Supersport qu'il essayait contre une paisible Mercedes ? Il ne retient de cette époque qu'une coupe d'argent, une cicatrice, et une passion jamais démentie pour les grosses cylindrées, soit justement plus que des études de géologie qui suivirent. Son diplôme d'ingénieur et quatre mois de terrain pour Gulf Oil en Turquie lui auront quand même apporté l'assurance que « ce n'est pas pour lui ».

Il se met à dessiner des affiches et des marques d'entreprises en sa bonne ville de Parme. Pour elle, pour ses banques, pour Agnelli. Il écrit : « Pour être un bon graphiste, nul besoin de savoir dessiner. Si vous savez, c'est tant mieux. Mais c'est indispensable d'avoir une certaine culture : d'avoir lu Shakespeare, Homère, Joyce, Dante, d'avoir regardé Sassetta, et Domenico Veneziano. La création d'un logo est un acte culturel. C'est une philologie. Cela ne met pas en jeu l'émotion comme en peinture. » Il se dit alors encore « timide », ce qui ne le rend que plus provocateur – et plus efficace. Il a le sens des paradoxes, un goût pour les associations étranges et des références sans réplique.

Mais l'histoire qui nous intéresse paraît vraiment commencer dans sa rencontre avec son aîné de deux siècles, le chevalier Giambattista Bodoni. L'homme est typographe de la cour au temps brillant où Parme était cette « petite capitale » que ne sera jamais Milan », selon Franco Maria Ricci. Marie-Louise en a fait une enclave du goût français et de son appétit de raison en terre italienne. Cette double culture éclairée aux Lumières exalte encore l'art du graveur. Celui-ci paraît indéchiffrable au jeune homme, la manifestation éclatante d'un « génie parmesan ». Il se met à son service et n'en sortira jamais. Vaudra principe pour lui ce que le chevalier exigeait d'un caractère : « la régularité, la netteté, le bon goût et la charme », ce dernier se dégageant de ce qui est « formé avec recherche, grâce à un travail fait amoureusement ».

Le *Manuel typographique* de Bodoni est introuvable : il se lance

dans sa réimpression. En 1965, au terme de trois ans d'un coûteux travail, il tient sa luxueuse « bible », comme on la nomme dans le métier, et la fait tenir aux principales bibliothèques. A sa grande surprise, quatre cents l'achètent et, Outre-Atlantique, les trois volumes vont intégrer les étagères des livres rares et anciens. La technique du fac-similé ne proposait alors le plus souvent qu'un grossier raccourci vers le texte original.

Franco Maria Ricci lui a offert un papier de qualité, une impression parfaite, une reliure de cuir, et son « charme ». Est-il le premier à le faire ? Il l'est assurément. On le savait graphiste et publicitaire, le voici en outre éditeur, et passionné par les techniques nouvelles.

Il prend son temps, mais se souvient du trèfle de l'Alfa lorsqu'il voudra choisir, deos les mille vignettes et filets laissés par Bodoni, sa propre marque, associant vitesse et harmonie. Il n'a pas fini pour autant de rendre ses devoirs au maître. Au début du dix-neuvième siècle, le rival de celui-ci, le Parisien Didot, avait gravé cent cinquante alphabets différents. Un geste que Bodoni ne pouvait laisser impuoi. Il répliqua en 1806, au prétexte du voyage de Pie VII pour le couronnement de l'empereur (1804). Son *Oratio dominica* offre le *Pater* en cent cinquante-cinq langues, composant, du brahmi au syriaque, le plus grand catalogue de caractères d'un seul burin que l'on verra jamais.

Franco Maria Ricci réédite le chef-d'œuvre avec les mêmes attentions que le *Manuel* et le fait précéder de l'*allocutio pro pace* prononcée par Paul VI en 1965 devant les Nations unies. Son affaire s'achève par un « coup » lorsque le Saint Père en signe huit exemplaires. La cause est entendue : conduite par une première dame des Etats-Unis, la jérubibolite se disputera désormais ses ouvrages. Alors, et pour en finir avec le seul fac-similé, il va au plus difficile, jetant son dévolu sur son « autre amour d'enfance » : l'*Encyclopédie* : « *Diderot était un génie absolu, presque comme Bodoni* », Ramené sous le contrôle des plus respectables autorités à dix-huit volumes, indexée et postfacée, l'œuvre lui « prend dix ans de sa vie » (de 1970 à 1979). La République française reconnaissante ne désignera pas en acheter de temps en temps une série pour offrir à ses hôtes illustres.

Dans le même temps, Franco Maria Ricci, l'éditeur, s'était décidé à entrer dans son siècle, celui que parcouraient déjà à grands pas le directeur artistique et le publicitaire. Ceux-ci avaient lancé le pont entre passé et présent, entre Parme et le reste du monde, qu'il pourrait emprunter. Les carnets de chèques qu'il a dessinés pour la caisse d'épargne de sa ville ont repris, sur fond sépia, les célèbres *putti* de la *camera di San Paolo*. Avec, au dos, outre le nom du graphiste, un véritable petit cours sur leur auteur, le Corrège. De même, les billets qu'il conçoit plus récemment pour Alitalia reprendront les éléments les plus reconnaissables de l'art italien des quinzième et seizième siècles.

C'est en 1966 qu'il donne, avec le *Déserteur*, de Jean Giono, le premier titre d'une luxueuse collection. « Les signes de l'homme », qui sera sans doute sa principale innovation éditoriale, celle d'où vont découler nombre d'autres (« Luxe, calme et volupté », « Quadreria », « Guides impossibles »). Entre en scène, sous une jaquette noire « qui concentre la vue sur le sujet », le fameux bleu Ingres de Fabrizio (le plus vieux moulin d'Europe – il date du dou-

zième siècle), façonné à l'imitation de Bodoni, qui avait imprimé sur cette couleur deux ou trois livres pour les érudits de la cour.

Une impression et des reproductions parfaites, tirées séparément et collées à la main, associant de grandes plumes à de petits maîtres, des figures curieuses, un art antique, exotique ou populaire qui n'avait auparavant eu droit qu'au silence ou au discours plat des spécialistes. Enté au jeu de tarots anciens, un peintre-paysan de la vallée du Pô ou des miniatures indiennes, un commentaire « nébuleux » de l'Apocalypse ou un étrange bestiaire, offrent des sires d'envol à Berthe et Calvino, Zarattra et Borges, Eco et Cortázar. Des auteurs qui appartiennent à ce qu'il appelle « la littérature moderne-classique ». L'un d'entre eux, Patrick Maurès, note : « Franco Maria Ricci n'est pas intéressé par la fiction, mais par une forme d'érudition fantastique à mi-chemin entre la fiction et l'essai ».

Se *Biblioteca blu* (toujours le bleu Ingres) sacrifiera cependant pleinement à ses penchants littéraires, de Sarrasine à Schwob, de Jean Paul à Vivreot Denon, de Noddy à Nabokov, anticipant sur les trente titres de la « Bibliothèque de Babel » qu'il fonde avec Borges et pour lui. « Je suis allé à Buenos Aires en 1972 et lui ai demandé de venir chez moi. L'Europe l'a découvert. C'était un mythe que l'on ne voulait pas connaître. Et un défi politique de l'inviter en Italie. La gauche bien pensante, les gens comme Moravia, feignaient de ne pas le voir, car elle le considérait comme fasciste puisqu'il détestait Pétro, à l'époque jugé de gauche, mais que Borges considérait, à juste titre, comme corrompu. Seuls Sciascia et Argan, qui étaient communistes, nous ont accueillis. J'avais remarqué chez lui une petite bibliothèque avec les livres qu'il aimait. Je lui ai proposé de les éditer. On lui a refusé le texte pour voir s'il était d'accord. Et il dictait ses préfaces. Pour moi, c'était atypique, car j'étais éditeur d'art ».

Et pendant ce temps-là l'industrie, pour nos produits les plus simples, les plus quotidiens, progresse sans cesse dans la qualité. L'art d'aujourd'hui n'est pas chez Moore ou Botero, ou chez Calder, qui a cru découvrir ce que les Chinois avaient inventé des siècles auparavant, il est dans la technologie. Autrefois, le pape ou l'empereur faisaient travailler les artistes, avec un souci d'efficacité. Maintenant, ce sont les entreprises qui financent. Les artistes sont au service de la technique et non plus d'une Église ou d'un pouvoir. Quoi de plus beau qu'une fosse ou une navette spatiale ? Quel labyrinthe plus achevé que l'intérieur d'un IBM ? Et quelle sculpture peut résister devant une Ferrari ? Leonardo avait compris cela. C'était un génie, pas un peintre. Il y a presque eu erreur sur la personne. C'était un ingénieur qui faisait de la peinture le dimanche. Il a été puni pour cela.

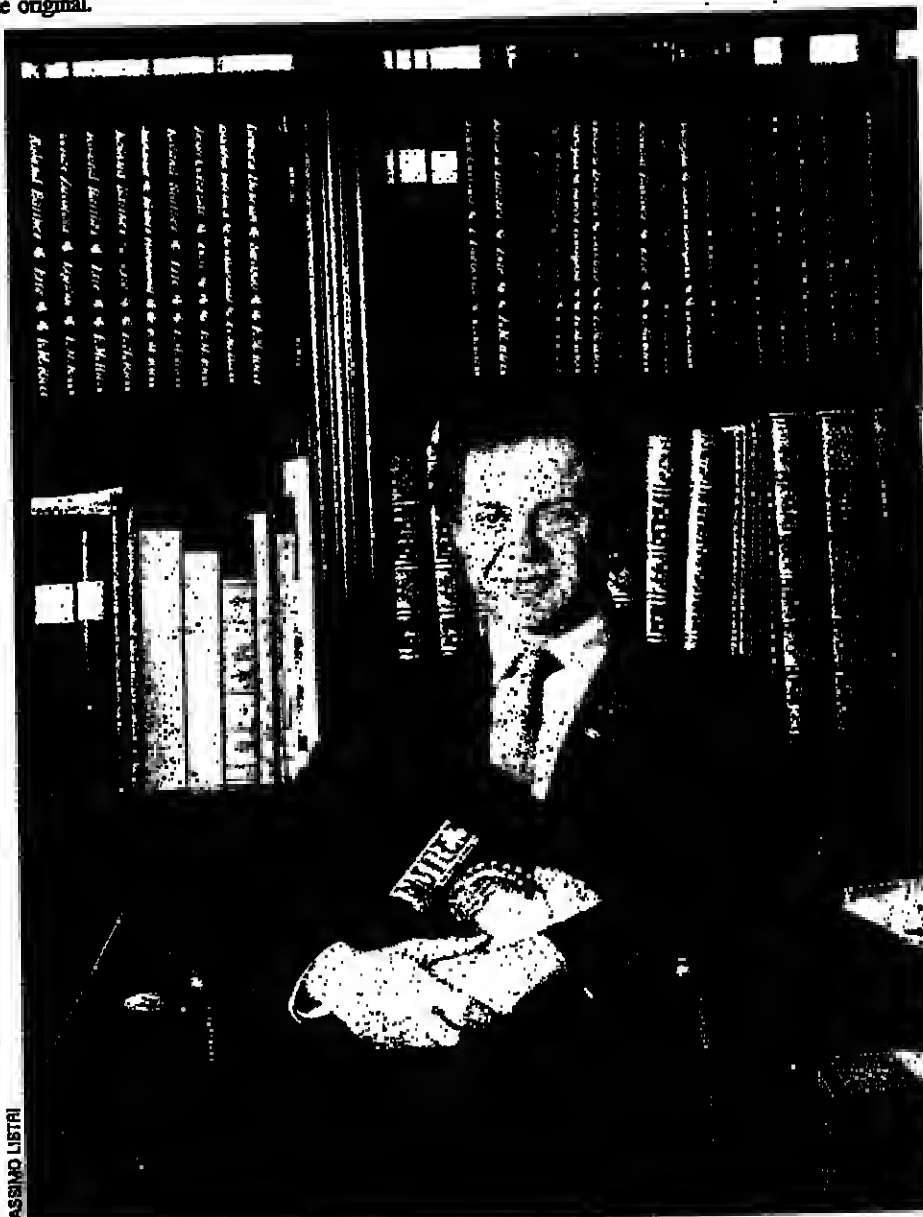
Regardez décoller un Jumbo. C'est l'équivalent contemporain de la coupole de Michel-Ange : tout ce poids qui prend l'air. On ne peut pas croire que la coupole va tenir. Pas un architecte n'est capable de réaliser cela. Ces briques patiemment posées et liées les unes aux autres. C'est de la haute technologie. Ouvrez votre ordinateur, c'est comme un corps humain, un écorché. Il n'a pas la banalité de deux morceaux de bois soudés que l'on pose au centre d'une place comme monument à la Résistance. Dans l'art contemporain, seule l'architecture est sauvée par son côté technologique. Le kitsch d'autrefois peut devenir une émotion d'aujourd'hui, et l'art des concepteurs enfante des chefs-d'œuvre ».

Est-ce vraiment tout ce qui reste pour alimenter son goût jamais démenti du bizarre ? « L'élégance de ses revues et de ses livres a parfois quelque chose d'excessif. Au point qu'ils en viennent à froier le non-sens. Mais il est difficile de ne pas voir dans ce snobisme une forme de la culture de Parme », commente l'un de ceux qui l'ont bien observé. Lui est conscient que, « après trente ou quarante ans, un éditeur ne peut que se répéter », que ses grands auteurs sont pour la plupart disparus, et qu'il doit répondre à trop de travaux de commande. Il déballe entre les bustes de maître qu'il collectionne avec autant d'acharnement que les ouvrages de Bodoni (il en possède huit cents des quatorze cents répertoriés), et ces vanités peintes dont il se délecte trop pour donner à penser qu'il hésite réellement entre les exigences de la renommée et celles d'une retraite solitaire.

« Je ne fais des livres que pour la découverte, pas pour l'histoire de l'art. Et pour le goût du travail de la main. Celui de la Renaissance, et même celui du dix-neuvième, sont loin l'un de l'autre de travailler pour l'éternité. Dans cent ans, si quelqu'un veut étudier des livres sérieux, il sera obligé de se confronter aux miens comme je le fais avec Bodoni, d'y trouver un exemple d'élégance. Mon espoir est de devenir un point de référence dans le graphisme du livre. Et qu'il y ait dans deux siècles des collectionneurs de mes dépliant publicitaires, prêts à payer comme moi aujourd'hui 2 000 dollars pour un simple placard imprimé par Bodoni ».

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Penier

► Franco Maria Ricci, 15, galerie Véro-Dodet, 75001 Paris. Tél. : (1) 40-41-00-24. L'*Encyclopédie* de Diderot reliée sole y est vendue 50 000 F ; les ouvrages de la collection « Les signes de l'homme » et « Luxe, calme et volupté » : 1 500 F ; ceux de la collection « Quadreria » : 1 850 F ; les « Guides impossibles » : 730 F ; l'abonnement à la revue *FMR* (six numéros) coûte 540 F.



« La création d'un logo est un acte culturel. »

CHOIX

Dix expositions et leurs catalogues

Nous avions demandé à Franco Maria Ricci quels étaient les dix livres d'art récemment publiés les plus importants à ses yeux. Il a préféré présenter les estelagues d'expositions qui, tant par leur contenu que par la qualité des couvertures qu'ils présentent, ont retenu son intérêt.

Antonio Canova. – Catalogue édité par Marsilio (1992) pour les deux expositions de Rome (Fondation Memmo) et de Venise (Musée Correr). Très belles photos de Mimmo Jodice.

Giovanni Paolo Panini 1691-1765. – Edité par Electa (1993) sous la direction de Ferdinando Arisi pour l'exposition présentée à Placenza en coordination avec la Musée du Louvre et de l'Hierzog Anton Ulrich Museum de Braunschweig.

Jacopo Bassano. – Edité par Nuova Alfa Editoriale (1992-1993) sous la direction de Beverly L. Brown et Paola Marini pour l'exposition d'abord présentée à Bassano del Grappa, puis à Fort Worth (Texas).

Guido Cagnacci. – Edité par Electa (1993) sous la direction de Daniele Benati et Marco Bona Castellotti pour l'exposition présentée à Rimini, important pour la qualité des textes comme pour l'iconographie.

Le Siècle de Titien. – Edité par la Réunion des musées nationaux (1993). Sans doute la plus importante des expositions présentées cette année à Paris (commissaire, Michel Lacroix). Texte érudit, mais la qualité des reproductions n'est malheureusement pas toujours à la hauteur.

Chets-d'œuvre de la Fondation Barnes. – Edité par Gallimard/Electa (1993) pour l'exposition du Musée d'Orsay. Excellente qualité des reproductions.

Dessins de Liotard. – Edité par la Réunion des musées nationaux en collaboration avec le Musée d'art et d'histoire de Genève (1992) sous la direction d'Anne de Herdt. Excellent travail pour une exposition de haute sensibilité, présentée à Genève et au Louvre.

L'Anne au corps. – Edité par Gallimard/Electa (1993) sous la direction de Jean-Claire et Jean-Pierre Changuex pour l'extraordinaire exposition du Grand-Palais – particulièrement en ce qui concerne les dix-huitième et dix-neuvième siècles.

Mexico, Splendors of Thirty Centuries. – Edité par le Metropolitan de New-York pour une exposition présentée à New-York, à San-Antonio, à Los Angeles, accompagnée d'un texte d'Octavio Paz.

Hispania-Austria. – Edité par Electa (1992) pour l'exposition sur la maison d'Autriche présentée à Innsbruck et à Tolède.

Borges considérait, à juste titre, comme corrompu. Seuls Sciascia et Argan, qui étaient communistes, nous ont accueillis. J'avais remarqué chez lui une petite bibliothèque avec les livres qu'il aimait. Je lui ai proposé de les éditer. On lui a refusé le texte pour voir s'il était d'accord. Et il dictait ses préfaces. Pour moi, c'était atypique, car j'étais éditeur d'art ».

Un éditeur d'art attentif par les revues d'art. « Les œuvres y sont traitées comme un manuscrit de Voltaire à qui l'on peut couper impunément les mains ou la tête. C'est pour cela que j'ai lancé *FMR* en 1982. Parce que Playboy était mieux imprimé et plus sérieux que les revues d'art. Je me souviens même d'un Mondrian d'où ils avaient enlevé les couleurs ! Personne ne se scandalise de rencontrer des couleurs fausses dans un catalogue, une revue ou un livre d'art. Si le manteau rouge du Caravage apparaît jaune, on trouvera cela sans importance et le compte rendu du livre n'évoquera que le texte. Même des musées importants veilleront à ne pas faire la plus petite erreur de date, mais pourront publier un tableau inversé sans s'émouvoir. Nous, nous faisons nous-mêmes nos photos, sans autre objectif que de donner à l'objet reproduit sa dignité ».

Les gens voient bien que nos livres sont beaux, mais d'une façon un peu superficielle. Nous avons la réputation d'être les meilleurs, mais ils ne comprennent pas exactement pourquoi. Alors ils achètent la grille comme on achète un livre hétéro, et en même temps un livre hétéro, comme si l'on pouvait collectionner Picasso et Buffet ! Et tout cela parce qu'il n'y a pas de culture visuelle vraie. Chaque livre d'art ne devrait avoir d'autre objectif que d'apporter cette culture. Sinon c'est comme une œuvre littéraire mal traduite. Mais l'histoire de l'art est devenue une discipline plus textuelle que